

## **Le Figaro, no. 23846**

Le Figaro, mercredi 21 avril 2021 946 mots, p. 15

Opinions

# « Quand la mixité ethnique disparaît, se réveiller trop tard condamne à la déploration »

Le Corre, Aziliz

En visite dans un quartier sensible de Montpellier, Emmanuel Macron a été interpellé par une habitante sur l'augmentation de la concentration de la population d'origine étrangère sur place.

La démographe dresse l'état de la situation\*.

**LE FIGARO. - À Montpellier, lundi, dans un quartier où vit une importante population d'origine étrangère, une femme a affirmé à Emmanuel Macron que son fils lui avait demandé si le « prénom de Pierre existait vraiment ou si ce n'est que dans les livres » . Cela est-il révélateur d'un manque de mixité en France ?**

**Michèle TRIBALAT. -** C'est tout à fait révélateur de la situation de certains quartiers et de communes entières où les populations d'origine étrangère sont très majoritaires.

Mais la statistique française ne permet pas de le constater aisément. Le Conseil national de l'information statistique (Cnis) a refusé, pour mesurer les concentrations ethniques, d'inclure dans le questionnaire du recensement les questions sur le pays et la nationalité de naissance des parents. Le Conseil national de l'information statistique a prétendu qu'il n'y avait pas de demande d'acteurs publics dans ce sens. Ces questions figurent pourtant dans nombre d'autres enquêtes de l'Insee (enquête Emploi par exemple), mais ne permettent pas de descendre à un niveau local assez fin. Avec le statisticien strasbourgeois Bernard Aubry, nous avons développé un indicateur de substitution, par défaut, mais qui correspond bien au cas de figure que vous évoquez : nous mesurons, à partir des données de recensement, les concentrations ethniques pour les moins de 18 ans vivant encore chez leurs parents.

**Le président a affirmé qu'il s'agissait d'un problème social. Partagez-vous son avis ?**

Les propos de la personne qui a interpellé Emmanuel Macron sont sans ambiguïté : elle illustre son grief à partir du prénom « Pierre », qui est un prénom chrétien, et affirme que son fils n'a jamais rencontré quelqu'un le portant. C'est bien de mixité ethnique qu'il s'agit. Prétendre qu'il s'agit là d'un problème social revient à supposer que ce sont les classes aisées qui font défaut alors que la personne qui s'adresse au président lui parle d'autre chose.

Son fils ne côtoie pas d'enfants d'origine française à l'école ou dans son voisinage qui lui permettraient de raccrocher à son vécu ce qu'il lit dans ses livres. Il vit dans une microsociété qui ne ressemble en rien à la société française tout entière, dont seuls les livres lui donnent un aperçu.

**Constatez-vous un basculement démographique dans certains quartiers ? La société française est-elle en train de se « ghettoïser » ?**

Les données sur les jeunes de moins de 18 ans indiquent clairement une augmentation spectaculaire du pourcentage de jeunes d'origine étrangère (c'est-à-dire ayant au moins un parent immigré) en milieu urbain. À la fin des années 1960, dans les communes d'au moins 5 000 habitants, ce pourcentage était en moyenne toujours inférieur à 15 %, y compris dans les plus grandes d'entre elles. Au fil du temps, les concentrations ethniques se sont accrues considérablement. En 2015, en moyenne, plus de 35 % des jeunes étaient d'origine étrangère dans les communes d'au moins 50 000 habitants. L'Île-de-France est particulièrement concernée, notamment la Seine-Saint-Denis. Par exemple, en près de 50 ans, la part des jeunes d'origine étrangère a été multipliée par

3,7 à La Courneuve, 3,6 à Clichy-sous-Bois et 3,3 à Aubervilliers. Dans ces trois communes, elle atteint près de 80 %. C'est le cas à Clichy-sous-Bois depuis déjà une dizaine d'années, indiquant un effet de saturation : les enfants des enfants d'immigrés ayant grandi et fondé une famille sur place ne sont pas pris en compte parce que petits-enfants d'immigrés.

Ces phénomènes de concentration touchent aussi d'autres villes en dehors de l'Île-de-France. C'est le cas de Blois où, en 1968, 5 % des jeunes étaient d'origine étrangère et le plus souvent d'origine européenne. En 2011, 40 % de la jeunesse blésoise était d'origine étrangère et presque entièrement d'origine extra-européenne. À l'échelle de certains quartiers, les concentrations peuvent être encore plus fortes.

### **Que peuvent faire les pouvoirs publics ? Est-il possible d'inciter des habitants d'origine française à s'installer dans ces quartiers ? Limiter les flux migratoires ?**

L'État français est resté indifférent au phénomène, tout en déplorant ses effets. L'incapacité de son appareil statistique à mesurer les concentrations ethniques témoigne de ce manque d'intérêt, autre que de circonstance. Tout préoccupé qu'il était à traiter du thème des discriminations, le Conseil national de l'information statistique n'a lui-même pas trouvé, parmi les professionnels de la statistique, une motivation suffisante pour dénombrer. L'État n'a pas éprouvé non plus le besoin d'en savoir plus.

En quoi pourrait bien consister une politique d'incitation à la mixité ethnique ? Les populations d'origine française consacrent beaucoup d'énergie à éviter ces quartiers. Et les opérations de rénovation des quartiers conduisent rarement à les rendre attractifs au point de peser sur leur peuplement.

S'agissant des flux migratoires, l'État a construit lui-même son impotence. Avec une politique migratoire fondée sur des droits, il n'a guère de leviers d'action pour en réduire l'importance. Et les liens avec les familles et les diasporas ont tendance à conduire les nouveaux arrivants à proximité de ceux qui sont déjà là. Se réveiller trop tard condamne à la déploration.

\*Michèle Tribalat est ancienne chercheuse à l'Institut national d'études démographiques (Ined). Elle étudie les questions de l'immigration en France, de l'intégration et de l'assimilation des immigrés et de leurs enfants. Auteur de plusieurs ouvrages salués par la critique, Michèle Tribalat a notamment publié « Les Yeux grands fermés : l'immigration en France » (Denoël, 2010) et « Statistiques ethniques, une querelle bien française » (Éd. L'Artilleur, 2016).

**Le Figaro, no. 23846**

Le Figaro, mercredi 21 avril 2021 661 mots, p. 8

# Le lancement précipité des états généraux de la laïcité

Annoncés dimanche par Marlène Schiappa, ils se sont ouverts mardi par une conférence d'intellectuels aux avis divergents.

Beyer, Caroline

**DÉBAT** Il est 13 heures lorsque Marlène Schiappa appuie sur un « buzzer » orange, sous les yeux du philosophe Raphaël Enthoven et de l'essayiste Caroline Fourest pour lancer sa « *grande consultation publique sur laïcité* », qui vise notamment les jeunes. Nous ne sommes pas sur un plateau télévisé, mais au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), ce temple des sciences et technologies fondé après la Révolution. Un lieu idéal pour lancer, devant une assistance faite essentiellement de journalistes, ses « états généraux de la laïcité » .

La ministre chargée de la Citoyenneté avait fait connaître cette initiative deux jours plus tôt, dans une interview au *Journal du dimanche* . Une annonce « *sortie de nulle part* », si l'on en croit de nombreux spécialistes du sujet, qui disent « *tomber des nues* » . La veille de ce lancement, on était d'ailleurs bien en peine, au Cnam, de fournir le programme de la « *conférence de haut niveau entre des intellectuels de toutes les sensibilités* », promise par la ministre. Cette conférence ouvre des états généraux de trois mois, qui devront permettre, à l'été, d' « *éclairer le travail du gouvernement, en complément du projet de loi confortant les principes de la République* » .

Il faut dire que Marlène Schiappa cherche à s'imposer sur le sujet de la laïcité, aux côtés de son ministre de tutelle, Gérald Darmanin, et de son collègue de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, qui incarnent une ligne ferme au sein d'un gouvernement tiraillé ( *lire ci-contre* ). Elle entend « *rassembler autour de la laïcité à la française* » et « *sortir de la tenaille entre, d'un côté, les identitaires d'extrême droite et, de l'autre, les indigénistes et Europe Écologie-Les Verts* » . Mais à entendre ces intellectuels qui sont intervenus sur place ou en visioconférence le 20 avril, force est de constater que les lignes de fracture sont plus subtiles.

Dans l'ancienne chapelle qui abrite le pendule de Foucault et l'avion de Louis Blériot, on a cité Aristide Briand, Victor Hugo, mais aussi Ghandi, Mustafa Kemal et Salman Rushdie. On a opposé « *laïcité de combat* » et « *laïcité libérale* » . Certains ont remis en question le lien entre la laïcité et l'égalité hommes-femmes. D'autres ont dénoncé l'utilisation « *piège* » du mot « islamophobie » .

« *Qu'on arrête de dire que la laïcité est une spécialité française* », s'emballe le philosophe Henri Pena-Ruiz, qui évoque « *Mustafa Kemal, l'antonyme d'Erdogan* » et cette Turquie qui donna le droit de vote aux femmes en 1934, dix ans avant la France. Pour lui, la laïcité est « *un principe d'émancipation* » . Il « *dénie* » au Rassemblement national « *le fait d'être laïc* » et dénonce « *la stupidité absolue* » de la mouvance décolonialiste.

Face à lui, l'essayiste Gaspard Koenig, porteur d'une pensée libérale, explique que la laïcité, c'est « *le laisser croire* », mais aussi « *le laisser vivre* ». « *Elle implique une manière de vivre, de s'habiller* », estime-t-il. Il craint la « *laïcité de combat* », qui voudrait selon lui « *réguler les comportements* » et « *imposer un mode de vie à des cultures qui dérangent* ». Spécialiste de l'enseignement du fait religieux à l'École pratique des hautes études (EPHE), Philippe Gaudin raconte que lorsqu'il demande à des lycéens de citer des personnes qui incarnent la laïcité, ils lui citent Ghandi, Mandela ou le dalaï-lama. « *Les jeunes d'aujourd'hui sont des citoyens du monde* », affirme-t-il, et ce monde est rempli « *de réveils religieux, pour le meilleur et pour le pire* » .

A contrario, l'essayiste Caroline Fourest considère que « *la pédagogie est le combat de notre époque* », notamment vis-à-vis de cette jeunesse « *à qui l'on fait croire que se battre pour la liberté d'expression, c'est être islamophobe* ». Un mot qui « *a tué les dessinateurs de Charlie Hebdo et le professeur Samuel Paty* » .

Reste à savoir si Marlène Schiappa parviendra à « *rassembler* », et quel sera le sort réservé à ces états généraux de la laïcité, au-delà des jeux politiques et des coups de communication.

## Visite de Macron à Montpellier: «Le communautarisme de ces quartiers rend impossible la mixité»



FIGAROVOX/TRIBUNE - Une femme a interpellé Emmanuel Macron lors de sa visite à Montpellier pour demander plus de «mixité» dans certains quartiers. Pour l'enseignante Barbara Lefebvre, la disparition de la «mixité» s'explique par la déliquescence de l'école républicaine et son abandon de l'assimilation, conjuguée à une immigration homogène de masse qui a favorisé l'émergence du communautarisme.

Par Barbara Lefebvre

Publié hier à 19:16, mis à jour hier à 19:16

«Emmanuel Macron a décidé d'intercaler «*une séquence sécurité*» qui sonne comme un début de campagne présidentielle.» *GUILLAUME HORCAJUELO/AFP*

*Barbara Lefebvre, enseignante et essayiste, est l'auteur de Génération j'ai le droit (éd. Albin Michel, 2018).*

Aux lendemains d'une séquence de communication présidentielle axée sur la sécurité et l'autorité, il serait cruel de présenter successivement les entretiens filmés ou écrits accordés par Emmanuel Macron à la presse depuis son entrée en campagne à l'automne 2016 jusqu'à aujourd'hui un an avant la prochaine présidentielle.

En cinq ans, que de contradictions, de propos polémiques immédiatement récusés car ils auraient mal compris. Tant de tergiversations idéologiques: un jour apprenti woke devant Mediapart en mai 2017 sous l'œil amusé d'Edwy Plenel séduit par ce jeune libéral futur président, un jour célébrant Jeanne d'Arc qui avait «*fendu le système*» ou visitant le Puy du fou.

Après cinq ans de pratique, le «*et en même temps*» a montré non seulement ses limites, mais avec la crise sanitaire et la crise sécuritaire, il a démontré sa nocivité.

Un jour, les contrôles policiers au faciès chez Brut, un jour l'annonce que 100% des déboutés du droit d'asile seront expulsés à Valeurs actuelles. Un jour, la France a commis «*un crime contre l'humanité*» en colonisant l'Algérie, un jour «*on ne choisit pas une part de la France*» car on doit aimer «*notre histoire, notre culture, en bloc*». Un jour «*le pognon de dingue*», un jour «*les Gaulois réfractaires*

*au changement*». Un jour, le «*virus ne connaît pas de frontière*», un jour il faut les fermer pour endiguer la diffusion d'une variante.

On pourrait poursuivre cette litanie de propos présidentiels antithétiques, mais n'avons-nous pas déjà le tournis? On aura rarement connu un président de la Vème République capable d'autant d'atermoiements politiques sur des sujets de fond. C'est probablement la clé de voûte du «*et en même temps*», dire tout et son contraire pour ratisser le plus large possible.

Et à la veille d'une élection qu'Emmanuelle Macron jouera à droite puisque c'est là que se situe la majorité des électeurs désormais, il lui faut donc aller chercher toutes les voix LR possibles. Cela a fonctionné en 2017 grâce à l'effet de surprise de ce candidat quasi-inconnu et l'opportune chute du principal concurrent.

Après cinq ans de pratique, le «*et en même temps*» a montré non seulement ses limites, mais avec la crise sanitaire et la crise sécuritaire, il a démontré sa nocivité. Il n'y a bien que deux sujets sur lesquels on peut reconnaître à Emmanuel Macron une constance absolue: son adoration pour l'Union Européenne et sa vénération de l'économie financiarisée sans frontière.

Dans l'actuel entre-deux d'agenda (entre le semi-confinement amorcé le 30 mars et le déconfinement promis début mai), Emmanuel Macron a décidé d'intercaler «*une séquence sécurité*» qui sonne comme un début de campagne présidentielle. Séquence qui fleure bon le rafistolage électoral. Il est nécessaire en effet pour Emmanuel Macron de prendre son élan tant la situation sécuritaire est critique, l'état de l'opinion alarmant, et la majorité présidentielle désemparée, malgré les agitations médiatiques du trio Darmanin-Sciappa-Attal délégué à la communication «*République autoritaire*».

Ce que l'opinion retiendra en tenant son bulletin de vote, c'est qu'il n'a amorcé aucune reprise en main qui donnerait confiance aux Français pour l'avenir.

Le quinquennat Macron n'a pas inventé l'insécurité apparue dans ses formes présentes au milieu des années 1990 et qui n'a cessé de s'accroître. Il n'aurait d'ailleurs pas pu en cinq ans régler complètement le sujet. Mais ce que l'opinion retiendra en tenant son bulletin de vote, c'est qu'il n'a amorcé aucune reprise en main qui donnerait confiance aux Français pour l'avenir.

Pourtant dans un entretien fleuve au Figaro lundi, il déroule son usuel autosatisfecit et des promesses qui laissent le lecteur perplexe car tout cela a déjà été dit par les présidents Chirac, Sarkozy et Hollande. Comment à un an de la fin de son mandat, pourrait-on croire Emmanuel Macron alors que les insécurités se sont aggravées sous son quinquennat? Insécurité sociale, insécurité économique, insécurité culturelle. Et avec la suspension du débat politique dans les institutions représentatives de la nation imposé par l'exécutif sous prétexte de crise sanitaire, on peut aussi parler d'insécurité démocratique.

Dès lors, l'opération de communication, articulant entretien à CBS, au Figaro et visite médiatisée au quartier de la Mosson à Montpellier, illustre davantage l'affolement de l'exécutif à l'aube de la présidentielle que la sérénité d'un pouvoir fier de son bilan. Les huées ayant accueilli le président à Montpellier, peu relayées par les chaînes info montrent qu'il achève son mandat dans la même ambiance délétère que Nicolas Sarkozy et François Hollande qui eux aussi avaient fini par ne plus pouvoir sortir de l'Élysée sans être copieusement sifflés.

Dès lors, s'enorgueillir d'avoir 37% d'opinions favorables contre 14% pour Hollande et 28% pour Sarkozy à la même période, laisse songeur (surtout quand on sait que les «*présidents-septennat*» finissaient avec des scores supérieurs à 50% en fin de mandat).

En revanche, lorsqu'une enquête d'opinion précise que seuls 26% des Français font confiance à Emmanuel Macron sur la sécurité, ou que dans la lutte contre la délinquance 45% font confiance à Marine Le Pen contre 17% pour l'actuel locataire de l'Élysée, on comprend que la Macronie sente le vent du boulet.

Les deux vont de pair : quand l'école s'effondre sur ses bases, la délinquance explose.

Une récente enquête IFOP sur les thèmes préoccupant les Français à un an de mai 2022 montrait que derrière la question sanitaire, c'était l'éducation et la sécurité qui étaient prioritaires pour les Français. C'est bien ce

qui est ressorti de la visite présidentielle dans le quartier de la Mosson de Montpellier hier: une dégradation considérable de la situation scolaire et une explosion de la délinquance et son cortège de troubles à l'ordre public d'intensité variable.

Les deux vont de pair: quand l'école s'effondre sur ses bases, la délinquance explose. C'est pourquoi «*mettre du Bleu partout*» n'est qu'une réponse partielle au problème, il faudrait d'abord remettre de l'ordre éducatif partout en formant différemment les enseignants, en changeant les programmes de fond en comble, en réorganisant le système scolaire de A à Z.

La focalisation médiatique sur le discours de cette mère de famille portant le hijab et demandant au président «*de la mixité*» mériterait une longue analyse, sans parler de son anecdote sur son fils ne connaissant pas (à huit ans!) le prénom Pierre, qui en dit plus long sur le milieu familial et environnemental communautariste dans lequel il baigne, que sur les manquements de la République.

Restons-en à la requête de «*mixité*» de cette femme. D'une part, la mixité socioculturelle ne se décrète pas, elle relève du libre choix des individus de choisir leur lieu de résidence, sauf à demander à l'État de forcer à l'installation de populations sur des critères discriminants à raison de leurs origines réelles ou supposées, ce que Manuel Valls résuma jadis par la formule «*mettre des blancs, des white, des blancos*»!

D'autre part, la mixité sociale et ethnique a existé dans ces quartiers comme partout en France jusqu'au milieu des années 1980-début 1990. S'interroger sur les raisons de sa disparition c'est répondre à cette femme qui réclame ce que le communautarisme et l'homogénéité culturelle actuelle de ces quartiers ont rendu définitivement impossible.

L'école depuis 1990 a déconstruit tous les repères qui permettaient de faire société commune : la littérature, l'apprentissage de la langue, l'histoire, la géographie.

La mixité a disparu de ces quartiers de banlieues ou de ceux de certaines métropoles parce que, dans la décennie 1990-2000, les enfants d'immigrés d'origine européenne ou asiatique ont majoritairement progressé socialement et ont donc quitté ces quartiers où leurs parents primo-arrivants s'étaient installés, pour aller dans des quartiers moins défavorisés. C'est banal et assez universel dans les histoires migratoires.

En France, les parents à la veille de la retraite suivaient d'ailleurs leurs enfants en s'installant par exemple dans les banlieues pavillonnaires (pour certains en retournant au pays). Ce phénomène de départ des quartiers de banlieue est aussi vérifié pour les enfants d'immigrés maghrébins de la première vague migratoire, celle des années 1950-1975.

Comment ces enfants d'immigrés nés dans les années 1960-1970-1980 ont-ils pu «*progresser*» socialement et être en mesure de quitter ces quartiers? Grâce à l'école publique où une majorité d'enseignants pratiquaient encore les méthodes traditionnelles demeurant sourde aux injonctions de nivellement par le bas, exigées de leurs hiérarchies.

À partir du milieu des années 1990, les départs en retraite massifs ont conduit au renouvellement du corps enseignant formé désormais dans ces boîtes à formatage idéologique que sont les IUFM actuels ESPé, biberonné à la bien-pensance différentialiste.

Tout cela a conduit à la déliquescence de l'école publique, empêchant les enfants d'immigrés primo-arrivants et ceux qui formaient désormais la deuxième génération, d'apprendre pour s'émanciper. L'école depuis 1990 a déconstruit tous les repères qui permettaient de faire société commune: la littérature, l'apprentissage de la langue, l'histoire, la géographie.

Chaque parent peut constater la pauvreté intellectuelle des programmes scolaires réduits à la «*maîtrise de compétences*» (les «*skills*» anglosaxons promus par l'Union Européenne!) à peine dissimulée par la formulation pompeuse des intitulés, habileté des Inspections générales pour faire illusion.

Cette nouvelle phase migratoire (1999-nos jours) s'est ouverte au moment où la géopolitique de l'islamisme profitait de la mondialisation des flux et du ramollissement civilisationnel européen.

Au moment où l'école de la République renonçait à son exigence culturelle, à son projet assimilationniste, à son ambition d'émancipation (renonçant aussi au passage à sa laïcité comme l'affaire de Creil en 1989 le démontra), l'immigration de masse reprenait après vingt-cinq ans d'interruption.

En effet, entre 1975 et 1999, le taux d'accroissement moyen de la proportion d'immigrés oscillait entre 0.09% et 0.01%. À partir de 1999 et de façon ininterrompue jusqu'à aujourd'hui, ce taux est brutalement remonté et dépasse depuis plusieurs années les taux d'immigration des Trente Glorieuses (1954-1975).

L'origine de cette immigration a également changé puisqu'en 1975 sur les 3.9 millions d'immigrés plus de 65% étaient européens (Portugal, Italie, Espagne et autres), en 1999 sur 4.3 millions d'immigrés cette part européenne se réduisait déjà à 44% au profit de l'immigration maghrébine et africaine. Et en 2017, sur 6.2 millions d'immigrés, la part des flux européens n'est plus que de 35%.

Cette nouvelle phase migratoire (1999-nos jours) s'est en outre ouverte au moment où la géopolitique de l'islamisme profitait de la mondialisation des flux (financiers et humains) et du ramollissement civilisationnel européen, où la société française s'enfonçait dans un chômage de masse structurel (et son corollaire de hausse infinie des dépenses sociales), où la délinquance et les trafics explosaient, encouragés par le déni des élus locaux et nationaux, où l'antisémitisme nouvelle formule se répandait dans les banlieues et ailleurs.

Tout cela conjugué a fait disparaître la fameuse «mixité». Et l'école publique, dernier socle sur lequel pouvait reposer cette espérance républicaine d'une vie nationale partagée ayant été détruit, il ne peut y avoir que de l'homogénéité ethno-démographique dans ces quartiers.

Cette mixité-là c'est vivre en minorité, tolérée car soumise, dans un bain ethnoculturel qu'on ne veut pas pour son enfant.

Cette homogénéité est en outre renforcée par un communautarisme, encouragée par les bailleurs sociaux et les élus locaux qui répondent souvent favorablement aux demandes d'installer des gens de mêmes origines dans les mêmes quartiers. Homogénéité renforcée par le fait qu'ici et là, des logements sociaux se transmettent de père en fils.

Renforcée par le fait que l'État et les élus locaux ont laissé des enclaves islamistes se développer faisant fuir les non musulmans de toutes origines de ces territoires. Que l'on se souvienne des émeutes de 2005 et de ceux que le président Sarkozy a appelés à sa rescousse pour «*calmer les jeunes*»: les agents de l'islam politique qu'ils intronisaient au même moment dans son CFCM...

Depuis 2005, la haine de la France n'a cessé de grandir dans ces quartiers, poussée par des collectifs soi-disant antiracistes. Et les habitants de ces quartiers demandent à présent de «*la mixité*»? De quelle mixité s'agit-il quand dans un quartier, il n'y a plus d'autres commerces que communautaires? Quand le boulanger ou le gérant du bar-tabac est obligé de vendre parce qu'il a été menacé ou braqué dix fois? Quand le boucher-charcutier a plié bagage depuis longtemps? Les élus de ces quartiers qui appellent la mixité de leurs vœux, y vivent-ils? Y scolarisent-ils leurs progénitures?

Les belles âmes parisiennes qui font la leçon sur les plateaux télé-radio scolarisent-ils leurs enfants (ou petits-enfants) dans les écoles de la Goutte d'Or ou de la porte de la Chapelle? La mixité c'est toujours bien pour les autres, pour une bonne raison: cette mixité-là, tout le monde a compris que ce n'en est pas une. Cette mixité-là c'est vivre en minorité, tolérée car soumise, dans un bain ethnoculturel qu'on ne veut pas pour soi-même.

Nous sommes nombreux à avoir dans notre famille ou nos proches une histoire d'immigration, et nous pouvons témoigner de ce que furent les parcours d'intégration de nos aïeux dans les années 1950 par exemple. Des parcours souvent difficiles, à six dans 40 mètres carrés sans salle de bains et w.c sur le palier, les moqueries des camarades d'école ici sur une chevelure crépue, là sur un nez proéminent.

**C'est cela la mixité qui fonctionne : une majorité qui accueillait une minorité à qui elle demandait de s'adapter, et non l'inverse.**

Pour autant, pas de haine anti-française qui nous ait été transmise, pas de rancune contre un État qui n'avait à l'époque que faire des difficultés sociales des populations immigrées. Dans les années 1930, 1950, 1970, l'immigré était minoritaire dans son immeuble, son quartier, son école. Il vivait selon les codes culturels et sociaux de la majorité. Il s'assimilait (ou s'intégrait à tout le moins) car il avait des expériences sociales et politiques avec des gens différents de lui. Il apportait aussi un peu de son histoire et de ses folklores, mais ne cherchait pas à remettre en cause le socle civilisationnel du pays d'accueil.

C'est cela la vraie mixité: une majorité qui accueillait une minorité à qui elle demandait de s'adapter, et non l'inverse. Cette majorité française a été caricaturée à partir des années 1980 avec le «*Français béret, clop au bec et son ballon de rouge*», ce Dupont-Lajoie raciste.

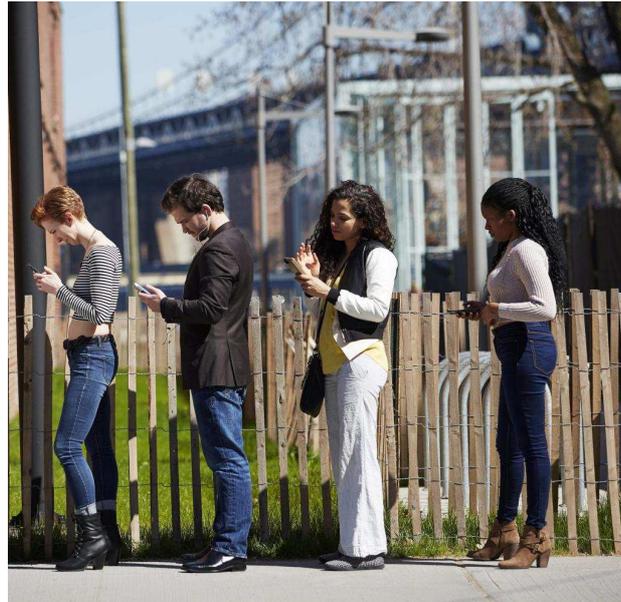
La haine de soi est toujours le prélude au déclin d'une culture, d'une civilisation, d'une nation. Lorsque vous détestez votre imaginaire national, vos héros légendaires, votre patrimoine séculaire, vous permettez à ceux qui sont fiers de leur imaginaire, leur héros, leur patrimoine de vous l'imposer.

Et ils peuvent même décider d'appeler cela de «*la mixité*»! Il ne faut pas leur en vouloir, ils sont des acteurs historiques, des agents civilisateurs, quand vous n'êtes plus que les fantômes d'une histoire dont vous refusez l'héritage vivant, de votre civilisation que vous avez reniée.

# „Das wäre ein Konjunkturprogramm für Ressentiments gegenüber Migranten“

Von **Marcel Leubecher**

Politikredakteur



Identitätspolitik sei der „Abschied vom Individuum, weil Kollektivmerkmale darüber bestimmen würden, wer Chancen auf Arbeitsplätze hat“, erklärt Sandra Kostner

Quelle: Getty Images/Tetra images RF

Interessenverbände würden versuchen, das US-amerikanische Narrativ der Diskriminierung von Afroamerikanern eins zu eins auf Deutschland zu übertragen, erklärt Migrationsforscherin Sandra Kostner. Dabei übernähmen sie einen grundlegenden Denkfehler.



Sandra Kostner ist Migrationsforscherin an der Pädagogischen Hochschule Schwäbisch Gmünd

Quelle: via Sandra Kostner

**WELT:** Sie forschen zur sogenannten Identitätspolitik, was ist das eigentlich, Frau Kostner?

**Sandra Kostner:** Identitätspolitik ist ein Nebenprodukt der Kämpfe für gleiche Rechte von Afroamerikanern und Frauen in den 1960er- und 70er-Jahren. Dazu mussten sie natürlich Kollektivinteressen artikulieren, die sich auf das Merkmal bezogen, also Hautfarbe oder Geschlecht, aufgrund dessen sie nicht die gleichen Rechte hatten. Ihr Anliegen war ein liberales, denn ihnen ging es darum, dass niemand wegen eines Merkmals benachteiligt wird.

Ein Teil der Aktivisten wandte sich nach der Gleichberechtigung einem neuen Ziel zu: der absoluten Gleichstellung, gemessen an der gleichen Verteilung von Merkmalsgruppen in allen gesellschaftlichen Bereichen. Damit war der Grundstein für die heutige Identitätspolitik gelegt.

Ihre Vertreter betrachten Menschen nicht als Individuen, sondern als Träger eines Merkmals, das sie für jeden statistisch messbaren Unterschied verantwortlich machen, sofern dieser Unterschied zum Nachteil von Frauen oder Nichtweißen ausfällt. Und sie lassen für diese Unterschiede nur eine Erklärung zu: Unterdrückung durch Strukturen.

**WELT:** Welche Strukturen sind das?

**Kostner:** Hier geht es nach Auffassung der Anhänger der Identitätspolitik um hegemoniale Machtasymmetrien, die in das Institutionengefüge einer Gesellschaft eingebaut sind. Wenn zum Beispiel Männer oder weiße Menschen die Strukturen einer Gesellschaft hervorgebracht haben, dann seien diese Strukturen unbewusst so aufgebaut, dass sie Männer und Weiße bevorzugen, weil sie auf deren Bedürfnisse ausgerichtet sind.

Wie wenig tragfähig diese Vorstellung ist, zeigt sich schon daran, dass Frauen in einem von Männern geschaffenen Bildungssystem erfolgreicher sind als Männer, und dass die Kinder asiatischer Einwanderer ebenfalls in einem von Weißen geschaffenen Bildungssystem erfolgreicher sind.

**WELT:** Wer sind die treibenden Kräfte hinter der Identitätspolitik in Deutschland?

**Kostner:** Das sind vor allem Interessenverbände, wie der Deutsche Frauenrat oder der Deutsche Juristinnenbund. Beide machen sich für Paritätsgesetze stark, also für die Besetzung von Wahllisten mit jeweils 50 Prozent Frauen und Männern. Dazu kommen eine Reihe an Migrant\*innenverbänden, die erst in den letzten Jahren gegründet wurden und die großzügig mit öffentlichen Geldern unterstützt werden. Ihre Mitglieder sind vorwiegend Akademiker, deren Eltern oder Großeltern nach Deutschland zogen.

Sie übertragen das in den USA im Hinblick auf Afroamerikaner entstandene Narrativ der strukturellen Diskriminierung eins zu eins auf Menschen mit Migrationshintergrund in Deutschland. Dabei übernehmen sie den grundlegenden Denkfehler, jede statistische Abweichung zwischen dem Anteil von Migrant\*innen an der Gesamtbevölkerung und ihrer Repräsentation in Parteien, Medien oder Chefetagen als Folge struktureller Diskriminierung zu werten.

**WELT:** Welche Organisationen meinen Sie?

**Kostner:** Insbesondere die Neuen Deutschen Organisationen, Neuen Deutschen Medienmacher, die Bundeskonferenz der Migrant\*innenorganisationen oder DeutschPlus. Diese Organisationen sind untereinander sowie mit anderen NGOs, linken Parteien, aber auch mit Wissenschaftsaktivisten gut vernetzt, sodass sie ihre Forderungen über mehrere Kanäle einbringen können. Zudem sitzen ihre Mitglieder in Beratungsgremien der Bundesregierung oder nehmen an den Integrationsgipfeln der Bundesregierung teil.

**WELT:** Ostdeutsche sind ebenfalls stark unterrepräsentiert in hohen Einkommensgruppen, auch Dorfbewohner oder Kinder von Eltern ohne Berufsausbildung gelangen durchschnittlich seltener in Führungspositionen. Gründen sich möglicherweise bald „Ostdeutschen-NGOs“ oder könnte demnächst ein „Bundesverband der Arbeitslosennachkommen“ Quotenforderungen erheben?

**Kostner:** Identitätspolitik würde in strenger Umsetzung jedenfalls dazu führen, dass jeder schaut, wo er mit seinen Gruppenzugehörigkeiten in der Benachteiligtenpyramide steht. Ganz oben stehen diejenigen, die viele Benachteiligungen geltend machen können. Diese Gruppen wären dann zu bevorzugen. Das wäre der Abschied vom Individuum, weil Kollektivmerkmale darüber bestimmen würden, wer welche Chancen auf Arbeitsplätze, Parlamentssitze oder Regierungsjämter hat. Eine solche Gesellschaft

entfernt sich vom Grundgesetz, das explizit das Individuum zum Träger von Rechten erklärt und nicht Kollektive.

Die Quotenregelungen, die von identitätspolitischen Akteuren angestrebt werden, sind deshalb auch verfassungswidrig. Sie wissen das und versuchen deshalb, die Verfassung an ihr identitäres Weltbild anzupassen.

**WELT:** Wann war das der Fall?

**Kostner:** Im Januar legte die Berliner Senatorin für Arbeit einen Gesetzentwurf vor, mit dem eine Migrantenquote von 35 Prozent im öffentlichen Dienst eingeführt werden sollte. Diese Quote wäre verfassungswidrig gewesen, was auch der Innensenator erkannte, weshalb nun doch keine festen Migrantenquoten kommen.

Um endlich die aus ihrer Sicht lästige Hürde der Verfassungswidrigkeit loszuwerden, fordern Vereine wie DeutschPlus, der – und das muss man sich auf der Zunge zergehen lassen – das Familienministerium, das Auswärtige Amt und die im Kanzleramt angesiedelte Integrationsbeauftragte als Partner auflistet, ein anderes Grundgesetz. Sie nennen es „Einwanderungsverfassung“.

**WELT:** Führt eine direkte Linie von der Gleichstellungspolitik – die über die Gleichberechtigung der Geschlechter hinaus eine gleiche Verteilung von erstrebenswerten sozialen Positionen auf die Geschlechter anstrebt – zur Identitätspolitik?

**Kostner:** Gleichstellungspolitik ist heutzutage Identitätspolitik. Die Organisationen und Wissenschaftler, die in Deutschland eine Repräsentationsgleichheit von Menschen mit Migrationshintergrund anstreben, orientieren sich stark an der Gleichstellungspolitik für Frauen. Sie streben zum Beispiel an, das Grundgesetz durch einen Passus zu ergänzen, der den Staat dazu verpflichtet, auf die Beseitigung bestehender Nachteile für Menschen mit Migrationshintergrund hinzuwirken.

Artikel 3 Abs. 2 des Grundgesetzes wurde 1994 in Bezug auf Geschlecht um diesen Satz ergänzt. Bis dahin stand dort nur, dass Männer und Frauen gleichberechtigt sind. Aus der Ergänzung leitet beispielsweise der Deutsche Frauenrat ab, dass Paritätsgesetze

verfassungskonform sind, weil die Unterrepräsentation von Frauen in Parlamenten ein Zeichen für einen bestehenden Nachteil sei, den der Staat beheben müsse. Die Verfassungsgerichtshöfe von Thüringen und Brandenburg sahen dies anders und kassierten die Paritätsgesetze.

**WELT:** Braucht es nicht auch eine andere Verfassung, wenn man den Staat stark verändern möchte?

**Kostner:** Ja, aus deren Perspektive ist das folgerichtig. Aber bei allen anderen sollten die Alarmglocken schrillen, wenn Grundgesetzänderungen Gruppenmerkmale über das Individuum stellen sollen.

**WELT:** In vielen multikulturellen oder multiethnischen Staaten wie dem Libanon sind Quoten für die verschiedenen Gruppen völlig akzeptiert. Müssen westliche Gesellschaften, die sich zunehmend in kulturell heterogene Staaten wandeln, nicht auch mit Quoten reagieren, um das Zugehörigkeitsgefühl aller Bürger zu wahren?

**Kostner:** Wir müssen an unserer Verfassung in ihrer jetzigen Form festhalten, eben weil sie das Individuum ins Zentrum stellt. Quotierte Gesellschaften wie der Libanon sind keine erfolgreichen Gesellschaften. Es sind zumeist Gesellschaften, in denen es Bürgerkriege zwischen verschiedenen religiösen oder ethnischen Gruppen gab, und wo man mithilfe von Quoten ein Machtgleichgewicht anstrebt, um die Gesellschaft zu befrieden.

In Deutschland geht es außerdem nicht um historisch gewachsene Bevölkerungsgruppen, sondern um zugewanderte Menschen aus vielen Ländern. Mache ich dann Quoten für alle Herkunftsstaaten, oder kategorisiere ich streng nach Hautfarbe? Wie auch immer die Entscheidung ausfiele: Es wäre ein Konjunkturprogramm für Ressentiments gegenüber Migranten.

**WELT:** Warum?

**Kostner:** Stellen Sie sich mal vor, Migrantenquoten kämen in der flächendeckenden Form, in der sie unter anderem von einigen Grünen vor Kurzem gefordert wurden, dann müssten bundesweit ungefähr 25 Prozent der Arbeitsplätze an Menschen mit

Migrationshintergrund gehen. Durch Zuwanderung und Geburten steigt der Anteil der Bevölkerung mit Migrationshintergrund aber ständig, in einigen westdeutschen Städten liegt er heute schon bei über 50 Prozent. Wenn viele Menschen deutscher Herkunft erleben, dass sie eine Stelle aus Quotengründen nicht bekommen, ist es kaum vorstellbar, dass sie Migranten gegenüber eine positive Einstellung bewahrten.

*Zuletzt hat Sandra Kostner den Band „Identitätslinke Läuterungsagenda. Eine Debatte zu ihren Folgen für Migrationsgesellschaften“ herausgebracht.*

JÜRGEN FUCHS UND DIE DDR:

## Die körnig gewordene Erinnerung

- VON MATTHIAS JÜGLER
- -AKTUALISIERT AM 21.04.2021-21:25



Jürgen Fuchs stellt im März 1998 sein damals aktuelles Buch „Magdalena“ in Hamburg vor. Bild: Picture-Alliance

Als sich die Wirklichkeit selbst aufschrieb: Wie der Schriftsteller Jürgen Fuchs das Unrecht der SED-Diktatur zu spüren bekam. Ein Gastbeitrag.

Mit dem Vergessen ist es ja so eine Sache: Manchmal geschieht es, einfach so – und schon ist ein Moment für immer verschwunden, die Erinnerung an den ersten Kuss beispielsweise. Manchmal aber kann auch mit Vorsatz vergessen werden und wider besseres Wissen. Dass dem so ist, habe ich in den letzten Wochen erfahren müssen. Regelmäßig habe ich Leserbriefe zu meinem Roman „Die Verlassenen“ erhalten, die mir zeigten, dass viele Ostdeutsche sich offensichtlich vorgenommen haben, etwas zu vergessen, von dem ich bisher dachte, es sei so fest in den Köpfen verankert wie der eigene Name: Die Rede ist vom Bewusstsein für das Unrecht der SED-Diktatur, das Bewusstsein dafür, dass bei all den schönen Seiten der DDR allem voran stehen muss, dass es sich um einen Unrechtsstaat handelte, der Andersdenkende gebrochen hat und genau die Urteile fällt, die halfen, unliebsame Menschen aus dem Weg zu räumen. Vor 75 Jahren, am 21. April 1946, wurde die SED gegründet. Diese drei Buchstaben, so dachte ich, stehen im kollektiven deutschen Bewusstsein für nichts anderes als Unrecht.

Dass dieses Bewusstsein und der reflektierte Blick auf die deutsch-deutsche Geschichte offensichtlich ein Verfallsdatum haben, war mir neu. Zumeist haben mir Menschen geschrieben, die meine Eltern oder Großeltern sein könnten. Diese Nachrichten an mich waren vor allem eines: voller Wut. Wie kannst du uns unsere schöne DDR nur so kaputtmachen? Irgendwann ist aber auch mal gut mit diesem Thema, ja!?

Es stimmt – in der DDR musste niemand um einen Kindergartenplatz bangen und schlimmstenfalls sein Recht auf Betreuung vor Gericht erkämpfen. Auch ein kostenloses Gesundheitssystem ist etwas Wunderbares oder der unbedingte Zusammenhalt untereinander, wenn irgendjemand Hilfe brauchte. Nicht zuletzt gab es in der DDR Vollbeschäftigung, und niemand musste fürchten, keine Arbeit zu bekommen. Oder etwa doch? Die positiven Aspekte des Lebens in der DDR, die oft genannt werden, schließen all jene aus, die das Pech hatten, ins Visier der Staatssicherheit gekommen zu sein. Genau hier fängt das Unrecht an. Und dies zu vergessen, nicht zu erwähnen oder in den Erzählungen über „damals“ einfach außen vor zu lassen, so wie es in den Leserbriefen an mich immer wieder gemacht wird – das geht nicht.

### Zahlreiche Schicksale belegen das Unrecht

In meinen Antworten auf diese Briefe erzähle ich immer wieder auch von einem, der Schriftsteller war in der DDR, Bürgerrechtler und Sozialpsychologe: Jürgen Fuchs. Er musste am eigenen Leib erfahren, wie es ist,

wenn der Staat willkürlich Recht spricht. Und so schreibe ich in meinen Antworten oft auch vom 19. November 1976, also von jenem Tag, an dem Jürgen Fuchs im Wagen seines engen Freundes Robert Havemann sitzt, der wie Fuchs selbst ein vehementer Regimekritiker war.

Ich erzähle, dass sie auf dem Weg nach Berlin sind, um gegen die Biermann-Ausbürgerung zu protestieren. Doch so weit kommen sie nicht. Die Staatssicherheit stoppt den Wagen, zerrt Jürgen Fuchs heraus und bringt ihn in das nahe Stasi-Untersuchungsgefängnis Hohenschönhausen. Dort wird er neun Monate lang psychisch und physisch gequält werden, dort wird man ihn mit allen Mitteln versuchen zum Reden zu bringen – um den von der SED so gehassten Robert Havemann zu belasten. Was er nicht tun wird.

Ich schreibe in meinen Antworten auch, dass die Stasi schon 1975 dafür gesorgt hatte, dass Jürgen Fuchs, der gerade das Examen mit „sehr gut“ bestanden hatte, kurz vor dem endgültigen Abschluss seines Studiums der Sozialpsychologie noch schnell exmatrikuliert wurde. Wer keiner Arbeit nachging, machte sich zu DDR-Zeiten strafbar. Vollbeschäftigung ist relativ. Fuchs' Vergehen in den Augen der Diktatur: Er schrieb und nahm dabei kein Blatt vor den Mund. Die Stasi nannte seine Texte Staatsverleumdung – Grund genug für Haft. Der unausgesprochene Vorwurf lautete, so wird es Fuchs 1990 im Interview mit dem Rias sagen, immer auch „Gruppenbildung“. Havemann, Biermann, Fuchs und andere – das war die Opposition. In den Augen der Stasi durfte das einfach nicht sein.

### **Verschärfte Staatshetze als Vorwurf**

Irgendwann, als die Vernehmer in Hohenschönhausen merkten, dass aus Fuchs nichts Belastendes herauszudrücken war, verschärften sie das Strafmaß. Aus Staatsverleumdung machten sie Staatshetze. Wochen vergingen, Fuchs aber schwieg. Dann war es auf einmal verschärfte Staatshetze, die sie ihm vorwarfen, und wieder wurden es ein paar Jahre mehr Haft, die sie ihm androhten. Aber auch jetzt schwieg Fuchs beharrlich und ließ sich nicht erpressen. Er überstand viel in diesen neun Monaten: tägliche Verhöre, mal sechs, mal zehn Stunden lang, dass sie ihn anschrien, dass sie ihm drohten, all die Lügen: dass seine Eltern jetzt auch verhaftet seien, seinetwegen. Seine Freunde verhaftet, seinetwegen. Fuchs schwieg. Irgendwann zog ein Mann in seine Zelle – ein Stasi-Spitzel, der ihm bald schon den Krieg erklärte, „Zellenkrieg“ nannte Fuchs das. Und immer wieder, sagte Fuchs, konnte er wahrnehmen, dass man ihm Psychopharmaka verabreicht hatte, ohne sein Wissen.

Ende 1977 wird Fuchs gegen seinen Willen ausgebürgert. Aber auch in West-Berlin lässt ihn die Stasi nicht in Ruhe. Jemand bestellt mehrfach einen Kammerjäger in seine Wohnung, Fuchs' Tochter bekommt ein neues Fahrrad, bald darauf sind die Bowdenzüge der Bremsen durchgetrennt. Die Liste lässt sich fast beliebig erweitern: Telefonterror, Waren werden geliefert, die die Familie nie bestellt hat, und so weiter. Manche seiner westdeutschen Freunde halten Fuchs für paranoid, weil er die Stasi hinter allem vermutet – in West-Berlin. Nach der Wende liest er in seinen Stasi-Akten, und schon wird aus der Vermutung Gewissheit.

Gegen Ende meiner Antworten auf die bitterbösen Mails, ich möge doch bitte das Ansehen der DDR nicht beschmutzen, schreibe ich davon, dass man bei Jürgen Fuchs 1994 eine seltene Art von Blutkrebs diagnostizierte. Ich schreibe, dass Fuchs immer schon den Verdacht hatte, er könnte in der Haft radioaktiv bestrahlt worden sein, und dass das Gefühl, das er nach seiner Bestrahlung Mitte der Neunziger im Steglitzer Krankenhaus hatte, ihm sehr vertraut war.

### **Ähnliche Fälle erhärten den Verdacht**

Es fühlte sich an wie damals im Stasi-Knast: Nach ein paar Monaten Haft, als man schon gemerkt hatte, dass Fuchs sein Schweigen nicht brechen würde, führte man ihn zu einem angeblichen Fototermin. Man fixierte ihn auf einem Stuhl und ließ ihn allein. In einem Interview, das er 1996 gab, drei Jahre vor seinem Krebstod, sagte Fuchs, er habe während der langen Zeit, die er auf diesem Stuhl fixiert gewesen sei, ein lautes Lampengeräusch wahrgenommen – und direkt nach diesem Fototermin habe er starke gesundheitliche Probleme bekommen, die typisch für Patienten einer Strahlenbehandlung sind: entzündete Schleimhäute und eine Kraftlosigkeit, die so weit ging, dass er kaum noch Treppen steigen konnte.

In diesem Interview sagte Fuchs, man müsse mit der nötigen Zurückhaltung über das Thema Bestrahlung in Stasi-Gefängnissen sprechen, aber es seien eben sehr harte Indizien. Damit meinte er beispielsweise den Umstand, dass Ende 1989 bei der Besetzung der Stasi-Untersuchungshaftanstalt im thüringischen Gera durch das örtliche Bürgerkomitee Dosimeter gefunden worden waren. In jenem Raum, in dem Gefangene fotografiert wurden, entdeckten die Geraer hinter einer Pappwand einen Vorhang. Dahinter verbarg sich auf Kopfhöhe ein Röntgengerät, das in Richtung des Gefangenen zeigte – als man der Sache später auf den Grund gehen wollte, war das Röntgengerät längst verschwunden.

Außerdem erstellte die Stasi die sogenannte Toxdat-Studie, in der sie über die „Schädigung durch Beibringung radioaktiver Stoffe“ berichtete. Neben Fuchs starben auch andere Regimekritiker, die in Stasihaft waren, an Krebs: beispielsweise 1997 Rudolf Bahro an Blutkrebs und im selben Jahr Gerulf Pannach an Nierenkrebs. Auch hier gibt es, um es mit Fuchs zu sagen, harte Indizien, die dafür sprechen, dass die Stasi ihre Finger im Spiel hatte.

## **Mord ohne Nachweismöglichkeit?**

Im Jahr 2000 wurden die Ergebnisse einer Forschungsgruppe veröffentlicht, die dem Verdacht nachging, politische Häftlinge seien in der DDR heimlich bestrahlt worden. Sie konnten keine Nachweise dafür finden. Ein Vorteil, den die Toxdat-Studie jedoch der Arbeit mit radioaktivem Material bescheinigte, war ihr sehr gutes Verschleierungspotential. Dass „strahlungsaktive Substanzen“ von der Staatssicherheit für operative Zwecke genutzt wurden – auf Kosten der Gesundheit der Bespitzelten, das konnte die Forschungsgruppe zumindest zweifelsfrei nachweisen.

Ich beende meine Antworten an die Briefschreiber mit einem Hinweis darauf, dass Jürgen Fuchs nicht nur eine Frau und eine Tochter hinterlassen hat. Sondern auch Lyrik und Prosa. Ich bitte diejenigen, die mir ihre Wut vor die Füße geworfen haben, doch einmal Fuchs' „Vernehmungsprotokolle“ zu lesen, die in meinen Augen eindringlichste Prosa, die in den letzten Jahrzehnten auf Deutsch verfasst wurde. Mit dem Silberblattpapier einer Schokoladentafel schrieb Fuchs heimlich auf den Tisch in seiner Zelle: Was die Vernehmer ihn gefragt hatten, wie sie aussahen dabei, wie sie ihn versuchten zu brechen, wie es sich anfühlt, wenn es kein Entrinnen gibt – und lernte dann Satz für Satz auswendig. Fuchs' Schweigen im Gefängnis war nur ein äußeres Schweigen. Kurz nach seiner Ausbürgerung erschienen diese Texte 1978 bei Rowohlt. Herta Müller, eine seiner Weggefährtinnen, schrieb über ihn und seine Texte: „Keine Fiktion im Inhalt, nur Erfindung im Ausdruck.“

Die subjektive Wirklichkeit vergisst gerne. Aber über die DDR nachzudenken, sich mit ihr zu befassen, auch und vor allem in unserer Gegenwart, in der nicht nur das Wort „Diktatur“ wieder vermehrt zu hören ist, sondern auch Wir-sind-das-Volk-Rufe, das bedeutet immer auch, einen Blick auf die zu werfen, die wirklich unter ihrem Staat zu leiden hatten und deren Wirklichkeit die Schattenseiten des Systems DDR zeigt. Ich empfehle in meinen Antworten die Lektüre von Jürgen Fuchs' Texten, weil dies eine gute Möglichkeit sein könnte, das eigene, vielleicht zu körnig gewordene Bild der DDR mit dem eines anderen zu vergleichen. Herta Müller traf es auf den Punkt, als sie über seine Prosa sagte: „Die Wirklichkeit hat sich in diesen Texten selbst aufgeschrieben.“

*Matthias Jügler, geboren 1984 in Halle, ist Schriftsteller. Kürzlich erschien sein Roman „Die Verlassenen“ (Penguin).*

**Le Figaro, no. 23847**

Le Figaro, jeudi 22 avril 2021 716 mots, p. 15

## Opinions

# Sarah Halimi et le chichon de l'impunité

Ferry, Luc

Comme l'a expliqué ici même, calmement mais arguments forts à l'appui, le grand rabbin de France, Haïm Korsia, notre justice ne s'est pas honorée en couvrant d'un voile d'innocence le meurtre atroce et clairement antisémite de Sarah Halimi. Dans ce jugement, trois fautes lourdes ont été commises : d'abord en tenant les avis des psychiatres pour « scientifiques », ce qui est une plaisanterie : la psychiatrie, comme la philosophie, est tout sauf une science, les biais idéologiques y sont omniprésents, à preuve le fait que sur les trois rapports, l'un concluait à une simple « altération du discernement » du meurtrier, tandis que les deux autres parlaient d' « abolition », ce qui plaidait pour l'impossibilité de le juger. Ensuite, le fait que la prétendue « bouffée délirante » ait été due à une consommation de stupéfiant dont l'assassin était coutumier aurait dû constituer, non pas une excuse, mais une circonstance aggravante, comme c'est le cas pour les accidents de la route. Enfin, l'acte commis par l'assassin n'avait rien de « fou » . Il était au contraire d'une parfaite cohérence avec les versets qu'il lisait et les invocations religieuses qu'il hurlait en défenestrant sa victime. Comme l'a dit à juste titre maître Goldnadel, « *l'assassin présentait le profil classique des criminels islamistes ordinaires* » , au fond le même que celui du meurtrier de Samuel Paty, le chichon n'ayant fait que porter à son point d'incandescence une haine des Juifs omniprésente dans le fondamentalisme islamiste. Il y a quatre ans déjà, une Une de *L'Express* consacrée aux nouveaux visages de l'antisémitisme titrait tout simplement : « *Dans les quartiers, les Juifs sont la cible de l'islam radical* » , comme si cette vérité allait désormais de soi.

Ces analyses furent largement confirmées par une étude de la Fondation pour l'innovation politique. Intitulée « Violence antisémite en Europe 2005-2015 » et publiée en septembre 2017, elle portait sur sept pays (Allemagne, Danemark, France, Royaume-Uni, Norvège, Suède et Russie). Réalisée par un jeune chercheur suédois, elle concluait que « *parmi ces pays, c'est en France que l'exposition des Juifs à la violence antisémite semble la plus forte. Concernant les auteurs des actes antisémites violents, les données disponibles montrent en Europe de l'Ouest la prédominance de personnes de culture musulmane et la quasi-disparition de l'extrême droite, à l'exception de la Russie où, par ailleurs, l'antisémitisme violent semble beaucoup moins répandu que dans les autres pays considérés* » . Fallait-il dans ces conditions, comme l'ont fait les juges, « comprendre la haine » , expliquer par la drogue seule le geste du salaud qui torture et tue une vieille dame parce qu'elle appartient à la « nation des ennemis » et incarne le « diable » ?

Ce qui est certain à tout le moins, c'est que le message envoyé par ce jugement est terrifiant. Non seulement il banalise l'antisémitisme de manière immonde, mais à l'avenir, il suffira à ceux qui veulent régler son compte à un voisin de prendre au préalable le soin de fumer un joint pour avoir de bonnes chances de s'en tirer indemnes. À vomir...

# Endlich weg von der 7-Tages-Inzidenz

...| Lesedauer: 5 Minuten

Von **Birgit Herden**

Redakteurin im Ressort Wissen



Die Inzidenz ist kein verlässlicher Indikator mehr für eine drohende Überlastung der Krankenhäuser

Quelle: dpa; Montage: Infografik WELT

Die 7-Tage-Inzidenz ist das gültige Maß für Entscheidungen in der Pandemie. Es gibt Kritik an dem zunehmend unzuverlässigen Wert. Fachleute schlagen nun einen neuen Indikator vor, der eine rationale Begründung für die Maßnahmen liefern soll.

Seit vielen Monaten starrt Deutschland auf eine Zahl: die Sieben-Tage-Inzidenz, also die Zahl der Neuinfektionen, gerechnet über sieben Tage pro 100.000 Menschen. Steigt sie oder fällt sie? Die Inzidenzwerte sollen Auskunft darüber geben, ob Maßnahmen wirken oder ob gerade eine neue Infektionswelle anrollt. Und sie gelten in der Politik noch immer als harte Währung. Die Zahlen entscheiden darüber, ob Menschen ihre Liebsten treffen oder Kinder in die Schule gehen dürfen, ob Geschäfte öffnen und ob die Leute nachts noch auf die Straße dürfen. In langen Sitzungen ringen Politiker über angemessene Grenzwerte.

Was dabei herauskommt, ähnelt mittlerweile dem Ergebnis nächtlicher Würfelrunden. Laut dem gerade ausgehandelten Infektionsschutzgesetz, über das der Bundestag an diesem Mittwoch abstimmen wird, müssen Landkreise oder Städte ab einer Inzidenz von 100 nächtliche Ausgangssperren verhängen. Bis zu einem Wert von 100 darf noch über den lebensnotwendigen Bedarf hinaus eingekauft werden, ab 150 sollen die Kunden ihre bestellten Waren nur noch abholen. Schulen wiederum sollen ab einem Wert von 165 ihre Pforten schließen.

Bei so viel Zahlenakrobatik stellt sich die Frage, wie verlässlich die durch PCR-Tests ermittelten Zahlen überhaupt sind. Kritik an ihrer Aussagekraft gibt es in der Wissenschaft schon länger. „Wir kommen zum

Schluss, dass man die Gesamtinzidenz nicht als ‚das Maß aller Dinge‘ betrachten sollte“, hieß es etwa am 19. März in einer Analyse der LMU München. Statistiker um Professor Helmut Küchenhoff hatten unter anderem festgestellt, dass die Zunahme der Neuinfektionen in den jüngeren Altersgruppen am 10. März schlagartig um 30 Prozent angestiegen war – zwei Tage nachdem es erstmals kostenlose Schnelltests in den Apotheken gegeben hatte.

Die Inzidenz ist zwar die frühestmögliche Information über das Infektionsgeschehen, zugleich aber störanfällig. Der Wert sinkt, wenn über Feiertage weniger getestet wird, und steigt, wenn sich Menschen mehr testen lassen, was ja erwünscht ist. Zudem bedeutet es einen großen Unterschied, in welchen Altersgruppen die gemeldeten Fälle auftreten. Aus den Inzidenzen der älteren Bevölkerungsgruppe konnten Epidemiologen während der zweiten Welle relativ verlässlich die Todesfälle prognostizieren, die zwei Wochen später auftraten.

Unter den Jüngeren ist die Dunkelziffer der unerkannten Infektionen allerdings vergleichsweise hoch und zugleich weniger relevant, da hier ja weniger Menschen schwer erkranken. Das wiegt besonders schwer, seit mit der zunehmenden Durchimpfung der Älteren der Anteil der Jüngeren unter den Infizierten steigt. Eine Inzidenz von 100 bedeutet nicht mehr das Gleiche wie noch vor drei Monaten.

Kurz vor der Verabschiedung des Infektionsschutzgesetzes, das bis zum 30. Juni gelten soll, kritisiert die Covid-19 Data Analysis Group (CODAG) der LMU München daher noch einmal scharf die Politik, die sich mit ihren Maßnahmen allein an den Inzidenzwerten orientiert. In einer aktuellen Analyse listen die Wissenschaftler erneut die Kritikpunkte auf. Es sei „unerheblich“, welcher Grenzwert für die Sieben-Tage-Inzidenz festgesetzt werde, heißt es darin, da dieser Wert „schlichtweg kein tauglicher Indikator für die gesundheitliche Belastung der Bevölkerung“ sei.

### Der neue Indikator

Als Alternative schlägt die Gruppe einen anderen Indikator als Maßstab vor: die Zahl der Patienten, die täglich mit primärer Covid-19-Erkrankung auf Intensivstationen aufgenommen werden. Um auf angemessene Grenzwerte zu kommen, müsste man dann die Zahl der verfügbaren Betten und die durchschnittliche Verweildauer der Patienten auf den Intensivstationen berücksichtigen. Letztere lag im vergangenen Jahr bei elf Tagen, scheint aber aktuell zu steigen – entweder weil die Patienten im Schnitt jünger sind oder wegen eventuell schwererer Verläufe durch die Mutante B.1.1.7. Vorsichtshalber rechnet CODAG daher mit einer Verweildauer von 13 Tagen.

Mit dem neuen Indikator hätte man „eine rationale Begründung“ für die Maßnahmen, betonte Küchenhoff, Professor am Institut für Statistik der LMU, auf einer Pressekonferenz. „Der Inzidenzwert von 100 ist ja wie vom Himmel gefallen, ich finde keine Studie dazu.“

Auch bei dem neuen Indikator gebe es einen Ermessensspielraum für Grenzwerte, über den die Politik entscheiden müsste. „Wir können als Gesellschaft darüber entscheiden, wie viele der Betten wir bereit sind, mit Covid-Patienten zu belegen“, sagt Küchenhoff. Denn natürlich will man neben diesen auch alle Notfälle versorgen können, die sonst einen großen Teil der Intensivstationen füllen.

Bislang schlägt CODAG 30 Prozent der Betten für die Berechnung von neuen Grenzwerten vor. „Das ist wirklich viel für eine einzelne Erkrankung“, kommentiert Christian Karagiannidis, Oberarzt am Klinikum Köln-Merheim und Leiter des DIVI-Intensivregisters. Auch er hält die Zahl der Neuaufnahmen für einen besseren Maßstab als die Inzidenz. Die zeitliche Verzögerung gegenüber den Infektionszahlen würde aufgewogen durch eine größere Verlässlichkeit.

Für den neuen Indikator als Maßstab plädiert auch Gérard Krause, Leiter der Abteilung Epidemiologie am Helmholtz-Zentrum für Infektionsforschung in Braunschweig. „Die Inzidenz ist ein wichtiger Wert, aber nur ein Wert, die Pandemie hat viele Aspekte.“ Nach Ansicht von Krause wären eigentlich mehrere Indikatoren ideal, verrechnet zu einem Gesamtscore, um die Maßnahmen zu begründen und zielgerichtet vorzugehen. „Aber wenn man sich auf einen Wert beschränken muss, dann ist die Zahl der Neuaufnahmen ein guter Indikator.“

Die Inzidenz, so Krause, entkopple sich mehr von der gesundheitlichen Belastung. Dabei sei es ein Irrglaube anzunehmen, dass man mit den Inzidenzen das Infektionsgeschehen immer nur überschätze. „Es kann Bevölkerungsgruppen geben, die durch die Inzidenzen nicht erfasst werden.“

Dass der alternative Indikator die Maßnahmen zur Eindämmung nicht plötzlich überflüssig machen würde, zeigen die aktuellen Zahlen der Neuaufnahmen. Küchenhoff vergleicht sie mit dem von ihm vorgeschlagenen Grenzwert, bei dem eine Belegung von 30 Prozent durch Covid-Patienten nicht überschritten werden soll. Für ganz Deutschland liegt die Zahl der täglichen Neuaufnahmen derzeit bei 513, der Grenzwert bei 595.

Die Situation ist allerdings regional unterschiedlich. Während Bayern, Thüringen, Baden-Württemberg und Berlin die Grenzwerte überschreiten, liegen die Neuaufnahmen in Hamburg, Schleswig-Holstein und

Mecklenburg-Vorpommern unter dem vorgeschlagenen Grenzwert. Auch eine noch kleinräumigere Beurteilung nach Landkreisen wäre laut Küchenhoff möglich.

Der alternative Indikator der Neuaufnahmen könnte die Entscheidung über Maßnahmen auf eine verlässlichere Basis stellen. Bleibt die Frage, warum sich die Politik noch immer an der häufig kritisierten Inzidenz orientiert. „Es gibt aus allen Ebenen der Politik interessierte Rückfragen“, schildert Krause seine Erfahrungen. „Viele der Regierenden scheinen sich viele Gedanken zu machen.“ Zugleich habe er aber auch den Eindruck, dass sich wenig bewegt. Wie dieser Widerspruch zustande kommt, das kann Krause sich nicht erklären.

ATOMAUSSTIEG:

# „Deutschland steuert in eine unglückliche Situation“

- VON CHRISTOPH SCHÄFER UND NIKLAS ZÁBOJI
- -AKTUALISIERT AM 22.04.2021-16:00



Dampf kommt aus dem Kühlturm von Block 2 des Kernkraftwerks Neckarwestheim, daneben sind Block 1 (links) und Block 2 (rechts) des Atomkraftwerks zu sehen. Bild: dpa

Der Generaldirektor der globalen Kernenergie-Behörde bedauert den deutschen Atomausstieg. Global gesehen sei die einzige Frage, welche Art von Reaktoren künftig gebaut werden.

Herr Magwood, zur Stunde diskutieren 40 Staaten über die richtige Klimapolitik. Deutschland steigt bis Ende nächsten Jahres endgültig aus der Kernenergie aus, strebt aber nach schneller CO<sub>2</sub>-Neutralität. Ist das ein Widerspruch?

Die Energieversorgung ist ein komplexes Feld, jedes Land sollte seine eigenen Entscheidungen treffen. Manche bauen Kernkraftwerke, andere fahren sie herunter. Deutschland erzeugt viel Strom aus erneuerbaren Energien. Das ist ein Experiment und wir werden genau beobachten, ob es funktioniert. Ihre Frage lässt sich in zehn Jahren besser beantworten als jetzt.

Wozu raten Sie der deutschen Politik?

Wir glauben, dass zuverlässige und grundlastfähige Ressourcen erforderlich sind, um sie mit erneuerbaren Energien zu kombinieren. Einige Länder können sich beispielsweise auf Wasserkraftwerke verlassen, um eine stabile Versorgung zu gewährleisten. Sie sind jedoch in den meisten Ländern nicht verfügbar oder nicht einfach zu erweitern. Deshalb planen viele Länder, auf Kernenergie zu setzen, da sie nicht der Ansicht sind, dass unetwiegliche erneuerbare Energien allein ausreichen, um die Versorgungssicherheit zu gewährleisten.

Ist mittels Elektrolyse erzeugter Wasserstoff nicht besser, um Zeiträume zu überbrücken, in denen die Sonne nicht scheint und der Wind nicht weht?

Ja, Wasserstoff ist eine Alternative zur direkten Elektrifizierung. Aber er muss produziert werden. Und in dieser Erzeugungskette kann die Kernenergie eine große Rolle spielen.

Aber ist die Kernenergie wirklich so CO<sub>2</sub>-neutral wie immer behauptet? Auch hier fällt doch für den Abbau des Urans und seinen Transport CO<sub>2</sub> an.

Wenn Sie so rechnen, dann ist auch die Windkraft nicht mehr CO<sub>2</sub>-neutral. Ein Windrad hat ein riesiges Fundament aus Zement im Boden, damit es nicht umfällt. Bei der Produktion dieses Zements fällt viel Kohlendioxid an. Im Grunde ist dann kein technisches Gerät mehr CO<sub>2</sub>-neutral, weil für seine Teile Energie und Rohstoffe verbraucht wurden. Aber wenn die ganze Welt ihren gesamten Energiebedarf mit einer CO<sub>2</sub>-neutralen Technologie wie der Kernenergie decken würde, wären wir dem Ziel der CO<sub>2</sub>-Neutralität erheblich näher.

Der deutsche Atomausstieg kam ja nicht aus dem Nichts, sondern nach dem Unglück in Fukushima. Wie steht es um die Sicherheit?

Die Kernkraftwerke, die wir heutzutage weltweit haben, sind sehr sicher. Wenn überhaupt, hat uns der Unfall in Fukushima-Daiichi gezeigt, dass das Design der Anlage auch unter den durch den Tsunami verursachten extremen Umständen standgehalten hat – die Sicherheitsvorkehrungen verhinderten eine schnelle Freisetzung großer Mengen radioaktiver Substanzen, ein starker Kontrast zu den Ereignissen in Tschernobyl. Aber ich erkenne auch, dass der Unfall für viele Menschen Fragen aufgeworfen hat.



William Magwood, Generaldirektor der Nuclear Energy Agency (NEA) in Paris :Bild: Picture-Alliance

Halten Sie Sorgen um die Sicherheit von Atomkraftwerken für typisch deutsche Bedenken?

Die Fragen sind völlig berechtigt, denn der Unfall von Fukushima-Daiichi war ein tragisches Ereignis. Viele Menschen können aufgrund der erhöhten Strahlungswerte in einigen Gebieten immer noch nicht nach Hause gehen. Allerdings scheinen einige Leute zu vergessen, dass es der Tsunami war, der 20.000 Menschen getötet hat. Niemand ist als direkte Folge der Nuklearkatastrophe gestorben. Und die Weltgemeinschaft hat hart daran gearbeitet, die Anlagen noch sicherer zu machen. Interessant ist dabei, dass die modernen deutschen Anlagen bereits viele der heute weltweit geforderten Eigenschaften aufwiesen.

Frankreich will die Laufzeit seiner ältesten Atomreaktoren von 40 auf 50 Jahre verlängern. Wenn der Wind nach einem GAU ungünstig steht, weht die nukleare Wolke zu uns. Können Sie verstehen, dass viele Deutsche da Bauchschmerzen haben?

In den Vereinigten Staaten laufen viele Anlagen seit fast 60 Jahren, und einige wurden erweitert, um den Betrieb auf bis zu 80 Jahre fortzusetzen. Diese Entscheidungen werden auf einer sehr soliden und sicherheitsorientierten Basis getroffen. Es gibt dabei keine Bedenken.

Das muss uns keine Angst machen?

Nein, denn ein Kernkraftwerk ist ja kein Ding, was einfach dasteht und vor sich hin altert. So gut wie alle Teile darin werden regelmäßig verbessert oder zumindest erneuert. In einem älteren Kraftwerk werden Sie kaum noch Schlüsselkomponenten finden, die schon am Anfang drin waren. Das Einzige, was sie nicht erneuern oder austauschen können, ist der Reaktordruckbehälter und der Sicherheitsbehälter. Deshalb

müssen alle Kraftwerke, die ihre Laufzeit verlängern wollen, nachweisen, dass die beiden in einwandfreiem Zustand sind. Im Grunde ist das wie bei einem Auto: Wenn Sie alle Teile regelmäßig austauschen, können Sie es ganz lange und sicher fahren.

Wie steht es um die Sicherheit der modularen Mini-Reaktoren, von denen gerade viel die Rede ist?

Ich halte diese kleinen modularen Reaktoren für mögliche Gamechanger, weil sie Charakteristika aufweisen, die die großen kommerziellen Reaktoren nicht haben. Das macht sie noch sicherer. Nehmen Sie zum Beispiel die Technologie, die Nuscale in den Vereinigten Staaten entwickelt und die durch die amerikanischen Aufsichtsbehörden gerade geprüft wird. Die Besonderheit dieses Kraftwerks ist, dass es aus mehreren kleinen Reaktorkernen besteht und jeder dieser Kerne von enorm viel Wasser umschlossen ist. So kann es niemals zu einer Kernschmelze kommen. Auch Pläne für Gasgekühlte- und Flüssigsalzreaktoren werden vorangetrieben.

Wann ist es soweit, dass diese Reaktortypen tatsächlich Strom erzeugen?

Der Nuscale-Reaktor dürfte in den nächsten zehn Jahren ans Netz gehen.

Aber die Entwicklung kostet und wäre wohl undenkbar ohne Subventionen.

Ja, es läuft eigentlich immer auf eine Kombination aus privaten und öffentlichen Mitteln hinaus. Bei neuen Reaktoren geht es um die Frage, wer als Erster baut. Sobald die Unwägbarkeiten behoben sind, die mit dem Bau eines Prototypen einhergehen, kann die Wirtschaftlichkeit gezeigt werden.

Was halten Sie von Dual-Fluid-Reaktoren, an denen auch deutsche Wissenschaftler forschen?

Sie kombinieren verschiedene technologische Verfahren, die schon funktionieren. Dual-Fluid-Reaktoren könnten sich als sehr effizient erweisen, da sie mit hoher Temperatur arbeiten. Zudem sind sie klein, kompakt und sicher. Aber einen solchen Reaktor hat noch niemand gebaut, womit Fragen zur Genehmigung und Wirtschaftlichkeit offenbleiben. Wenn jemand die Ressourcen aufbringen würde, könnte ein Demonstrationskraftwerk innerhalb einer Dekade stehen.

Meiner Erfahrung nach ist die Endlagersuche weniger eine geologische als eine politische Herausforderung: Man muss einen Ort finden und die Zustimmung der Bevölkerung erhalten. Für manche Länder ist das eine große Herausforderung; aber Finnland zum Beispiel zeigt, wie es geht.

Ist zu erwarten, dass eines Tages überhaupt kein Atommüll mehr anfällt?

Das ist ein Ziel der Forschung in vielen Ländern. Ein Grund, warum zum Beispiel der von Ihnen erwähnte Dual-Fluid-Reaktor in der Tech-Community so beliebt ist, besteht darin, dass er theoretisch die meisten radioaktiven Elemente im abgebrannten Brennstoff verwerten kann und somit Abfälle entstehen, die nicht mehr für viele Jahrtausende, sondern „nur“ noch für ein paar Jahrhunderte eine radiologische Gefahr darstellen. Das wäre ein enormer Fortschritt.

Erhalten Länder wie die Türkei, die neue Atomkraftwerke bauen, dadurch nicht automatisch auch Material, das sie für Atombomben nutzen können?

Nein. Wenn Sie ein kommerzielles Kernkraftwerk bauen, erhalten Sie dadurch überhaupt kein Wissen, das sie militärisch nutzen können. Ich hätte nur Bedenken, wenn ein Land zeitgleich auch Einrichtungen für den Brennstoffkreislauf und Uran-Anreicherungsanlagen bauen will.

Wird die Bedeutung der Kernenergie global künftig steigen oder sinken?

Ich kann Ihnen nicht genau sagen, wie viele Kernkraftwerke in Zukunft wo gebaut werden. Das wesentliche Ziel ist es aber, die Weltwirtschaft zu dekarbonisieren. Und ich bin mir absolut sicher, dass Kernenergie

dabei eine große Rolle spielen wird. Kanada und das Vereinigte Königreich sind beispielsweise von den Möglichkeiten der Kernenergie begeistert, um ihre Dekarbonisierungsziele zu erreichen. Auch die Vereinigten Staaten geben derzeit Milliarden Dollar für die Entwicklung neuer Reaktoren aus. China baut gerade in kurzer Zeit viele neue Reaktoren, und auch Russland, Indien und viele andere Länder errichten derzeit neue Anlagen. Es ist gar keine Frage, ob die Kernkraft in Zukunft eine Rolle spielt – die einzige Frage ist, welche Art von Reaktoren langfristig wo gebaut werden. Die vielleicht größere Frage ist, was in Teilen der Welt passieren wird, die nicht bereit sind, die Kernenergie auszubauen.

Also noch einmal gefragt: Halten Sie es für richtig, dass Deutschland aus der Kernenergie aussteigt?

Wenn ich eine Sache an der deutschen Ausstiegs-Entscheidung bedauere, dann dass wir dadurch einige der besten Wissenschaftler und Techniker der Welt auf diesem Gebiet verlieren. Wenn man die hervorragenden Technologien sieht, die in Deutschland entwickelt wurden, ist es wirklich eine Schande, dass diese Fähigkeiten der Welt verloren gehen.

Was folgt daraus?

Deutschland manövriert sich gerade in eine unglückliche Situation, weil es seine Forschung, seine Lehre und sein Wissen verliert. Und sollten die Deutschen in 20 Jahren feststellen, dass angesichts des steigenden Strombedarfs und der höheren Anforderungen an die Dekarbonisierung an der Atomkraft kein Weg vorbeiführt, dann müssen sie die Technologie zu hohen Kosten aus dem Ausland kaufen und haben vielleicht nur wenige Optionen, welche Technologien sie kaufen und von wem sie diese erwerben können.

Über William Magwood

William Magwood ist Generaldirektor der Nuclear Energy Agency (NEA), einer zwischenstaatlichen Institution innerhalb der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung. Die bei Paris angesiedelte und mehr als 60 Jahre alte Behörde hat zum Ziel, die globale Zusammenarbeit im Bereich der fortgeschrittenen Nukleartechnologie zu erleichtern. Der Amerikaner Magwood steht der NEA seit 2014 vor. Davor war der studierte Physiker und Anglist einer der fünf von Präsident Barack Obama ernannten Kommissare der Nuclear Regulatory Commission, der Aufsichtsbehörde für Kernenergie in den Vereinigten Staaten.

NEUE UMFRAGE:

# Im Westen herrscht Umbruchstimmung

- VON WINAND VON PETERSDORFF, WASHINGTON
- -AKTUALISIERT AM 22.04.2021-17:19



Demonstranten auf der Place de la Concorde in Paris Bild: AFP

Viele Bürger in den vier großen westlichen Industrienationen sind unzufrieden mit dem Wirtschaftssystem. Mehr Umverteilung und eine Reichensteuer stehen aber nicht an erster Stelle.

In den vier größten westlichen Industrienationen herrscht Umbruchstimmung: Die Hälfte der Bürger in Deutschland, Großbritannien und den Vereinigten Staaten hält mindestens große Änderungen im Wirtschaftssystem für nötig. In Frankreich sind es sogar 70 Prozent, einschließlich der 12 Prozent, die einen kompletten Umbau des Systems für angemessen halten.

Das geht aus einer Umfrage des Meinungsforschungsinstitut Pew in den vier Ländern hervor, die im Spätherbst des vorigen Jahres 4000 Bürger in den vier Ländern einbezog. Die stärkste Polarisierung zeigt sich in den Vereinigten Staaten, wo 12 Prozent noch nicht einmal kleine Reformen am System für nötig halten, während 10 Prozent für einen Umsturz der Verhältnisse plädieren.

Trotz dieser eher skeptischen Grundhaltung zum herrschenden Wirtschaftssystem und der durch die Pandemiekrise getrüben Verhältnisse sieht eine Mehrheit der Befragten gute Chancen, ihren individuellen Lebensstandard zu steigern. In Deutschland sind das 72 Prozent und in Amerika 78 Prozent. In Frankreich teilen 51 Prozent diese Zuversicht.

## Hohe Zustimmung zu Weiterbildungsprogrammen

Ihre aktuelle wirtschaftliche Situation beurteilten 13 Prozent der Deutschen als sehr gut und 60 Prozent als gut. Das entspricht immerhin drei Viertel der Befragten in Deutschland und ist mit Abstand der beste Wert im Vierländervergleich: In Frankreich sagte nur ein Viertel, es gehe ihm sehr gut oder gut, in England ein Drittel und in Amerika knapp die Hälfte.

Die Meinungsforscher haben verschiedene wirtschaftspolitische Interventionen zur Auswahl gestellt und gefragt, wie wichtig und wünschenswert diese seien. Am besten schnitten staatliche Weiterbildungsprogramme ab, die die Fähigkeiten der Arbeiter stärken. Rund 75 Prozent der Engländer und 61 Prozent der befragten Deutschen halten sie für sehr wichtig. Öffentlicher Wohnungsbau wird ebenfalls von einer Mehrheit für wichtig genommen.

Weniger bedeutsam für die Befragten waren eine Anhebung der Sozialhilfe für Arme, die in England zwar von 53 Prozent und in Deutschland von 48 Prozent der Bürger, aber im revolutionärer

gesonnenen Frankreich nur von 39 Prozent als sehr wichtig genommen wird. Für die Franzosen stehen überraschenderweise auch höhere Steuern für die Reichen nicht weit oben auf der Prioritäten Liste.

In anderen Ländern ist die Zustimmung für Umverteilung höher, selbst in der Vereinigten Staaten, wo 45 Prozent ein Reichensteuer als sehr wichtig erachten und 47 Prozent einer Aufstockung der Sozialhilfe hohe Priorität zubilligen. Die Einführung eines bedingungslosen Grundeinkommens wird in England von 50 Prozent für sehr wichtig gehalten, in den anderen Ländern hält rund ein Drittel die Einführung für sehr wichtig.

Zwei Drittel der Engländer halten einen Staat, der die Wirtschaft reguliert, für gut. In Deutschland sind es immer noch 53 Prozent und in den Vereinigten Staaten 46 Prozent.

**Le Figaro (site web)**

jeudi 22 avril 2021 - 19:39 UTC +02:00 606 mots

Vox ; Vox Monde

## **Laure Mandeville: « L'émancipation des femmes musulmanes, voilà une belle cause pour l'Europe »**

Mandeville, Laure

### **CHRONIQUE - Les États européens doivent prendre garde à ne pas laisser une véritable société parallèle, cachée, vivant à l'heure des mosquées islamistes. Tout cela au nom de la liberté religieuse**

On écrit beaucoup ces temps-ci, à juste titre, sur la manière dont les islamistes «globalisent leur lutte», propageant leurs idées et relais, à travers les entrelacs de la toile. Mais on parle peu de l'europanisation nécessaire des batailles de ceux qui organisent la résistance à l'islamisme radical, peut-être parce qu'ils sont moins organisés, plus isolés. Pourtant, leur combat est précieux, rempli d'idées à exporter d'un pays à l'autre. Ainsi de l'action de Shirin Musa, courageuse femme néerlandaise musulmane de 43 ans, qui a créé une ONG, Femmes for Freedom, qui se bat d'arrache-pied pour l'émancipation des femmes musulmanes. Shirin, qui porte le voile, pratique sa religion mais se considère comme néerlandaise à 100 %, juge avoir une grande chance de vivre «*au paradis néerlandais*», un «*pays ouvert et direct*», où cette musulmane azara d'origine pakistanaise a grandi depuis l'âge de 6 mois. Elle dit se sentir libre mais elle dénonce le danger de la «*société parallèle*» patriarcale ultra-rétrograde, qui s'est mise en place aux Pays-Bas, à l'ombre de mosquées islamistes. Cette situation, souligne-t-elle dans nos colonnes, ouvre la porte à la radicalisation islamiste.

En parler avec elle, c'est soudain lever le voile sur le monde souffrant, effrayant et ignoré de femmes qui vivent cachées et opprimées dans le secret du huis clos familial. Souvent, elles ont été amenées de leur pays d'origine pour se marier, ne parlent pas néerlandais et vivent une vie de semi-captivité, sous la tutelle d'époux tout-puissants et d'imams prompts à donner, pour certains, un blanc-seing aux violences domestiques, à la mutilation génitale, aux mariages d'enfants, et à la captivité conjugale sans échappatoire, raconte Shirin Musa. «*L'État séculier doit défendre les femmes musulmanes*», déclare-t-elle. Après avoir elle-même divorcé au civil, Musa munie de ses compétences en droit, et soutenue par son père, s'est battu pied à pied avec son mari violent devant les tribunaux pour lui arracher son consentement à un divorce islamique. Depuis, l'activiste a réussi le tour de force de faire admettre en droit néerlandais, la notion de «captivité conjugale».

Consciente de l'importance de cette victoire et désireuse de propager l'idée à l'ensemble de l'Europe, l'organisation Femmes for Freedom a décidé d'agir au niveau européen, en saisissant le groupe parlementaire libéral Alde, dont fait partie En marche!. Elle a aussi écrit une lettre ouverte au président Macron dans *Le Monde* pour lui demander d'examiner cette même idée, disant le voir comme «*un allié*». Très enthousiaste pour le plan macronien sur le séparatisme, elle a aussi saisi le Sénat français, qui a examiné sa proposition mais ne l'a pas retenue, estimant que l'État laïque n'avait pas à se mêler d'affaires religieuses. «*Les parlementaires français ont estimé que le droit civil suffisait, mais ils ne voient pas qu'on est en présence d'une société multilégale*» dans laquelle les règles du droit islamique se substituent insidieusement à nos lois, avertit-elle. «*La France, c'est les droits de l'homme, et c'est aussi Olympe de Gouges, mon héroïne féministe*», insiste-t-elle, espérant toujours.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-energie-und-umwelt/warme-worte-von-biden-aber-die-beste-klimapolitik-ist-global-17307033.html?premium>

JOE BIDEN UND DER KLIMAGIPFEL:

## Die beste Klimapolitik ist global

- EIN KOMMENTAR VON WINAND VON PETERSDORFF, WASHINGTON
- -AKTUALISIERT AM 22.04.2021-20:43



Seit 30 Jahren wird mit ambitionierten Politiken auf Staatenebene der Eindruck vermittelt, man verzeichne Fortschritte im Kampf gegen die Klimaerwärmung. Diese Suggestion gelingt nur, wenn man die entscheidende Kennziffer vernachlässigt.

Die Vereinigten Staaten beanspruchen nach temporärer Abwesenheit wieder eine Führungsrolle im globalen Kampf gegen den Klimawandel. Präsident Joe Biden unterstreicht diesen Anspruch mit der Rückkehr des Landes zum Pariser Klimaschutzpakt, mit großen Reduktionszielen für den Ausstoß von Treibhausgasen und mit einem Video-Gipfel, auf dem sogar der Papst spricht.

Gute Inszenierung ist ein Ausdruck politischer Professionalität, zugleich verstellt sie den Blick auf den materiellen Gehalt der Politik. Bidens Versprechen, die CO<sub>2</sub>-Emissionen bis 2030 zu halbieren, hängt von Mehrheiten im Kongress ab, die er nicht garantieren kann, und vermutlich von Gerichtsentscheidungen, deren Ausgang ungewiss ist. Der Versuch seines Vorgängers Barack Obama, Amerikas Kraftwerke per Dekret zu einer Emissionsreduktion zu zwingen, blieb erst auf dem Gerichtsweg stecken, bevor Obamas Nachfolger Donald Trump die Verordnung bis zur Unkenntlichkeit deformieren ließ.

Das schwerwiegendere Problem trifft nicht die Vereinigten Staaten allein, sondern auch die Europäische Union und Länder, die mit lokalen Beiträgen ein globales Problem lösen wollen. Der vor allem in Europa zu verzeichnende Abschied von energieintensiver Produktion in den vergangenen 30 Jahren liest sich in regionalen Klimabilanzen gut. Ein Beitrag zur Dämpfung des Klimawandels war damit nicht verbunden, weil die Konsumentenwünsche stattdessen von Ländern wie China befriedigt wurden, die mit Kohle befeuert werden.

### **Eine Steuer auf energieintensive Importe**

Seit drei Jahrzehnten wird mit ambitionierten Politiken auf Staatenebene der Eindruck vermittelt, man verzeichne Fortschritte im Kampf gegen die Klimaerwärmung. Diese Suggestion gelingt nur, wenn man die entscheidende Kennziffer vernachlässigt. Seit 30 Jahren steigt der Ausstoß an Treibhausgasen linear, nur durch schwerste Krisen unerheblich gedämpft. Die gute Nachricht, dass es 30 älteren Industrienationen in den letzten 15 Jahren gelungen ist, Wirtschaftswachstum mit sinkenden Emissionen zu verbinden, verliert von ihrem Liebreiz, wenn man auf die kritischen Weltregionen und deren Industrialisierungs- und Entwicklungspfade schaut.

Die mit Abstand wichtigste Rolle spielt China. Hier steht die Hälfte aller Kohlekraftwerke, zahlreiche neue sind geplant. Das Land hat versprochen, in zehn Jahren den höchsten Ausstoß zu erreichen und danach seine Wirtschaft vom Kohlenstoff zu lösen. Bis 2030 könnte sich aber die Volkswirtschaft Chinas knapp

verdoppelt haben, wenn es dem Land gelingt, sein bisheriges Wachstumstempo fortzusetzen. Selbst wenn die Emissionen, wie zu erwarten, im gleichen Zeitraum nicht um 100 Prozent steigen, bleiben die Zuwächse beängstigend. Indien, wo Provinzgouverneure den lokalen Kohlebergbau beflügeln, und Afrika mit seinem gewaltigen Nachholbedarf sind die nächsten Kandidaten für gewaltige Zuwächse, mit denen die Weltgemeinschaft nicht leben kann.

Eine Hoffnung besteht allein in einer [Klimapolitik](#), die ein globales Scharnier hat. In den Produkten der internationalen Wertschöpfungsketten, die wir täglich kaufen, müssen die Kosten der schädlichen Gase eingepreist sein. Die von der Europäischen Union diskutierte Treibhausgassteuer auf energieintensive Importe weist in die richtige Richtung. Ohne Preissignale handeln weder Konsumenten noch Produzenten in gewünschter klimaschonender Weise.

### **Amerika scheut vor CO<sub>2</sub>-Bepreisung zurück**

Leider scheut die amerikanische Regierung vor einer CO<sub>2</sub>-Bepreisung zurück und versucht sie der EU auszureden. Sie fürchtet den Widerstand der heimischen Konservativen und von Teilen der Industrie. Sie setzt stattdessen auf öffentliche Subvention von Wissenschaft, Technologie und Konzernen. Das alles wird eingebettet in eine Förderpolitik für heimische Lieblingsunternehmen und -branchen, die ihr protektionistisches Motiv kaum verhüllt. Die Autoindustrie darf wieder mit einem Geldregen rechnen wie alle zehn bis zwanzig Jahre. Unerheblich, dass sie Stützungsmaßnahmen mit schrumpfender Produktivität und höheren Preisen zu entgelten pflegt. Zweifellos ist die Aufstockung der Gelder für Forschung sinnvoll und beflügelt die in den Vereinigten Staaten ohnehin rege Gründerszene darin, mit innovativer Technik Emissionen zu reduzieren oder die schädlichen Gase aus der Atmosphäre zurückzuholen.

Nur, es hilft eben nichts, wenn Fortschritte in einem Land ausgelöscht werden durch Emissionen in einem anderen. Die beste Klimapolitik ist deshalb eine globale, die im Kern neutral ist, was die Mittel zur Zielerreichung angeht. Und sie muss ambitioniert in der Belastung von Produktionsweisen sein, die mit Treibhausgasen verbunden sind. Die Alternative ist teuer und weitgehend wirkungslos.

# « On m’a conseillé d’enlever la photo pour cacher que je suis noir » : la France malade de ses discriminations

Si les statistiques ethniques sont officiellement interdites dans le pays, il existe une multitude de données, tant dans l’Hexagone qu’à l’échelle européenne, permettant d’objectiver les inégalités et discriminations liées aux origines. Manque la volonté politique de s’y attaquer, au risque de nourrir ressentiment et désillusion.

Par [Marie Charrel](#)

Publié hier à 02h33, mis à jour hier à 12h51



Manifestation contre les discriminations et les violences policières, à Marseille (Bouches-du-Rhône), en juin 2020. DANIEL COLE / AP

C’est une histoire française. Celle de Wilfried Mahouto, né près de Bordeaux, qui en dépit de son master en entrepreneuriat, a envoyé des centaines de CV pendant des mois, sans jamais décrocher d’entretien. « *On m’a conseillé d’enlever la photo pour cacher que je suis noir, j’ai toujours refusé* », confie l’homme, qui a fini par obtenir un poste de directeur d’agence bancaire, grâce au soutien de l’association Nos quartiers ont des talents.

C’est l’histoire de Saïd Hammouche, fils d’immigrés marocains qui, lassé de voir des jeunes comme lui galérer pour trouver un emploi, a créé Mozaïk RH, un cabinet de recrutement alternatif, pour les aider.

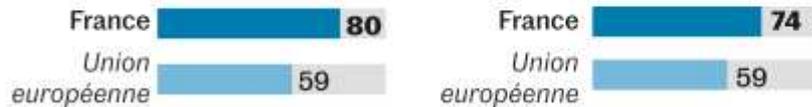
Celle, encore, de Samira (les personnes citées dont le nom n’apparaît pas ont souhaité garder l’anonymat), responsable marketing dans l’agroalimentaire. Le jour où elle s’est étonnée de gagner 20 % de moins que ses collègues, malgré d’aussi bons résultats, son manager lui a répondu : « *Pour une fille comme toi, c’est déjà bien d’être là.* » « *Il voulait dire “pour une fille d’origine maghrébine”, comme si je devais le remercier d’avoir ce poste* », dit-elle en soupirant. Mehdi, lui, n’a jamais de retour des agences immobilières, alors que son ami Antoine, avec qui il cherche une collocation près de Lyon, n’a aucun mal à décrocher des rendez-vous. « *Je gagne pourtant plus que lui, mais les propriétaires ne veulent pas d’Arabes.* »



La **France** est l'un des pays de l'Union européenne où les **discriminations liées à la couleur de peau et aux origines** sont perçues avec le plus d'acuité.

Part des personnes estimant que ce type de discrimination est répandu dans leur pays, en %

**Lié à la couleur de peau**



**11%**

**des individus**

déclarent avoir été discriminés en fonction de leur origine au cours des cinq dernières années en France, deuxième cause après le genre.

Infographie : **Le Monde**

« La volonté politique fait défaut »

Ce sont des histoires de tous les jours, tristement banales et graves, que les difficultés économiques liées au Covid-19 exacerbent un peu plus encore. « *On ne connaîtra l'ampleur qu'a posteriori, mais on sait que les personnes immigrées et d'origine immigrée sont surexposées au risque sanitaire et au chômage, en raison des inégalités qu'elles subissent dans l'emploi, le logement et la santé* », s'inquiète Nicolas Kanhonou, qui travaille au Défenseur des droits, l'institution chargée de veiller au respect des droits et des libertés.

Les données publiées par l'Insee à partir des décès enregistrés à l'état civil montrent déjà que la Seine-Saint-Denis enregistre le plus fort taux de surmortalité en Ile-de-France (130 % entre le 1<sup>er</sup> mars et le 19 avril 2020, contre 74 % à Paris). Cela, en raison des conditions de vie plus précaires, mais aussi de la surreprésentation des immigrés dans les emplois de première ligne et de leur moindre accès à la santé, estiment [les chercheurs de l'Institut national d'études démographiques \(INED\)](#).

### **Les inégalités et les discriminations liées aux origines soulèvent un profond malaise, parce qu'elles mettent à mal l'idéal tricolore de l'universalisme républicain**

En France, les inégalités et les discriminations liées aux origines sont, trop souvent encore, sous-estimées ou mal comprises. Elles soulèvent un profond malaise, parce qu'elles mettent à mal l'idéal tricolore de l'universalisme républicain. « *Mais la République n'immunise pas contre les discriminations et, en dépit des polémiques récurrentes, leurs mécanismes restent mal connus* », constate François Héran, sociologue et professeur au Collège de France. « *Le problème est régulièrement résumé à celui des quartiers ou des inégalités sociales, alors qu'il est bien plus large* », ajoute Dominique Sopo, président de SOS Racisme. « *La volonté politique de s'attaquer sérieusement au sujet fait défaut, notamment en raison de l'idée que l'égalité sera obtenue par la disparition des origines*, ajoute Patrick Simon, démographe à l'INED. *Mais cela ne suffit pas.* »

### **Beaucoup de statistiques**

Il faut dire que, bien souvent, la discussion sur ce sujet se heurte à la délicate question de la mesure. Et glisse vers un débat « pour ou contre » les statistiques ethniques, aujourd'hui interdites en France. « Noir », « Hispanique », « Asiatique »... Leurs détracteurs soulignent qu'introduire des catégories figeant les identités dans les recensements, comme aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, où l'exercice est poussé à son extrême, serait contre-productif. Et dangereux. « *Le débat est vite pollué par des considérations sur la victimisation ou le risque d'importer la grille de lecture américaine de la société* », observe Vincent-Arnaud Chappe, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Un tel écueil peut néanmoins être évité. Et il ne doit pas empêcher d'agir, souligne-t-il. D'autant qu'en vérité, il existe déjà beaucoup de statistiques sur le sujet.

## « Le débat est vite pollué par des considérations sur la victimisation ou le risque d'importer la grille de lecture américaine de la société », Vincent-Arnaud Chappe, chercheur au CNRS

De fait, si une loi de 1978 interdit de collecter et de traiter des données personnelles révélant la « *prétendue origine raciale ou ethnique* », elle prévoit également de nombreuses [dérogations](#), strictement encadrées, lorsque ces informations sont utilisées « *à des fins de recherche scientifique, historique ou statistique* ». En outre, le recensement comporte de longue date une question sur le pays de naissance. Depuis vingt ans, beaucoup d'enquêtes, dont celles de l'Insee sur l'emploi, interrogent également sur le pays de naissance des parents. Grâce à cela, il existe aujourd'hui une masse impressionnante de données produites suivant diverses méthodologies.

Certaines études, comme [celles](#) de l'Insee, observent les inégalités dans l'accès aux diplômes, à l'emploi ou aux augmentations salariales en fonction des origines. Plus expérimentales, d'autres mesurent les écarts de réponses obtenues par des CV équivalents, dont certains portent des noms suggérant une ascendance étrangère : il s'agit des testings. D'autres encore mesurent le ressenti des discriminations. A l'exemple de « Trajectoires et origines », dite [TeO](#), la vaste enquête de référence de l'INED et de l'Insee menée, entre autres, par Patrick Simon. A travers une longue série de questions, elle appréhende comment les origines modifient les chances d'accès au logement, à l'éducation, à l'emploi et aux services publics.

### De sérieuses conséquences sur le bien-être ou l'état de santé

Toutes ces études dressent le même constat, à divers degrés : les inégalités et discriminations liées aux origines sont importantes – en particulier pour les personnes d'ascendance maghrébine, d'Afrique noire ou de Turquie – et ont de sérieuses conséquences sur les trajectoires de vie, le bien-être et l'état de santé. Au risque d'alimenter, chez certains, la désillusion à l'égard du modèle d'intégration français, voire du ressentiment. « *Les testings établissent qu'il existe un traitement différent à l'égard des candidats dont le patronyme suggère une origine étrangère* », ajoute Yannick L'Horty, économiste à l'université Gustave-Eiffel, spécialiste des testings au recrutement et au logement. Dans [celui](#) qu'il a codirigé en 2017, à Paris, les candidats à la location d'origine maghrébine ont reçu un tiers de réponses positives en moins à leurs demandes de visite de logement privé que ceux d'origine française.

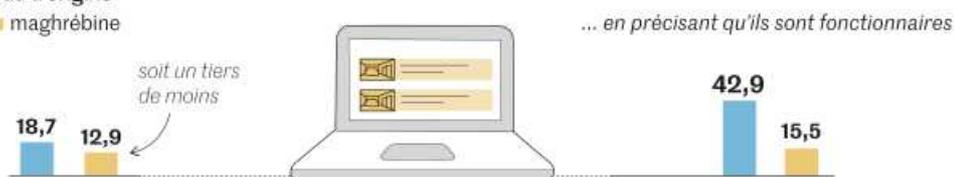
### De profondes inégalités face au logement

Les personnes ayant un nom à consonance arabe ou africaine ont 27 % et 31 % de chances en moins d'obtenir un rendez-vous avec un propriétaire pour louer un logement privé.

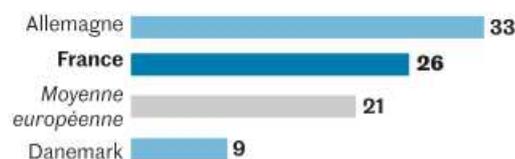
Taux de réponse aux demandes de visite de logement à Paris, en %

Pour un individu d'origine

■ française ■ maghrébine



Part des personnes originaires d'Afrique subsaharienne\*\* déclarant avoir fait face à des discriminations dans l'accès au logement privé au cours des cinq dernières années, en %



En France, chez les personnes originaires d'Afrique subsaharienne\*\*,

**17 %** vivent dans des logements faisant face à des privations sévères (manque de commodités), contre 3 % de la population générale.

**45 %** vivent dans des logements surpeuplés, contre 8 % pour l'ensemble de la population française.

\*\* de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> génération, ainsi que des départements d'outre-mer pour la France  
Infographie : **Le Monde**

« Les comparaisons internationales, comme l'[Eurobaromètre de 2019](#) sur le sujet, prouvent à la fois que la France est l'un des pays d'Europe où les discriminations liées à la couleur de peau sont perçues avec le plus d'acuité par les citoyens, mais aussi où elles sont parmi les plus élevées dans l'accès à l'emploi », complète Marie-Anne Valfort, spécialiste du sujet de l'École d'économie de Paris. Selon une [étude](#) pilotée par Lincoln Quillian, sociologue à l'université Northwestern de Chicago, les candidats blancs nés en France ont 83 % de chances en plus de recevoir une réponse pour un entretien d'embauche que ceux des minorités non blanches. C'est plus qu'aux Etats-Unis (33 %) et en Allemagne (24 %).

Une [enquête](#) de l'Insee montre, en outre, que les descendants d'immigrés maghrébins ont, à caractéristiques égales, 15 % de chances de moins pour les femmes et 25 % de moins pour les hommes, d'accéder à des salaires supérieurs à 3 000 euros que les personnes sans ascendance migratoire. Et ils sont surreprésentés dans les emplois à durée limitée. De manière générale, l'enquête TeO montre que 49 % des personnes originaires d'Afrique subsaharienne et 39 % de celles originaires d'Algérie déclarent avoir subi des discriminations durant les cinq années précédentes, contre 10 % pour l'ensemble de la population.

« L'essentiel des discriminations ne sont pas intentionnelles »

« Ces données objectivent les discriminations », résume François Héran. Et si certaines sont le fruit d'actes racistes, punissables par la loi, « l'essentiel d'entre elles ne sont pas intentionnelles », ajoute-t-il. « En recrutant des candidats uniquement dans les écoles dont ils sont issus, beaucoup de managers passent à côté de la diversité sans même s'en rendre compte », illustre Aziz Senni, entrepreneur d'origine marocaine, auteur de l'ouvrage *L'ascenseur social est en panne... J'ai pris l'escalier* (L'Archipel, 2005).

## De profondes inégalités face à l'emploi

**8 %**

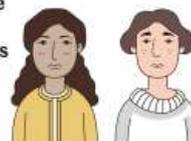
de chances en moins d'occuper un emploi public pour les personnes d'origine immigrée

**83 %**

C'est la part de réponses en plus reçues pour un entretien d'embauche par les personnes blanches, par rapport aux personnes non blanches.

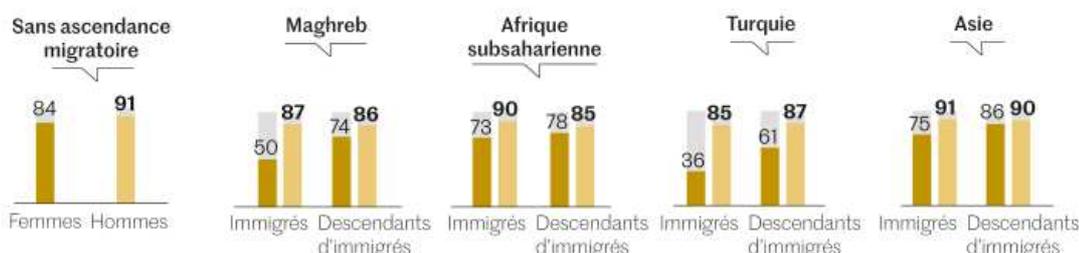
Ce chiffre est de 55 % au Royaume-Uni et de 33 % aux Etats-Unis.

Les femmes de 18 à 44 ans noires, arabes ou asiatiques ont une probabilité 2,5 fois plus élevée d'expérimenter des discriminations dans l'emploi que les femmes blanches.



Taux d'activité selon le lien à la migration et l'origine, en % de la population

Champ : France métropolitaine, personnes de 18 à 59 ans ayant terminé leurs études



**8 %**

C'est le taux de chômage moyen des hommes et des femmes sans ascendance migratoire. Il est de 13 % pour les femmes et de 15 % pour les hommes descendant d'immigrés.

Infographie : **Le Monde**

Sources : « Do some countries discriminate more than others? », dir. par Lincoln Quillian, 2019 ; Eurobaromètre 2019 sur les discriminations ; « Les discriminations dans l'accès au logement à Paris : une expérience contrôlée », de Mathieu Bunel, Yannick L'Horty, Loïc Du Parquet, Pascale Petit, 2017 ; rapport « Being Black in the EU » ; revue « Education et formation » n° 100, décembre 2019 ; « Trajectoires et origines », Insee-Ined ; rapport 2020 du Défenseur des droits : « Discriminations et origines : l'urgence d'agir » ; Insee ; Eurostat ; MENJ-DEPP

D'autres sont le fruit de préjugés et de stéréotypes parfois inconscients, parfois conscients, mais jugés anodins. A tort. « On me demande régulièrement quand j'apporterai des gâteaux au miel au bureau, parce que mes parents sont marocains. On ne me propose pas d'alcool aux pots, car on suppose que je suis

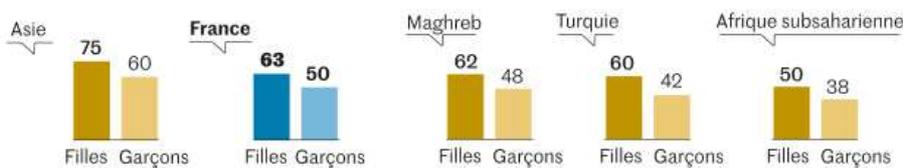
musulmane, ce qui n'est pas le cas, dit en soupirant Nadia, commerciale grands comptes dans la finance. A la longue, ces clichés, comme celui de la beurette rigolote, deviennent insupportables. Ils m'ont rendue froide et agressive. » De guerre lasse, elle envisage de changer de métier et de créer sa propre entreprise.

Mais les discriminations, conscientes ou non, n'expliquent pas tout. Ces inégalités sont aussi le résultat de dynamiques complexes, où les difficultés se cumulent à celles liées aux origines. Notamment celles résultant de la ségrégation urbaine ou des failles du système scolaire. Les enquêtes du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) révèlent ainsi qu'à milieu social et économique équivalent, l'écart de résultats scolaires entre les élèves issus de l'immigration et ceux d'origine française est supérieur à la moyenne des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'étude TeO montre, en outre, que plus de 20 % des descendants d'immigrés du Maghreb ou d'Afrique noire déclarent avoir subi un traitement inégal lors des décisions d'orientation.

## De profondes inégalités dans le système scolaire

### Des aspirations déçues

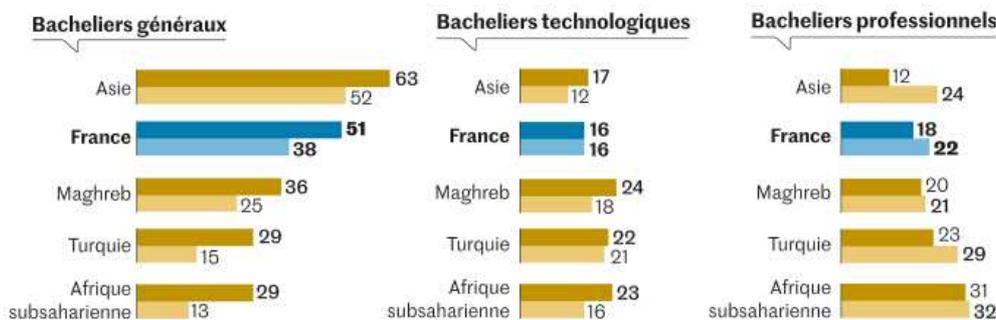
Aspirations scolaires des familles au bac général\*, selon l'origine et le sexe de l'enfant, en %



\* Hors bacs professionnels et technologiques

Part de bacheliers selon le type de bac obtenu, l'origine et le sexe de l'enfant, en %

■ Filles  
■ Garçons

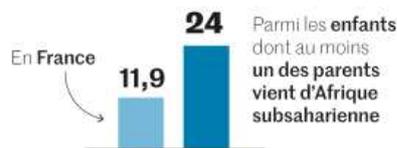


**21 %** des descendants d'immigrés déclarent ressentir une **injustice scolaire**, contre **9 %** pour le reste de la population

**15 %** des descendants d'immigrés déclarent ressentir une **injustice lors de l'orientation scolaire**, contre **5 %** pour le reste de la population

### Plus de jeunes sans formation

Part des 16-24 ans qui ne travaillent pas, ne font pas d'études, ne sont pas en formation, en %



Infographie : **Le Monde**

## Les entreprises peinent à se saisir du sujet

Le milieu social et culturel pèse également. « *Ma mère est femme de ménage, nous étions cinq à la maison : je n'avais pas, dans ma famille, de cadres susceptibles de m'ouvrir leur réseau professionnel, ou même de m'expliquer les codes permettant de réussir un entretien* », raconte Karima Cherifi, diplômée d'un master en ressources humaines, qui a grandi en banlieue parisienne. Pour compenser ces « manquements », l'association Nos quartiers ont des talents propose aux jeunes comme Karima Cherifi un accompagnement par des cadres volontaires. Coachée quelques semaines par Nicole Fiorentino, une RH du Crédit agricole, la

jeune femme a rapidement trouvé un emploi dans la foulée. « *Elle m'a aidée à refaire mon CV, à travailler ma présentation et les bons mots à utiliser, à reprendre confiance en moi : toutes ces petites choses qui me faisaient défaut* », raconte-t-elle. Aujourd'hui, elle est DRH du groupe Nexans, où elle parraine à son tour des candidats.

### **« Beaucoup de talents issus de l'immigration finissent par partir à l'étranger, parce qu'ils ne trouvent pas leur place ici », Saïd Hammouche, fondateur de Mozaïk RH**

Si, à diplôme égal, les jeunes issus de l'immigration ont plus de mal à s'insérer, c'est aussi parce que les entreprises peinent à se saisir du sujet. De fait, les politiques de « diversité » menées par les grands groupes depuis les années 2000 se concentrent essentiellement sur l'insertion des handicapés et l'égalité femmes-hommes, pour lesquelles il existe des obligations légales. « *Beaucoup de talents issus de l'immigration finissent par partir à l'étranger, parce qu'ils ne trouvent pas leur place ici : c'est une immense perte pour nos entreprises et pour le pays* », regrette Saïd Hammouche. S'il est difficile d'évaluer son coût, un [rapport](#) de France Stratégie paru en 2016 estimait que la réduction des discriminations dans l'emploi au sens large gonflerait le produit intérieur brut (PIB) de 3,6 % à 14 %, selon les scénarios.

« *En entreprise, le sujet se heurte de nouveau à la question de la mesure* », ajoute Vincent-Arnaud Chappe. Car, si en matière d'égalité femmes-hommes, un index permet d'évaluer les écarts de salaires et de promotions, il n'existe pas d'équivalent pour la représentation des origines. « *Or, si on ne mesure pas, on ne peut pas savoir ce qui fonctionne pour réduire les écarts* », ajoute Nicolas Kanhonou. Mais comment le faire sans établir un fichage ethnique des salariés, interdit par la loi ? Là encore, de nombreuses pistes existent. Exemple : demander à un cabinet extérieur d'étudier les prénoms, qui donnent une indication approximative des origines. Ou interroger les salariés, de façon anonyme, sur leur ressenti d'appartenance.

« C'est un sujet miné, il nous faut du temps »

Après avoir lancé une [plate-forme](#) de lutte contre les discriminations et une [consultation](#) sur le sujet, le ministère d'Elisabeth Moreno, chargée de l'égalité des chances, avance avec prudence sur le sujet. D'ici à l'été, il devrait présenter un index permettant de mesurer la diversité liée aux origines en entreprise. Mais son application restera optionnelle. « *Heureusement : c'est un sujet miné, il nous faut du temps* », dit en soufflant le DRH d'un sous-traitant industriel.

Certaines entreprises sont pourtant moins frileuses. A l'exemple de Foncia : le groupe immobilier s'est engagé à lancer un vaste « testing » de CV au sein de ses agences, tous les dix-huit mois, réalisé par le cabinet spécialisé Entre-autre, afin de vérifier que toutes les candidatures sont traitées avec le même égard. « *Cela nous permettra de mesurer si la formation de nos salariés sur ces questions fonctionne et de voir comment l'améliorer* », résume Frédéric Fougerat, directeur de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) du groupe.

Pour aller plus loin, le [Défenseur des droits](#) et le think tank de centre gauche [Terra Nova](#) suggèrent de créer un « observatoire des discriminations ». Celui-ci pourrait compiler toutes les données existantes et dresser le bilan des mesures mises en œuvre par les entreprises et les administrations publiques, afin d'étayer les connaissances sur le sujet. Et de dépassionner le débat. « *Car une chose est sûre : c'est en professionnalisant et "désidéologisant" la lutte contre les discriminations que l'on avancera* », conclut Etienne Allais, du cabinet Entre-autre.

# Ich hätte so ein Gesetz damals gebraucht

—| Lesedauer: 4 Minuten

Von Khulud Alharthi



Khulud-Alharti musste ab dem Alter von zehn Jahren ein Kopftuch tragen und ab zwölf einen Ganzkörperschleier

Quelle: privat

Frankreich diskutiert ein Kopftuchverbot für Kinder, Gegner warnen vor Islamophobie. Dabei ist das eine fortschrittliche Idee. Denn Frauen sollten erst als Erwachsene darüber entscheiden, ob, wann und wie sie ihren Glauben öffentlich machen wollen.

In Frankreich hat der Senat für eine Gesetzesänderung gestimmt, die minderjährigen Mädchen die Verschleierung in der Öffentlichkeit untersagen will. Der Entwurf hat geringe Chancen, tatsächlich verabschiedet zu werden. Trotzdem hat er in den letzten Tagen für heftige Debatten gesorgt, auch in den arabischen Ländern.

Bei Twitter ging es hoch her, einige warnten davor, dass Frankreich jetzt ein islamophobes Land sei und den Weg in Richtung Genozid einschlage, indem es den Boden bereite für eine Mentalität des „wir gegen sie“ – was eine brutale Übertreibung und schlechte Einschätzung der Situation ist.

Andere haben die vorgeschlagene Gesetzesänderung gelobt als eine Art Schutz für die Kinder vor den Einschüchterungen und Ermahnungen der Religion.

Ich persönlich halte das Verschleierungsverbot für Mädchen unter 18 für logisch und fortschrittlich. Es schützt die Mädchen und ermöglicht es ihnen, später als Erwachsene selbst darüber zu entscheiden, ob, wann und wie sie ihren Glauben öffentlich machen wollen. Auf der anderen Seite halte ich es für traurig, überhaupt dieses Thema diskutieren zu müssen.

Wenn einem Mädchen ein Schleier aufgezwungen wird, dann um sie einzuschränken, zuallererst ihren Körper, aber auch ihre soziale und körperliche Mobilität. Er nimmt diesen jungen Mädchen die Möglichkeit einer normalen, ausgewogenen Entwicklung und beeinträchtigt ihre Freiheit und ihre Zukunft.

### Seelischer Schaden für junge Mädchen

Diese Debatte weckt viele Erinnerungen in mir. Auch wenn die soziale und politische Situation in meinem Heimatland Saudi-Arabien und in Frankreich sehr unterschiedlich sind – der seelische Schaden, der jungen Mädchen zugefügt wird, wenn man ihnen religiöse Grundsätze und Einschränkungen ihres Körpers aufzwingt, ist derselbe.

Ich selbst musste ab dem Alter von zehn Jahren ein Kopftuch tragen und ab zwölf einen Nikab, also einen Ganzkörperschleier. Ein kleines Mädchen davon zu überzeugen, dass sie sich züchtig kleiden müsse, um nicht verführerisch auf Männer zu wirken, kann in der Entwicklung zur Folge haben, dass sie eine ungesunde Beziehung zu ihrem Körper und ihrer Sexualität bekommt.

Die Gründerin des Blogs „MuslimGirl“, Amani al-Khatahtbeh, schrieb bei Twitter, dass es „krank“ sei, „minderjährige Mädchen einer verletzlichen Minderheit zu zwingen, ihren Körper zu enthüllen“. Ich frage mich, warum minderjährige Mädchen das Gefühl haben sollten, ihren Körper verhüllen zu müssen. Das Wort „enthüllen“ ist falsch in diesem Kontext und verräterisch. Die Körper von Kindern sind nichts, was man verstecken muss, wie kann man sie dann „enthüllen“?

Die Verschleierung macht aus Frauen sexuelle Objekte, und so wie andere Praktiken, die Frauen auf das Körperbild oder das Aussehen reduzieren, kann es bei kleinen Mädchen ernst zu nehmenden seelischen Stress auslösen. Es ist eine schwere Bürde, die man in einem so jungen Alter tragen muss. Egal ob sie dazu gezwungen werden oder ob sie es selbst entscheiden. Das Problem ist die Bedeutung der Verhüllung.

Ich habe mich mit einer Freundin aus Saudi-Arabien über die Nachrichten und unsere Erfahrungen unterhalten, wie wir in einem sehr jungen Alter dazu genötigt wurden, die Verschleierung wie ein normales Kleidungsstück in der Öffentlichkeit zu tragen.

Obwohl wir in einem islamischen Land aufgewachsen sind, in dem das zum Dresscode der Frauen gehört, war diese Erfahrung für uns schwierig, weil wir uns von der Welt um uns herum abgetrennt fühlten.

Wir mussten einen Lebensstil annehmen, der nicht unserer Wahrnehmung des Lebens in diesem jungen Alter entsprach. Sie erzählte mir: „Als meine Familie mir die Verschleierung aufzwang, war ich am Boden zerstört, ich war ein hyperaktives und neugieriges junges Mädchen, und es war mir nicht mehr erlaubt, draußen zu spielen.“

Während ich diesen Artikel schreibe, denke ich über eine Erinnerung aus meiner Kindheit nach. Ich war zwölf Jahre alt und saß auf dem Rücksitz im Auto meines Vaters, verzweifelt hoffend, dass er mich aus dem Blick verliert und ich für ein paar Minuten den Schleier abnehmen kann, für einen Moment der Freiheit. Ich wünschte, es hätte damals ein Gesetz gegeben, das mich vor dieser Gehirnwäsche schützt und mir ein normales Leben ermöglicht.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/uni-muenster-wolfgang-thierse-untermauert-kritik-an-identitaetspolitik-17306843.html?premium>

IDENTITÄTSPOLITIK:

## Schuld ist kein Schicksal

- VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 23.04.2021-14:56



Gegen schicksalhafte Festlegungen in der Politik: Wolfgang Thierse Bild: dpa

Mit seiner Kritik an den Auswüchsen der Identitätspolitik hat Wolfgang Thierse für Aufsehen gesorgt. Die Universität Münster setzt die Debatte mit Thierse nun fort. Die allgemeine Unsicherheit ist mit Händen zu greifen.

Der Gemeinschaftsbeauftragte, den [Wolfgang Thierse](#) in seiner Kritik der Identitätspolitik gefordert hat, hätte viel zu tun, wollte er alle Risse kitten, die der Artikel im Gefüge seiner Partei aufgerissen hat. Die nachfolgende Debatte bestätigte Thierses Diagnose. Zunächst wurde er von der um Haltung ringenden SPD-Parteispitze zum Schandfleck erklärt, bevor man ihm halbherzig wieder die Hand reichte, andere nannten ihn gleich einen Nazi, als wollten sie die Intoleranz des identitätspolitischen Lagers noch einmal unterstreichen.

Dabei war der Essay eigentlich nur ein Appell zur Mäßigung in dem seit langem schwelenden Konflikt. Die Parteipolitik musste nun aber Farbe bekennen. Bei den Grünen, den Vorreitern der [Identitätspolitik](#), gab es ein leises Rumoren, das die Parteispitze mit dem Hinweis beiseiteschob, man habe mit der Sache eigentlich nichts am Hut. Identität habe viele Facetten. Ganz unabhängig davon, ob man Identitätspolitik nun offen oder unter der Hand betreibt, war damit die Frage aufgeworfen, ob Identität überhaupt eine politische Kategorie ist oder nur eine Spielweise fragmentierter Subjekte, denen das Gemeinwesen fremd geworden ist. Zumindest eine Demokratie ist ja auf reflexive Individuen angewiesen, die bereit sind, auch einmal von sich und ihrer Herkunft abzusehen.

### Identitätspolitik als notwendiges Provisorium

Der an der Universität Münster beheimatete Cluster „Religion und Politik“ und das Zentrum für Islamische Theologie setzten die Debatte mit Thierse nun als Online-Podium fort. Deutlich wurde, dass sich die Gewichte verschoben haben. Über rechte Identitätspolitik bestand unter den Diskutanten ohnehin Konsens, dass linke Identitätspolitik nun ebenfalls zum Buhmann geworden sein soll, wollte zumindest ein Teil nicht so stehenlassen. Einig war man sich darin, dass Betroffenheit nicht das letzte Wort haben dürfe, aber eine gewisse Rolle spiele.

Die allgemeine Unsicherheit war mit Händen zu greifen. Es gehört in dieser Debatte offensichtlich zum guten Ton, sich auch im Erwachsenenalter als Schüler mit einer großen Portion Lernbereitschaft zu präsentieren. „Ich bin mir wirklich unsicher“, sagte der gastgebende Rechtsprofessor Nils Jansen im Grußwort. „Ich bin (noch) ratlos“, fuhr Moderator Meinhard Schmidt-Degenhard ein kleines bisschen

hoffnungsfroher fort. Wolfgang Thierse saß glücklicherweise fester im Sattel. **Er stieß ohne Umschweife in den wunden Punkt der identitätspolitischen Programmatik, ihre unentrinnbare und im Prinzip apolitische Logik, nach der Rederecht, ja überhaupt der Wert einer Person wie durch eine unsichtbare Kette mit der Herkunft verbunden sein sollen.**

Das war auch als direkte Kritik an der MitdiskutantIn Mithu Sanyal zu verstehen. Die Kulturwissenschaftlerin und Romanautorin hatte in der „Süddeutschen Zeitung“ davon gesprochen, **dass jede weiße Person auf der Seite der Schuldigen stehe. Hier meldete sich ein umgekehrter Hautfarbenrassismus und eine Erneuerung der Erbschuld-Lehre zu Wort, die mit liberaler Politik recht wenig zu tun haben.** Sanyal schob die Schuld der Zeitung zu, die ihre Aussagen verkürzt habe.

### **Zur Nabelschau geschrumpft**

Die Literaturwissenschaftlerin Andrea Geier wünschte sich mehr Konkretion in der Debatte. Sie meinte damit nicht die konkreten Denunziationen und Redeverbote, die von Akteuren der Identitätspolitik so großzügig ausgesprochen werden. Es ging ihr eher um den Zeitfaktor der Debatte. Sei eine reale Machtbalance erst einmal hergestellt, würden wohl auch die Töne leiser. In dieser Sicht ist Identitätspolitik ein avantgardistisches Provisorium bis zum faktischen Ausgleich der Machtpositionen. Geiers Ex-Cathedra-Urteil, Blackfacing sei immer rassistisch und niemals künstlerisch produktiv, ließ diesen Zeitkern dann aber nicht mehr erkennen. Thierse kam die Melodie, man müsse bis zum ideologischen Endsieg gewisse Verbote in Kauf nehmen, aus seiner DDR-Biographie sowieso gefährlich vertraut vor.

Es blieb das einzige konkrete Thema, das an diesem Abend besprochen wurde. Als Detlef Pollack und Mouhanad Khorchide vom Moderator ganz nach identitätspolitischem Muster zu biographischen Erfahrungen als Ostdeutscher und liberaler Muslim befragt wurden, war klar, dass man an diesem Abend über Mechanismen und Akteure der Identitätspolitik genauso wenig erfahren würde wie über die Wirtschafts- und Machtinteressen, die sich an sie lagern. Deutlich wurde einmal mehr ihre wunderbare Kraft, Politik thematisch zu entkernen und auf die Nabelschau zu schrumpfen. Ein aktivistischer Störtrupp, der die Gesprächsteilnehmer nach eigener Rechtsprechung von der Diskussion abhalten wollte, meldete sich immerhin nicht zu Wort.

**Le Figaro (site web)**

jeudi 22 avril 2021 - 20:01 UTC +02:00 1131 mots

Vox ; Vox Médias

# CNews: «L'Heure des pros» est-elle «L'Heure des réacs» ?

**FIGAROVOX/ANALYSE - L'émission de Pascal Praud est régulièrement critiquée pour sa ligne éditoriale jugée trop conservatrice. Pour ses chroniqueurs, elle est en tout cas un contre-poids aux médias publics qui pencheraient systématiquement à gauche.**

Clément Beaune n'y a pas prêté attention mais Pascal Praud avait troqué ses habituelles lunettes rouges pour une monture aux branches bleu électrique. Trop occupé sans doute à écouter le présentateur vedette de «L'Heure des pros» vilipender le choix de l'exécutif de maintenir les vols avec le Brésil, où le virus se balade avec une dangereuse décontraction. Ce 13 avril sur le plateau de CNews, les critiques fusent contre la stratégie française et le secrétaire d'État aux Affaires européennes est devant son téléviseur. Il s'empresse de pianoter sur son téléphone quelques mots à Pascal Praud ( «*Je crois que vous aviez la gentillesse de parler de moi ce matin au sujet du variant brésilien...*» ). Le SMS est lu en direct et la magie opère aussitôt. Qui retrouvera-t-on à l'antenne une cinquantaine de minutes plus tard pour défendre la politique du gouvernement, depuis son bureau ? Le «monsieur Europe» d'Emmanuel Macron.

Combien sont-ils dans les cabinets ministériels à zyeuter la seizième chaîne ? Assurément, quelques-uns.

Avant l'époque des masques, des bonjours du coude et des tiges dans le nez, les cafés partageaient souvent avec les lieux de pouvoir le point commun de diffuser la chaîne d'info sur un écran qui occupe la fonction de fond sonore, sauf si le patron des lieux a une préférence pour BFMTV. Au fil des années, CNews est sortie de l'ombre de sa rivale, dopée en partie par le succès de l'émission de Pascal Praud regardée par plus de 370.000 téléspectateurs soit presque 9% de l'ensemble du public devant la télé à cette heure-là, puis «L'Heure des pros 2» à 20 heures, qui frise les 650.000 téléspectateurs depuis janvier. La recette magique: des propos sans filtres et des débats houleux. Pendant plus d'une heure, le journaliste et sa bande commentent l'actualité, débattent, s'écharpent, se clashent comme on dit, sous les oreilles attentives de la macronie. «*C'est une émission qui est l'écho de conversation des Français. En ça, il faut la suivre car c'est un reflet de l'opinion*», souligne un familier du palais présidentiel .

D'aucuns y verront la preuve d'un pouvoir pas totalement déconnecté des Français, les plus véhéments le signe de la «*crétinisation des mieux éduqués*», selon la thèse du démographe Emmanuel Todd. Car «L'Heure des pros» a mauvaise presse. En plus d'un ton jugé trop «populo», elle symbolise aux yeux de ses détracteurs le virage à droite pris par la chaîne à la suite de son rachat par Vincent Bolloré en 2015. Une sorte de Grandes Gueules de RMC, version «réac», en somme. Après y avoir jeté un œil, une partie des médias a d'ailleurs frôlé la rupture d'anévrisme. *Le Monde* en a fait un «*symbole du dérèglement médiatique*» quand *Les Inrocks* déplorent l'hégémonie d'une «*droite décomplexée*», *Vanity Fair* s'indigne de la «*banalisation*» des «*idées conservatrices*» et *Télérama* érige Pascal Praud la «*figure de proue de cette extrême-droitisation*».

## Un ton plutôt à droite

Qu'on se le dise: la majorité des chroniqueurs réguliers (Jacques Séguéla, Ivan Rioufol, Elisabeth Lévy, Laurent Joffrin, Charlotte D'Ornellas...) se revendiquent de droite. Qu'on se le dise aussi: les mélenchonistes convaincus et les ex-zadistes de Notre-Dame-des-Landes ont intérêt à se mouiller la nuque au moment d'appuyer sur les boutons 1 et 6 de leur télécommande. À «L'Heure des pros», il est plus courant de s'en prendre à la politique menée par les gouvernements successifs en matière d'immigration que de prôner l'ouverture des frontières, de dénoncer l'ensauvagement du pays que de demander la répartition des richesses et le mot islamo-gauchisme est écrit sans guillemets dans le bandeau qui s'affiche sur l'écran.

Pour les participants à l'émission aux idées plus «progressistes», il n'y a aucun doute à avoir. Oui, la balance entre droite et gauche a tendance à pencher du premier côté «*même si la liberté de ton est totale*», reconnaît l'ancien directeur de la rédaction de *Libération*, Laurent Joffrin aujourd'hui à la tête du mouvement Les Engagés.s. David Guiraud, porte-parole jeunesse de la

France Insoumise partage ce sentiment de solitude quand il s'agit de défendre des idées portées par la gauche sur un plateau qu'il définit comme un «*chaos de droite amusant*». Et les téléspectateurs regarderaient les débats d'un œil distrait. «*Je rencontre des jeunes de quartiers qui me disent la regarder comme l'émission de télé-réalité « Les Marseillais » . Comme un divertissement ou les invités en font tellement trop que cela devient drôle*», argumente l'attaché parlementaire du député Éric Coquerel. Aux États-Unis, une expression est d'ailleurs née pour exprimer l'idée de David Guiraud: *l'ambient TV*, une télé d'ambiance que l'on regarde sans attention.

### «L'anti-service public»

Émission réac pour les «anti-réacs», pluraliste pour les autres. «*L'ensemble des opinions y est représenté*», assure le chroniqueur de «L'Heure des pros» et éditorialiste au *Figaro* Ivan Rioufol, ce que la gauche aurait du mal à digérer. «*Le succès de l'émission sanctionne le monopole du prétendu magistère de la gauche depuis 30 ans*», appuie l'avocat Gilles-William Goldnadel (chroniqueur au *Figaro*). Pour eux, «L'Heure des pros» est l'anti-service public, incarnation à leurs yeux d'une ligne politique progressiste, multiculturaliste à sens unique et sans voix discordante. On «*va là où l'audiovisuel public n'ose pas aller*», complète Ivan Rioufol.

En clair, «L'Heure des pros» rééquilibre le temps de parole et comble les angles morts éditoriaux de France Télévisions, évoque l'influence grandissante du gauchisme culturel dans le paysage médiatique ou de faits de société laissés-pour-compte dans d'autres sphères médiatiques. Là est sans doute l'une des clefs de son succès, également «*très lié à la personnalité de Pascal Praud*», selon la chroniqueuse et journaliste à *Valeurs Actuelles* Charlotte d'Ornellas dont elle loue «*la capacité à rebondir sur tous les sujets*» et Ivan Rioufol, la «*grande culture*».

D'un bout à l'autre du champ politique et médiatique, on s'accuse d'hégémonie culturelle. Pour la droite, la gauche a gagné la bataille des idées et panique à la moindre fissure de son magistère, en témoigne la virulence avec laquelle est critiquée «L'Heure des pros». Pour la gauche, les réactionnaires sont partout (et surtout sur CNews). Des programmes comme «Face à l'info» ou «L'Heure des pros» sont entrés dans l'arène avec une volonté de peser dans le combat culturel. Mais contrairement à des émissions à la ligne éditoriale plus «progressiste» comme *Quotidien*, présentée par Yann Barthès sur TMC, elle a le mérite de la franchise.

191,45

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/bernard-rougier-l-ideologie-djihadiste-voit-dans-la-police-le-symbole-de-l-autorite-mecreante-20210423>

**Le Figaro (site web)**

vendredi 23 avril 2021 - 19:53 UTC +02:00 752 mots

Vox ; Vox Société

**Bernard Rougier:**

## «L'idéologie djihadiste voit dans la police le symbole de l'autorité mécréante»

Devecchio, Alexandre

**ENTRETIEN - Le sociologue, auteur de l'ouvrage *Les Territoires conquis par l'islamisme*, réagit suite à l'attaque islamiste menée vendredi contre une policière à Rambouillet.**

Spécialiste du Moyen-Orient, Bernard Rougier est l'auteur des *Territoires conquis de l'islamisme*

**LE FIGARO. - Un fonctionnaire de police a été tué à Rambouillet après une attaque au couteau dans un commissariat. Cela s'inscrit dans une longue série d'attaques contre la police. Pourquoi les policiers sont-ils particulièrement visés par les islamistes?**

**Bernard ROUGIER. -** L'idéologie djihadiste voit dans la police le symbole par excellence de l'autorité mécréante qu'il convient d'abattre. Dans le monde musulman, le policier a été visé dès la naissance de ces mouvements, en qualité d'auxiliaire privilégié de régimes accusés de corruption et d'impiété. En France, la police est l'incarnation de l'État mécréant, au service d'une laïcité décrite par les milieux islamistes comme une machine à détruire l'islam.

Ses représentants ont été régulièrement frappés, que ce soit Ahmed Merabet victime des frères Kouachi dans l'attentat contre *Charlie Hebdo* en janvier 2015, Clarissa Jean-Philippe tuée à Montrouge par Amedy Coulibaly toujours en janvier 2015, Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider, couple de fonctionnaire du ministère de l'Intérieur assassinés à leur domicile devant leur enfant par Larossi Abballa en juin 2016, Xavier Jugelé tué par balle aux Champs-Élysées en avril 2017, quelques jours avant le premier tour de la présidentielle. Sans oublier, en octobre 2019, les quatre morts de l'attentat de la Préfecture: Damien Ernest, major responsable d'une unité au sein de la DRPP avec vingt-huit ans de service, Anthony Lancelot, gardien de la paix avec onze ans de service, Brice Le Mescam, adjoint administratif principal à la direction du renseignement avec six ans de service, et Aurélia Trifiro, gardienne de la paix à la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne avec dix-sept ans d'ancienneté.

**Cette attaque se déroule dans un contexte de violences urbaines. Peut-on faire le lien entre cet événement et le climat actuel? Le discours sur «les violences policières» et le «racisme systémique» entretenu par ceux que vous appelez les «entrepreneurs de colère» est-il instrumentalisé par les islamistes?**

S'il est confirmé que le meurtrier est en France depuis 2009, il a peut-être intériorisé, outre le discours djihadiste, un discours tiré de la mouvance dite «décoloniale» pour laquelle la police est l'incarnation d'une hostilité organique et systémique vis-à-vis des groupes «racisés» (parmi lesquels cette mouvance compte les musulmans victimes selon elle d'une «islamophobie» de la part de l'État et de ses représentants). Au cours de nos enquêtes de terrain sur l'islamisme, on a relevé l'influence de ces théories sur certains militants islamistes. Il existe des hybridations, dès lors que les arguments des théoriciens décoloniaux confirment la vision d'un État dont il faut détruire la légitimité en agissant sur les croyances des «militants» et en alimentant leur ressentiment victimaire.

**Le département des Yvelines a été lourdement endeuillé, avec la mort des deux policiers à Magnanville, en juin 2016, puis l'assassinat du professeur Samuel Paty, en pleine rue à Conflans-Sainte-Honorine, en octobre 2020. Ce département abrite-t-il ce que vous appelez des enclaves communautaristes?**

S'il a apparemment agi seul, le meurtrier ne s'est pas radicalisé tout seul. Avec le temps, l'enquête permettra d'établir les lieux de sociabilité fréquentés par l'intéressé. L'agresseur aurait d'abord vécu dans le Val-de-Marne qui est, comme les Yvelines d'ailleurs, fortement touché par des discours et des pratiques emprunts de séparatisme. Il faudra aussi voir s'il a conservé des liens avec Sousse, sa ville d'origine (il y serait né en 1984), qui est l'un des foyers de prédication du groupe djihadiste Ansar al-Charia.

191,47

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/l-editorial-du-figaro-attentat-islamiste-le-flagrant-deni-de-realite-20210423>

## **Le Figaro (site web)**

vendredi 23 avril 2021 - 20:35 UTC +02:00 394 mots

Vox ; Vox Politique

# **L'éditorial du Figaro: «Attentat islamiste, le flagrant déni de réalité»**

Thréard, Yves

## **Par Yves Thréard, directeur adjoint de la rédaction.**

Et si le temps perdu à gloser sur les faits et méfaits supposés de la police était consacré à mieux l'armer contre tous ceux qui veulent sa mort? Peut-on encore la laisser se faire offenser, humilier, piétiner par ces voix de gauche qui la traitent de fasciste, par ces bandes de délinquants qui la considèrent comme un clan ennemi, par ces terroristes qui en font le symbole d'un État à abattre? Le doute n'est pas permis, mais rien ne change. À chaque fois, ce sont les mêmes débats, les mêmes indignations, les mêmes promesses.

L'assassinat, vendredi, d'une fonctionnaire du commissariat de Rambouillet par un islamiste tunisien est l'énième épisode de la guerre qui est livrée à notre pays. En première ligne pour nous défendre, les forces de l'ordre en paient un lourd tribut. Et les cités de banlieue ne sont pas le seul théâtre d'action de leurs bourreaux. Avant Stéphanie, hier, dans cette coquette ville des Yvelines, il y eut Clarissa Jean-Philippe à Montrouge ainsi que Franck Brinsolaro et Ahmed Merabet en plein cœur de Paris, en 2015 ; Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider à Magnanville, en 2016 ; Xavier Jugelé sur les Champs-Élysées, en 2017 ; Arnaud Beltrame à Trèbes, en 2018 ; les quatre victimes de la préfecture de police de la capitale, en 2019.

La France est attaquée, mais ce ne sont pas quelques lois écrites à l'encre du «en même temps» qui la protégeront. Ni les discours de fermeté mille fois entendus qui peuvent faire illusion. Non plus que ces sempiternels appels à ne surtout pas faire d'amalgame entre islamisme, immigration incontrôlée, intégration ratée et délinquance. Le terrorisme sur notre sol, aujourd'hui, qu'il soit endogène ou exogène, trouve pourtant sa source dans ce mélange explosif. Les signaux de la haine ne sont pas faibles, ils sont manifestes, mais la France reste en flagrant déni de réalité.

**Le Figaro (site web)**

vendredi 23 avril 2021 - 19:31 UTC +02:00 856 mots

**Mathieu Bock-Côté:****«'Pierre' ou l'importance des prénoms»****CHRONIQUE - La mutation démographique de notre temps, entraînée par l'immigration massive, est généralement niée s'il faut s'en inquiéter, mais reconnue s'il faut la célébrer.**

La scène était frappante: à Montpellier, une mère voilée a interpellé Emmanuel Macron pour lui confesser que son fils lui avait demandé si le prénom Pierre était bien réel. On l'aura compris, elle aurait aussi pu parler de Jacques, de Charles, de Daniel. Ou même de Corinne. Sans le vouloir, spontanément, même, elle rappelait que le prénom est bien moins individuel qu'il n'y paraît, et peut être interprété comme un marqueur d'appartenance culturelle, inscrivant celui qui le porte dans un univers de sens, une histoire, et même une tradition. Il y a quelques années à peine, qui osait le rappeler risquait les pires insultes de la part d'éditorialistes s'enroulant dans la toge de la vertu pour expliquer que le prénom n'avait aucune signification collective et qu'il relevait exclusivement de la liberté des parents. Rappeler que le prénom, du simple fait qu'il est choisi, a une dimension sociologique, pouvait même passer pour un «discours haineux». Certaines banalités ne sont pas bonnes à dire. N'importe quoi, aujourd'hui, peut conduire au tribunal.

Aucun pays ne saurait être absolument indifférent à la population qui le compose et ne saurait se réduire à une simple abstraction administrative ou juridique. Si la France était peuplée d'Irlandais ou de Norvégiens, elle ne serait plus française mais irlandaise ou norvégienne, évidemment. Certains redécouvrent ainsi, avec un étonnement probablement feint, que nous nous retrouvons, dans certaines portions du territoire, devant un authentique phénomène de substitution démographique, en situation de partition ethnoculturelle. La mutation démographique de notre temps, entraînée par l'immigration massive, est généralement niée s'il faut s'en inquiéter, mais reconnue s'il faut la célébrer. L'essentiel est pourtant là: les territoires perdus de la République sont devenus les territoires perdus de l'identité française. Risquons une hypothèse: il n'est pas impossible que les Pierre et Corinne de France ne soient pas exagérément enthousiastes à l'idée d'évoluer dans un environnement urbain qui leur donnera la désagréable impression d'être devenus minoritaires dans leur propre pays - un environnement, qui plus est, où leur sécurité est loin d'être assurée s'ils entendent vivre selon les mœurs françaises.

Se pose évidemment la question du nombre. L'assimilation n'est possible que dans la mesure où on respecte les capacités d'intégration de la société d'accueil. L'immigration massive, à terme, conduit inévitablement au communautarisme. La novlangue est partout: on parle pudiquement de mixité sociale, tout comme on parle de quartiers sensibles et de bandes de «jeunes» avant d'en appeler de manière incandescente aux valeurs républicaines, en se demandant comment rassembler des populations qui vivent aujourd'hui séparées. Mais, concrètement, c'est bien de la possibilité de fondre les populations issues de l'immigration dans le peuple français dont nous parlons. Ce qui pose la question du devoir d'intégration et du désir d'assimilation. Dans quelle mesure les populations qui s'installent en France désirent-elles devenir culturellement françaises? Des esprits moqueurs ont demandé pourquoi la dame de la vidéo n'avait pas elle-même prénommé son fils Pierre. La question est moins farfelue qu'on a voulu le croire. La meilleure manière de se faire accepter dans un pays consiste encore à en adopter les codes et les références - à envoyer des signaux ostentatoires d'appartenance à sa terre d'accueil. Du prénom, on passe rapidement à la question du voile, puis de l'hallalisation de l'offre alimentaire et de la présence hégémonique des codes de l'islam au cœur de la vie quotidienne.

On retrouve ici une évidence sociologique trop souvent oubliée: c'est en s'intégrant culturellement et en faisant les efforts pour y parvenir que les populations issues de l'immigration pourront profiter pleinement des avantages de la coopération sociale. Inversement, elles risquent de trouver la vie plus compliquée si elles s'auto-excluent culturellement de la société qu'elles ont choisie. À tout le moins, il faudrait peut-être explorer cette piste avant d'expliquer chaque disparité statistique par la présence d'un système discriminatoire, comme le suggèrent un peu rapidement certains commentateurs et journalistes qui n'en finissent plus d'accuser la France d'exclure ceux qui, pour diverses raisons, n'embrassent pas sa culture en s'installant chez elle. Il ne s'agit évidemment pas ici de justifier les injustices lorsqu'elles se présentent, non plus que de contester leur existence, mais de comprendre les dynamiques sociologiques à l'origine de bien des tensions sociales et identitaires et de cesser de culpabiliser de manière outrancière une société d'accueil pourtant fort généreuse avec ceux qui la rejoignent. La lucidité est la condition première de l'action.

# Attentat à Rambouillet : l'assaillant Jamel G., un Tunisien radicalisé pendant le confinement

Ce ressortissant tunisien de 36 ans arrivé en France en 2009 avait bénéficié en 2019 d'une autorisation exceptionnelle de séjour salarié, puis d'une carte de séjour en décembre 2020.

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 21:16, mis à jour hier à 23:19

Qui est l'auteur de l'attaque perpétrée dans un commissariat de Rambouillet ce vendredi? Peu après 14 heures, un homme s'en est pris à une fonctionnaire administrative de l'hôtel de police de la commune des Yvelines, lui assénant deux coups de couteau mortels à la gorge avant d'être abattu par un brigadier présent sur la scène du crime.

Jamel G., selon les papiers d'identité retrouvés sur lui, était un ressortissant tunisien de 36 ans. Originaire de la région de Sousse, dans l'est de la Tunisie, il était arrivé en France en 2009 et avait bénéficié en 2019 d'une autorisation exceptionnelle de séjour salarié, puis d'une carte de séjour en décembre 2020, valable jusqu'en décembre 2021, selon le Parquet national antiterroriste (Pnat).

Selon une source proche de l'enquête, ce chauffeur-livreur de profession vivait depuis quelques années dans une maison excentrée de Rambouillet. D'après un proche de sa famille en Tunisie interrogé par l'AFP, il habitait chez sa tante et avait au moins deux frères, dont un jumeau. L'homme avait résidé auparavant à Thiais, dans le Val-de-Marne. L'un de ses anciens voisins, interrogé par l'AFP, qui l'a connu à cette adresse deux mois en 2017, se souvient d'un **homme «musulman» mais «pas pratiquant»**, vivant seul et travaillant dans le bâtiment. Il était inconnu des services de police et de renseignements, comme l'ont confirmé plusieurs sources policières à l'AFP.

Un changement à partir d'avril 2020

Sur sa page Facebook, le trentenaire, aux cheveux plutôt courts comme sa barbe, écrit être originaire de M'saken, ville de 60.000 habitants sur la côte est de la Tunisie. **Pendant plusieurs années, ses posts publics sont consacrés en nombre à la dénonciation de l'islamophobie ou des propos de différents polémistes.**

**Mais à partir d'avril 2020, au moment du confinement, il ne publie plus que de pieuses prières et des versets coraniques. Le 24 octobre, huit jours après l'assassinat du professeur de collège Samuel Paty par un islamiste, il avait changé sa photo de profil et rejoint une campagne intitulée: «Respectez Mohamed prophète de Dieu».** Les enquêteurs sont en train d'analyser tous ses supports numériques (téléphones, ordinateurs...). Ils cherchent également à déterminer si Jamel G. a bénéficié d'un soutien, matériel ou idéologique.

Le parquet antiterroriste saisi

Au moment de l'attaque, l'assaillant aurait crié «Allah Akbar» avant de poignarder mortellement la fonctionnaire de police. Cet élément ainsi que «des éléments de repérages», la qualité de la victime - une fonctionnaire de police, conformément aux mots d'ordre récurrents du groupe djihadiste État islamique (EI), ont conduit le parquet antiterroriste à se saisir de l'enquête après «une évaluation (...) par la Sous-direction antiterroriste (Sdat)», a justifié le procureur national antiterroriste, Jean-François Ricard. Le mode opératoire, une attaque à l'arme blanche, a également motivé cette saisine. L'enquête a été confiée conjointement à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

BRIEF AUS ISTANBUL:

## Frag nie, nie, nie nach 128!

- VON BÜLENT MUMAY
- -AKTUALISIERT AM 24.04.2021-12:30



Der Staatspräsident grüßt: Recep Tayyip Erdoğan am vergangenen Mittwoch in der türkischen Nationalversammlung Bild: Getty

**Ein Wort, ein Vorgang: Sultan Abdulhamid II. verbot Wörter wie „Gerechtigkeit“ und „Freiheit“. Der türkische Präsident Recep Tayyip Erdoğan verbietet nun eine Zahl.**

Das Land, in dem wir leben, hat im Laufe der Geschichte manch seltsames Verbot erlebt. So untersagte der von Erdogan sehr geschätzte osmanische Sultan Abdulhamid II. beispielsweise die Wörter „Gerechtigkeit“ und „Freiheit“. Abdulhamid, der den größten Territorialverlust der osmanischen Geschichte hinnehmen musste, erlaubte auch nicht, dass in Zeitungen das Wort „Nase“ vorkam. Damit suchte er zu verhindern, dass Kritiker aufgrund seiner großen Nase auf ihn anspielten, wenn sie ihn schon nicht beim Namen nennen konnten.

Etwa ein Jahrhundert später verbot das Militär 1982 beim Volksentscheid über die von der Junta vorgelegte Verfassung die Farbe Blau. Denn auf dem Stimmzettel sollten die Befürworter der Verfassung ihren Stempel auf das weiße Feld setzen, die Gegner auf das blaue. Nirgends wollte das Militär Blau sehen, man rief sogar die Presse an und verbat sich Blau im Layout. Ein ebenso bizarres Verbot wie das von Wörtern und Farben gab es in den Neunzigern. Da wurden Salzstreuer in Form eines Kochs mit großem Schnauzbart verboten. Dahinter steckte die These, die Salzstreuer sähen Abdullah Öcalan ähnlich, dem Chef der Terrororganisation PKK. Das skurrilste Verbot des 21. Jahrhunderts wurde dann unter dem Staatspräsidenten Erdoğan erlassen: Untersagt wurde eine dreistellige Zahl.



Bülent Mumay :Bild: privat

Zur Erläuterung, warum diese Zahl mit einem Verbot belegt wurde: Mit der türkischen Wirtschaft geht es immer weiter bergab, je autoritärer Erdogan sich gebärdet. Unsere Geldbeutel leiden so arg wie unsere Demokratie. Einst war die Türkei mit ihrer jungen Bevölkerung ein funkelnder Stern in Europa, heute ist sie von Hoffnungslosigkeit gepackt. Die Arbeitslosenrate reicht bald an dreißig Prozent heran. 88 Prozent der Menschen sind der Meinung, wir stecken in einer Wirtschaftskrise. Als die AKP 2002 die Regierung übernahm, verdienten die Bürger, die nicht zu den reichen zehn Prozent gehörten, 32 Prozent des Nationaleinkommens. Heute müssen diese neunzig Prozent sich mit achtzehn Prozent des Nationaleinkommens begnügen. Die Auswirkungen sind auf der Straße zu sehen. Wenn Bauern Reste an Kartoffeln und Zwiebeln an Bedürftige verteilen, gibt es einen Ansturm. Die Leute überrennen einander.

## **Geld für Gefängnisse und Luxuswagen**

Dass wir besonders stark von der Corona-Pandemie betroffen sind, liegt ebenfalls an den wirtschaftlichen Schwierigkeiten. In Industrieländern werden Lockdowns beschlossen. Die Bürger bekommen finanzielle Einbußen erstattet. Die Türkei kann ihre Bürger kaum unterstützen und verhängt nur Ausgangsbeschränkungen. So brechen wir traurige Rekorde: Wir sind Weltmeister beim Anstieg der Neuinfektionen. Täglich werden bei uns beinahe 60.000 Neuinfektionen und 300 Todesfälle gezählt. Trotzdem brachte das Kommunikationsministerium gerade eine Broschüre mit dem Titel „Der erfolgreiche Kampf der Türkei gegen das Coronavirus“ heraus.

Und wofür gibt Erdogan zurzeit am meisten Geld aus? Für neue Gefängnisse! Innerhalb von drei Monaten wurden 57 Millionen Euro für den Neubau von sechs Vollzugsanstalten ausgegeben. Das reicht aber nicht aus, unsere Regierung plant den Bau von 39 weiteren Gefängnissen. Das ist allerdings nicht der einzige Ausgabeposten. Vor ein paar Wochen hat der Palast drei Exemplare der Mercedes-Luxuserie S600 Guard angeschafft. Mit Steuern obendrauf kommt jedes einzelne das türkische Volk 1,8 Millionen Euro zu stehen.

## **„Wo sind die 128 Milliarden Dollar?“**

Da wir die deutsche Wirtschaft so kräftig unterstützen, dürfen wir sicher auch bei Ihnen ein wenig nach einer Lösung für unser Arbeitslosenproblem suchen. Dafür werden Sie doch wohl Verständnis haben. Kürzlich wurde bekannt, dass mindestens sechs von der AKP regierte Kommunen Arbeitslose unter dem Vorwand angeblicher Fortbildungen, Kulturreisen oder religiöser Dienste in mehrere europäische Länder schickten, allen voran nach Deutschland (F.A.Z. vom 21. April). Und zwar mit Spezialpässen ohne Visumpflicht, die der türkische Staat nur für offizielle Mandatsträger ausgibt. Fast keiner der nach Deutschland Gereisten kehrte zurück. Als der Skandal herauskam, erklärte der Bürgermeister einer AKP-Kommune, warum er mitmachte: „Die Leute sind arbeitslos. Da haben wir uns gesagt, sie gehen hier weg und kriegen einen Job. Das fand ich vernünftig. Es gehen Leute, die dem türkischen Staat hier zur Last fallen.“

Ich hatte davon gesprochen, dass Erdogan eine dreistellige Zahl verboten hat. Er kämpft gegen die Zahl 128. Denn sobald diese Zahl zur Sprache kommt, wird die staatliche Wirtschaftspolitik hinterfragt. Nicht nur von Wählern der Opposition, auch in Provinzen, in denen die AKP stark ist, wird laut Statistik bei der Google-Suche besonders oft die Antwort auf folgende Frage gesucht: „Wo sind die 128 Milliarden Dollar abgeblieben?“ Dabei ist die Sache eigentlich ganz einfach. Unter der Ägide des vor ein paar Monaten von Erdogan abgesetzten Berat Albayrak als Wirtschaftsminister sind die Reserven der Zentralbank quasi verdampft. Um den Schwund der Reserven zu verschleiern, wurde mit einigen Staaten, darunter Qatar, ein Swap-Abkommen geschlossen. Mittels Kreditaufnahmen wurde der Anschein erweckt, die Reserven seien unverändert. Dank beharrlicher Recherchen der Opposition stellte sich heraus, dass 128 Milliarden Dollar heimlich verkauft und obendrein sechzig Milliarden Dollar neue Schulden aufgenommen wurden. Dass Zentralbanken ihre Devisenreserven verwenden, um die eigene Währung zu stützen, ist normal. Nicht normal ist, dass nicht bekanntgegeben wird, an wen die Gelder verkauft wurden.

Nun kam es zu einer großen Kampagne, um den Verbleib des verdampften Geldes zu eruieren. „Wo sind die 128 Milliarden Dollar abgeblieben?“, lautet die Frage, die die Oppositionspartei CHP zum Slogan machte und überall aushängte, von den sozialen Medien bis hin zu ihren Parteibüros. Die Kampagne erboste

Erdogan gewaltig. Zunächst ignorierte er die Frage. Dann versuchte er verschiedentlich, Antwort zu geben. Am 24. Februar sagte er: „Der Hauptteil der Devisen wurde für die Pandemiebekämpfung aufgewendet.“ Zwei Wochen später bekundete er, ohne die Zahl 128 zu nennen: „Ständig fragen sie, wo dieses Geld sei. All das Geld liegt in der Schatzkammer der Nation und in der Zentralbank.“ Der AKP-Vize-Vorsitzende Nurettin Canikli gab das sonderbare Statement ab: „Ein Teil der 128 Milliarden Dollar liegt beim Volk zu Hause.“

Die Öffentlichkeit gab sich damit nicht zufrieden. Als die Opposition weiter nachfragte, setzte Erdogan Polizei und Justiz ein. Plakate mit der Aufschrift „Wo sind die 128 Milliarden Dollar?“ wurden verboten, da es sich um Präsidentenbeleidigung handele. Wer sie aufhängte, bekam Ermittlungen an den Hals. Sonderkommandos der Polizei führten Einsätze durch, nachts wurden Kräne vor CHP-Parteigebäuden aufgefahren und Transparente abgenommen. Als die Zahl 128 verboten wurde, hängte die Opposition Plakate mit der Frage „Und wo ist die Hälfte von 256 abgeblieben?“ auf. Sie wurden ebenfalls abgerissen. Allein wegen dieser Frage soll nun acht CHP-Parlamentariern, darunter dem Parteivorsitzenden Kemal Kılıçdaroglu, die Immunität entzogen werden. Über wie viele Sitze verfügt die größte Oppositionspartei noch, falls diesen acht der insgesamt 136 CHP-Abgeordneten tatsächlich ihr Status entzogen werden sollte? Genau 128!

*Aus dem Türkischen von Sabine Adatepe.*

## Le Figaro, no. 23848

Le Figaro, vendredi 23 avril 2021 1073 mots, p. 16

### Débats

# « Déconstruire notre propre histoire » : quand Emmanuel Macron oublie Paul Ricoeur

de Voogd, Christophe

Dans un entretien à une chaîne de télévision américaine, le président a déclaré, évoquant « la question raciale », qu'il fallait « d'une certaine manière déconstruire notre propre histoire ». Son propos n'est pas fidèle à la pensée du philosophe Paul Ricoeur dont il aime

à se réclamer, argumente l'universitaire\*. L'émoi qui a suivi les récents propos du président de la République sur la grande chaîne américaine CBS, d'abord discret en raison de notre connaissance déficiente de l'anglais, a pris de l'ampleur ces derniers jours, notamment grâce aux réseaux sociaux. D'autant qu'en d'autres circonstances, Emmanuel Macron a paru tenir sur le même sujet le langage inverse. La tentation est dès lors forte de voir dans ces prises de position peu compatibles entre elles le paroxysme du « en même temps ». Un « en même temps » au carré, en fait : car, à y regarder de près, toutes ces déclarations ne manquaient ni d'ambiguïtés conceptuelles ni d'échappatoires rhétoriques.

L'un des sujets abordés, celui du rapport au passé national, est pourtant l'un de ceux que maîtrise le mieux notre « président de la mémoire ». Emmanuel Macron mérite ce titre car il déploie depuis quatre ans, aidé d'un « conseiller mémoire » une activité mémorielle intense, de décorations en panthéonisation, de rapports en commissions, « d'itinérance mémorielle » en hommages aux Invalides. En cela, il surpasse tous ses prédécesseurs, y compris les grands présidents mémoriels que furent de Gaulle et Mitterrand. Davantage, la couleur avait été annoncée dès la campagne présidentielle avec plusieurs déclarations, allant de « *la colonisation, c'est un crime, un crime contre l'humanité* » (déclaration dans le cadre d'un entretien à la chaîne de télévision algérienne *Echourouk News*, pendant un déplacement en Algérie, le 14 février 2017, NDLR) au projet de « *réconcilier les mémoires* » annoncé dans le magazine *L'Histoire* ; le tout précédé, dès mai 2016, d'un grand discours, à la fois commémoratif et programmatique, lors de la Fête de Jeanne d'Arc à Orléans.

Cette centralité politique de la mémoire dans l'agenda présidentiel renvoie, on le sait, à une expérience de jeunesse décisive : l'aide du jeune Emmanuel, alors étudiant à Sciences Po, à la rédaction du grand oeuvre de Paul Ricoeur sur le sujet : « La mémoire, l'histoire, l'oubli ». Emmanuel Macron a d'ailleurs offert l'une des meilleures lectures de ce livre dense et difficile, qu'il a merveilleusement résumé pour *Esprit*, sous le titre « La lumière blanche du passé ».

En d'autres termes, nous avons un président spécialiste du sujet, qui sait, mieux que personne, ce qu'en matière d'histoire et de mémoire, « parler veut dire ». Il faut donc le prendre au sérieux.

Et, de fait, l'influence de Ricoeur est très apparente dans le propos présidentiel. À commencer par ce primat de la mémoire, véritable « *matrice de l'histoire* » selon l'idée centrale du maître. À en juger aussi par ce souci de réconcilier des mémoires antagonistes par la pratique de la « *reconnaissance* », mot-clef de Ricoeur, des « *récits de vie qui sont ceux de l'autre partie* ». De fait, l'ouverture à l'Autre est l'enjeu principal de ce livre, marqué à la fois par sa conviction libérale de la « *pluralité humaine* » (Hannah Arendt) et par son évidente inspiration chrétienne.

Mais la ressemblance s'arrête là : le lecteur est frappé par la disparition dans les propos du président de la dimension dialectique de la pensée de Paul Ricoeur, faite de paradoxes et de dilemmes allant aux fondements anthropologiques et culturels de notre rapport au passé, pour ressurgir, armée de nuances et de mises en garde, afin d'affronter les défis mémoriels du présent. En regard, la pensée macronienne semble faire du surplace : prise entre volonté de « déconstruction » et nécessité de la « construction », entre besoin d'un « récit national » et souci de la « diversité ». Ce « d'un côté, de l'autre », autre déclinaison du «

en même temps » , traduit une disposition d'esprit intellectuelle plus analytique que dialectique, plus énarchique que philosophique. Le risque est évidemment de tomber dans la contradiction terme à terme. Pire encore, comme l'a montré Arnaud Benedetti dans ces mêmes colonnes, de devenir inaudible.

À quoi s'ajoute l'usage d'un vocabulaire étranger à Ricoeur qui n'emploie pas plus le terme de « déconstruction » qu'il n'évoque « *la question de la race* » , présentée par Emmanuel Macron comme « *au coeur même de nos sociétés* » ( *in the very core of our societies* ). Quitte à insister « en même temps » sur la différence fondamentale des histoires américaine et française.... Autant de concessions au public d'outre-Atlantique qui baigne dans la rhétorique « woke » ; mais qui soulèvent une interrogation de fond sur le discours macronien : sa contorsion en fonction de l'interlocuteur du moment, ravi d'entendre ce qu'il voulait entendre : comme le sera l'interlocuteur suivant, servi, si nécessaire, par le propos exactement inverse.

Le point le plus délicat pour l'historien reste la confusion entre histoire et mémoire, contre laquelle Paul Ricoeur a mis en garde sans relâche. Certes, Clio, muse de l'histoire, est fille de Mnémosyne, déesse de la mémoire : mais l'une ne se réduit pas à l'autre. Et le maître de dénoncer sans cesse la concurrence victimaire qui fait rage de nos jours, et contre laquelle l'histoire, couplée au « *devoir de justice* » (et non au « *devoir de mémoire* » ) est le meilleur antidote. À l'histoire, en effet, « *de corriger, de critiquer, voire de démentir la mémoire d'une communauté déterminée, lorsqu'elle se replie et se referme sur ses souffrances propres au point de se rendre aveugle et sourde aux souffrances des autres communautés* » .

Bien sûr, la solution, surtout pour un chef d'État, est tout sauf aisée : d'une part (pardon pour les nostalgiques), le retour au « *roman national* » est ni possible, ni souhaitable. De l'autre, la fable multiculturaliste est délétère. L'on s'étonne que le président français ne semble pas savoir ce qui s'enseigne dans les écoles de France aujourd'hui : la « *déconstruction* » y règne en maître. Un seul exemple : l'esclavage : des pages nombreuses sur l'esclavage occidental ; quasiment rien sur l'esclavage arabo-musulman et intra-africain ; ni sur l'esclavage des « *Blancs* » dans l'Empire ottoman (3 à 4 millions de personnes aux mêmes siècles que la traite atlantique)

Revenir donc à maître Ricoeur et à son message d'espoir : « *Il n'est pas de mémoire heureuse qui ne soit une mémoire équitable* » . Le passé de la France, de l'Europe, et de l'Occident, ne méritent-ils pas, lui aussi, cette équité ?

\* Normalien, agrégé et docteur en histoire, l'auteur enseigne la rhétorique politique et « *les usages du passé* » à Sciences Po.

# Was radikale Bewegungen bei ihrer Systemkritik vergessen

Von Giuseppe Gracia

In Europa und den USA leben einige politische Bewegungen davon, die westlichen Gesellschaften infrage zu stellen – sie seien ungerecht und zerstörerisch. Wie bitte? Es sind gerade diese wirklichkeitsfernen Ansätze, die für ein vergiftetes Klima sorgen.

250

Es gibt einen sicheren Weg, eine gut funktionierende Familie zu ruinieren. Dazu muss man nur das „Utopia-Prinzip“ anwenden: Ich nehme meinen real existierenden Lebenspartner, der zwar liebevoll ist, aber nicht immer, zwar eine Hilfe, aber nicht immer, der also Fehler und Schwächen hat, und vergleiche ihn mit einem idealen Traumpartner.

Schon nimmt die Enttäuschung über den realen Partner täglich zu.

Das Gleiche mache ich mit meinen Kindern, Geschwistern, Eltern, Freunden. Verglichen mit Menschen aus der Traumfabrik mutieren alle realen Menschen zu Sonderlingen, Spießern, Halbgestörten, Totalgestörten. Verglichen mit der Utopie einer Familie ohne Abgründe sind wir alle irgendwie gestört.

Der Wunsch nach einer besseren Familie ist nichts anderes als der Wunsch nach einer besseren Menschheit.

Wenden wir dieses Prinzip auf die gesamte Gesellschaft an, führt dies zu wachsender Empörung über die westliche Kultur. Wir entdecken immer neue Schattenseiten und Ungerechtigkeiten. Imperialismus, Raubtierkapitalismus, Frauenfeindlichkeit, Homophobie, Islamophobie – die Liste lässt sich beliebig erweitern.

Jedes real existierende Gesellschaftssystem ist mangelhaft und muss gegen Utopia verlieren. „Utopia-Prinzip“ bedeutet nicht nur, dass man die Realität in Europa oder den USA grundsätzlich mit der Wunschrealität vergleicht, sondern auch, dass man die Realität anderswo auf der Welt ausblendet.

**Jüdisch-christliche Werte sind keine schlechten Grundlagen**

Menschenrechte, Wohlstandsniveau, Radikalismus, Klimasünden, Feminismus in islamisch dominierten Ländern? Imperiales Gehabe und Klimasünden in China, Russland?

Nein, das ist nicht das Thema. Das darf nicht das Thema sein, denn verglichen mit dem Rest der Welt würde der Westen relativ gut abschneiden. Es würde sich zeigen: Jüdisch-christliche Werte, Liberalismus und Kapitalismus sind gar keine schlechten Grundlagen, um eine Gesellschaft zu gestalten.

Doch ein solcher Realvergleich der Kulturen ist nicht erwünscht. Lieber wird der real existierende Kapitalismus mit einem idealen, theoretischen Sozialismus verglichen, statt mit dem real existierenden Sozialismus à la Nordkorea oder Venezuela.

In Europa und den USA leben einige politische Bewegungen davon, den Westen grundlegend infrage zu stellen. Bewegungen, die den medialen und kulturellen Mainstream prägen und Anklageschriften gegen alle möglichen Missstände vortragen.

Missstände, die natürlich real sein können, aber gern ins Verdammenswerte überhöht werden, durch ideologisch getriebene Narrative von Aktivisten, Politikern, Professoren oder Kulturschaffenden.

Dies gelingt umso mehr, je konsequenter das „Utopia-Prinzip“ angewendet wird. Zum Beispiel beim Thema Kapitalismus: Man prangert die Missstände einer liberalen Wirtschaftsordnung an, etwa das Fehlverhalten ausbeutender Arbeitgeber oder global agierender Konzerne.

Dabei berücksichtigt man nicht die Vorteile freier Märkte oder des Schutzes von Privateigentum, die Wirkung freien Wettbewerbs auf kreative Forschung, Erfindungen oder Massenwohlstand.

Man vergleicht dies nicht mit der Realität in sozialistischen, kommunistischen oder islamischen Ländern. Man fragt nicht, wie es um technischen oder medizinischen Fortschritt, um Massenwohlstand oder individuelle Freiheit in nicht-kapitalistischen Ländern bestellt ist.

Man versucht nicht zu sehen, welches System für das Leben der Mehrheit besser ist. Sondern man vergleicht die Realität der westlichen Gesellschaft mit einer utopischen, von Unrecht und Armut vollends gereinigten Gesellschaft.

Das Gleiche beim Thema Rassismus oder Frauenrechte: Man kämpft gegen Rassisten oder Sexisten und blendet aus, dass es im Westen, weltweit gesehen, mit Abstand am wenigsten Rassismus und Sexismus gibt.

Nur wenn man an der Utopie einer rassismusfreien, sexismusfreien Wundergesellschaft festhält, kommt man auf die Idee, besonders den Westen anklagen zu müssen.

Ähnlich bei der Diskussion ums Klima: Man vergleicht die westlichen Umweltstandards nicht mit den Standards in China, Indien oder Russland. Sondern man fragt: Wie lange dauert es, bis Europa und die USA emissionsfrei sind?

Dabei dominiert eine sogenannte „Non-Human-Perspective“. Das bedeutet: Man beurteilt die Auswirkungen der Menschheit auf die Umwelt nach dem utopischen Ideal einer Umwelt ohne Menschen und ihre Maschinen.

Man fragt nicht: Wie viele Jobs, wie viel Gesundheit und Schutz gegen Kälte und Sturm bringen geheizte Häuser in Entwicklungsländern?

Wie viele Millionen von Leben werden gerettet, wie viel Grundversorgung und Sicherheit geleistet durch die Energiewirtschaft seit Beginn der industriellen Revolution?

Wie groß ist der medizinische Fortschritt seit Beginn der Chemieindustrie? Das interessiert nicht, sondern man fragt: Wie wäre es, wenn alle diese Techniken und Umweltbelastungen nicht wären?

Ginge es dem Wald, dem Meer und allen Tieren nicht besser? Und letztlich: Können wir nicht so leben, als wären wir gar nicht da, damit der Planet seine Ruhe hat?

Auch hier also die Utopie eines unberührten Paradieses für Tier und Umwelt, ohne die Zumutungen realmenschlicher Zivilisation.

Das „Utopia-Prinzip“ kennt viele politische Felder. Meist wird es von Parteien und Aktivisten angewendet, die jüngere Menschen in urbanen Gebieten überzeugen.

### **Der Westen ist immer schuld**

Viele von ihnen glauben, dass der Westen verantwortlich ist für globale Ungerechtigkeiten und Umweltkrisen, und dass politische Programme aus dem linksgrünen Spektrum Abhilfe schaffen.

Das ist erstaunlich, wenn man einen genaueren Blick auf diese Programme wirft. Die Ideologie dahinter könnte als „Identity Socialism“ bezeichnet werden.

Hierbei handelt es sich einerseits um Versatzstücke des bekannten Sozialismus: die Idee eines Staates als Vormundschaftsbehörde für das richtige, gute Leben seiner Bürger.

Andererseits geht es um „Identitätspolitik“. Die einzelnen Menschen werden nicht mehr als Individuen adressiert, sondern als Teil einer (diskriminierten) Gruppe.

Die Gesellschaft wird eingeteilt in unterdrückte und unterdrückende Gruppen, deren Interessen sich angeblich in einem Machtkampf gegenüberstehen. Reiche gegen Arme, Frauen gegen Männer, Weiße gegen Nicht-Weiße, Heterosexuelle gegen Nicht-Heterosexuelle.

Der Staat wacht über diesen Kampf als Richterin und strafende Gouvernante. „Identity Socialism“ – das bedeutet in letzter Konsequenz das Ende des Rechtsstaates, denn dieser lebt von universalen Prinzipien und muss alle Bürger gleich behandeln.

Er darf nicht zulassen, dass es zur Beurteilung einer Person wesentlich ist, ob diese weiß, männlich und hetero ist, oder ob sie schwarz, weiblich und lesbisch ist.

Wie sollte eine Gesellschaft, die solche Unterschiede zu einem neuen Machtkampf hochstilisiert, das Zusammenleben besser und friedlicher machen?

Dessen ungeachtet findet das „Utopia-Prinzip“ im medialen Mainstream Anklang und sorgt bei vielen für eine negative, ablehnende Stimmung gegenüber dem Westen. Es stellt sich daher die Frage, was liberale und bürgerliche Kräfte in dieser Situation tun können.

Wie reagieren, wenn öffentlich die Rede ist vom „systemimmanenten“ Rassismus, Sexismus oder Imperialismus des Westens? Keine einfache Frage. Auffällig ist jedenfalls, dass es in großen öffentlichen Foren bisher kaum nennenswerten Widerstand gibt.

Im Gegenteil wirken die bürgerlich-liberalen Akteure oft handzahn, ängstlich. Was würde ihnen helfen? Wie könnten sie öffentlich mehr Überzeugungskraft gewinnen?

Vielleicht würde es helfen, zuerst einmal das „Utopia-Prinzip“ klar zu benennen und, wo immer es angewendet wird, als Mittel guter, verantwortungsvoller Politik zurückzuweisen.

Die bürgerlich-liberale Seite könnte den Menschen zeigen: Wirklichkeitsferne, ideologische Ansätze helfen nicht, sondern spalten und sorgen für ein vergiftetes Klima.

### **Politik der engagierten Nüchternheit**

Politik darf nicht im Dienst von Utopien stehen und versuchen, eine Wunschmenschheit zu konstruieren, sondern sie muss den real existierenden Menschen von heute dienen.

Politik ist ein kompromissorientiertes Handwerk zum Ausgleich von Interessen. Ohne Moralismus und anklägerischen Rigorismus.

Wir brauchen eine Politik der engagierten Nüchternheit und Gelassenheit. Frei nach der Devise von Winston Churchill: „Die Demokratie ist die schlechteste Staatsform, abgesehen von allen anderen.“

Das ist ein brauchbarer Ansatz, um die Errungenschaften des Westens zu verteidigen: „Liberalismus und Kapitalismus sind die schlechtesten Systeme, um eine Gesellschaft zu gestalten, abgesehen von allen anderen.“

# La vision de l'islamo-gauchisme par les « autorités scientifiques » de Sciences Po: entre précipitation, ignorance et faiblesse du raisonnement

23 AVRIL 2021



[par Pascal PERRINEAU]

Le 18 février 2021<sup>1</sup>, un [étrange communiqué officiel de Sciences Po](#), à la signature des « autorités scientifiques » que sont la présidente du Conseil scientifique, le directeur scientifique, la présidente du conseil de l'Institut ainsi que les directrices et directeurs des unités de recherche et des départements de Sciences Po, était intitulé « *L'islamo-gauchisme : une enquête regrettable* ».

Dans ce texte de 22 lignes, les auteurs exprimaient leur « sidération face à l'annonce de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation de vouloir diligenter une enquête sur les différents courants de “l'islamo-gauchisme” ». On peut partager ou non cette « sidération » ou encore considérer que ce type d'enquête n'était pas le moyen le plus opportun pour aborder **cette question pourtant très importante comme l'a montré la triste affaire de Sciences Po Grenoble de Grenoble où des milieux gauchistes se sont déchaînés contre deux universitaires qui avaient commis le crime de lèse-majesté d'exercer leur capacité critique vis-à-vis de certaines dérives de l'Islam.**

**Décréter une position officielle sur une notion comme l'islamo-gauchisme qui est née au cœur même de la science politique rappelle les plus mauvais souvenirs de ces « sciences officielles » qui au temps de l'URSS excommuniaient tel ou tel concept qui n'avait pas l'heur de plaire aux bureaucrates de l'Académie des sciences...** Écoutons attentivement ces chercheurs d'une institution longtemps attachée au pluralisme, à la liberté de penser et aux concepts innovants: « Comme l'a utilement rappelé la Conférence des Présidents d'Université, la notion de l'islamo-gauchisme n'a aucun contenu scientifique et ne débouche que sur des polémiques stériles. Ce vocabulaire politique vise davantage à stigmatiser les porteurs d'idées que l'on ne partage pas, et à son utilisation dans un contexte universitaire n'a aucun sens. » Indépendamment du fait que l'argument de la position de la conférence des Présidents d'Université est un argument purement bureaucratique et que la légitimité de cette dernière à décerner des brevets de « scientificité » est nulle, le texte des « autorités scientifiques » de Sciences Po est surtout caractérisé par une grande ignorance du sujet. On peut se demander qui, dans cet aréopage, a lu les ouvrages de référence sur cette notion d'islamo-gauchisme qui, pourtant, ont été écrits par **Pierre-André Taguieff**, directeur de recherches du CNRS rattaché pendant plusieurs décennies au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF). Cela est préoccupant dans une « université de recherche en sciences sociales » qui veut prétendre à l'excellence scientifique.

Pierre-André Taguieff a forgé l'expression « islamo-gauchisme » au début des années 2000 afin de désigner et de circonscrire « une alliance militante de fait entre des milieux islamistes et des milieux d'extrême-gauche [qu'il qualifie de "gauchistes"]», au nom de la cause palestinienne, érigée en nouvelle grande cause révolutionnaire à vocation universelle »<sup>2</sup>. C'est en effet dans toute une série de travaux consacrés à la **nouvelle judéophobie** que le directeur de recherche CNRS met au jour une réalité socio-historique marquée par **la convergence de milieux d'extrême gauche et de milieux islamistes qui font de l'accusation d'«islamophobie» une arme d'endoctrinement et de propagande**<sup>3</sup>. Pour ces milieux, **l'islamophobie aurait historiquement remplacé l'antisémitisme en Europe**. Cette approche trouve un écho jusque dans certains cénacles universitaires<sup>4</sup> qui refusent de considérer l'islamisation de la cause palestinienne et le fait que « ce sont des jihadistes et non pas des néo-nazis qui tuent des Juifs en Europe »<sup>5</sup>.

Tout d'abord, Pierre-André Taguieff constate que l'histoire des alliances stratégiques entre milieux révolutionnaires et monde musulman, ou plutôt tel pays musulman ou telle organisation islamique est ancienne. « Il faut remonter au congrès de Bakou, le "premier congrès des peuples d'Orient" organisé du 1<sup>er</sup> au 8 septembre 1920 par l'Internationale communiste qui venait d'être créé. Le camarade Zinoviev déclara qu'il fallait "susciter une véritable guerre sainte [*jihad*] contre les capitalistes anglais et français" »<sup>6</sup>. Ces rapprochements occasionnels entre une gauche révolutionnaire et l'islamisme sont nombreux, comme en témoignent de nombreux éléments récents. La conversion du terroriste international, militant communiste d'origine vénézuélienne, Ilich Ramirez Sanchez dit Carlos, à l'islam en 1975; la participation de *La France insoumise*, de la CGT et du NPA à la manifestation organisée le 10 novembre 2019 par le *Collectif contre l'islamophobie en France* (CCIF très lié aux milieux des Frères musulmans) ou encore la publication, en 1994, par un des principaux responsables du parti trotskyste britannique, *Socialist Workers Party*, Chris Harman, d'une brochure *The Prophet and the Proletariat*<sup>7</sup> sont autant de signes évidents de la réalité de l'islamo-gauchisme. Dans son opuscule consacré à ces confluences stratégiques entre l'islamisme et le gauchisme, le dirigeant trotskyste Chris Harman théorise une alliance conjoncturelle entre socialistes révolutionnaires et islamistes: « Sur certaines questions nous serons du même côté que les islamistes contre l'impérialisme et contre l'État. C'était le cas, par exemple, dans un grand nombre de pays lors de la seconde guerre du Golfe. Ce devrait être le cas dans des pays comme la France ou la Grande Bretagne lorsqu'il s'agit de combattre le racisme. Là où les islamistes sont dans l'opposition, notre règle de conduite doit être: "avec les islamistes parfois, avec l'État jamais" ».

Ainsi, la radicalisation d'une partie du monde musulman et l'évolution d'une partie de la gauche, de la défense d'un universalisme républicain vers une logique essentiellement communautariste, ont créé cet islamo-gauchisme

Les convergences entre gauchisme et islamisme se sont faites autour de deux terrains: celui de la cause palestinienne d'où l'antisionisme radical qui traverse ce courant, celui de la réduction de la lutte contre le racisme à la « lutte contre l'islamophobie », les musulmans étant censés être les principales victimes de « discriminations systémiques » dues à un prétendu « racisme d'État ». Ce type de thèses très en vogue dans certains secteurs universitaires, médiatiques, associatifs et politiques, sont portées par « la convergence entre l'anticapitalisme (marxiste), l'anti-occidentalisme (islamiste) et l'antiracisme anti-Blancs (décolonialisme) »<sup>8</sup>. Cette création d'un espace islamo-gauchiste est également portée par la force de séduction que continue à avoir « la préférence pour la violence »<sup>9</sup> – pour reprendre l'expression de Jacques Julliard – de nombre d'intellectuels de la « haute » et de la « basse » intelligentsia pour l'utopisme révolutionnaire et la violence rédemptrice.

**Ainsi, la radicalisation d'une partie du monde musulman et l'évolution d'une partie de la gauche, de la défense d'un universalisme républicain vers une logique essentiellement communautariste, ont créé cet islamo-gauchisme qui, par la diabolisation islamiste de la liberté d'expression et de la laïcité, est en train de cliver profondément la culture politique et intellectuelle en France et ailleurs.**

On aurait pu s'attendre à ce que les femmes et les hommes qui ont signé cet incertain communiqué de Sciences Po en date du 18 février 2021 aient eu une appréciation plus équilibrée, osons le terme « plus scientifique » et surtout une argumentation un peu plus solide que **les arguments d'autorité** (la Conférence

des présidents d'Université pense que...; le CNRS considère que...) bien faibles en la circonstance. À moins que l'ignorance des véritables débats aient nourri ce jugement lapidaire et hâtif. Mais attention car, comme le dit un vieux proverbe espagnol, « l'ignorance toujours mène à la servitude ».

## **« L'ISLAMO-GAUCHISME » : UNE ENQUETE REGRETTABLE**

En tant qu'université de recherche en sciences sociales dédiée à l'analyse des enjeux politiques et sociaux, nous exprimons notre sidération face à l'annonce de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation de vouloir diligenter une enquête sur les différents courants de « l'islamo-gauchisme ». Ce travail aurait pour objectif, lit-on, de « distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion. » Comme l'a utilement rappelé la Conférence des Présidents d'Université, la notion de « l'islamogauchisme » n'a aucun contenu scientifique et ne débouche que sur des polémiques stériles. Ce vocabulaire politique vise davantage à stigmatiser les porteurs d'idées que l'on ne partage pas, et son utilisation dans un contexte universitaire n'a aucun sens. Comme le CNRS, nous condamnons la tentative de délégitimation de champs de la recherche, qu'il s'agisse des études postcoloniales, des études sur diverses formes de discrimination ou tout autre champ de la connaissance. Ajoutons que la séparation entre « science » et « opinion » que la ministre appelle de ses vœux fait l'objet d'un débat épistémologique ancien qu'aucun rapport « d'enquête » ne pourra trancher avec satisfaction. Ces libertés académiques sont la garantie de la qualité pédagogique de nos formations. Venus de plus de 120 pays, notre communauté étudiante attend de nous une ouverture large sur des perspectives théoriques et l'initiation à des méthodologies plurielles afin de construire leurs réflexions. Les sciences sociales procurent le matériau nécessaire à cette construction. L'université est un lieu de débat et d'échange où les théories sont exposées et discutées, où les points de vue s'affrontent, où les doutes se forment et sont formateurs, où les outils d'enquêtes et de démonstration s'essaient et s'acquièrent. Le cœur de notre métier est de former l'esprit critique de nos étudiants. Cornelia Woll, présidente du Conseil scientifique, Guillaume Plantin, directeur scientifique, Jeanne Lazarus, présidente du Conseil de l'Institut, ainsi que les directrices et directeurs des unités de recherche et des départements de Sciences Po COMMUNIQUÉ 18/02/2021 "ISLAMO-

TRIBUNE

## Aux sources de l'«islamo-gauchisme»

Le philosophe Pierre-André Taguieff revient sur les origines d'un concept qu'il a contribué à forger. Selon lui, les usages polémiques discutables du terme ne doivent pas empêcher de reconnaître qu'il désigne un véritable problème : la collusion entre des groupes d'extrême gauche et des mouvances islamistes de diverses orientations.

par Pierre-André Taguieff, philosophe, politiste et historien des idées

publié le 26 octobre 2020

**Tribune.** En France, à entendre les clameurs qui montent de l'arène politico-médiatique, le nouveau grand clivage serait celui qui oppose les «islamo-gauchistes» aux «islamophobes». **Cependant, rares sont ceux qui s'assument soit en tant qu'«islamo-gauchistes», soit en tant qu'«islamophobes», sauf par provocation. L'«islamophobe» ou l'«islamo-gauchiste», c'est toujours l'autre. Ces termes d'usage polémique** sont des hétéro-désignations. Mais il serait naïf de reprocher à des termes politiques d'être polémiques. En les employant, on vise à stigmatiser un individu ou un groupe, pour de bonnes ou de mauvaises raisons.

Face aux «islamophobes» se tiendraient donc les «islamo-gauchistes», censés être islamophiles. Mais l'opposition est faussement claire. **Il y a en effet de très nombreux citoyens français, de droite et de gauche, qui considèrent que l'islamisme, sous toutes ses formes, constitue une grave menace pour la cohésion nationale et l'exercice de nos libertés. Peuvent-ils être déclarés «islamophobes» ?** C'est là, à l'évidence, **un abus de langage et une confusion entretenue stratégiquement par les islamistes eux-mêmes.** Ils sont en vérité **«islamismophobes», et ils ont d'excellentes raisons de l'être, au vu des massacres commis par les jihadistes, du séparatisme prôné par les salafistes et des stratégies de conquête des Frères musulmans. Mais ils n'ont rien contre l'islam en tant que religion, susceptible d'être critiquée au même titre que toute religion.** Quant aux **«islamismophiles» d'extrême gauche**, ils sont de deux types : il y a d'abord ceux qui, sur les réseaux sociaux, applaudissent les attaques jihadistes, ensuite ceux **qui, intellectuels ou acteurs politiques, s'efforcent de justifier le comportement des islamistes en arguant que ces derniers ne font que réagir aux discriminations dont sont victimes les musulmans.**

Il est de bonne méthode de revenir au moment de la formation de l'expression «islamo-gauchisme» en langue française. Il se trouve que, sur la question, j'ai joué un rôle, ce qui me permet d'intervenir en tant que témoin direct. C'est à partir de mes enquêtes, au début des années 2000 alors que débutait la seconde Intifada, sur des manifestations dites propalestiniennes où des activistes du Hamas, du Jihad islamique et du Hezbollah côtoyaient des militants gauchistes, notamment ceux de la LCR (devenue en 2009 le NPA), que j'ai commencé à employer l'expression «islamo-gauchisme», forgée par mes soins. Au cours de ces mobilisations, les «Allahou akbar» qui fusaient ne gênaient nullement les militants gauchistes présents, pas plus que les appels à la destruction d'Israël sur l'air de «sionistes = nazis».

### Valeur descriptive

L'expression «islamo-gauchisme» avait sous ma plume une valeur strictement descriptive, désignant une alliance militante de fait entre des milieux islamistes et des milieux d'extrême gauche, au nom de la cause palestinienne, érigée en nouvelle cause universelle. Elle intervenait dans ce qu'on appelle des «énoncés protocolaires» en logique. J'ai utilisé l'expression dans diverses conférences prononcées en 2002, ainsi que dans des articles portant sur ce que j'ai appelé la «nouvelle judéophobie», fondée sur un antisionisme radical dont l'objectif est l'élimination de l'Etat juif. Pour ne prendre qu'un exemple, dans mon article synthétique intitulé «L'émergence d'une judéophobie planétaire : islamisme, anti-impérialisme, antisionisme», publié dans la revue *Outre-Terre*, j'évoque la «mouvance islamo-gauchiste» en cours de formation.

Il faut par ailleurs être d'une insigne mauvaise foi pour laisser entendre, comme le font certains aujourd'hui sur les réseaux sociaux, que je voulais par là assimiler insidieusement islam et islamisme, alors que tous mes écrits sur la question témoignent du contraire. Je n'allais pas forger, pour éviter de donner prise aux lectures malveillantes, une expression juste mais un peu lourde du type «islamismo-gauchisme», qui n'aurait d'ailleurs pas empêché des gens de mauvaise foi de s'indigner.

«Judéo-bolchevisme»

Que, mise à toutes les sauces, l'expression ait eu par la suite la fortune que l'on sait, je n'en suis pas responsable. Mais ses usages polémiques discutables ne doivent pas empêcher de reconnaître qu'elle désigne un véritable problème, qu'on peut ainsi formuler : comment expliquer et comprendre le dynamisme, depuis une trentaine d'années, des différentes formes prises par l'alliance ou la collusion entre des groupes d'extrême gauche se réclamant du marxisme (ou plutôt d'un marxisme) et des mouvances islamistes de diverses orientations (Frères musulmans, salafistes, jihadistes) ? Pourquoi cette imprégnation islamiste des mobilisations «révolutionnaires» ?

Ecartons pour finir un argument fallacieux, souvent repris sur les réseaux sociaux, qui consiste à rapprocher, pour la disqualifier, l'expression «islamo-gauchisme» de l'expression «judéo-bolchevisme». Lorsqu'elle s'est diffusée, au début des années 20, dans certains milieux anticommunistes et antisémites, l'expression «judéo-bolchevisme» signifiait que le bolchevisme était un phénomène juif et que les bolcheviks étaient en fait des Juifs (ou des «enjuivés»). Il n'en va pas du tout de même avec l'expression «islamo-gauchisme», qui ne signifie pas que le gauchisme est un phénomène musulman ni que les gauchistes sont en fait des islamistes. L'expression ne fait qu'enregistrer un ensemble de phénomènes observables, qui autorisent à rapprocher gauchistes et islamistes : des alliances stratégiques, des convergences idéologiques, des ennemis communs, des visées révolutionnaires partagées, etc.

C'est ainsi qu'on observe, d'une part, que des militants marxistes-léninistes passés au terrorisme, tel Carlos, se sont rapprochés des milieux islamistes, jusqu'à se convertir à l'islam en version Al-Qaïda et à prôner un front islamo-révolutionnaire «*contre les Juifs et les croisés*». Et que, d'autre part, des islamistes se sont ralliés au drapeau du tiers-mondisme, puis à celui de l'altermondialisme (tel Tariq Ramadan), avant de donner dans le postcolonialisme et le décolonialisme pour accuser les sociétés démocratiques occidentales de «*racisme systémique*». C'est ainsi qu'un pseudo-antiracisme importé des campus étatsuniens, représentant une nouvelle forme de racialisme militant désignant «les blancs» comme les seuls racistes, est devenu à la fois un moyen d'intimidation et un puissant instrument de mobilisation, principalement d'une partie de la jeunesse.

**Les querelles de mots ne doivent pas nous empêcher de voir la dure réalité, surtout lorsqu'elle contredit nos attentes ou heurte nos partis pris.**

Dernier livre paru, le 14 octobre 2020 : *L'Imposture décoloniale. Science imaginaire et pseudo-antiracisme* (Editions de l'Observatoire).

**Le Figaro (site web)**

mercredi 17 mars 2021 - 11:34 UTC +01:00 1880 mots

Vox ; Vox Société

**Pierre-André Taguieff:****«Le décolonialisme est un projet utopique global»**

Devecchio, Alexandre

**FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - L'historien, qui a forgé le concept d'islamo-gauchisme, répond aux critiques qui lui sont adressées. Et l'universitaire explique la rhétorique et les objectifs concrets du mouvement dit «décolonial». Il vient de publier «Liaisons dangereuses: islamo-nazisme, islamo-gauchisme» aux éditions Hermann.**

**FIGAROVOX.-** Depuis les déclarations du ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal sur l'«islamo-gauchisme» les polémiques sur la question se multiplient. Que pensez-vous de la dernière en date à Sciences Po Grenoble?

**Pierre-André TAGUIEFF.-** La chasse aux sorcières lancée contre de prétendus islamophobes à Sciences Po Grenoble est une nouvelle preuve que l'islamo-gauchisme existe et fait des ravages dans l'enseignement supérieur. Elle témoigne du fait que des étudiants et des enseignants se sont ralliés à la stratégie rhétorique des islamistes, ce qui relève de l'islamo-gauchisme. Car plus l'islamisme tue, et plus on dénonce « *l'islamophobie* ». Depuis l'assassinat de Samuel Paty, les appels à « *lutter contre l'islamophobie* » se multiplient.

Le 4 mars 2021, sur un mur de l'Institut d'études politiques de Grenoble, un collage portait cette inscription accusatoire: « *Des fascistes dans nos amphis. Tournier et Kinzler démission. L'islamophobie tue.* » L'Unef a aussitôt reproduit sur son compte Twitter l'inscription accusatoire, mettant en danger les deux enseignants et les exposant à des menaces et des insultes sur les réseaux sociaux. Par ce geste, le syndicat étudiant a confirmé involontairement ses dérives islamo-gauchistes, observables depuis plusieurs années. Il témoigne aussi du fait inquiétant que, dans certains lieux universitaires, le terrorisme intellectuel règne, expression de la tyrannie des minorités, au nom de l'antifascisme et de l'anti-islamophobie.

Professeur d'allemand à Sciences Po Grenoble, Klaus Kinzler est devenu suspect pour avoir déclaré qu'il voulait débattre sur l'emploi du mot « *islamophobie* », lors d'une « *Semaine de l'égalité* », au sein d'un groupe de travail intitulé « *Racisme, islamophobie, antisémitisme* », auquel il s'était inscrit le 30 novembre 2020. Vouloir débattre sur cette question suffit à offenser les indignés et les « *éveillés* » permanents. Quant au politiste Vincent Tournier, il a été accusé d'« *islamophobie* » par l'Union syndicale de l'IEP de Grenoble, nouvelle milice idéologique, pour avoir assuré un cours intitulé « *Islam et musulmans dans la France contemporaine* » alors qu'il était soupçonné par ces étudiants d'extrême gauche d'être « *islamophobe* ». Les rumeurs malveillantes tiennent ici lieu de preuves.

L'accusation d'islamophobie n'est pas seulement diffamatoire et intimidante, elle équivaut à une légitimation d'éventuelles agressions, voire à une condamnation à mort. Il faut souligner l'inversion victimaire: des militants islamo-gauchistes qui lancent une chasse aux sorcières contre deux enseignants osent dénoncer avec indignation la « *chasse aux sorcières islamophobe* » qu'aurait lancée Frédérique Vidal, laissant ainsi entendre qu'il y aurait en France une « *islamophobie d'État* ».

La multiplication des accusations mensongères d'islamophobie dans l'espace universitaire nous rappelle que ces accusations illustrent la nouvelle méthode de diabolisation et de criminalisation des adversaires politiques, voués à l'exécration publique et à la mort sociale.

**Dans ce que vous appelez un «nouveau grand clivage idéologico-politique», sommes-nous en train de vivre un tournant?**

Ce clivage émergent tend à marginaliser et affaiblir le vieux clivage droite-gauche, du moins dans le monde des élites culturelles. L'engagement dans la « *lutte contre l'islamophobie* » est devenu un trait majeur de l'identité politique de gauche en même temps, et contradictoirement, un puissant facteur de division de la gauche. Il y a de très nombreux citoyens français, de droite et de gauche, qui considèrent que l'islamisme constitue une grave menace pour la cohésion nationale et l'exercice de nos libertés. Peuvent-ils être déclarés « *islamophobes* »? C'est là, à l'évidence, un abus de langage et une confusion entretenue stratégiquement par les islamistes eux-mêmes, suivis par les gauchistes qui ont pris leur parti. Ces citoyens sont en vérité hostiles à l'islamisme et ont d'excellentes raisons de l'être, au vu des massacres commis par les jihadistes, du séparatisme prôné par les salafistes et des stratégies de conquête des Frères musulmans. Mais ils n'ont rien contre l'islam en tant que religion, susceptible d'être critiquée au même titre que toute religion.

Quant aux anti-islamistes, ils voient nécessairement dans les islamo-gauchistes des adversaires politiques. Rappelons qu'un islamo-gauchiste est un gauchiste (ou un « *extrémiste de gauche* ») qui milite avec certains islamistes avec lesquels il a noué des alliances, éprouve de la sympathie pour certaines causes défendues par les islamistes ou justifie des actions terroristes commises par des islamistes en les présentant comme le « *dernier recours* » des « *opprimés* ». La dénonciation de l'islamophobie est le principal geste partagé par les islamistes et les islamo-gauchistes.

Ces derniers sont islamophiles pour diverses raisons: l'islam serait « *la religion des pauvres* » ou des nouveaux « *damnés de la terre* », les musulmans seraient les victimes d'un « *racisme d'État* », d'une « *islamophobie d'État* » ou de « *discriminations systémiques* », l'islamisme serait porteur d'un « *potentiel révolutionnaire* » justifiant qu'on puisse passer des alliances avec certains activistes islamistes, etc. Dans ce dernier cas, les « *islamo-gauchistes* » doivent être qualifiés d'« *islamismophiles* ». Le jihad interprété comme une forme de résistance armée à l'impérialisme et au colonialisme, quoi de plus séduisant pour une extrême gauche anti-impérialiste?

L'opposition entre « *islamophobie* » et « *islamo-gauchisme* » est faussement claire. Il y a de très nombreux citoyens français, de droite et de gauche, qui considèrent que l'islamisme constitue une grave menace pour la cohésion nationale et l'exercice de nos libertés. Peuvent-ils être déclarés « *islamophobes* »? C'est là, à l'évidence, un abus de langage et une confusion entretenue stratégiquement par les islamistes eux-mêmes, suivis par les gauchistes qui ont pris leur parti. Ces citoyens sont en vérité « *islamismophobes* », et ils ont d'excellentes raisons de l'être, au vu des massacres commis par les jihadistes, du séparatisme prôné par les salafistes et des stratégies de conquête des Frères musulmans. Mais ils n'ont rien contre l'islam en tant que religion, susceptible d'être critiquée au même titre que toute religion.

### **En quoi les idéologues du décolonialisme convergent-ils avec les islamistes?**

Il faut souligner la convergence du discours islamiste intellectualisé de style frères musulmans et du discours décolonial - nouveau catéchisme révolutionnaire de l'extrême gauche -, qui fabriquent du ressentiment dans les populations issues de l'immigration par la dénonciation hyperbolique des « *crimes du colonialisme* ». Accuser en permanence la France de « *crimes contre l'humanité* » et de « *racisme* », c'est produire de la conflictualité ethnicisée et de la volonté de revanche ou de vengeance chez ceux qu'on arrive à convaincre qu'ils sont les éternels « *indigènes de la République* », et entreprendre de culpabiliser les Français dits « *de souche* », « *blancs* », « *mécréants* » ou « *racistes* ».

Les idéologues du décolonialisme rejoignent les islamistes dans leur haine de l'humour, de l'ironie et de la satire, une haine qui se traduit par la « *cancel culture* », cette culture de l'élimination de tout ce qui censé « *choquer* » ou « *blessé* » les membres d'un groupe supposé discriminé, dominé ou « *racisé* ». La passion moralisatrice de ces minorités actives, dans lesquelles se croisent gauchistes et islamistes, c'est la haine de la liberté intellectuelle et de la libre création.

Pour comprendre les liens entre le décolonialisme, l'islamisme et l'islamo-gauchisme, il faut partir de la convergence entre l'anticapitalisme (marxiste), l'anti-occidentalisme (islamiste) et l'antiracisme anti-Blancs (décolonialisme). Comme les islamistes, les propagandistes décoloniaux tendent à réduire le racisme à « *l'islamophobie* », considérée par les islamo-gauchistes comme le racisme qu'il faut aujourd'hui combattre prioritairement. Depuis les années 1930, au moment où surgissait l'alliance islamo-nazie, les islamistes ont habilement utilisé l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme pour faire basculer dans leur camp les nationalistes arabes.

Les idéologues du décolonialisme se sont emparés de cette thématique anti-impérialiste, dont on trouve des traces dans le tiers-mondisme, puis dans l'altermondialisme, pour réduire les sociétés occidentales à des sociétés inégalitaires structurées par les oppositions dominants/dominés et racisants/racisés, héritage supposé indépassable du colonialisme. Ils incriminent les « *sociétés blanches* », accusées de « *racisme d'État* », mais font silence sur les sociétés « *non-blanches* ».

## **Le décolonialisme remplace-t-il le marxisme à l'extrême gauche?**

Le décolonialisme est un projet utopique global de refonte de l'ordre social, impliquant une critique radicale de l'hégémonie dite occidentale ou « *blanche* » et la volonté d'y mettre fin. On peut y voir une reformulation du projet révolutionnaire communiste, qui visait l'instauration d'une société sans classes. L'utopie du décolonialisme a pour objectif de créer une nouvelle société sans discrimination (de race, de genre, etc.) au terme d'une « *décolonisation* » des représentations et des croyances, des savoirs, des pratiques et des institutions. La « *décolonisation* » généralisée est censée s'accomplir à travers une mise en accusation permanente et systématique des supposés « *dominants* » et « *racisants* », ces bénéficiaires du prétendu « *privilège blanc* » voués à être dénoncés publiquement, isolés et sanctionnés.

Ses armes conceptuelles sont la « *déconstruction* » qui ne s'applique qu'à la « *pensée blanche* », la notion floue de racialisation (ou d'assignation racialisante) qui permet de voir du racisme partout dans le camp de l'adversaire, l'intersectionnalité (nom pseudo-savant du banal croisement et cumul des désavantages sociaux, réduits pour l'essentiel aux effets de la race et du genre) et le racisme systémique, cette force mystérieuse qui possède la vertu de multiplier les racistes sans le savoir, de structurer les attitudes, les comportements et les fonctionnements institutionnels. Dans la langue de bois décoloniale, on dénonce les « *processus de racialisation* », qui consistent à réduire un individu à une catégorie associée à des stéréotypes négatifs. La « *racialisation* » présente l'avantage d'étendre indéfiniment le champ du racisme et donc le nombre des « *racisés* », selon les exigences du nouveau combat révolutionnaire dans lequel l'antiracisme dit politique joue un rôle majeur.

En attendant le nouveau Grand Soir, ce moment rêvé de la décolonisation totale qui permettra d'entrer dans l'âge post-discriminatoire et post-raciste, le mouvement décolonial prétend « *déblanchir* » l'imaginaire social et le champ culturel, à démanteler tous les héritages de l'« *hétéro-patriarcat* » (sic) et à systématiser le recours à la discrimination positive, ce qui implique de privilégier, dans l'accès aux postes et aux places, les membres des catégories proclamées victimes de supposées discriminations systémiques. Cette politique de discrimination inverse est menée officiellement sous le drapeau de la diversité et de l'inclusivité.

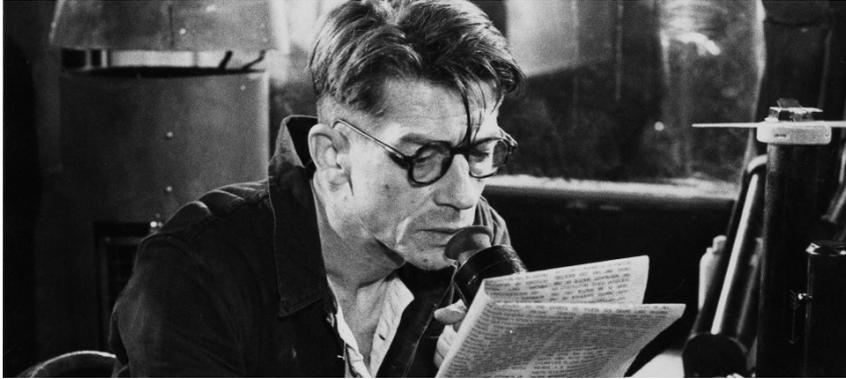
## **Votre dernier livre s'intitule: Liaisons dangereuses: islamo-nazisme, islamo-gauchisme. N'est-ce pas prendre le risque de l'amalgame de traiter ces deux questions en même temps?**

Non, car le sous-titre n'est pas « *De l'islamo-nazisme à l'islamo-gauchisme* ». Je distingue clairement les deux phénomènes idéologico-politiques et ne suppose pas l'existence d'une continuité entre eux. Qu'on puisse relever des analogies ou des thèmes communs dans les couplages entre les islamistes et leurs alliés d'extrême droite ou d'extrême gauche est une autre question. Par exemple, la haine des Juifs, sous ses différentes formes (du racisme antijuif à l'antisionisme radical), se rencontre dans l'islamo-nazisme comme dans l'islamo-gauchisme.

ORWELL-HÖRBÜCHER:

## Unser einziger wirklicher Feind

- VON WOLFGANG SCHNEIDER
- -AKTUALISIERT AM 25.04.2021-20:17



John Hurt als Winston Smith in der Verfilmung von George Orwells Roman 1984“ Bild: mauritius images / TopFoto

Von beunruhigender Aktualität: In den Romanen „1984“ und „Farm der Tiere“ von George Orwell, neu eingelesen von Christoph Maria Herbst, finden sich ganze neue Töne.

Das hat es noch nie gegeben: gleich ein halbes Dutzend Neuübersetzungen – und zwei Hörbuchfassungen – auf einen Schlag. Der Schlag besteht darin, dass die deutschen Rechte an „1984“ frei geworden sind. Dass die Verlage sich aber derart auf die Gelegenheit stürzen, macht nur ein weiteres Mal deutlich, dass Orwells Roman als Buch der Stunde empfunden wird. Damit hätte noch vor zwei Jahrzehnten niemand gerechnet, denn Orwell wurde zu „1984“ durch die Erfahrung des Stalinismus inspiriert, und die grauen Diktaturen des Realsozialismus waren längst im Orkus der Geschichte verschwunden.

Huxleys „Schöne neue Welt“ schien im Wettstreit der Dystopien inzwischen die Nase vorn zu haben. [Michel Houellebecq](#) fand bei Huxley die treffsichere Darstellung der Tendenzen der Gegenwart: eine fürsorgliche biotechnologische Diktatur, in der Not, Krankheit und Alter abgeschafft sind und es ein Grundeinkommen an Lebenslust und Sex gibt sowie für gelegentliche Stimmungseinbrüche die Glücksdroge Soma. Dagegen erschien Orwells grausamer Überwachungsstaat als Schreckensvision von gestern.

### Auch heute zieht „1984“ Hörer in Bann

Dass „1984“ nun von neuem Millionen Leser in den Bann zieht, hat damit zu tun, dass die Wirklichkeit wieder bei diesem Roman angedockt hat. Die rasant gewachsenen Möglichkeiten der digitalen Überwachung und des „Social Scoring“ sind ein Grund dafür; ein weiterer der Einzug der „alternativen Fakten“ in die (nicht nur) amerikanische Politik. Die Vergangenheit nach aktuellem Bedarf immer neu zu überschreiben – das ist die Aufgabe des Wahrheitsministeriums im Roman. Gegen dessen fugendichte Umarbeitung der Wirklichkeit bleiben Trumps alternative Wahrheiten zwar eine Farce, weil sie ihn in weiten Teilen der Medien und der Bevölkerung ungläubwürdig, ja lächerlich gemacht haben.

Auf jeden Fall aber scheint die Wirklichkeit auf Orwells Spuren. Und sie hört gar nicht mehr auf, Orwell'sche Konzepte upzudaten. Die identitätspolitische Linke verschiebt die sprachlichen Schmerzgrenzen und arbeitet an einer eigenen Form des „NeuSprech“. Bei der Cancel Culture denkt man an Orwells „GedankenVerbrechen“ und an den „DenkStopp“, den sich der „GutDenker“ selbst verordnet, um seiner „proaktiven, korrekten Einstellung“ Genüge zu tun. Tatsächlich ist es weniger die Handlung des Romans, es sind seine suggestiven Schlagworte, die heute verblüffend wirken. Wer würde beim rituellen „Zwei-Minuten-Hass“ nicht an Twitter-Mobs und Shitstorm-Attacken denken? Und wenn im Roman die

Arbeitslager „JoyCamp“ heißen, dann ist die ewige Versuchung der Politik, unerfreulichen Wirklichkeiten euphemistische Etiketten aufzupappen, auf den Punkt gebracht.

## **Trümmerstaubgeschmack und bohrende Intensität**

Die Ruinenlandschaften des Zweiten Weltkriegs verleihen „1984“ den Trümmerstaubgeschmack. Auch die Raketen, die regelmäßig in London einschlagen (und von denen manche vermuten, dass sie von der Partei selbst abgefeuert werden, um den ideologisch notwendigen Kriegszustand zu bekräftigen), fliegen aus der historischen Realität herüber, in der gerade noch Wernher von Brauns Wunderwaffen die Londoner terrorisierten; im Juni 1944 wurde Orwells eigene Londoner Wohnung von einer V1 zerstört. „1984“ ist ein grauer Roman ohne belletristische Schnörkel. Er gibt sich streckenweise wie eine Reportage. Andere Parteien nähern sich einem fiktiven Sachbuch, das die Mechanismen der totalitären Welt analysiert. [Christoph Maria Herbsts](#) kühler, sachlicher, manchmal fast schneidend scharfer Ton vermittelt Orwells Welt auf die angemessenste Weise.

Hört man im Vergleich die parallel erschienene Lesung mit Axel Wostry, erscheint diese fast zu schöngeistig; die feinsinnige Melancholie passt nicht recht. Herbsts Sachlichkeit ist allerdings nicht mit Temperamentlosigkeit zu verwechseln. Den reflexiven Überhang des Romans gleicht er aus durch die geradezu bohrende Intensität, mit der er ihn als Gedankenarbeit der Hauptfigur Winston Smith erlebbar macht. Smith arbeitet im Wahrheitsministerium und sucht einen Weg in den Widerstand. Dabei begegnet er Julia, die er zunächst für eine Spionin der „GedankenPolizei“ hält, für eine jener parteitreuen jungen Frauen, die sich in der „Junior-Anti-Sex-Liga“ engagieren: Der Große Bruder hat viele kleine Schwestern. Winstons Hass schlägt um in Leidenschaft, als Julia ihm ihre Liebe und ihre Opposition zur Partei zu erkennen gibt. Winston rebelliert allerdings mit dem Kopf, Julia mit dem Unterleib. Sehr schön vermittelt Herbst die disharmonischen Untertöne in dieser Liebesgeschichte, wenn Julia ihren gähnenden Überdross an Winstons politischen Analysen zeigt.

Nach der Verhaftung spielt das letzte Drittel des Romans in den Folterkellern des fensterlosen „Ministeriums der Liebe“, dem Hauptquartier der „GedankenPolizei“. Wenn man die langen Verhöre eher als schwächeren Teil des Romans in Erinnerung hatte – dieses Hörbuch zeigt ihre ganze Stärke. Herbst vermittelt das schlotternde, winselnde Elend der Gefangenen und Geschundenen. Den finalen Folter-Gesprächen zwischen Winston Smith und dem Funktionär O'Brien, diesem perfiden Philosophen des universalen Schmerzes und der Macht als Selbstzweck, verleiht er eine beklemmende Intimität. Fast könnte man von einem akustischen Stockholm-Syndrom sprechen.

Dass der bereits schwer lungenkranke Orwell in den letzten Jahren seines kurzen Lebens ohne Geldsorgen an „1984“ arbeiten konnte, verdankte er dem durchschlagenden Erfolg des Vorgängerbuchs „Farm der Tiere“, das Christoph Maria Herbst ebenfalls eingelesen hat. Die verratene Revolution ist das große Thema dieser satirischen Parabel auf den Stalinismus, die verdeckt die Geschichte der Sowjetunion seit der Oktoberrevolution erzählt. Deshalb scheuten die Verleger 1944 zunächst vor der Veröffentlichung zurück; Kritik an der Sowjetunion war im Zeichen der alliierten Kriegskoalition nicht opportun. Erscheinen konnte „Farm der Tiere“ im August 1945, als bereits das Schlagwort vom Eisernen Vorhang in Europa umging und „Uncle Joe“ (Stalin) wieder deutlich kritischer gesehen wurde.

## **Der Mensch ist unser einziger wirklicher Feind**

Als „Märchen“ hat Orwell die Geschichte bezeichnet. Märchenhaft aber ist hier wenig außer dem Umstand, dass Tiere die Protagonisten sind. Gut deshalb, dass Herbst jeden schnurrigen Märchentönen vermeidet und den Text mit Tempo und Schärfe vorträgt. Bei der akustischen Vergegenwärtigung der Tier-Charaktere bringt der Stromberg-Darsteller allerdings auch sein Talent als Comedian zur Geltung. Mit unerschütterlicher Gutmütigkeit spricht er den Hengst Boxer. Er ist das Denkmal des schuftenden Proletariats. „Ich werde noch härter arbeiten“, lautet sein Mantra. Ohne solche willigen Empfänger ihrer Direktiven kämen die Schweine-Funktionäre nicht weit. Danken tun sie es ihm nicht. Als Boxer am Ende seiner Kräfte ist, wird er von einem Lastwagen abgeholt. Man habe für den Helden der Arbeit eine Krankenhausbehandlung arrangiert, versichern die Schweine. Der kluge Esel Benjamin aber entziffert die

Schrift auf dem Lastwagen: „Alfred Simmons. Pferdemetzger und Leimsieder.“ Toll, wie Herbst den entkräfteten Boxer mit fast versagender Stimme und den Esel mit heiserer Aufregung spricht.

Die Strategien der Ermächtigung und das Umkippen von Gemeinwohl-Idealismus in Eigennutz-Realismus, wie Orwell sie beschreibt, sind über die konkreten historischen Bezüge zur Sowjetunion allgemeingültig und für viele Wiedererkennungseffekte gut. Darüber hinaus hat der Aufstand der Tiere gegen die menschlichen Unterdrücker heute noch eine ganz andere, ökologische Dimension hinzugewonnen. „Der Mensch ist unser einziger wirklicher Feind“ – einen solchen Satz versteht man nun wörtlicher als 1945. „Farm der Tiere“ gehört zu jenen Büchern, die man kaum noch beachtet, weil man sie zu kennen meint. Umso größer ist das Staunen bei der Wiederentdeckung.

**George Orwell: „1984“.** Gelesen von Christoph Maria Herbst. Random House Audio, München 2021. 2 mp3-CDs, 730 Min., 19,45 Euro.

**George Orwell: „Farm der Tiere“.** Gelesen von Christoph Maria Herbst. Random House Audio, 4 CDs, 230 Min., 15,45 Euro.

Quelle: F.A.Z.

191,72

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/l-editorial-du-figaro-immigration-l-heure-des-consequences-20210425>

## **Le Figaro (site web)**

dimanche 25 avril 2021 - 21:00 UTC +02:00 358 mots

Vox ; Vox Société

### **L'éditorial du Figaro:**

# «Immigration, l'heure des conséquences»

Trémolet de Villers, Vincent

## **Par Vincent Trémolet de Villers, directeur adjoint de la rédaction.**

C'est une vérité sommaire, brutale, révoltante: si Jamel G. avait été expulsé du territoire national entre 2009 et 2019, Stéphanie aurait passé le week-end avec ses enfants. Le reste - larmes officielles, coups de menton, projet de loi - n'est que du mauvais théâtre. Que ceux qui se contemplent dans ce qu'ils appellent pompeusement l'État de droit méditent, après ce nouveau drame, devant l'affaissement de l'institution dont ils ont la charge. Si, tout le monde en convient, le risque d'attaque islamiste est permanent, il ne s'agit pas d'une menace sismologique contre laquelle la force publique ne peut rien. Attaque au hachoir devant les locaux de *Charlie*, décapitation de Samuel Paty, attentat dans la basilique de Nice, et maintenant la lame du djihad dans un commissariat: à chaque fois, le tueur s'était joué de nos frontières poreuses, d'une politique de l'asile dévoyée.

Depuis des décennies, nos cours suprêmes renforcent les droits fondamentaux des étrangers: facilité pour les visas, largesse du droit d'asile, nombre d'expulsions dérisoire, naturalisations complaisantes. L'immigration, forte d'un pouvoir moral quasi religieux, bénéficie (le constitutionnaliste Jean-Éric Schoettl l'a brillamment montré) d'une incroyable immunité juridique.

Le principe de précaution invoqué en toutes circonstances, de prudence sanitaire extrême en délit d'écocide, disparaît en matière migratoire. La frontière aux 10 kilomètres, mais pas aux confins du pays. Ou, plutôt, la précaution est inverse: l'application de la loi apparaît comme une brutalité d'un autre âge, l'évocation même d'une prudence sur le sujet comme l'expression d'un reniement de la conscience. Quand Frontex se décide timidement à jouer son rôle de douanier, la commissaire européenne Ylva Johansson s'émeut et demande que la dotation de l'agence soit réduite. Idées généreuses, conséquences tragiques. Notre pays ouvert à tous les vents est désormais traversé de mille microfrontières aussi fragiles que le sas d'un commissariat d'une paisible commune des Yvelines.

**Le Figaro (site web)**

lundi 26 avril 2021 - 20:45 UTC +02:00 1185 mots

Vox ; Vox Monde

**Ran Halévi:****«Scènes du règne de la vertu au New York Times»**

Halévi, Ran

**CHRONIQUE - Un journaliste réputé du *New York Times* a dû démissionner pour avoir prononcé un mot insultant dans un contexte où ses intentions honorables étaient incontestables. L'épisode illustre l'engrenage révolutionnaire qui caractérise la gauche américaine «woke», argumente l'historien.**

*Ran Halévi est directeur de recherche au CNRS et Professeur au Centre de recherches politiques Raymond Aron.*

À Minneapolis, l'autre jour, justice a été rendue dans le strict respect du droit. Le policier qui avait provoqué la mort de George Floyd a pu s'expliquer sur son acte, avéré par des images insoutenables et des témoignages accablants. Après dix heures de délibération, les jurés l'ont déclaré coupable de meurtre, homicide involontaire et violence ayant entraîné la mort.

Mais son procès ne se déroulait pas dans la seule enceinte de la cour. Il était instruit depuis des mois devant le tribunal de l'opinion, qui n'a cure des rigueurs légales et entend exercer sa juridiction sur ce que bon lui semble. Ici, le grand coupable, derrière le meurtrier, était un «racisme systémique», figure indéfinissable dont les dénonciateurs dessinaient librement les contours et l'ampleur.

Joe Biden lui-même n'hésitait pas à attribuer au «système» — dont il est le pilier depuis un demi-siècle — la cause indirecte du meurtre. À la veille du verdict, oubliant la séparation des pouvoirs, il a dit prier pour que le jury «prenne la décision qu'il faut», ce qui lui a valu une semonce du président de la cour. Telle représentante de Californie au Congrès prévenait que, si le verdict n'allait pas dans le sens voulu, il faudrait «combattre pour la justice» dans la rue. Il y a peu, un M. Trump qui avait incité ses partisans à «combattre» dans la rue devait le payer d'un procès en destitution...

Une fois le jugement prononcé, au soulagement général, c'est Karen Attiah, éditrice des opinions internationales au *Washington Post*, qui livrait le fin mot de l'affaire: à Minneapolis, c'est l'Amérique des Blancs qui se trouvait sur le banc des accusés, «pour le violent assujettissement du peuple noir, ce crime originel dont elle omet de répondre depuis 400 ans». Le charme d'une telle assertion, c'est qu'elle n'est ni démontrable, ni mesurable et encore moins susceptible de discussion. Cette criminalisation rétrospective monocausale abolit des pans entiers de l'histoire de la liberté en Amérique, sans laquelle l'émancipation des Noirs — avec le concours des millions et des millions de Blancs — serait impossible.

Quand politiques et journalistes se mettent à confondre l'autorité des lois et le pouvoir des émotions ils entrent dans un engrenage dont on ne peut plus sortir. Voyez le *New York Times*, qui n'hésite pas à sacrifier les siens comme des trophées aux zéloteurs de la rectitude politique. L'an dernier, c'était James Bennet, directeur des pages opinion, coupable d'avoir publié la tribune d'un sénateur républicain qui recommandait de déployer l'armée pour endiguer les violences déchaînées par la mort de George Floyd. Tollé au sein de la rédaction: des dizaines de journalistes disaient craindre pour leur sécurité sur un lieu de travail qui donne voix à pareilles propositions. M. Bennett prit la porte.

Il y a quelques semaines, c'était le tour de Donald McNeil, 67 ans, chroniqueur vedette de science et de médecine, à qui ses analyses pendant la crise du Covid ont valu d'être pressenti pour le prix Pulitzer. Son «crime» paraît encore plus pendable. En 2019, au cours d'un voyage au Pérou avec un groupe de lycéens, on lui demande si une fille de 12 ans devrait être exclue de son école pour avoir posté une vidéo où elle a employé «le mot commençant par un N» («nigger», soit, en français, «nègre»). Avant de répondre, il demande si la fillette a simplement cité le mot — qu'il prononce alors — ou l'a utilisé comme insulte. Mal lui en prend. Des plaintes sont adressées au *New York Times*, qui diligente une enquête. Le journaliste reçoit un blâme et l'affaire en reste là.

Mais elle resurgit en janvier dernier et, cette fois, elle déclenche une tempête. Le directeur du journal est sommé d'expliquer sa mansuétude. En prononçant ce mot, répond-il, M. McNeil a fait preuve d'un très mauvais jugement et d'une conduite choquante, mais ses intentions n'étaient pas malveillantes (ce que des élèves, interrogés, ont confirmé). L'explication ne passe plus. La vigilance et l'indignation raciales ayant fait des progrès depuis deux ans, cent cinquante collaborateurs du journal jugent inadmissible de laisser impuni un langage «*dérogatoire aux normes admises dans une quelconque salle de rédaction*», et plus scandaleux encore le fait d'avoir confié à un tel individu «*la couverture d'une pandémie qui frappe disproportionnellement des personnes de couleur*». Deux jours plus tard, M. McNeil présente ses excuses, puis quitte le journal quarante-cinq ans après y être entré. Et le directeur, retrouvant ses esprits, de conclure: «*Nous ne tolérons pas l'usage d'un langage raciste, qu'il soit intentionnel ou non*».

Dans cet épisode orwellien, la panique, la lâcheté et la férocité victimaire ont eu raison des règles ordinaires de la morale commune. La justice, quand elle a encore un sens, veut qu'on ne reconsidère pas la même affaire, sauf éléments nouveaux. M. McNeil a été jugé deux fois: la première, à décharge, pour un mot prononcé sans malice, la seconde, à charge, parce qu'au *New York Times*, entretemps, l'absence de malice est devenue hors sujet. Un éditorialiste conservateur du journal, Bret Stephens, a pris la défense de son collègue dans une chronique qui ne ménage pas ses pairs. Elle a été refusée, avant d'être «*exfiltrée*», comme un *samizdat*, pour paraître dans un journal concurrent.

Elle a le mérite de renvoyer au monde réel: les intentions jouent un rôle primordial dans toute relation humaine; elles constituent le ressort même de la justice pour qualifier les délits et décider les peines (le policier de Minneapolis n'a pas été condamné pour assassinat justement parce que l'intention de faire mourir George Floyd n'a pas été établie). Isoler les paroles des intentions qui déterminent leur sens, c'est résilier la raison des mots, défaire le lien commun et mettre les individus à la merci de tribunaux révolutionnaires qui érigent la pureté sémantique en principe d'épuration.

Nous en savons quelque chose. Au moins nos révolutionnaires autrefois avaient-ils l'insigne excuse d'entrer en démocratie sans en avoir la moindre expérience. La gauche identitaire américaine, qui recrée à son idée le règne de la vertu, nous offre le spectacle inédit, hier inconcevable, d'un désapprentissage volontaire de l'expérience démocratique.

**Le Figaro (site web)**

lundi 26 avril 2021 - 20:43 UTC +02:00 1340 mots

Vox ; Vox Monde

# La Tunisie en proie au démon du terrorisme

Thréard, Yves

**ANALYSE - Le pays, démocratie en construction depuis la «révolution du jasmin» de janvier 2011, est aujourd'hui le premier pays exportateur de jeunes partis pour le djihad: en Libye, en Syrie et au Sahel... Une réalité dure à accepter par la société sur place.**

«Comme à chaque fois, en Tunisie, on est pris d'effroi à l'annonce d'un attentat terroriste en Europe: on prie Dieu pour que le présumé terroriste ne soit pas tunisien et on se cache la face jusqu'aux résultats de l'enquête policière. Et, presque systématiquement, on a droit au même verdict: le coupable est un terroriste tunisien...» Ainsi commence, samedi, l'article de Moncef Dhambri, sur le site d'informations en ligne Kapitalis. Depuis 72 heures et l'assassinat de la fonctionnaire de police du commissariat de Rambouillet, les commentaires vont bon train dans les médias tunisiens. Entre colère et désespoir, une question revient là-bas, lancinante, douloureuse, terrifiante: pourquoi nous?

Jamel Gorchene, l'assassin de 36 ans, était effectivement originaire de Msaken, commune de la région de Sousse. Comme Mohamed Lahouaiej Bouhlel, l'islamiste de 31 ans qui a fauché 86 personnes, le 14 juillet 2016, au volant de son camion sur la promenade des Anglais, à Nice. Lui aussi était, disait-on, dépressif. L'enquête révélera pourtant que son attentat, revendiqué par Daech, avait été soigneusement préparé. Quelques mois plus tard, le 19 décembre 2016, c'est Anis Amri, né à Tataouine, dans le sud de la Tunisie, qui fonce avec un véhicule volé sur le marché de Noël, à Berlin: 12 passants sont tués. Le 1er octobre 2017, Ahmed Hanachi, délinquant tunisien tout juste remis en liberté la veille de ses crimes, assassine, à la gare Saint-Charles de Marseille, deux jeunes femmes. Trois ans après, le 20 octobre 2020, Brahim Aouissaoui, fraîchement arrivé en France depuis Sfax, via Lampedusa, égorge le sacristain et une fidèle de la basilique de Nice puis, non loin de l'édifice, une femme de 44 ans.

La Tunisie, douze millions d'habitants, démocratie en construction depuis la «révolution du jasmin» de janvier 2011, est un foyer du terrorisme islamique. Elle est aujourd'hui le premier pays exportateur de jeunes partis pour le djihad: en Libye, en Syrie et au Sahel... Une réalité dure à accepter par la société sur place. Selon une étude du Washington Institute for Near East Policy, parue en décembre 2018, 3000 ressortissants tunisiens ont rejoint des zones de combat ces dernières années. Et 9000 autres, d'après certaines sources, auraient été empêchés de partir. Pourquoi sont-ils si nombreux?

Déjà, au tournant des années 2000, la guerre au nom d'Allah hantait les esprits et attirait les candidats. En 2000, deux Tunisiens figurent dans le groupe qui projette d'attaquer la cathédrale de Strasbourg. Le 9 septembre 2001, deux jours avant l'effondrement des Twin Towers à New York, deux hommes, originaires de Gabès et Sousse, enrôlés par al-Qaïda, assassinent le commandant Massoud. Oussama Ben Laden et la filière afghane recrutèrent ensuite beaucoup de Tunisiens. Tout comme les groupes combattant dans la deuxième guerre d'Irak, à partir de 2003.

Le territoire tunisien, lui-même, n'est pas épargné. En 2002, un kamikaze vise la célèbre synagogue de la Ghriba, à Djerba: 19 victimes. Depuis 2011, quelque 120 policiers ou membres des forces de sécurité sont tombés sous les coups de terroristes. De spectaculaires attentats ont été commis: le 18 mars 2015, 24 personnes trouvent la mort au musée du Bardo, à Tunis; le 26 juin de la même année, 27 touristes sont tués dans l'hôtel Imperial Marhaba, à Sousse... La liste est longue; la menace, permanente; la tension, extrême.

Si la pauvreté, réelle dans les régions éloignées du littoral, est souvent invoquée pour justifier cette radicalisation, elle ne suffit pas

à expliquer le phénomène. Lequel, comme on le voit, est très antérieure

au printemps arabe. Quand Habib Bourguiba, le père de la nation, et son successeur, Zine el-Abidine Ben Ali, dirigeaient le pays d'une main de fer, le ver islamiste était déjà présent partout dans le pays. Moins flagrant peut-être, mais déjà virulent. Dans son

testament, découvert par les Américains dans une cache d'al-Qaida au Pakistan, l'auteur franco-tunisien de l'attaque de la Ghriba, Nizar Naour, clame son «*adoration pour Khomeyni, Ben Laden et Ghannouchi*».

Rached Ghannouchi. Le nom de l'actuel président de l'Assemblée nationale tunisienne revient souvent dans les débats sur la radicalisation des jeunes. Âgé de 80 ans, ce proche de feu l'ayatollah Khomeyni, des Frères musulmans et de la Turquie d'Erdogan, est le chef d'Ennahdha, parti qui est au cœur du paysage politique tunisien, même s'il a perdu des voix. Exilé à Londres avant de retourner dans son pays en 2011, il est accusé de jouer un rôle ambigu, en dépit de son allégeance proclamée, il y a peu, à la démocratie. C'est l'un de ses militants, Tarek Maaroufi, qui avait recruté à Bruxelles les deux assassins de Massoud.

Condamné en Belgique, Maaroufi sera accueilli à sa sortie de prison en héros à Tunis. Lui, Ghannouchi et d'autres exerceront un rôle important, après la «révolution du jasmin» de 2011, pour pousser les jeunes vers le djihad. Leur prosélytisme est relevé par des services et observateurs étrangers. Jacob Wallas, ambassadeur américain en Tunisie de 2012 à 2015, n'hésitera pas à affirmer, lors d'une conférence organisée en 2018: «*Je tiens à souligner la tolérance initiale des activités djihadistes par le gouvernement de l'époque. Le parti Ennahdha avait défendu le dialogue avec les djihadistes.*» En fait, la vague de libération post-révolutionnaire a jeté dehors nombre d'individus fanatisés. Beaucoup rejoignent les rangs d'Ansar al-Charia, groupe salafiste dont la région de Sousse est le fief. D'autres se cachent dans le Sud tunisien, vers Kasserine et le djebel Châambi, où ils retrouvent des comparses venus d'Algérie et de Libye.

«*S'il est vrai que l'implication de Tunisiens dans le terrorisme international ne date pas de la chute du régime, en janvier 2011, il n'en demeure pas moins que c'est à partir de cette date que leur nombre a explosé*, déclare Mezri Haddad, philosophe et ancien diplomate tunisien. *Cela s'explique par la déstabilisation des services de renseignement et de sécurité dès janvier 2011, par l'élargissement de dizaines de terroristes sous les verrous à l'époque de Ben Ali, par la vague migratoire de centaines de clandestins dès janvier 2011, qui ont envahi l'Italie et la France, par le transfert de milliers de candidats au djihadisme en Syrie, avec la complicité des autorités politiques.*» Deux députés tunisiens ont soupçonné une compagnie aérienne, Syphax Airlines, d'assurer cette mission. Son propriétaire, sympathisant d'Ennahdha, siège aujourd'hui à l'Assemblée.

Une commission parlementaire tunisienne a été créée en 2017 pour trouver des parades à la radicalisation d'une partie de la population. Sans suite. Après l'assassinat de Samuel Paty, en octobre dernier dans les Yvelines, le député islamo-populiste Rached Khiari a écrit sur sa page Facebook: «*Toute atteinte au prophète Mahomet est le plus grand des crimes. Tous ceux qui le commettent doivent assumer ses retombées et répercussions.*» Propos qui ont provoqué une vive polémique et qui lui valent maille à partir avec la justice de son pays. Sur Facebook, l'assassin de Rambouillet suivait assidûment l'actualité de Rached Khiari, dont il était fan, mais aussi les déclarations indignées de Jean-Luc Mélenchon sur l'islam en France. La jeune démocratie tunisienne, si singulière dans un monde arabo-musulman sens dessus dessous, pourra-t-elle encore résister longtemps à la pieuvre islamiste qui la mine de l'intérieur et se propage partout en France et en Europe?

# Attentat de Rambouillet : des terroristes isolés, sans affiliation et indétectables

Depuis un an et demi, les actes de terrorisme commis en France n'ont plus de lien avec la mouvance djihadiste à l'étranger.

Par [Christophe Ayad](#)

Publié aujourd'hui à 10h34, mis à jour à 10h59

**Analyse.** L'enquête sur Jamel G., l'auteur de l'attaque au couteau dans le commissariat de Rambouillet (Yvelines) [qui a coûté la vie à Stéphanie Monfermé](#), vendredi 23 avril, est loin d'être terminée, mais ce que l'on sait déjà de son profil et de son parcours permet de tirer quelques enseignements. L'assaillant offre, en effet, de singulières similitudes avec les auteurs des actes de terrorisme d'inspiration islamiste commis en France ces derniers mois.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, soit depuis près d'un an et demi, tous les attentats ont été commis à l'arme blanche par des individus isolés, vivant en France depuis plus ou moins récemment mais d'origine étrangère, et sans lien organisationnel avec la mouvance djihadiste. La France est confrontée à un terrorisme endogène et non projeté depuis un pays étranger – notamment la Syrie –, comme ce fut le cas au plus haut de la vague récente d'attentats, de 2015 à 2017. Un terrorisme « low cost », qui se pratique avec des armes rudimentaires, des couteaux, que l'on trouve dans la vie courante.

Ce type d'attentats est loin d'être nouveau. Le tout premier commis contre des policiers, en décembre 2014 à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), recourait au même mode opératoire, à la différence que l'auteur semblait dans une relation d'allégeance à l'organisation Etat islamique (EI), dont il possédait un drapeau. La nouveauté tient dans le fait que ce terrorisme-là est devenu dominant, voire hégémonique.

## Attaques moins létales

C'est à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle pour les services de renseignement, de police et de justice chargés de la lutte antiterroriste. Une bonne nouvelle, parce que l'absence d'armes à feu et d'explosifs rend ces attaques beaucoup moins létales. La menace constituée par des groupes djihadistes puissants et structurés comme l'EI et Al-Qaida semble en net recul. Un recul qui s'explique par la chute du « califat » de l'EI, à cheval sur la Syrie et l'Irak, en 2019. Or ces groupes aguerris ont une capacité à proposer une logistique, des financements, une expertise, des mots d'ordre et des cibles qui font aujourd'hui défaut à la mouvance djihadiste. Surtout, ces organisations éminemment politiques ne sont plus là pour structurer et profiter, en la revendiquant, d'une violence destinée à affaiblir l'Etat et à faire craquer la cohésion des sociétés visées.

La mauvaise nouvelle portée par l'attaque de Rambouillet, c'est la persistance d'un haut niveau de terrorisme « résiduel », malgré l'absence de moteur idéologique que constituent les groupes djihadistes. Ce terrorisme est d'autant plus destructeur qu'il est endogène – il remet en cause le vivre-ensemble de la société, dont sont issus ses auteurs. A fortiori quand ces auteurs sont des immigrés de fraîche date : réfugié politique [dans le cas du tueur soudanais de Romans-sur-Isère](#) (Drôme, deux morts, cinq blessés en avril 2020) ; demandeur d'asile pour l'assaillant pakistanais de la rue Nicolas-Appert à Paris (deux blessés en septembre 2020) ; fils de réfugiés tchéchènes pour Abdoullakh Anzorov, l'assassin de Samuel Paty à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines, octobre 2020) ; immigré clandestin tunisien pour le terroriste de la cathédrale de Nice (trois morts, novembre 2020) ; et enfin étranger – tunisien – en situation régulière pour Jamel G., l'auteur de l'attentat de Rambouillet.

Une partie de la droite et l'extrême droite n'ont pas manqué de relever cette donnée et d'engager, dès vendredi, une polémique qui risque de peser tout au long de l'année de campagne présidentielle à venir. L'absence de revendication et même de lien avec une organisation djihadiste – à l'exception d'Abdoullakh Anzorov, qui était entré en contact avec des djihadistes à Idlib, en Syrie, mais plus à son initiative qu'à la leur – n'est donc pas la garantie d'une absence d'effet politique. Au contraire.

## Surveiller les réseaux sociaux

L'autre mauvaise nouvelle pour les services de renseignement est l'imprévisibilité de ce type d'attaques, souvent commises de surcroît par des individus connaissant des troubles psychiques, comme c'était le cas à Romans-sur-Isère et, semble-t-il, à Rambouillet. En l'absence de revendication explicite, sauf encore dans le cas d'Anzorov, il est difficile de se faire une idée précise des motivations des auteurs, mais le point commun qui relie ces actions terroristes semble être la défense de la religion musulmane ou du Prophète, qui seraient bafoués en France, notamment par les caricatures de *Charlie Hebdo*. **Il ne faut pas sous-estimer, à cet égard, les effets de long terme de la campagne de dénigrement entonnée par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à l'automne 2020, même s'il y a mis fin depuis le début de l'année. C'est ce que l'islamologue Gilles Kepel appelle le « *djihadisme d'atmosphère* ».**

Mais est-ce bien du djihadisme ? Plutôt qu'une idéologie politico-religieuse, on semble en présence d'un fondamentalisme individuel ultraviolent. Et comment contrer ce genre d'attaques ? Rien ne sert d'infiltrer ou de démanteler des filières qui n'existent pas. Il faut plutôt surveiller les réseaux sociaux, principal terrain où se manifeste la radicalisation d'individus comme Abdoullakh Anzorov ou Jamel G. Mais la prévention d'éventuels passages à l'acte implique une mise sous surveillance massive d'une partie importante de la société. Le remède serait alors pire que le mal.

**Christophe Ayad**

## **Boualem Sansal :**

# «L'affaire Sarah Halimi nous offre l'occasion solennelle d'affirmer que l'islamisme ne passera pas en France»

FIGAROVOX/TRIBUNE - L'écrivain Boualem Sansal nous a fait parvenir un texte qui devait être lu par Jacques Tarnéro lors de la manifestation en hommage à Sarah Halimi au Trocadéro. Pour des raisons que les intéressés ignorent, celui-ci n'a pas pu être lu. Nous le publions en exclusivité.

Publié hier à 16:20, mis à jour hier à 19:01

Boualem Sansal, à Paris en 2018. *François BOUCHON/Le Figaro*

Chèr(e)s ami(e)s, qui êtes rassemblé(e)s au Trocadéro

D'Alger où je suis confiné depuis le début de la pandémie, je vous salue et vous adresse un court message. J'ai demandé à mon ami Jacques Tarnéro de le lire pour moi, je sais qu'il y mettra le ton que j'aurais pris si je m'exprimais de vive voix devant vous.

Nous sommes réunis pour Sarah Halimi, pour lui dire, *in memoriam* notre affection, pour dire notre soutien à sa famille et pour dénoncer toutes celles et tous ceux qui à un titre ou à un autre ont permis qu'un jour, en France, à Paris, un islamiste pénètre dans l'appartement d'une femme, sa voisine en l'occurrence, de confession juive, l'a torturé longuement et l'a défenestré au cri d'«Allah Akbar» et se trouve aujourd'hui libre (*ndlr : Kobili Traoré ne peut être emprisonné, mais est actuellement interné en hôpital psychiatrique*), libre de poursuivre sa misérable existence, honoré et félicité comme on s'en doute par les siens pour avoir accompli un commandement fondateur prononcé par Allah contre les juifs et les chrétiens, maintes fois rappelé dans son livre sacré, le Coran.

La colère et la honte nous broient le cœur plus que jamais auparavant. Il y a eu d'autres crimes, contre des juifs et des chrétiens, ils nous ont profondément touchés mais nous avons pu retrouver un semblant de sérénité car tous ces crimes ont vu leurs auteurs le payer d'une manière ou une autre, pourchassés et abattus par les forces de l'ordre, tels Merah, Coulibany, Anzorov, ou arrêtés et lourdement condamnés par la justice, tels le sinistre Fofana et sa bande de barbares. Le crime contre Sarah Halimi, lui, reste impuni, la justice française en a décidé ainsi. L'assassin est officiellement autorisé à poursuivre son œuvre de haine et de mort.

**« Affirmons en cette occasion solennelle que l'islamisme ne passera pas en France, ni aujourd'hui, ni demain, ni jamais, quels que soient les habits derrière lesquels il se cache parfois pour nous tromper. »**

*Boualem Sansal*

J'en viens à la deuxième partie de mon message. Je souhaite que ce rassemblement soit pour **nous l'occasion d'affirmer notre volonté absolue de ne plus jamais nous laisser cantonner dans le rôle de la victime, qui subit, qui déplore, qui se plaint, qui va fouiller le Coran, les hadiths et la jurisprudence islamique pour trouver**

quelques arguments à signaler aux islamistes qui les amèneraient à reconsidérer leur lecture de leurs livres sacrés et de bien vouloir aussi tenir compte de ce que la France est une démocratie laïque, réellement tolérante et pacifique qui permet aux islamistes d'y vivre en toute sécurité, sans être jamais inquiétés. Agir de la sorte c'est reconnaître à ces assassins le statut de soldats d'Allah, quelle gloire, auxquels il faudrait presque appliquer les conventions de Genève, c'est en appeler à leur clémence, à les prier d'essayer de contextualiser les commandements coraniques, à tenir compte des lois de la République et des valeurs millénaires de la France.

L'affaire Sarah Halimi nous met aujourd'hui devant l'obligation morale de refuser ce statut que les islamistes et leurs avocats nous imposent et de nous poser en vainqueurs en toutes circonstances, qui refusent toute discussion sur leurs lois, leurs valeurs et leur mode vie. Affirmons en cette occasion solennelle que l'islamisme ne passera pas en France, ni aujourd'hui, ni demain, ni jamais, quels que soient les habits derrière lesquels il se cache parfois pour nous tromper.

## **Le Figaro, no. 23851**

Le Figaro Économie, mardi 27 avril 2021 1337 mots, p. 18

Économie

# **Bruno Le Maire et Olaf Scholz : « Pour la première fois, l'Europe agit unie »**

Interview

Malhère, Manon, Nodé-Langlois, Fabrice

Bruno Le Maire et son homologue allemand aux Finances, Olaf Scholz présentent, ensemble, ce mardi, leurs plans de relance nationaux qu'ils remettent mercredi à la Commission européenne. Les ministres ont accordé une interview exclusive, en visioconférence, au *Figaro* et à *Die Zeit*.

**LE FIGARO.- Pourquoi avez-vous décidé de présenter ensemble vos plans de relance nationaux sans avoir convié aussi votre homologue italien par exemple ?**

**Bruno LE MAIRE.-** Depuis le début de la crise, le couple franco-allemand s'est montré solide. Main dans la main, nous avons travaillé ensemble, France et Allemagne, pour trouver un accord sur ce plan de relance européen de 750 milliards d'euros financé par une levée de dette en commun. C'est une percée historique. Demain, nous déposerons nos plans à la Commission européenne aux côtés de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne, après le Portugal jeudi dernier. Nous franchissons une étape décisive et c'est une très bonne nouvelle pour tous les États membres.

**Olaf SCHOLZ.-** C'est le bon moment pour nous souvenir que nous entrons dans une nouvelle phase de l'intégration européenne. Avec le plan de relance européen, nous apportons une réponse européenne très forte pour lutter contre cette crise pandémique. C'est une immense différence avec la façon dont nous avons géré la crise financière de 2008. Pour la première fois, l'Europe agit unie, c'est pourquoi j'ai parlé d'un moment hamiltonien (\*). Cela va changer l'Union européenne.

**Un an après avoir scellé ce compromis, aucun euro n'a été encore déboursé. N'êtes-vous pas frustrés ?**

**B.L.M.-** Il n'y a ni frustration ni colère, mais une détermination totale à mettre en oeuvre le plan de relance européen et à recevoir cet argent le plus rapidement possible. La relance européenne est à l'oeuvre à travers notre plan de relance national, qui fonctionne déjà. La gestion économique de la crise en Europe a été efficace : pour la première fois dans notre histoire, les pays européens ont répondu de manière coordonnée à une crise, en utilisant les prêts garantis par l'État et le chômage partiel. La priorité est désormais à la relance de nos économies, à l'investissement et au renforcement des chaînes de production sur le continent.

**O.S.-** Habituellement, cela prend deux ans pour faire ratifier par chaque État membre des décisions d'aussi grande portée. Obtenir cet accord en si peu de temps était un pas très important. L'Allemagne vient d'adopter son plan et j'espère que les pays qui sont encore à l'oeuvre les adopteront bientôt. L'argent commencera à être versé cet été. Je veux aussi souligner que le plan de relance n'est qu'un des nombreux instruments pour aider les pays à faire face à la crise. Ils ont déjà un accès facilité au Mécanisme européen de stabilité (MES) et des outils comme le nouveau programme de soutien financier aux PME. Par-dessus tout, aucun pays européen n'a connu de grand problème financier pour combattre la crise. C'est une différence clé avec les crises précédentes.

**Les États-Unis ont consacré 1 900 milliards de dollars à leur plan de relance, c'est deux fois plus que celui de l'UE. La réponse européenne ne semble pas à la hauteur.**

**O.S.** - Non, la comparaison n'est pas juste. Au fonds de relance européen il faut ajouter toutes les mesures budgétaires nationales au sein de l'Union européenne. Si vous additionnez tout, vous voyez que cela fait un montant considérable, au même niveau que les autres régions du monde.

**B.L.M.** - Cessons d'être fascinés par les États-Unis et concentrons-nous sur nos forces ! Nous avons massivement protégé nos entreprises et nos salariés grâce à nos systèmes sociaux. Il est temps maintenant, avec le plan de relance européen, de bâtir un continent souverain et fort. Nous devons tout faire pour créer des emplois et lutter contre le réchauffement climatique. Le mot-clé de cette relance c'est l'investissement. Nous devons investir, investir, investir pour que l'Europe reste dans la course technologique.

### **Quelles réformes la France va-t-elle mener en échange des 40 milliards d'euros du fonds ?**

**B.L.M.** - La France est déterminée à continuer de transformer son économie, protéger la planète et améliorer sa compétitivité. C'est au coeur du programme du président Emmanuel Macron depuis 2017 et nous n'avons pas changé de direction depuis. Nous voulons renforcer la gouvernance des finances publiques avec une future loi organique qui imposera de définir une trajectoire des dépenses sur une période pluriannuelle. Ce qui signifie concrètement que le niveau de dépenses sera limité à cette trajectoire. Il faut également avoir des dépenses plus efficaces, ce qui implique notamment d'améliorer la productivité dans le secteur public. Troisième point, les réformes de structure. Nous avons déjà adopté la réforme de l'assurance-chômage qui sera finalisée après la crise. Preuve que ces réformes ne sont pas engagées à la demande de la Commission européenne, mais pour le bien de la France. Il en va de même pour la réforme des retraites. Elle n'est pas une condition fixée par la Commission européenne, mais je continue de juger cette réforme indispensable le moment venu, pour garantir notre système de retraite par répartition comme le niveau de vie de nos enfants. Nous devons reprendre le dialogue social dès que la situation économique s'améliorera. Enfin, j'insiste : nous n'augmenterons pas les impôts.

### **Ce plan européen qui inclut donc une mutualisation des dettes peut-il devenir permanent ?**

**O.S.** - L'argent emprunté pour le plan de relance européen sera remboursé jusqu'en 2058. Il s'agit donc d'une entreprise de longue haleine. Parallèlement, nous nous sommes mis d'accord sur le principe d'apporter à l'Union européenne ses ressources propres qui comprennent une taxe sur les transactions financières et une certaine forme de taxes vertes. Ce sont des nouveautés.

### **Le pacte de stabilité impose aux États un plafond pour la dette publique, de 60 % du PIB. Aucun pays ne respecte cette règle. Le pacte est-il mort ?**

**B.L.M.** - Pour les mois à venir, la priorité est au soutien de nos économies. Nous avons pris les bonnes décisions aux bons moments en suspendant le pacte. Cette suspension devra être prolongée en 2022. Ne reproduisons pas les erreurs du passé, lorsqu'en 2009 les États ont redressé trop rapidement leurs comptes publics. Cette politique a pesé lourdement sur la reprise économique. Pour autant, si nous voulons une monnaie commune qui est l'euro, il faut des règles communes. Leur nécessité n'est pas discutée. Mais ces règles doivent être adaptées à la réalité économique. Quand vous avez des écarts aussi importants entre les niveaux de dettes des États membres, prendre en compte ces différentes situations nationales est une nécessité.

**O.S.** - Bruno Le Maire a raison. Une monnaie commune nécessite des règles communes. Le Pacte a fait la preuve de sa souplesse pendant cette crise. Il fonctionne.

### **Plus largement, l'Europe peut-elle tirer son épingle du jeu face aux géants américain et chinois ?**

**O.S.** - Le monde de demain ne sera pas bipolaire, partagé entre la Chine et les États-Unis. Il y a aussi la Russie, et il y aura des nations fortes en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud. Nous devrions travailler à la souveraineté européenne avec plus d'intégration.

**B.L.M.** - Après la crise, les États-Unis chercheront à rester la première puissance mondiale et la Chine accélérera sa transformation pour prendre la place. La seule question pour l'Europe est de déterminer le rôle qu'elle veut jouer pour ce siècle. Soit nous restons dans la course technologique et économique, soit nous passons en seconde division. L'Europe doit continuer à peser sur la scène internationale et a tous les atouts pour : un marché unique avec plus de 400 millions d'habitants, des valeurs communes, des cultures et une histoire. Je pense qu'avoir deux ministres des Finances, allemand et français, qui expliquent qu'ils veulent construire une nouvelle souveraineté européenne, c'est une excellente nouvelle pour la suite.

(\*) Référence au secrétaire américain au Trésor, Alexander Hamilton, dans les années 1790 qui mit les dettes des États en commun sous le parapluie fédéral.

191,83

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/la-france-se-prepare-t-elle-bien-au-vieillissement-de-sa-population-20210426>

**Le Figaro, no. 23851**

Le Figaro, mardi 27 avril 2021 1793 mots, p. 13

ÉCONOMIE

CHRONIQUE

## La France se prépare-t-elle bien au vieillissement de sa population ?

La crise sanitaire a provoqué un choc démographique inédit, sans remettre heureusement en question la tendance séculaire à l'allongement de la vie. Au-delà de la réforme des retraites, c'est l'ensemble de l'économie et de la société qui doivent s'adapter.

Robin, Jean-Pierre

**DÉMOGRAPHIE** Une saignée sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. « *Le bilan de l'année 2020 reste accablant : l'épidémie de Covid-19 a interrompu 68 000 vies dans notre pays durant cette seule année* », déplorent les démographes France Meslé et Gilles Pison de l'Ined (Institut national d'études démographique). Plus de morts et 17 400 nouveau-nés de moins que l'année précédente. De même, en 2020 « *la pandémie a fait perdre 0,5 an d'espérance de vie aux femmes et 0,6 an aux hommes* », revenant respectivement à 85,1 et 79,1 ans, a calculé l'Insee.

La réalité est d'autant plus désolante que ces tendances se sont poursuivies au moins jusqu'en avril 2021 où le cap des 100 000 décès dus au coronavirus a été franchi. Il ne faut pourtant pas s'y tromper, le présent ne préjuge en rien de l'avenir. « *Ce sera comme à la sortie d'une guerre, les tendances profondes antérieures, qu'il s'agisse de la fécondité ou de la longévité liée fondamentalement aux conditions de santé entre autres, devraient reprendre le dessus* », avertit Gilles Pison.

Certes la catastrophe de 2020-2021, à la fois sanitaire et sociale, laissera des traces. Quid de la natalité, alors que les « projets familiaux » sont très liés à la conjoncture économique ? Une diminution prolongée des naissances contribuerait alors au vieillissement de la population. Quant à « l'espérance de vie », il faut rappeler qu'elle représente la moyenne d'âge des gens décédés dans l'année et ne constitue nullement une prévision. L'accident de 2020-2021 ne remet donc pas en cause les scénarios antérieurs d'une lente progression à long terme de la longévité considèrent les démographes. Bonne nouvelle, une fois sortis de l'épidémie, les Français peuvent envisager de vivre de plus en plus vieux. Le pays s'y prépare-t-il vraiment ?

Les deux causes du vieillissement

Prenant acte de la surmortalité de l'année passée, François Hommeril, le président de la confédération des cadres CFE-CGC, croit avoir trouvé la parade pour s'opposer à une réforme des retraites : « *Toujours on nous ressort le même argument, « l'espérance de vie augmente, donc il faut travailler plus longtemps » , cet argument n'existe plus puisque l'espérance de vie a baissé en France* », a-t-il déclaré à BFM Business (2 avril).

Le syndicaliste se méprend sur « l'espérance de vie », une photographie de l'année écoulée et non pas une projection de l'avenir contrairement à ce que le mot fait miroiter. « *C'est comme sur le périphérique parisien, les panneaux électroniques indiquant qu'il faut 10 minutes pour se rendre de la porte d'Orléans à la porte de Bercy, se fondent sur le temps mis par les automobilistes venant d'effectuer le parcours. On suppose qu'il en ira de même pour ceux qui les suivent, mais si un accident survient, ce sera beaucoup plus long !* », explique-t-on à l'Ined. Pour les Français d'aujourd'hui, tout dépendra des conditions effectives de santé et de mortalité dans les années à venir, des progrès de la médecine, des épidémies, etc. Dire que « l'espérance » de vie d'un homme est de 79,1 ans à la naissance aujourd'hui, c'est prendre pour hypothèse que les conditions sanitaires de 2020 se maintiendraient telles quelles ; or, elles peuvent s'améliorer... ou se détériorer ! Soulignons qu'à 60 ans une femme peut s'attendre à vivre encore 27,3 ans, et 87,3 ans au total, plus que « l'espérance de vie » à la naissance.

« Pour mesurer le vieillissement de la population, l'un des indicateurs est la part des plus de 65 ans dans la population totale, qui est de 20 % actuellement en France (et était de 11 % en 1945). Le vieillissement peut se manifester de deux façons, « par le bas » (de la pyramide des âges) quand les naissances tendent à être moins nombreuses et par le haut avec l'augmentation de la longévité », rappelle Isabelle Robert-Bobée, chef de la division enquêtes et études démographiques à l'Insee.

Outre le recul de l'espérance de vie en 2020, le phénomène le plus spectaculaire a été le repli des naissances, de 7 % en décembre 2020 sur un an (le premier confinement avait commencé le 17 mars), puis de 13 % en janvier 2021 (par rapport à janvier 2020), et de 5 % en février. « Pour retrouver une chute aussi forte, il faut remonter à septembre et octobre 1975, et à l'extrême fin du baby-boom de l'après-guerre », constate Isabelle Robert-Bobée. En plein dans la récession économique du premier choc pétrolier de 1974.

La statistique des naissances devient l'un des meilleurs baromètres du moral des jeunes générations et des femmes en âge de procréer. Il en va aussi de « l'heureuse exception française », l'Hexagone étant un des rares pays européens à avoir encore un « taux fécondité » autour de 2 par femme, assurant le renouvellement des générations, comme le souligne Gilles Pison.

Le Covid plombe les caisses de retraite

Entre le reflux de la natalité et celui de l'espérance de vie constatés en 2020, il est prématuré de conclure à une accélération ou non du vieillissement. Seule certitude, la pandémie a mis à mal les caisses de retraite. Selon les dernières projections du Conseil d'orientation des retraites (COR) la crise sanitaire a exercé un effet dévastateur sur les besoins de financement, passés de 1,9 milliard d'euros en 2019 à 25,4 milliards en 2020. Les pensions versées ont été maintenues alors que les cotisations perçues ont reculé.

Le COR, service rattaché au premier ministre depuis sa création en l'an 2000, note que « la très forte contraction des ressources associées au repli du PIB » (le produit intérieur brut qui a plongé de 8,2 %) n'a pas été « compensée par la faible diminution des dépenses liée à la faible surmortalité des retraités (sic) enregistrée jusqu'à présent ». Voilà qui est dit sans excès de délicatesse !

La part des retraites dans la richesse nationale représentait 14 % du PIB en 2019, pratiquement le record au sein des pays de l'OCDE ; elle atteint désormais 15,2 %. Ce que les experts du COR appellent « l'effet dénominateur » d'un PIB peau de chagrin. Plus inquiétant, le COR reconnaît que la perte vertigineuse de l'an dernier ne sera jamais complètement rattrapée : même en 2035, le PIB d'alors se situera à un niveau inférieur de 2 % à ce qu'il devait être dans les scénarios d'avant Covid. Par ailleurs, quelles que soient les hypothèses d'allongement de la vie, le rapport entre le nombre d'actifs et de retraités continuera inexorablement à se détériorer, passant de 1,7 aujourd'hui à 1,3 à l'horizon 2070.

Fort de ces chiffres qui sont sur la place publique, Bruno Le Maire, en tant que ministre des Finances, est aujourd'hui pratiquement le seul à réclamer à cor à cri « qu'on accepte tous ensemble de travailler plus ». « Dès que la crise économique sera derrière nous, il faudra une réforme des retraites. »

Toute l'économie doit se mobiliser

Ce serait pourtant une erreur d'imaginer qu'il suffirait de ravauder le système de pensions pour traiter le problème. La solution se jouera bien en amont, comme le reconnaît François Bayrou, dans son texte programmatique de Haut Commissaire du Plan (« Et si la Covid durait ? ») : « Ne serait-ce que pour assurer la soutenabilité financière de notre système de protection sociale... la nécessité doit s'imposer de reconstruire autant que possible un tissu d'entreprises industrielles, artisanales, agricoles, et de services qui fasse de la France, un pays créatif, productif et d'emplois. » Un pays vieillissant se doit de constituer un capital productif et investir.

Le modèle à cet égard est le Japon, à la fois champion du monde de l'espérance de vie et de la dénatalité, au point que sa population a déjà perdu 2 millions par rapport à son pic historique. Mais l'archipel est également un laboratoire comme l'explique Frédéric Burguière, économiste spécialiste de l'Asie : « Depuis trente ans le Japon a complètement réadapté son économie. L'âge légal de la retraite est désormais compris entre 65 et 75 ans, le pays connaît le plein-emploi, il dégage des excédents extérieurs substantiels et ses efforts massifs de R&D (3,27 % du PIB) contribuent à avoir une industrie haut de gamme, ce qui est essentiel pour un pays vieillissant obligé de miser sur une très forte productivité de sa main-d'oeuvre. »

À l'opposé la France ne cesse d'accumuler les déficits extérieurs depuis 2003 et les multinationales françaises sont les championnes mondiales de la délocalisation. Les effectifs de leurs filiales à l'étranger représentent désormais 62 % du total de l'emploi industriel en France (contre 38 % en Allemagne), s'inquiète le think-tank public France Stratégie dans une étude

récente. Cette force de frappe offshore est-elle un trésor pour nos vieux jours et le gage de dividendes rapatriés en France ? Pas vraiment dans la mesure où 42,2 % du capital des entreprises du CAC 40 sont détenus par des investisseurs étrangers selon la Banque de France.

### Un pacte productif entre générations

La crise sanitaire a remis au premier plan les conflits de générations. Le « quoi qu'il en coûte » ne privilégie-t-il pas les vieux alors que le COR nous rabâche que « *le niveau de vie moyen des retraités est légèrement supérieur (de l'ordre de 2,9 %) à celui de l'ensemble de la population* » ? Question lancinante qu'Emmanuel Macron avait tranchée en avril 2019 à l'issue du « grand débat » post- « gilets jaunes », renvoyant les générations dos à dos : « *On travaille moins dans la vie tout entière et moins rapporté à l'année.* »

Le président se fondait sur une étude de l'OCDE indiquant que sur l'ensemble du cycle de vie, de la naissance à la mort, les Français travaillent 634,8 heures par an, contre 715,8 heures en moyenne dans l'Union européenne et 1 048,5 heures en Corée. Quant aux jeunes Français de 15-24 ans, ils ne sont que 30,5 % à avoir une activité professionnelle (42 % dans l'OCDE). Puis « *les comparaisons internationales montrent que la population des 15 à 64 ans est sous-employée mais aussi sous-qualifiée, au vu des différents tests comparatifs menés notamment par l'OCDE* », rappelle l'économiste du CNRS André Masson dans la revue *Futuribles* (« Génération : solidarités et conflits »). Et enfin dans la troisième étape de la vie, le Français bénéficiera de sa retraite pendant vingt-cinq ans, cinq années de plus que la moyenne OCDE.

Au moment du bilan, le chef de l'État pourra se targuer d'avoir fait ce que ses deux prédécesseurs avaient rêvé en créant (2020) la « cinquième branche de la Sécurité sociale » consacrée à la dépendance. Reste à trouver un financement à la CNSA, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Sa présidente, Marie-Anne Montchamp, a proposé le mois dernier de relever de 0,28 % la CSG au profit de la CNSA... L'intendance suivra ? Le moteur productif, ressource en dernier ressort, en sera-t-il capable ?

# Une "écriture excluante" qui "s'impose par la propagande" : 32 linguistes listent les défauts de l'écriture inclusive

Par Tribune collective

Publié le 18/09/2020 à 19:09



**"Outre ses défauts fonctionnels, l'écriture inclusive pose des problèmes à ceux qui ont des difficultés d'apprentissage et, en réalité, à tous les francophones soudain privés de règles et livrés à un arbitraire moral." Bien que favorables à la féminisation de la langue, plusieurs linguistes estiment l'écriture inclusive profondément problématique.**

Présentée par ses promoteurs comme un progrès social, l'écriture inclusive n'a paradoxalement guère été abordée sur le plan scientifique, la linguistique se tenant en retrait des débats médiatiques. Derrière le souci d'une représentation équitable des femmes et des hommes dans le discours, l'inclusivisme désire cependant imposer des pratiques relevant d'un militantisme ostentatoire sans autre effet social que de produire des clivages inédits. Rappelons une évidence : la langue est à tout le monde.

## LES DÉFAUTS DE L'ÉCRITURE INCLUSIVE

Les inclusivistes partent du postulat suivant : la langue aurait été "masculinisée" par des grammairiens durant des siècles et il faudrait donc remédier à l'"invisibilisation" de la femme dans la langue. C'est une conception inédite de l'histoire des langues supposant une langue originelle "pure" que la gent masculine aurait pervertie, comme si les langues étaient sciemment élaborées par les locuteurs. Quant à l'"invisibilisation", c'est au mieux une métaphore mais certainement pas un fait objectif ni un concept scientifique.

Si la féminisation est bien une évolution légitime et naturelle de la langue, elle n'est pas un principe directeur des langues

Nous relèverons simplement ici quelques défauts constitutifs de l'écriture inclusive et de ses principes.

- La langue n'a pu être ni masculinisée, ni féminisée sur décision d'un groupe de grammairiens, car la langue n'est pas une création de grammairiens — ni de grammairiennes. Ce ne sont pas les recommandations institutionnelles qui créent la langue, mais l'usage des locuteurs. L'exemple, unique et tant cité, de la règle d'accord "le masculin l'emporte sur le féminin" ne prétend posséder aucune pertinence sociale. C'est du reste une formulation fort rare, si ce n'est mythique, puisqu'on ne la trouve dans aucun manuel contemporain, ni même chez Bescherelle en 1835. Les mots féminin et masculin n'ont évidemment pas le même sens appliqués au sexe ou à la grammaire : trouver un quelconque privilège social dans l'accord des adjectifs est une simple vue de l'esprit.
- Si la féminisation est bien une évolution légitime et naturelle de la langue, elle n'est pas un principe directeur des langues. En effet, la langue française permet toujours de désigner le sexe des personnes et ce n'est pas uniquement une affaire de lexique, mais aussi de déterminants et de pronoms ("Elle est médecin"). Par ailleurs, un nom de genre grammatical masculin peut désigner un être de sexe biologique féminin ("Ma fille est un vrai génie des maths") et inversement ("C'est Jules, la vraie victime de l'accident"). On peut même dire "un aigle femelle" ou "une grenouille mâle"...

## UNE ÉCRITURE EXCLUANTE

La langue n'est pas une liste de mots dénués de contexte et d'intentions, renvoyant à des essences. Il n'y a aucune langue qui soit fondée sur une correspondance sexuelle stricte. Autrement, le sens des mots serait déterminé par la nature de ce qu'ils désignent, ce qui est faux. Si c'était le cas, toutes les langues du monde auraient le même système lexical pour désigner les humains. Or, la langue n'a pas pour principe de fonctionnement de désigner le sexe des êtres : dire à une enfant "Tu es un vrai tyran" ne réfère pas à son sexe, mais à son comportement, indépendant du genre du mot.

- Les formes masculines du français prolongent à la fois le masculin (*librum*) et le neutre (*templum*) du latin et font donc fonction de genre "neutre", c'est-à-dire par défaut, ce qui explique qu'il intervienne dans l'accord par résolution (la fille et le garçon sont partis), comme indéfini (ils ont encore augmenté les impôts), impersonnel (il pleut), ou neutre (c'est beau). Il n'y a là aucune domination symbolique ou socialement interprétable. Quand on commande un lapin aux pruneaux, on ne dit pas un.e lapin.e aux pruneaux...
- La langue a ses fonctionnements propres qui ne dépendent pas de revendications identitaires individuelles. La langue ne détermine pas la pensée — sinon tous les francophones auraient les mêmes pensées, croyances et représentations. Si la langue exerçait un pouvoir "sexiste", on se demande comment Simone de Beauvoir a pu être féministe en écrivant en français "patriarcal". L'évidence montre que l'on peut exprimer toutes les pensées et les idéologies les plus antithétiques dans la même langue.

Ces formes fabriquées ne relèvent d'aucune logique étymologique et posent des problèmes considérables de découpages et d'accords

- En français, l'orthographe est d'une grande complexité, avec ses digraphes (eu, ain, an), ses homophones (eau, au, o), ses lettres muettes, etc. Mais des normes permettent l'apprentissage en combinant phonétique et morphologie. Or, les pratiques inclusives ne tiennent pas compte de la construction des mots : tou.t.e.s travailleur.se.s créent des racines qui n'existent pas (tou-, travailleur-). Ces formes fabriquées ne relèvent d'aucune logique étymologique et posent des problèmes considérables de découpages et d'accords.
- En effet, les réformes orthographiques ont normalement des objectifs d'harmonisation et de simplification. L'écriture inclusive va à l'encontre de cette logique pratique et communicationnelle

en opacifiant l'écriture. En réservant la maîtrise de cette écriture à une caste de spécialistes, la complexification de l'orthographe a des effets d'exclusion sociale. Tous ceux qui apprennent différemment, l'écriture inclusive les exclut : qu'ils souffrent de cécité, dysphasie, dyslexie, dyspraxie, dysgraphie, ou d'autres troubles, ils seront d'autant plus fragilisés par une graphie aux normes aléatoires.

- Tous les systèmes d'écriture connus ont pour vocation d'être oralisés. Or, il est impossible de lire l'écriture inclusive : cher.e.s ne se prononce pas. Le décalage graphie / phonie ne repose plus sur des conventions d'écriture, mais sur des règles morales que les programmes de synthèse vocale ne peuvent traiter et qui rendent les textes inaccessibles aux malvoyants.

L'écriture inclusive pose des problèmes à tous ceux qui ont des difficultés d'apprentissage

- On constate chez ceux qui la pratiquent des emplois chaotiques qui ne permettent pas de produire une norme cohérente. Outre la prolifération de formes anarchiques ("Chere.s collègu.e.s", "Cher.e.s collègue.s", etc.), l'écriture inclusive est rarement systématique : après de premières lignes "inclusives", la suite est souvent en français commun... Si des universitaires militants ne sont pas capables d'appliquer leurs propres préceptes, qui peut le faire ?
- L'écriture inclusive, à rebours de la logique grammaticale, remet aussi radicalement en question l'usage du pluriel, qui est véritablement inclusif puisqu'il regroupe. Si au lieu de "Les candidats sont convoqués à 9h00" on écrit "Les candidats et les candidates sont convoqué.e.s à 9h00", cela signifie qu'il existe potentiellement une différence de traitement selon le sexe. En introduisant la spécification du sexe, on consacre une dissociation, ce qui est le contraire de l'inclusion. En prétendant annuler l'opposition de genre, on ne fait que la systématiser : l'écriture nouvelle aurait nécessairement un effet renforcé d'opposition des filles et des garçons, créant une exclusion réciproque et aggravant les difficultés d'apprentissage dans les petites classes.

Outre ses défauts fonctionnels, l'écriture inclusive pose des problèmes à tous ceux qui ont des difficultés d'apprentissage et, en réalité, à tous les francophones soudain privés de règles et livrés à un arbitraire moral. La circulaire ministérielle de novembre 2017 était pourtant claire et, tout en valorisant fort justement la féminisation quand elle était justifiée, demandait "ne pas faire usage de l'écriture dite inclusive" : des administrations universitaires et municipales la bafouent dans un coup de force administratif permanent. L'usage est certes roi, mais que signifie un usage militant qui déconstruit les savoirs, complexifie les pratiques, s'affranchit des faits scientifiques, s'impose par la propagande et exclut les locuteurs en difficulté au nom de l'idéologie ?

Tribune rédigée par les linguistes Yana Grinshpun (Sorbonne Nouvelle), Franck Neveu (Sorbonne Université), François Rastier (CNRS), Jean Szlamowicz (Université de Bourgogne).

### **SIGNÉE PAR LES LINGUISTES :**

- Jacqueline Authier-Revuz (Sorbonne nouvelle)
- Mathieu Avanzi (Sorbonne Université)
- Samir Bajric (Université de Bourgogne)
- Elisabeth Bautier (Paris 8-St Denis)
- Sonia Branca-Rosoff (Sorbonne Nouvelle)
- Louis-Jean Calvet (Université d'Aix-Marseille)
- André Chervel (INRP/Institut Français de l'Éducation)
- Christophe Cusimano (Université de Brno)

- Henri-José Deulofeu (Université d'Aix-Marseille)
- Anne Dister (Université Saint-Louis, Bruxelles)
- Pierre Frath (Université de Reims)
- Jean-Pierre Gabilan (Université de Savoie)
- Jean-Michel Géa (Université de Corte Pascal Paoli)
- Jean Giot (Université de Namur)
- Astrid Guillaume (Sorbonne Université)
- Pierre Le Goffic (Sorbonne Nouvelle)
- Georges Kleiber (Université de Strasbourg)
- Mustapha Krazem (Université de Lorraine)
- Danielle Manesse (Sorbonne Nouvelle)
- Luisa Mora Millan (Université de Cadix)
- Michèle Noailly (Université de Brest)
- Thierry Pagnier (Paris 8- St Denis)
- Xavier-Laurent Salvador (Paris 13-Villetaneuse)
- Georges-Elia Sarfati (Université d'Auvergne)
- Agnès Steuckardt (Université Paul Valéry, Montpellier)
- Georges-Daniel Véronique (Université d'Aix-Marseille)
- Chantal Wionet (Université d'Avignon)
- Anne Zribi-Hertz (Paris 8- St Denis)

REGIERUNGSSCHANCEN DER GRÜNEN:

# Verführerische Trugblüten

- VON MARCO WEHR
- -AKTUALISIERT AM 27.04.2021-19:42



Die Selbstblockade des konservativen Lagers gibt den Grünen gute Chancen, in die nächste Regierung zu gelangen. Ihr größter Gegner ist die Wirklichkeit. Ein Gastbeitrag.

Ich war in meinem ganzen Leben an keinem Thema so sehr interessiert wie an diesem über Orchideen“, schrieb Charles Darwin in einem Brief 1861. Tatsächlich sind diese Blumen nicht nur schön. Sie haben im Laufe der Evolution auch Strategien entwickelt, die an Raffinesse kaum zu übertreffen sind. Könnten uns diese Strategien aus dem Reich der Biologie helfen, ein Rätsel in der Politik zu beleuchten? Wie ist der Erfolg der Grünen zu erklären? Und warum leiden die früheren Platzhirsche **CDU** und **SPD** an einer rätselhaften Schwindsucht und sind nur noch ein Schatten ihrer selbst? Tatsächlich existieren Parallelen.

Der tropische Regenwald ist in seinem Herzen finster. Von den Kronen der Urwaldriesen beschattet, fällt auf den Boden fast kein Licht. Wer von der Dunkelheit ins Helle will, muss sich mit brachialer Kraft nach oben kämpfen und selbst zum Giganten werden, oder er braucht, wie die Orchideen, einen ausgeklügelten „Plan“. Der Wind hebt ihre Samen in die Kronen der höchsten Bäume, wo sie auf den Ästen zu liegen kommen. Damit scheint ihr Schicksal besiegelt zu sein. Überall strecken Pilze ihre Tentakeln nach ihnen aus. Doch der Same der Orchidee ist ein Opfer, das dem Jäger auflauert. Nicht der Pilz frisst den Samen. Der Same zwingt den Pilz, sich seinem Regime zu beugen. Er muss der wachsenden Orchidee die Nährstoffe liefern, die sie selbst nicht zu schaffen in der Lage ist.

Nimmt man einen Szenenwechsel vor, dann profitieren auch die Grünen von einem zwielichtigen Spieler im Hintergrund. Es gibt ein unsichtbares Band zwischen ihnen und der **AfD**. Ohne die AfD sind die Wahlerfolge der Grünen und die sich daraus ergebende Regierungsverantwortung in den Bundesländern schwer vorstellbar. Auch hier handelt es sich um eine asymmetrische Beziehung, aus der die Grünen im Besonderen und die Linksparteien im Allgemeinen einen großen Vorteil ziehen.

## Moralische Fassaden

Man betrachte die Ergebnisse der diesjährigen **Landtagswahl** in Baden-Württemberg: In der Summe ergeben die grün-roten Stimmen 47,2 Prozent der Stimmen. Die Anhänger einer liberal-konservativen Politik kommen auf 47,3 Prozent. Die Gruppen sind also gleich stark. Aber dieser Gleichstand wird sich niemals in vergleichbaren Machtverhältnissen niederschlagen. Das liegt an der AfD, die in Deutschland zur Oppositionspartei verdammt ist. Alle anderen Parteien verweigern die Zusammenarbeit. Damit wird die AfD zum Garanten links-grüner Macht. Sie schwächt das konservativ-liberale Lager um den entscheidenden Anteil ihrer Stimmen.

Doch die Grünen sind auch verführerisch. In der Moral haben sie in Deutschland das Maß gesetzt. Sie stehen für Werte, die jeder vernünftige Mensch im ersten Moment direkt zu unterschreiben bereit wäre. Wer kann gegen die Erhaltung unseres Lebensraum sein? Wer möchte keine weltoffene internationale Gesellschaft? Und was spricht gegen Toleranz für fünfzig Geschlechter aller Art? Diese Werte haben eine betörende Anziehungskraft. Weil es sich die Grünen aber lieber im moralischen Ideenhimmel bequem machen, als sich den Fakten zu stellen, stehen die Werte der Realisierung der praktischen Ziele im Weg und führen zum Gegenteil des Gewünschten.

Die Beispiele sind Legion: Das Erneuerbare-Energien-Gesetz (EEG), zentraler Eckpfeiler der Energiewende, wurde ursprünglich von den rot-grünen Regierungskoalitionen unter [Gerhard Schröder](#) mit Aplomb auf den Weg gebracht. Dieses Gesetzeswerk ist in seinem Geiste ein planwirtschaftliches und leider auch ineffizientes Instrument. Es verschließt sich der wesentlichen Frage, wie es unter Einsatz der vorhandenen finanziellen Mittel gelingen kann, so viel CO<sub>2</sub> wie möglich zu vermeiden. Stattdessen werden einseitig Windkraft und Solartechnik gefördert. Vor allen Dingen die Solartechnik hat vergleichsweise hohe CO<sub>2</sub>-Vermeidungskosten.

## **Liberalkonservative Mimikry**

Zu allem Überfluss ist das EEG bis heute ein bürokratischer Moloch. So untergräbt das byzantinische Gesetzeswerk, dessen Konstruktionsfehler von den folgenden Regierungskoalitionen im Wesentlichen fortgeführt wurden, als rot-grünes Residuum bis in unsere Zeit eine ernsthafte und effektive Ökologie. Die Zahlen sprechen eine deutliche Sprache. Egal, ob man sich die Treibhausgas-Emissionen pro Kopf anschaut oder diverse Klimaschutz-Indizes: Deutschland dümpelt im europäischen Mittelfeld. Unser Land wird hier nicht nur von den pragmatischen Briten überflügelt, es liegt auch deutlich unter den Werten der Europäischen Union in ihrer Gesamtheit. Es gäbe wesentlich effizientere und wirkungsvolle Formen des Klimaschutzes.

Die Multi-Kulti-Migrationspolitik als Erfolg zu bezeichnen ist gleichfalls gewagt. Bis heute gelingt es dem linken Teil des deutschen Parteienspektrums nicht, aufgeschlossene Migranten, welche die deutsche Sprache lernen, um hier zu arbeiten und zum Gemeinwesen beizutragen, von denen zu trennen, die es sich im sozialen Netz gemütlich einrichten. Das hat irritierende Konsequenzen. Menschen werden abgeschoben, die fließend Deutsch sprechen, eine Familie haben und mehr als zehn Stunden für diese arbeiten, während Clan-Kriminelle mit hochmotorisierten Boliden vor dem Sozialamt vorfahren, um ihre Stütze abzuholen.

Auch die aggressive Geschlechterpolitik, die im Moment die Schlagzeilen beherrscht, ist nicht geeignet, Toleranz zu fördern. Beim Versuch Minderheiten vor Diskriminierung zu schützen, greift sie selbst zu rassistischen Schablonen wie dem „alten, weißen Mann“. In akademischen Kreisen beginnen sich Menschen zu schämen, wenn sie zu ihrem biologischen Geschlecht stehen. Der Vorwurf lautet „Heteronormativität“. So mündet die grüne Identitätspolitik im Tribalismus, wie Alexander Zinn an dieser Stelle ausführte (F.A.Z. vom 16. März).

So unterliegt das Faktische dem Idealen. In diesem Zusammenhang gibt es ein weiteres Paradox zu bestaunen: So wie die Orchidee den Urwaldriesen braucht, damit sie zum Licht kommt, so brauchen die Grünen Menschen, die das Geld erwirtschaften, das sie mit generöser Geste verteilen. Nur dankbar sind sie nicht. Erfolgreiche Unternehmen werden nicht dafür geschätzt, dass sie durch die Steuern, die sie abführen, einen gut ausgestatteten Sozialstaat möglich machen. Sie werden als kapitalistisch geziehen und mit Verachtung gestraft.

Im Bestreben, den Erfolg der Grünen zu kopieren, geben sich liberal-konservative Parteien einer selbstzerstörerischen Mimikry hin. Das enttäuscht zum Beispiel Wähler der CDU. Die wählen dann lieber das Original oder wenden sich aus Trotz der AfD zu, womit ihre Stimmen unwirksam werden. Der Salto rückwärts von Kanzlerin Merkel beim Atomausstieg, das Aushebeln des Dublin-Abkommens bei der Massenmigration, der laxer Umgang mit den Maastricht-Vereinbarungen, die Zögerlichkeit, das kriminelle Verhalten von Clans als solches zu bezeichnen, hat zum Verlust von Stammwählern geführt.

Der gravierende Denkfehler dieser opportunen Politik liegt in dem Umstand, dass eine Partei wie die CDU von dieser Anbiederung nicht profitiert. Im Gegenteil. Der Zustrom der Wähler zur AfD schwächt bürgerliche Standpunkte. Wie oben begründet, führt das zur Stärkung eines weltfremden grünen Idealismus. Für die liberal-konservativen Parteien besteht die einzige Lösung darin, ehrliche Politik zu machen und den noch nicht radikalisierten AfD-Wählern Lösungen anzubieten, die sie zurückholen und ihren Stimmen wieder Wirksamkeit geben. Tun sie das nicht, werden sie über Jahrzehnte die bestehenden Machtverhältnisse zementieren, und je weiter sie in die grüne Falle laufen, desto stabiler wird dieser Prozess.

**Marco Wehr** ist Physiker und Philosoph. Er ist Gründer und Leiter des Philosophischen Labors in Tübingen ([www.philab.de](http://www.philab.de)).  
Quelle: F.A.Z.

# Je Suis Sarah

**The murder of a Jewish grandmother has exposed Europe's blind spot on anti-Semitism.**

BRENDAN O'NEILL

EDITOR

26th April 2021

---

People across the world know the name George Floyd. They followed the trial of Derek Chauvin with bated breath. They cheered and wept when Chauvin was found guilty of murdering Floyd last week. But how many people know the name Sarah Halimi? How many people know of the exceptional brutality of her murder? And how many people know that at the precise moment they were celebrating the conviction of Chauvin, thousands of people were swarming on to the streets of Paris to [protest the glaring, bemusing failure to convict Halimi's killer?](#)

Sarah Halimi was a Jewish woman who lived in the 11th district of Paris. She was a retired doctor and schoolteacher. She had three children and grandchildren too. She was 65 years old when, on 4 April 2017, a male Muslim neighbour, Kobili Traoré, [broke into her apartment and killed her](#). He tortured her and defenestrated her, throwing her from her balcony to her death three storeys below. As he committed this barbaric act he continually shouted 'Allahu akbar'. He recited passages from the Koran. When he was done he said: 'I have killed the devil.'

To most people this would appear to be a chilling and bloody act of [anti-Semitic](#) hate. Halimi's family sees it that way. Sarah's brother believes it was an Islamist terror attack. Many French Jews see the slaughter of Halimi as yet another anti-Jewish hate crime, of which there have been a disturbing number in [France](#) in recent years. The massacre of a teacher and children at a Jewish school in Toulouse in 2012; the murder of four Jews in the kosher supermarket siege in Paris in 2015; the murder of 85-year-old Holocaust survivor Mireille Knoll in her apartment in Paris in 2018.... The Jews of France have been rocked by many sickening acts of racist violence in recent years, and the killing of Halimi by a disturbed Muslim screaming 'Allahu akbar' seemed to have been another.

Yet the French authorities viewed it a little differently. In December 2020 the court of appeals decreed that Kobili Traoré could not be held responsible for his actions. Traoré is a criminal with more than 20 convictions. He was a drug dealer and drug-taker. The courts ruled that on the night of 4 April 2017 he was high on cannabis and was experiencing a 'delirious episode'. Last week the high court upheld that decision.

It confirmed that there was an anti-Semitic element in the attack but ruled that Traoré is mentally unfit to stand trial. No one will be convicted for killing this 65-year-old Jewish grandmother.

The court's decisions have caused a storm in France. Even [President Macron](#) has called for 'clarity' over the killing. Three months after Halimi was killed, Macron accused France of being too quiet about this barbaric act. 'We were silent because we did not want to see', he said. At the weekend, [thousands of people](#) took to the streets of Paris, Bordeaux, Marseille, Lyon and Nice – as well as Tel Aviv, Rome, London and New York – to demand '*Justice pour Sarah*'.

**People's sense of shock and betrayal was captured well by Bernard-Henri Lévy. 'A man who savagely beat and murdered an old Jewish woman while screaming "Allahu akbar" is set free because he was high. Another man in France recently received a prison sentence for killing a dog', he wrote.** The Simon Wiesenthal Center has expressed concern about the message that might be sent to other violent-minded anti-Semites – namely, that you can potentially get away with racist murder if you take some drugs beforehand. '**Snort drugs to kill a Jew**', said the Center's director for international relations, [Shimon Samuels](#).

It isn't only the legal rulings that are discomfiting. There's also the *silence*. Yes, thousands of people valiantly demonstrated for justice for Sarah Halimi. But where is the broader global outrage? Where is the social-media campaigning? Where is the knee-taking? **Where are the corporations insisting that Jewish Lives Matter?** Where, even, are the women's rights campaigners? As Lévy says, there has been 'silence' from feminist groups in France: '[They] typically do such remarkable work in support of battered women, but had nothing to say about this case.'

The dearth of global concern about what is happening to Jews in France, the absence of progressive agitation in defence of this minority group, is a grim sign of the times. It confirms that anti-Semitism is not taken as seriously as other forms of [racial](#) hatred. We see this in the US and the UK too. Violent attacks on Jews in New York, many of them carried out by African-American males, rarely make waves in the way that police assaults on black men do. The left in the UK suffers from a bizarre tic in relation to anti-Semitism – mention it to them and watch them instantly spout the words, 'And what about [Islamophobia](#)? What about anti-black hatred?'

**One reason the woke elites are so unwilling to grapple with the new anti-Semitism in France and other parts of Europe is because of who the perpetrators often are – Muslims. All of the murderous racist assaults in France mentioned above were carried out by Muslims. Anti-Semitic attacks are rising in France – in 2017 almost 40 per cent of racist violent assaults in France were targeted at Jews, even though Jews account for less than one per cent of the French population. And at least until 2011 – when France stopped recording the identities of those who commit anti-Semitic crimes – Muslims had been the 'largest group**

identified as perpetrators' of this form of racist violence, as the *New York Times* [reported](#). **Günther Jikeli, a German historian who has extensively studied Muslim anti-Semitism in Europe, has described it as a 'blindingly obvious' problem, but one that few people want to talk about.**

**This moral cowardice** in relation to new forms of anti-Semitism **is shaped at least in part by the politics of identity**. Identitarians divide humankind into rigid categorisations of 'privileged' and 'oppressed'. Muslims are seen as 'oppressed' – hence every criticism of their faith or behaviour is denounced as 'punching down' – while Jews are seen as 'privileged'. **And how can an 'oppressed' people play a role in the racist tormenting of a 'privileged' people? It doesn't compute.** And so it is ignored. **It is now seen as virtually Islamophobic to talk about Muslim anti-Semitism.** Raising concerns about the racial vilification of Jews is itself seen as a racist dog-whistle, a sly attempt to demonise all Muslim people. Jews are abandoned to preserve the orthodoxies of identitarianism. **Such is the moral disarray and inhumanity of identity politics today.**

We need justice for Sarah. We also need to take seriously the growing evil of anti-Semitism. And we need to explore how those who pose as progressive have thrown petrol on the fire of this racial hatred with their evasion, their denialism and their divisiveness.

**Brendan O'Neill** is editor of *spiked* and host of the *spiked* podcast, [The Brendan O'Neill Show](#). Subscribe to the podcast [here](#). And find Brendan on Instagram: [@burntoakboy](#)

GENDERN AN DER HOCHSCHULE:

# Freiheit mit und ohne Sternchen

- EIN KOMMENTAR VON SASCHA ZOSKE
- -AKTUALISIERT AM 27.04.2021-22:56



Die Uni Kassel lässt prüfen, ob Dozenten Gender-Verweigerern Punkte abziehen dürfen. Egal, was die Juristen raten: Niemand sollte zum Gebrauch „geschlechtersensibler“ Sprache genötigt werden.

Zur Freiheit gehört immer auch die Möglichkeit, eine Sache nicht zu tun. Daran sollten alle Kasseler Professoren denken, wenn das nun von ihrer Uni angekündigte Rechtsgutachten zu dem Schluss käme, schlechtere Noten für Gender-Verweigerer seien in Ordnung. Eben mit dem Verweis auf die Freiheit der Lehre hatte die Hochschule eine solche Praxis in ihren Hinweisen zur Geschlechtergerechtigkeit zwar nicht gefordert, aber für möglich erklärt.

Nachdem der Lehramtsstudent Lukas Honemann medienwirksam von einem Punktabzug für den Gebrauch des generischen Maskulinums berichtet hatte, teilte die Uni nun mit, sie werde ihre Empfehlungen zu diesem Thema juristisch überprüfen lassen.

Wobei Präsident Reiner Finkeldey nach wie vor der Ansicht ist, dass gendergerechte Sprache „neben vielen anderen Maßnahmen zur Gleichstellung und Diversität mit dazu beiträgt, Diskriminierung entgegenzuwirken und abzubauen“.

Weil aber eine große Zahl von Menschen eher glaubt, dass hierdurch das richtige Ziel auf dem falschen Weg angesteuert wird, tun Dozenten an allen Hochschulen gut daran, dieses Kriterium bei der Notengebung außen vor zu lassen – unabhängig von der rechtlichen Bewertung.

## Eigene Abwägung der Studenten

Wer in Hausarbeiten oder Klausuren durch das Plazieren von Sternchen und Doppelpunkten in der Mitte von Wörtern seine Fortschrittlichkeit beweisen möchte, der soll das ohne nachteilige Folgen tun können. Ebenso darf aber auch niemandem ein Schaden erwachsen, der auf diese kommode Art von gesellschaftlichem Engagement verzichtet.

Die Wahl zwischen einer Sprache, die verständlich und ästhetisch ist, und einer, die (angeblich) alle gesellschaftlichen Gruppen einbezieht, ist eine Güterabwägung, die eine Hochschule angehenden Akademikern ruhig selbst überlassen darf.

Freiheit umfasst indes auch immer die Option, die eigene Meinung zu revidieren. Daher gelobt der Verfasser dieses Kommentars, seine Ansichten zur „geschlechtergerechten Sprache“ noch einmal zu überdenken.

Und zwar an jenem Tag, an dem die erste Bundeskanzlerin, Nobelpreisträgerin oder Dax-Konzern-Chefin öffentlich erklärt, sie hätte niemals eine solch glänzende Karriere gemacht, wäre sie von ihrer Uni bei der Erstsemesterbegrüßung nicht als „Student\*in“ willkommen geheißen worden.

DENTITÄTSPOLITIK UND KANON:

## Ist klassische Musik kolonialistisch?

- VON CHRISTIANE WIESENFELDT
- -AKTUALISIERT AM 27.04.2021-21:18



Die südafrikanische Sopranistin Pretty Yende im September 2019 in Paris, wo sie die Partie der Violetta in Giuseppe Verdis „La traviata“ sang. Bild: AFP

Die Angriffe auf die globale Dominanz eines Werkkanons mit Bach und Beethoven im Zentrum werden immer heftiger. Populisten, Akademiker und Künstler beteiligen sich daran. Die Gründe sind oft ökonomischer Natur. Ein Gastbeitrag.

Dass kultureller Wandel nicht mehr in Jahrhundertschritten, sondern beinahe tagesaktuell geschieht, ist an kaum einem Begriff so gut sichtbar wie am Kanon. Konnte [Marcel Reich-Ranicki](#) vor zwanzig Jahren noch behaupten, dass ohne Kanon „nur Willkür, Beliebigkeit und Chaos und, natürlich, Ratlosigkeit“ existiere, und auf die journalistische Nachfrage nach dem Sinn irritiert reagieren, man müsse schließlich einen „Rückfall in die Barbarei“ vermeiden („Der Spiegel“ vom 18. Juni 2001), so hat die Kanon-Dämmerung mittlerweile alles und jeden erreicht, der sich mit Kultur befasst. Niemand glaubt heute noch ernsthaft daran, einen alle Menschen gleichermaßen befriedigenden Kanon aus Literatur, Musik oder Kunst aufstellen zu können. Und wäre die 1977 ins All geschossene Raumsonde „Voyager“ noch erreichbar, die von 27 Musikstücken des Planeten Erde dreimal Bach und zweimal Beethoven für extraterrestrische Finder dokumentiert, wäre sie längst von Kanonkritikern wieder zurückgewünscht worden. Für die nächsten fünfhundert Millionen Jahre wird sie nun einen klingenden Kanon in andere Galaxien tragen, der in seiner Zusammenstellung schon jetzt kaum mehr ist als ein historisches Dokument.

Während eine konstruktive Debatte um die Flexibilisierung des seit dem neunzehnten Jahrhundert etablierten Kanons aus west- und mitteleuropäischen Meisterwerken nur zu begrüßen ist, weil sich moderne Kultur nur in steter Selbstreflexion selbst erhalten kann, hat das Thema seit einigen Jahren eine unangenehme ideologische Schlagseite erhalten. Historisch gesehen ist das zunächst einmal ein alter Hut: Wenn vermeintlich oder tatsächlich „von oben“ angeordnete Kunst andere Kunst zu lange verdrängt oder auch nur behindert, setzt eine Dynamik um Altes und Neues ein, die in fruchtbare Achsenzeiten mündet, die aus der historischen Rückschau oft nachhaltige ästhetische Impulse gegeben haben und als wegweisend erkannt worden sind. Insofern könnte man sich nun getrost zurücklehnen und der postkanonischen Debatte zuversichtlich lauschen. Allerdings: Der Kanon taucht in den aktuellen Diskussionen immer seltener als kreative Herausforderung für Kulturschaffende auf, sondern als Reizwort. Er ist, und dies oft unreflektiert, zum pauschalen Sinnbild für falsche Realitäten in der Vergangenheit und Gegenwart geworden. Dabei wird nicht mehr zwischen dem von Menschen konstruierten Kanon und seinem künstlerischen Inhalt unterschieden, mit dem Ergebnis, dass eine Feindseligkeit gegen klassische Musik in akademischer Lehre, musikalischer Ausbildung und im Konzertwesen international Fahrt aufnimmt und seltsame Blüten treibt.

## **Populisten blasen zum Sturm**

Die Hintergründe sind vielfältig, komplex und hochdynamisch. Zum einen ist im Gefolge der populistischen Parteienlandschaft in westlichen Industriegesellschaften eine zunehmende Abneigung gegen klassische Musik spürbar, da diese – geordnet im Kanon, den auch Populisten aus der Schule kennen – eine als strittig empfundene Gesellschaftsordnung widerspiegeln. In die Kritik eingeschlossen ist oft die zeitgenössische Musik oder das moderne Regietheater, die immer öfter zur Zielscheibe von populistischen Politikern werden. Dabei geht es nur vordergründig um vertrauliche Geschmacksgemeinschaft und somit eine wahlstrategische Anbieterung bei Liebhabern volkstümlicher oder populärer Musik beziehungsweise traditioneller Inszenierungen, hintergründig aber um die mit der klassischen (und zeitgenössischen) Musik verbundenen üppigen Fördertöpfe. Zum anderen ist mit der „Black Lives Matter“-Bewegung ein wichtiges Thema in die Kanon-Debatte getreten und hat über die Vereinigten Staaten und Großbritannien auch Deutschland erfasst. Zwar ist die Dynamik hierzulande noch vergleichsweise moderat, vielleicht weil Deutschland über keine Kolonialvergangenheit im großen Stil verfügt und vergleichsweise wenig Angriffsfläche bietet. Doch sind die angloamerikanischen Forderungen der Dekolonialisierung des musikalischen Kanons, der im Wesentlichen von deutschsprachigen Komponisten stammt, mittlerweile dröhnend geworden, lassen immer neu aufhorchen und, nicht selten, aufschrecken.

Die Kritik richtet sich gegen die sogenannte „Western“ oder „European Classical Music“, deren Kanon als Ergebnis europäischer Kolonialpolitik und deren Dominanz im Musikbetrieb als unzeitgemäß verstanden wird. Der kulturpolitische Druck auf die Institutionen ehemaliger Kolonialstaaten, sich zu diesem Umstand zu verhalten, ist groß, der Streitwert enorm. So fühlte sich kürzlich ein Musikprofessor der University of Oxford dazu berufen, der englischen Boulevardpresse seinen Entschluss mitzuteilen, künftig „less White European“ unterrichten zu wollen („Daily Mail“ vom 29. März 2021). Die neue Selbstevaluation der Musikszene umfasst auch das Hinterfragen didaktischer Praktiken und ihrer Angemessenheit. Hierzu zählen sowohl sprachliche Aspekte, etwa, ob in Südafrika ein Unterricht auf Englisch überhaupt noch zu rechtfertigen oder nicht durch translinguale Modelle zu ersetzen sei, ebenso wie Fragen, ob das weltweit etablierte Vom-Blatt-Singen in der Chorausbildung als ehemals missionarische und koloniale Praxis nicht abgeschafft werden müsste.

## **Streit an den Universitäten**

Bezweifelt werden auch die Curricula der Musiktheorie: So begann Philip Ewell in der September-Ausgabe 2020 der „Music Theory“ das Nachdenken über seine Tätigkeit mit dem Satz „Music theory is white“, womit er die historischen Protagonisten des Faches ebenso meinte wie ihre Gegenstände. Dass Ewell mit Heinrich Schenker einen jüdischen Musiktheoretiker als „weißen“ Vertreter einer heute unzeitgemäßen Musiktheorie beschrieb, trug ihm sofort den Vorwurf des Antisemitismus ein – Zeichen dafür, wie verhärtet die akademischen Debatten schon geführt werden. Beklemmend liest sich das „Journal of the American Musicological Society“, das dem „Hearing Blackness“ ein ganzes Heft widmete; performativer Rassismus ist demnach nicht nur ein historisches Phänomen, sondern bei kanonisiertem Musikrepertoire besonders ausgeprägt (Nr. 72, Herbst 2019).

Die Problemdiagnosen sind vielseitig, in vielen Punkten überfällig und flankiert von Forderungen nach weiterer Aufklärung eingeübter musikalischer Vorlieben, Praktiken und Denkmuster. Der Kanon war und ist ein Problemfall, eine historische Konstruktion mit Risiken und Nebenwirkungen in zahlreichen Facetten des Kulturbetriebes bis heute.

In den Debatten setzen mittlerweile Verhärtung und Ideologisierung ein: Anstatt das kanonische Konstrukt von seinem kanonischen Inhalt zu trennen, wird die Musik von Bach und Beethoven immer öfter zum Synonym von Verdrängung, zum Stellvertreter von Rassismus und zum klingenden Denkmal repressiver Geschichte erklärt. Und je komplexer das Bild des kolonialen Missbrauchs von Musik wird, desto mehr häufen sich die von Populisten angeheizten Sinnfragen, wozu „European Classical Music“ dann überhaupt noch gut sei. Hier schließt sich der Kreis, denn mit diesen Fragen ist wieder das Terrain finanzieller Ressourcen betreten: Hat man durch die Dekolonialisierungs-Debatten nicht ein hübsch konsensfähiges Argument an der Hand, die Gelder der klassischen Kulturförderung in andere Bedarfe umzulenken? „It’s time to let classical music die“, forderte der Komponist Nebal Maysaud im Sommer 2019 auf

newmusicusa.org. Wenig später erklärte er in einem Interview, er möge auch gern Beethoven, aber die Förderpolitik sei ungerecht, weil er als junger, farbiger Komponist gegenüber etablierter Kunst zu kurz komme. Ach so.

Andere Lösungen sind ähnlich unpraktikabel, etwa wenn das New Yorker Institute for Composer Diversity empfiehlt, Konzerte künftig mit bis zu fünfundzwanzig Prozent Musik von weiblichen sowie Komponisten „from underrepresented racial, ethnic, or cultural heritages“ zu besetzen. Quoten sind auch nur Mittel der Kanonisierung, und was sicher niemandem hilft, ist das Ersetzen eines Kanons durch einen anderen.

Fruchtbarer sind jene Maßnahmen, die dem ideologischen Gepolter seriöse, wissenschaftlich fundierte Sichtbarmachung von und Beschäftigung mit unkanonisierter Musik entgegensetzen. Etwa Datenbanken zu „Music by Black Composers“ (seit 2001), das „Black Opera Research Network“ (seit 2020) oder Künstler-Netzwerke wie das „Alternative Orchestra Southafrica“ (seit 2020) – vergleichbare Initiativen auf deutschen Portalen wie dem Musikinformationszentrum sucht man bislang vergeblich. Das wichtigste Mittel ist, Offenheit und Diversität zentral zu fördern und unsere musikalische Moderne als perspektivendifferent anzuerkennen. Es wäre fatal, den Rechenfehler zu begehen, erlittene Exklusion mit neuer Exklusion kompensieren zu wollen, denn minus eins plus minus eins ergibt minus zwei und damit zwei Verlierer. Leider hilft es wohl nicht mehr, zur Besinnung einen musikalischen Kanon anzustimmen, zum Beispiel, um gesellige Teilhabe und klingende Gemeinschaft zu erfahren. Kanonkritiker von heute würden entgegenen: „Genau das ist ja das Problem, alle Stimmen singen dieselbe, vorgeschriebene Melodie eines weißen männlichen Komponisten. Und C-A-F-F-E-E zu singen ist sowieso rassistisch.“ Touché.

DEBATTE IN AMERIKA:

# Wieviel „weiße Vorherrschaft“ steckt in der Mathematik?

- VON CHRISTIANE HEIL, LOS ANGELES
- -AKTUALISIERT AM 02.03.2021-15:13



In den Vereinigten Staaten soll Mathematik nicht mehr rein objektiv, sondern ein Zeichen „weißer Vorherrschaft“ sein. Nichtweiße Schüler würden in Mathematik benachteiligt, da sich das Fach auf westliche Werte stütze, lautet die These.

Den Anfang machte Brittany Marshall. „Die Idee von  $2 + 2 = 4$  hat kulturelle Gründe. Als Folge von westlichem Imperialismus/Kolonisierung halten wir sie für das einzig Richtige“, twitterte die Studentin der Rutgers-Universität im vergangenen Sommer – und brach in den Vereinigten Staaten die Debatte über **Mathematik**, Hautfarbe und Herkunft los. Marshall, laut ihrem Profil Lehrerin, Kämpferin für sozialen Wandel und Anhängerin der Bewegung „Black Lives Matter“, machte öffentlich, was nur gelegentlich und verhalten in Schulverwaltungen und bei Bildungskonferenzen diskutiert wurde: die These, dass nichtweiße Schüler in Mathematik benachteiligt würden, da sich das Fach auf westliche Werte stütze.

Wie erwartet, wurde Marshall in **sozialen Medien** von Verrissen eingeholt. Viele Amerikaner warfen ihr Naivität und Kurzsichtigkeit vor, andere den Versuch, Mathematikunterricht in Zeiten von Identitätspolitik zu instrumentalisieren. „Es geht hier um Mathe, nicht um Geschichte“, mahnte die konservative Journalistin Paula Bolyard. „Mathe lügt nicht. Sie ändert sich auch nicht durch politische Strömungen oder eigene Gefühle. Die iPhones, auf denen ihr eure Tweets tippt, funktionieren nach dem binären System – Einsen und Nullen, nicht Fünfen oder Viertausender.“

Zumindest in Oregon schien die Warnung zunächst nicht angekommen zu sein. Das **Kultusministerium** des Pazifikstaats forderte Lehrer jetzt auf, sich in einem Kurs für „Ethnomathematik“ weiterzubilden. Der Bildungstrend, so der Rundbrief, gehe davon aus, dass der Fokus auf das korrekte Resultat im Mathematikunterricht ein Zeichen „weißer Vorherrschaft“ sei. Ein Ziel der Fortbildung solle daher sein, für jede Aufgabe mindestens zwei Ergebnisse zu erarbeiten. Auch das Vorführen von Rechenwegen durch die Schüler verträgt sich nicht länger mit den Vorstellungen des Kultusministeriums in Portland. Es sei ein Signal für die Infiltration des Klassenzimmers mit „White Supremacy Culture“.

## Warum überhaupt Algebra lernen?

„Das Konzept, dass Mathematik rein objektiv ist, ist eindeutig falsch. An der Idee festzuhalten, dass es immer richtige und falsche Antworten gibt, schreibt diese Objektivität und die Furcht vor offenem Konflikt fort“ – mit diesen Worten warf das Department of Education den bisherigen Ansatz über den Haufen. Auch Objektivität, heißt es in dem Begleitbuch zur neuen Lehrmethode unter dem Titel „Abbau von Rassismus“, sei ein charakteristisches Zeichen für „weiße Vorherrschaft“.

Kritiker werten den bizarren Vorstoß als Versuch, die „Leistungslücke“ zwischen afroamerikanischen sowie hispanischstämmigen Schülern und weißen Jugendlichen zu kaschieren. Eine Studie der Denkfabrik Brookings Institution zeigte im vergangenen Dezember ein weiteres Mal, dass das „Achievement Gap“ im Fach Mathematik besonders groß ist. Bei dem standardisierten Test SAT, in den Vereinigten Staaten vor knapp 100 Jahren eingeführt, um Absolventen der Highschools unabhängig von sozialem Status den Weg zu Universität und Stipendien zu ermöglichen, blieben Schwarze und Latinos zurück.

Für den Jahrgang 2020 errechnete die Brookings Institution für die etwa 2,1 Millionen Schulabgänger beim Mathematik-Teil des Tests durchschnittlich 523 von möglichen 800 Punkten. Afroamerikanische Absolventen erreichten durchschnittlich 454 Punkte, ihre hispanischstämmigen Mitschüler 478 Punkte. Weiße schlossen die Highschool dagegen mit einem Durchschnittswert von 547 Punkten ab, Schüler mit asiatischen Wurzeln brachten es auf 632 Punkte. Die Denkfabrik verwies aber auf langsame, stetige Fortschritte: Die Leistungslücke hat sich in den vergangenen Jahren verkleinert, 2020 nahmen mehr als zweimal so viele afroamerikanische Schüler an SAT-Prüfungen teil wie im Jahr 2000.

Der Trend hält einige amerikanische Pädagogen aber nicht davon ab, der Einfachheit halber die Abschaffung von Algebra zu fordern. „Algebra ist eine der höchsten Hürden für Schulabschluss oder Bachelor, besonders für nichtweiße Schüler und Studenten. Wenn man sich nicht auf eines der Mint-Fächer Mathematik, Technologie oder Ingenieur- und Naturwissenschaften konzentrieren möchte, warum überhaupt Algebra lernen?“, fragten sie in einer Diskussionsrunde des Senders NPR.

### **Weniger Anhänger als erwartet**

Der britische Publizist Douglas Murray schreibt den sogenannten Krieg gegen die Mathematik gesellschaftspolitischen Strömungen zu. Als der Schulbezirk Seattle im Bundesstaat Washington vor zwei Jahren ansetzte, den Unterricht zu „entkolonialisieren“ und Mathematik durch Programme wie Unterwasserrobotik, Streetart und Genderstudien zu ergänzen, warf er den amerikanischen Pädagogen vor, sich der Woke-Kultur zu beugen. Der Trend, Probleme grundsätzlich unter dem Vorzeichen von Rassismus zu interpretieren, habe in den Vereinigten Staaten längst das Ausmaß einer betäubenden Orthodoxie erreicht. Murrays Aufschrei machte sich unter anderem an Fragen fest wie „Auf welche Weise kann man Mathematik nutzen, um die Stärke von Aktivismus zu messen?“, die die Schulverwaltung in Seattle für den neuen Unterricht vorschlug. „Natürlich ist in dieser Welt nichts wichtiger, als sich mit Aktivismus zu beschäftigen“, merkte der Publizist sarkastisch an.

Auch im liberalen Oregon scheint das geplante Curriculum weniger Anhänger zu haben als erwartet. Allen Alley, ehemaliger Vorsitzender der Republikanischen Partei im Beaver State, nannte die Verbindung von Mathematik und weißer Vorherrschaft „lächerlich“. Die demokratische Abgeordnete Janelle Bynum monierte die „sonderbare Richtung“ des vorgeschlagenen Mathematikunterrichts, regte aber „Experimente“ an. Wie diese Experimente aussehen könnten, blieb offen: Der virtuelle Kursus „Weg zur Mathematik-Gerechtigkeit 2.0“, die Einführung für die Lehrer in Oregon, wurde kurzfristig gestrichen.

## RÉSUMÉ

(Texte provisoire)

" Non, vraiment, le terme islamophobie est mal choisi s'il doit désigner la haine que certains tarés ont des musulmans. Il n'a pas seulement mal choisi, il est dangereux. "

Le terme islamophobie laisse entendre qu'il est plus grave de détester l'islam, c'est-à-dire un courant de pensée parfaitement critiquable, que les musulmans. Discriminer quelqu'un en raison de son appartenance religieuse est un délit, critiquer une religion, non.

Charb, le directeur de la publication de Charlie Hebdo, journal depuis toujours engagé dans la lutte antiraciste, s'inquiète de voir la lutte antiraciste remplacée par la lutte pour la défense et la promotion d'une religion.

" Lutter contre le racisme, c'est lutter contre tous les racismes, alors lutter contre l'islamophobie, c'est lutter contre quoi ? Contre la critique d'une religion, ou contre la détestation des gens qui pratiquent cette religion parce qu'ils sont d'origines étrangères ? "

Ainsi cet opuscule salutaire tente-t-il démontrer que le mot " islamophobie " contente à la fois les racistes, les islamistes radicaux et les journalistes fainéants.

**Charb, directeur de la publication à Charlie Hebdo depuis 2009, est aussi chroniqueur sur LCI et participe régulièrement à L'Humanité. Il a publié de nombreux ouvrages.**

# Le livre posthume de Charb sur l'islamophobie

Peu avant d'être assassiné dans l'attentat contre « Charlie Hebdo », Charb venait de terminer un livre, dans lequel il répondait à l'accusation d'islamophobie.

Le Monde

Publié le 15 avril 2015 à 10h03 - Mis à jour le 15 avril 2015 à 18h21

Temps de Lecture 2 min.



Charb, directeur de « Charlie Hebdo », en décembre 2012. AFP/FRANÇOIS GUILLOT

*Lettre ouverte aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes.* Le titre de l'ouvrage posthume de Charb annonce la couleur. Peu avant son assassinat, le 7 janvier, dans l'attentat contre le siège de *Charlie Hebdo*, l'hebdomadaire satirique dont il était directeur de la publication, [Charb](#) venait de terminer un livre, dont [L'Obs publie des extraits](#).

« En France, écrit Charb, la parole raciste a été largement libérée par Sarkozy et son débat sur l'identité nationale. (...) Lorsque la plus haute autorité de l'Etat s'adresse aux cons et aux salauds en leur disant : "Lâchez-vous, les gars !", que croyez-vous que font les cons et les salauds ? »

En 2009, [le président de la République avait jugé « nécessaire »](#) l'ouverture, contestée par la gauche, d'un débat sur l'identité nationale. Un débat qui avait été lancé en décembre de la même année par Eric Besson, ministre de l'immigration et de l'identité nationale, et avait été éclaboussé par de nombreux commentaires racistes, notamment [sur le blog du ministère](#) consacré à la question.

Dans le livre, dont aucune date de publication n'est encore annoncée, Charb dénonce également une définition de l'islamophobie qui cache, selon lui, la réalité. A savoir que « *si demain les musulmans de France se convertissent au catholicisme ou bien renoncent à toute religion, ça ne changera rien au discours des racistes : ces étrangers ou ces Français d'origine étrangère seront toujours désignés comme responsables de tous les maux.* »

« *Les militants communautaristes qui essaient d'imposer aux autorités judiciaires et politiques la notion d'"islamophobie" n'ont pas d'autre but que de pousser les victimes de racisme à s'affirmer musulmanes.* »

Quant aux caricatures de Mahomet, le problème vient davantage de la frilosité des autres médias, selon Charb :

« C'est parce que les médias ont décidé que la republication des caricatures de Mahomet ne pouvait que déclencher la fureur des musulmans qu'elle a déclenché la colère de quelques associations musulmanes. »

La publication, le 14 janvier, de la première « une » de *Charlie Hebdo* après les attentats avait provoqué de nombreuses [manifestations dans plusieurs pays musulmans](#). La republication de cette « une » représentant Mahomet la larme à l'œil et tenant une pancarte « *Je suis Charlie* » avait suscité des débats dans les rédactions de plusieurs journaux.

« Rire des curés, des rabbins et des imams »

*Charlie Hebdo*, islamophobe ? La critique n'est pas nouvelle et n'a pas disparu avec l'attentat qui a [décimé la rédaction de l'hebdomadaire](#) satirique, coûtant la vie à douze personnes, dont les dessinateurs [Cabu](#), [Wolinski](#), [Tignous](#), [Honoré](#), la psychiatre [Elsa Cayat](#), le correcteur [Mustapha Ourrad](#), ainsi que l'économiste [Bernard Maris](#), chroniqueur pour *Charlie Hebdo* et France Inter.

Après les accusations de racisme lancées en 2013, *Le Monde* avait publié [une tribune de Charb et de Fabrice Nicolino](#), journaliste de l'hebdomadaire gravement blessé dans l'attentat. « *Nous continuerons à rire des curés, des rabbins et des imams* », écrivaient alors les deux hommes, défendant leur droit à critiquer toutes les religions.

**Lire la tribune : [Non, « Charlie Hebdo » n'est pas raciste !](#)**

Hommes politiques, harkis, associations catholiques, confrères... Depuis son retour, en 1992, *Charlie Hebdo* a fait l'objet d'une cinquantaine de procès.

**Le Monde**

# Non, "Charlie Hebdo" n'est pas raciste !

## TRIBUNE

. **Charb**

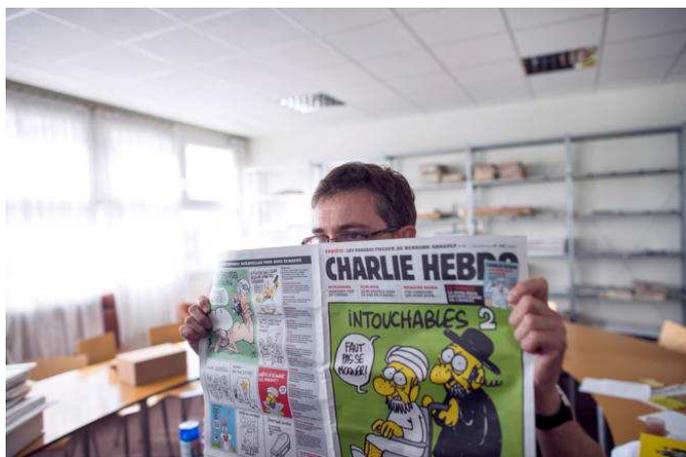
Directeur de publication "Charlie Hebdo"

**Fabrice Nicolino**

Journaliste

"Nous continuerons à rire des curés, des rabbins et des imams". L'hebdomadaire défend son droit à critiquer toutes les religions, mais rejette les accusations de racisme.

Publié le 20 novembre 2013 à 08h26 - Mis à jour le 07 janvier 2015 à 13h59 Temps de Lecture 5 min.



Le dessinateur Charb, dans les locaux de Charlie Hebdo, en septembre 2012. AFP/FRED DUFOUR

*Après les accusations de racisme lancées contre Charlie Hebdo en 2013, Le Monde avait publié une tribune de Charb et de Fabrice Nicolino.*

*Charlie, notre Charlie Hebdo a mal aux tripes et au coeur. Car voilà qu'une incroyable calomnie circule dans des cercles de plus en plus larges, qui nous est rapportée chaque jour. Charlie Hebdo serait devenu une feuille raciste.*

Un jour, un chauffeur de taxi arabe exige de l'un des collaborateurs du journal, reconnu par lui, qu'il descende aussitôt, [au motif de dessins moquant la religion musulmane](#). Un autre jour, un interlocuteur nous refuse un entretien pour la raison qu'il "ne parle pas à un journal de gros racistes". Et, quand [le crapuleux Minute s'en prend de la manière que l'on sait à Christiane Taubira](#), il se trouve des imbéciles, jusque dans les télévisions, pour accoler des couvertures de notre journal à celles de ce torchon raciste.

## **PROCÈS EN SORCELLERIE**

Mais où est passée la conscience morale, si toutes les vilénies deviennent à ce point ordinaires ? Nous avons presque honte de rappeler que l'antiracisme et la passion de l'égalité entre tous les humains sont et resteront le pacte fondateur de *Charlie Hebdo*.

Bien entendu, le procès en sorcellerie que tant d'esprits faibles nous font ne peut être mené qu'en secret, loin de la lumière, en l'absence de toute défense. Car la lecture de notre journal est la preuve définitive de ce que nous affirmons ici. Ceux qui osent dire le contraire ne nous lisent pas, et se contentent de se délecter d'une abominable rumeur.

Pour les autres, qui respectent encore des valeurs élémentaires, voici en quelques phrases notre histoire. Créé après l'interdiction d'*Hara Kiri hebdo* par le ridicule pouvoir gaulliste de 1970, *Charlie Hebdo* est fils de Mai 68, de la liberté, de l'insolence, et de personnalités aussi clairement situées que Cavanna, Cabu, Wolinski, Reiser, Gédé, Delfeil de Ton...

Qui oserait leur faire un procès rétrospectif ? Le *Charlie Hebdo* des années 1970 aura aidé à former l'esprit critique d'une génération. En se moquant certes des pouvoirs et des puissants. En riant, et parfois à gorge déployée, des malheurs du monde, mais toujours, toujours, toujours en défendant la personne humaine et les valeurs universelles qui lui sont associées.

L'un des drames des calomnieux, c'est que Cavanna, Cabu, Wolinski sont toujours là, fidèles au poste chaque semaine, sans avoir jamais renié une once de leur passé. Contrairement à tant d'autres, qui ont eu le temps, en quarante années, de changer plusieurs fois de costume social, l'équipe de Charlie continue sur la même route.

Nous rions, nous critiquons, nous rêvons encore des mêmes choses. Ce n'est pas trahir un secret : l'équipe actuelle se partage entre tenants de la gauche, de l'extrême gauche, de l'anarchie et de l'écologie. Tous ne votent pas, mais tous ont sablé le champagne quand Nicolas Sarkozy a été battu en mai 2012.

## **NOUS AVONS CHOISI NOTRE CAMP**

Aucun d'entre nous ne songerait à défendre la droite, que nous combattons jusqu'au bout. Quant aux fascismes, quant au fascisme, nous considérons évidemment cette engeance comme un ennemi définitif, qui ne s'est d'ailleurs jamais privé de nous traîner devant les tribunaux.

Ouvrez donc ce journal ! Jean-Yves Camus y suit avec la rigueur qu'on lui connaît l'activité des extrêmes droites. Laurent Léger dévoile les turpitudes des réseaux si étendus de la corruption. Bernard Maris décortique l'économie et le capitalisme comme aucun autre. Patrick Pelloux raconte avec douceur les horreurs des urgences hospitalières. Gérard Biard ferraille contre le sexisme et la pub. Zineb el Rhazoui critique – oui, et de belle manière – les insupportables manifestations de certain islamisme. Fabrice Nicolino regarde le monde en écologiste radical, mais humaniste. Sigolène Vinson détaille le quotidien absurde de tant de tribunaux. Luce Lapin défend avec une opiniâtreté sans borne les animaux, ces grands absents du débat. Antonio Fischetti raconte la science, les sciences avec drôlerie et impertinence. Philippe Lançon proclame chaque semaine la victoire de la littérature sur la télé. Et puis tous les autres ! Quant aux dessinateurs, qui ne connaît leur trait ?

De Charb à Riss, de Luz à Willem, de Riad Sattouf à Tignous, en passant par Honoré, Catherine et bien sûr Wolin et Cabu, ils font rire chaque semaine ceux qui n'ont pas renoncé à être libres.

Où seraient cachés les supposés racistes ? Nous n'avons pas peur d'avouer que nous sommes des militants antiracistes de toujours. Sans nécessairement avoir une carte, nous avons choisi dans ce domaine notre camp, et n'en changerons évidemment jamais. Si par extraordinaire – mais cela n'arrivera pas – un mot ou un dessin racistes venaient à être publiés dans notre hebdomadaire, nous le quitterions à l'instant, et avec fracas. Encore heureux !

Reste dans ces conditions à comprendre pourquoi. Pourquoi cette idée folle se répand-elle comme une maladie contagieuse ? Nous serions islamophobes, disent nos diffamateurs. Ce qui, dans la novlangue qui est la leur, signifie racisme. Où l'on voit combien la régression a gagné tant d'esprits.

## **NOUS CONTINUERONS, BIEN SÛR**

Il y a quarante ans, conspuer, exécrer, conchier même les religions était un parcours obligé. Qui entendait critiquer la marche du monde ne pouvait manquer de mettre en cause les si grands pouvoirs des principaux clergés. Mais à suivre certains, il est vrai de plus en plus nombreux, il faudrait aujourd'hui se taire.

Passé encore que *Charlie* consacre tant de ses dessins de couverture aux papistes. Mais la religion musulmane, drapeau imposé à d'innombrables peuples de la planète, jusqu'en Indonésie, devrait, elle, être épargnée. Pourquoi diable ? Quel est le rapport, autre qu'idéologique, essentialiste au fond, entre le fait d'être arabe par exemple et l'appartenance à l'islam ?

Nous refusons de nous cacher derrière notre petit doigt, et nous continuerons, bien sûr. Même si c'est moins facile qu'en 1970, nous continuerons à rire des curés, des rabbins et des imams, que cela plaise ou non. Nous sommes minoritaires ? Peut-être, mais fiers de nos traditions en tout cas. Et que ceux qui prétendent et prétendront demain que *Charlie* est raciste aient au moins le courage de le dire à voix haute, et sous leur nom. Nous saurons quoi leur répondre.

>*Toute la rédaction de Charlie Hebdo se joint aux auteurs de cette tribune.*

. **Charb**(Directeur de publication "Charlie Hebdo") et **Fabrice Nicolino**(Journaliste)

## 28 avril : L'Express

[https://www.lexpress.fr/actualite/societe/ouvrons-nos-facs-a-charb-et-au-debat\\_2149290.html?fbclid=IwAR3QgNs7q-ssGiiOnW2x90fSM9tr9mI0xKNVbrDBhH\\_GYGIIVzujmm1GW8g](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/ouvrons-nos-facs-a-charb-et-au-debat_2149290.html?fbclid=IwAR3QgNs7q-ssGiiOnW2x90fSM9tr9mI0xKNVbrDBhH_GYGIIVzujmm1GW8g)

### **Tribune**

## "Ouvrons nos facs à Charb et au débat !"

Enseignants, écrivains, dramaturges... ils appellent les présidents d'université à faire lire dans leurs établissements la *Lettre* posthume du directeur de *Charlie* assassiné en 2015.



Le dessinateur satirique Charb, directeur de Charlie Hebdo, le 27 décembre 2012, à Paris.  
[afp.com/FRANCOIS\\_GUILLOT](https://www.afp.com/FRANCOIS_GUILLOT)

**Par LEXPRESS.fr**

publié le 27/04/2021 à 16:52 , mis à jour à 16:55

Dans l'hebdo du 29 Avril

Le 14 février dernier, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation dénonçait l'existence d'emprises extrémistes qui, selon elle, s'exerceraient au sein des facultés. La Conférence des présidents d'université (CPU) répondait en récusant tout conditionnement idéologique. Selon eux, l'université n'est pas concernée par une aussi grave accusation. Dans un communiqué du 23 octobre 2020, la CPU avait par ailleurs déclaré que "l'université [était] un lieu de débat et de construction de l'esprit critique".

L'objet de notre tribune n'est pas de vouloir donner raison aux uns ou aux autres. Mais, en tant qu'universitaires et acteurs du monde de la culture, nous observons que les extrémismes en tout genre ont, depuis toujours, convoité et recherché activement leur légitimation académique. Qu'il s'agisse d'extrémismes de droite ou de gauche, religieux ou nationalistes, ils ont tous, à un moment donné, considéré que, l'avenir de la nation se jouant largement au sein des universités, ces dernières constituaient un terrain d'action à privilégier afin de faire progresser leurs causes. La récente affaire de Sciences po Grenoble [NDLR : les noms de deux professeurs, accusés d'islamophobie, ont été affichés devant l'établissement par une association étudiante] n'est qu'une illustration supplémentaire de la cible que l'université représente pour les idéologies extrémistes, qui, toutes, aiment se draper d'oripeaux pseudoscientifiques.

Préoccupés, comme de nombreux citoyens, par cette situation de grande confusion et de dégradation du débat, nous souhaiterions aider les présidents d'université à rendre irréfutable leur protestation de bonne foi. Nous pensons, comme eux, que l'université est un lieu de débat et d'élaboration de l'esprit critique.

Nous leur proposons donc de laisser programmer et diffuser, dans leurs établissements, la lecture du texte posthume de Charb *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*. Tous ceux qui connaissent ce texte savent qu'il prône la tolérance et la paix ; qu'il ne met en cause ni la religion ni les pratiquants, mais les ignorants qui détournent les mots de leur sens et utilisent l'intimidation et la censure en dévoyant l'argument de respect de la différence. Ce livre est un manifeste contre le racisme et l'intolérance qui tord le cou à tous les extrémismes désireux de semer la confusion dans les esprits. Il constitue un point de départ fructueux pour ouvrir le débat sur une diversité non dévoyée et sur la formation de l'esprit critique.

L'université, lieu du savoir, doit pouvoir accueillir tous les débats ? Alors, soyons sans crainte, et ouvrons nos facs à Charb !

*Appel lancé à l'initiative d'Isabelle Barbéris, maître de conférences en arts de la scène à l'université de Paris et chercheuse associée au CNRS, et de Samuel Mayol, maître de conférences en sciences de gestion à l'université Sorbonne-Paris-Nord.*

*Premiers signataires : Ariane Mnouchkine, metteuse en scène et animatrice de la troupe du Théâtre du Soleil ; C215, street artist ; Xavier Gorce, dessinateur de presse ; Fernando Arrabal, poète, romancier, essayiste, cinéaste ; Patrick Sommier, metteur en scène ; Fabien Ollier, directeur des éditions QS? et de la revue Quel Sport ? ; Jean-Yves Masson, écrivain, traducteur, éditeur, critique littéraire ; Coraly Zahonero, comédienne et metteuse en scène, sociétaire de la Comédie-Française ; Michel Deutsch, écrivain, dramaturge, traducteur, scénariste et metteur en scène ; Olivier Meyer, directeur du théâtre de Suresnes - Jean-Vilar ; Laurent Rochut, directeur de La Factory-théâtre de l'Oulle, à Avignon ; Jean-Philippe Domecq, romancier, essayiste ; Antoine Leperlier, maître verrier ; Ami Flammer, violoniste, professeur au CNSMDP ; Jean-Paul Lilienfeld, cinéaste, metteur en scène ; Thierry Mercier, photographe ; Jean-Marie Brohm, sociologue, anthropologue et philosophe ; Jean Szlamowicz, maître de conférences à l'université de Bourgogne ; Charles Coutel, professeur des universités ; André Quaderi, professeur des universités en psychologie clinique et psychopathologie à l'université Côte-d'Azur ; Xavier-Laurent Salvador, maître de conférences en langue et littérature médiévales à l'université Sorbonne-Paris-Nord ; Michel Albouy, professeur émérite en sciences de gestion à l'université Grenoble-Alpes ; Sami BIASONI, doctorant en philosophie à l'Ecole normale supérieure ; Michel Fichant, professeur émérite à Sorbonne Université ; Pierre-André Taguieff, politologue, sociologue, historien des idées et directeur de recherche honoraire au CNRS.*

**Le Figaro (site web)**

mercredi 28 avril 2021 - 19:02 UTC +02:00 1158 mots

Vox ; Vox Société

**Éric Zemmour:****«Seule l'assimilation permet la laïcité»****CHRONIQUE - Patrick Weil offre une analyse de la laïcité qui se veut pédagogique pour apaiser les querelles d'aujourd'hui autour de l'islam. Mais il fait preuve d'un juridisme trop étroit.**

Georges Clemenceau avait le sens de la formule. Comparant un jour Poincaré à Briand, qu'il détestait également, il dit: « *Poincaré sait tout mais ne comprend rien ; Briand ne sait rien mais comprend tout* . » Une fois refermé le (bref) ouvrage de Patrick Weil sur la laïcité, on se dit que notre directeur de recherche au CNRS admire Briand mais ressemble à Poincaré: il sait tout mais ne comprend rien. Son livre est aussi froid qu'un recueil de jurisprudence. Il lui manque de la chair et de l'âme. Il sait tout sur la laïcité, ses débats, ses articles, son esprit. Sa science n'est pas vaine. Patrick Weil rappelle l'optique «libérale» de la loi de 1905, qui protège la liberté de tous les cultes ; une liberté qui s'étend aux actes extérieurs, et donc à des manifestations religieuses dans l'espace public.

À l'époque, deux sujets concernent l'espace public: les processions religieuses et les cloches. Mais Weil nous apprend que le maire peut interdire les processions (au nom de l'ordre public) et encadrer strictement les sonneries des cloches des Églises. L'État n'a pas la main qui tremble: Briand prévoit la déchéance de nationalité française pour les évêques qui refusent d'instituer des associations culturelles. Notre juriste nous convainc que c'est la jurisprudence qui a permis d'enraciner la loi de 1905: celle du Conseil d'État pour protéger la liberté des croyants ; celle de la Cour de cassation pour punir les prêtres et les évêques qui appelaient à la rébellion contre la loi et la République. On voit venir notre juriste avec ses gros codes: on doit traiter aujourd'hui l'islam comme on a traité il y a un siècle le catholicisme. Protéger la liberté des fidèles et punir ses mauvais bergers.

C'est le retour de la distinction entre islam et islamisme, derrière laquelle se cachent la plupart de nos politiques (y compris Marine Le Pen) pour ne pas voir la réalité en face: l'islam n'est pas un simple catholicisme des Arabes. L'islam n'a jamais reconnu une quelconque séparation entre spirituel et temporel. L'islam est avant tout un code juridico-politique qui enserré de manière totale la vie des fidèles. Il n'y a pas d'Église en islam. Chacun des fidèles doit appliquer le Coran sacré et les hadiths (propos de Mahomet, «le bel exemple».) L'islam ressemble davantage au protestantisme des origines. Et on sait comment la monarchie française a traité le protestantisme: siège de La Rochelle, place forte protestante, par Richelieu et révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV.

Aujourd'hui, les nombreuses banlieues sont des enclaves étrangères où la loi de l'État ne s'applique plus, où les mœurs islamiques ont supplanté les mœurs françaises, et où les caïds armés font régner leur loi et celle de l'islam. La monarchie française a combattu violemment le protestantisme car il défiait non seulement l'Église mais s'alliait également avec les puissances huguenotes (Angleterre et Pays-Bas) qui étaient des adversaires de la France. Weil voit juste quand il nous dit que la laïcité est aussi une loi qui lutte pour «*la souveraineté de l'État français face aux ingérences de l'Église de Rome*» . On sait aujourd'hui que de nombreuses puissances étrangères, Turquie, mais aussi Algérie, voire Maroc ou Arabie saoudite ou Qatar utilisent les diasporas musulmanes en France pour empiéter sur la souveraineté de l'État en France.

Ce n'est que dans les dernières pages de l'ouvrage que Weil abandonne enfin son ton roide de prof de droit. Il reconnaît que « *tous les Français ont en héritage un catholicisme national (...) le déséquilibre ainsi créé dans le principe d'égalité (...) doit être distingué des discriminations réelles* » . Il corrige pertinemment le slogan qui trône dans toutes les écoles: «*La laïcité permet la citoyenneté, proclame la charte affichée sur les murs de nos établissements scolaires. Eh bien non, c'est l'inverse. Seule la citoyenneté, pleinement reconnue à chacune et à chacun, permet la laïcité.*» Encore un effort Patrick

Weil! Seule l'assimilation permet la citoyenneté qui permet la laïcité. Seule l'assimilation à la culture et aux mœurs et à l'histoire françaises, imprégnées de catholicisme et de culture gréco-romaine, permet de comprendre, d'approuver et d'appliquer les règles

de la laïcité. Seule l'assimilation impose, dans l'esprit sinon dans la lettre de la loi de 1905, ce «devoir de discrétion» dans l'espace public qui permet la coexistence pacifique et la discussion politique rationnelle entre citoyens. Les enfants de l'immigration arabo-africaine refusent dans leur majorité la laïcité car ils ne sont pas assimilés.

Mais Patrick Weil troque alors sa toge de juriste pour sa veste d'ancien militant socialiste. Il nous explique qu'en 1945, de Gaulle a refusé la venue de travailleurs allemands - nos anciens ennemis - mais qu'il a accepté les Algériens en 1962 «*nos anciens compatriotes*». C'est tout le contraire: en 1945, de Gaulle souhaite privilégier une immigration du nord de l'Europe, car il trouve que la population française fait déjà une trop grande place aux «Méditerranéens»! C'est le Conseil d'État, réuni en majesté sous la présidence de René Cassin, qui aura raison de la volonté gaullienne. En 1962, de Gaulle confie à Peyrefitte qu'il accorde l'indépendance aux Algériens car il ne veut pas que «*son village devienne Colombey-les-Deux-Mosquées*». L'immigration algérienne lui est imposée par le patronat. Enfin, Patrick Weil rappelle un ultime épisode qui le concerne directement. En 1978, Giscard et Barre décident de suspendre le regroupement familial et négocient un accord avec le gouvernement algérien de retour de plusieurs centaines de milliers de travailleurs algériens. Comme le note Weil, «*la gauche et les églises se mobilisèrent contre ce projet de même que les gaullistes et les chrétiens-démocrates, et ils le firent échouer* ». À la même époque, le Conseil d'État (encore lui) rejeta par le célèbre arrêt Gisti, la suspension du regroupement familial.

Patrick Weil fut à la pointe de ce combat contre la volonté du pouvoir politique. Il est donc un des responsables de cette situation tragique avec laquelle il ouvre son ouvrage, quarante ans plus tard: la décapitation de Samuel Paty. Il se lamente. «*Qui pouvait l'imaginer?*» Tous ceux qui avaient tiré les leçons de 1789: les révolutions commencent par le droit ; puis les bourreaux prennent le relais.

# « L'écriture inclusive se retrouve réduite, à tort, au point médian »

TRIBUNE

Raphaël Haddad

Docteur en sciences de l'information

Eliane Viennot

Professeuse émérite de littérature

Non seulement l'écriture inclusive ne se limite pas au point médian, mais un usage aménagé et moins systématique de celui-ci est possible, affirment, dans une tribune au « Monde », Raphaël Haddad, fondateur de l'agence Mots-clés, et Eliane Viennot, professeuse émérite de littérature.

Publié hier à 20h00, mis à jour hier à 20h00 Temps de Lecture 4 min.

- Favoris
- Ajouter aux favoris
- Partage
- Partager sur Facebook
- Envoyer par e-mail
- Partager sur Messenger
- Plus d'options

Article réservé aux abonnés

**Tribune.** La voici de retour. L'écriture inclusive. Cette fois, c'est une [proposition de loi prônant son interdiction](#) qui met le feu aux poudres, en charriant postures et « fake news ». A nouveau, des « élu-es » qui n'ont jamais appuyé le moindre projet de réforme de l'orthographe s'alarment des difficultés posées par cette pratique.

A nouveau, le spectre du péril mortel est agité et l'écriture inclusive accusée d'être le bras armé du grand capital... ou de l'indigénisme. Et, à nouveau, elle se trouve réduite, à tort, au point médian. Vues sous cet angle, ces controverses peuvent sembler navrantes. Mais elles peuvent aussi être considérées comme de formidables moments de délibérations publiques. C'est ce qui s'est passé à l'automne 2017, après la découverte de points médians dans un manuel scolaire.

Article réservé à nos abonnés **Lire aussi** [« L'écriture "inclusive", empreinte d'une louable intention, est une fâcheuse erreur »](#)

Quatre mois d'après discussions ont permis de réaliser qu'il y avait désormais en France un accord à peu près complet sur le premier pilier du langage égalitaire (ou non sexiste, ou épïcène, ou inclusif) : la nécessité de nommer les femmes accédant aux plus hautes fonctions avec des noms féminins. Réitérée dans la [circulaire d'Edouard Philippe](#) (la première sur ce thème qu'ait signée un premier ministre de droite), elle était enfin admise par l'Académie française, dont le rapport de février 2019 mettait un terme à une querelle

de près de trois cent cinquante ans, et ne soufflait plus mot du « péril mortel » tant redouté quelques mois plus tôt.

## Une fertile réflexion sur le langage

Plus généralement, la polémique sur l'écriture inclusive a engagé une fertile réflexion sur le langage. Toutes les strates de la société se sont emparées de la question. En témoignent les innombrables articles de presse, de blogs, de revues, d'études universitaires qui ont déjà vu le jour ou sont en préparation. Elle a également révélé l'extraordinaire désir de faire régresser les usages sexistes de notre langue et, donc, de notre société. Des entreprises, des syndicats, des administrations, des collectivités territoriales... passent à l'action.

Certes, quelques pans continuent de camper sur leurs vieilles habitudes. Contrevenant aux circulaires émises depuis 1986, la Légion d'honneur ne reconnaît toujours pas de « chevalières », ni d'« officières », ni de « commandeuses » – noms pourtant vieux de plusieurs siècles. Sans parler de l'Académie, qui conserve, au mépris de ses propres recommandations, « son » secrétaire perpétuel. Mais le renouvellement des générations est à l'œuvre et fait diminuer chaque jour le nombre de ces anomalies.

### **Lire sa tribune : [« Ce n'est pas avec l'écriture inclusive que l'on fera reculer la discrimination sexuelle »](#)**

Quant aux promoteurs et promotrices de l'écriture inclusive, dont nous sommes, elle les a incitées à réfléchir aux arguments des « opposant·es » et à affiner leurs recommandations, notamment à propos de la principale pomme de discorde : le point médian. Pas question de l'oublier là où il est utile, et notamment en tant qu'abréviation pour signifier qu'on parle de femmes et d'hommes (« lycéen·nes » s'oralise « lycéennes et lycéens »).

## L'égalité femmes-hommes

Mais son usage peut être amélioré. Et limité. D'abord dans les mots au pluriel. Alors que son ancêtre, la parenthèse, nous avait légué l'habitude de redoubler le signe inclusif (« citoyen·ne·s »), il paraît aujourd'hui devoir jouer en solo (« citoyen·nes »). D'autres critiques ont porté leurs fruits, comme celle de la difficulté de lecture.

En réalité, l'abréviation est simple à lire lorsque les mots passent du masculin au féminin par un simple ajout de lettre(s) : dans « salarié·e » ou « professionnel·le », les deux mots sont là tout entiers. En revanche, les termes dont l'alternance se traduit par la substitution d'une finale à une autre sont plus ardues à déchiffrer et la désinence féminine est morcelée. Il est donc proposé d'oublier les « travailleur·euses sociaux·ales » et autres « agriculteur·rices ». Notre attention à l'égalité femmes-hommes ne s'en portera pas moins bien.

Dans ces cas, soit les mots seront écrits en entier (« les agriculteurs et agricultrices »), soit une reformulation leur sera préférée (« le monde agricole », « la paysannerie »). Le recours aux accords traditionnels (avec le terme le plus proche ou celui qui semble le plus important) permet aussi de limiter l'usage du point médian. « Les acteurs et les actrices présentes se sont prononcées en faveur du compromis » ne devrait choquer personne. Ne parle-t-on pas déjà des « droits et libertés fondamentales » ? Les textes qui combinent toutes ces ressources sont aussi lisibles que digestes, et les plus grandes maisons d'édition les acceptent.

## La langue est le ciment de notre culture

Terminons donc par l'essentiel. Née des évolutions de notre société, où les femmes occupent désormais toutes les fonctions et n'entendent plus rester à l'arrière-plan de la photo, l'écriture inclusive n'est pas seulement le signe d'une aspiration égalitaire : elle en est aussi un moyen. Sa diffusion rapide depuis quelques années permet d'en percevoir les effets sociaux. Dans les organisations où elle est promue, elle engage une déconstruction des stéréotypes de genre qui fondent le sexisme ordinaire et donne de la force et de la légitimité à celles et ceux qui œuvrent à davantage d'égalité.

Parce que l'écriture est engageante, on ne peut pas d'un côté adopter l'écriture inclusive, de l'autre tolérer les agissements sexistes, les écarts de salaires manifestes ou l'absence de femmes dans les directions. Elle favorise aussi l'adhésion des jeunes, pour qui l'égalité femmes-hommes est la deuxième préoccupation, après le réchauffement climatique.

Réfléchir aux meilleures pratiques de l'écriture inclusive et aux moyens de la diffuser, mesurer sérieusement ses effets psychosociaux et son impact sur les inégalités, n'est-ce pas un programme plus utile que de la peindre, encore et encore, en péril mortel ? La langue est le ciment de notre culture. Réjouissons-nous de la voir pensée, discutée, négociée.

**Raphaël Haddad** est docteur en sciences de l'information. Fondateur et directeur associé de l'agence Mots-clés, il est auteur de « Manuel d'écriture inclusive » (Mots-clés, 2016).

**Eliane Viennot** est professeure émérite de littérature et autrice de « Le langage inclusif. Pourquoi, comment » (iXe, 2018).

**Raphaël Haddad**(Docteur en sciences de l'information) et **Eliane Viennot**(Professeuse émérite de littérature)

**Alain Bentolila :**

## « Ce n'est pas avec l'écriture inclusive que l'on fera reculer la discrimination sexuelle »

TRIBUNE

**Alain Bentolila (Professeur de linguistique à l'université Paris-Descartes)**

Une langue ne peut voir sa structure changer qu'au rythme de l'évolution du peuple qui la parle, estime le linguiste Alain Bentolila dans une tribune au « Monde ».

Publié le 20 novembre 2017 à 06h30 - Mis à jour le 20 novembre 2017 à 18h44

**Tribune.** Rien ni personne ne saurait expliquer pourquoi les mots, qu'ils soient oraux ou qu'ils soient écrits, voient leurs sens respectifs portés par telle combinaison de sons, ou par telle suite de lettres plutôt que par une autre. Rien ne prédispose la suite de sons [g a t o] à évoquer le sens du mot « gâteau » ; de même qu'en espagnol, rien n'appelle les mêmes sons (ou à peu près) à porter le sens de « chat ».

Il nous faut faire face à la question : pourquoi dit-on ou écrit-on cela comme ça ? La seule réponse juste : parce qu'il en est ainsi. Et non pas parce qu'il devait en être ainsi ! Tous les signes linguistiques sont donc arbitraires et tel est, en français, le statut du genre, catégorie de marques distribuées de façon largement aléatoire et qui n'ont que fort peu à voir avec le sexe.

Pourquoi donc la table et le plafond ? Parce que le français possède deux genres, l'un est dit masculin, l'autre est dit féminin. Il s'agit bien de marques de genre et non pas d'indicateurs de sexe. Cela signifie tout simplement que tous les noms sont dans notre langue distribués en deux ensembles ; l'un qui exige l'article « la » ou « une » ; l'autre qui impose « le » ou « un » ; l'un qui activera la forme « petite » de l'adjectif, l'autre la forme « petit ».

Le sens d'un nom ne permet pas, dans l'immense majorité des cas, de prédire à quel ensemble il appartient. En français, le genre est donc simplement une règle d'accord automatique, contrairement d'ailleurs à ce qui existe dans une bonne partie des langues du monde, dont un peu moins d'un quart possèdent un système de genres grammatical. Pensez par exemple aux difficultés des anglophones pour savoir s'il convient de dire « le » ou « la fourchette », « la » ou « le bière ».

### Une erreur d'analyse

La confusion regrettable que certains commettent complaisamment entre marques de genre grammatical et indicateurs de sexe tient au fait que, pour certains êtres animés, la langue française a trouvé commode de détourner l'usage arbitraire des marques de genre pour obtenir une distinction de sexe. Ainsi en est-il pour 1 à 2 % des mots du français comme « artiste » et « concierge ». C'est sur la base de cette erreur d'analyse que l'on veut engager aujourd'hui une lutte des classes... grammaticales. Faisant d'une convention morphologique fondée sur le pur arbitraire linguistique un complot machiste et manifestant ainsi une totale ignorance des structures des langues du monde.

De façon à éviter que les épécènes (ces mots dont la forme ne varie pas entre masculin et féminin) ne portent atteinte à la parité, le point serait utilisé alternativement en composant le mot comme suit : racine du mot +

suffixe masculin + point + suffixe féminin. Il conviendrait ainsi d'écrire « les sénateur.rice.s » plutôt que les « sénateurs ». **Alors que nos élèves ont un mal fou à respecter les accords dans la phrase, on devrait leur imposer une difficulté supplémentaire d'écriture et gêner considérablement leur accession à une lecture fluide.**

**Et cela pour un bénéfice nul** : car ce que ces bons apôtres ne comprennent pas, c'est que, lorsque l'on utilise un mode générique comme dans « un sénateur est élu par de grands électeurs » ou « les sénateurs sont élus... », on ne veut surtout pas savoir combien il y a de mâles et de femelles dans l'ensemble ainsi désigné. C'est l'appartenance à un ensemble générique que l'on désigne, et non sa composition.

Dans la même perspective, il faudrait supprimer cette règle scélérate qui voit, dans un combat douteux, le masculin l'emporter sur le féminin dans le cas de l'accord d'un adjectif avec deux noms de genres différents. « Le » plafond l'emporte donc sur « la » table dans une aspiration commune à la blancheur. Si la formulation prête à confusion, utilisons donc les termes « genre1 » et « genre2 » qui n'induiront aucune tentation d'y voir un stéréotype sexuel.

## Une bataille à peu de frais

**J'ai bien conscience du caractère inadmissible de la discrimination sexuelle.** Il est absolument insupportable qu'elle sévisse encore aujourd'hui dans la vie politique, professionnelle ou familiale. **Mais choisir le terrain linguistique pour mener cette bataille nécessaire en confondant règle arbitraire et symbole social, c'est confondre les luttes sociales et le badinage de salon.** C'est surtout faire injure à toutes celles qui sont sous-payées, qui supportent l'essentiel du poids de l'éducation des enfants et qui sont si mal représentées dans les lieux de pouvoir et de prestige.

**C'est donc un pitoyable combat que celui de se battre à peu de frais contre une règle arbitraire en la faisant passer pour le symbole d'une discrimination sociale. L'inculture rejoint alors l'hypocrisie.** Il n'est de combat juste que celui que l'on mène lucidement contre l'injustice, l'inégalité et la brutalité qui pèsent sur les plus vulnérables (femmes et hommes confondus). Ce combat doit tous nous mobiliser ! **Alors, de grâce, ne nous perdons pas dans une bataille contre des règles de grammaire qui n'ont jamais causé le moindre tort à la cause des femmes et dont les modifications non seulement ne changeront rien aux inégalités mais encore nous détourneront de l'action nécessaire.**

Une langue ne pourra voir sa structure changer qu'au rythme de l'évolution du peuple qui la parle. Elle ne développerait de nouvelles formes que si lui étaient honnêtement proposés de nouveaux défis de communication, justes conséquences de nouvelles conquêtes sociales et culturelles.

Commençons donc à exiger une parité au Sénat ou ailleurs et alors la langue répondant à l'évocation d'une nouvelle situation fera – pourquoi pas ? – de « sénatrices » l'épicène désignant l'ensemble des membres de cette noble assemblée (comme l'est déjà aujourd'hui « institutrices », l'usage reflétant la féminisation de la profession).

Une langue déteste qu'on lui concède un statut de papier qui ne correspondrait pas à de vrais territoires culturels, économiques et juridiques conquis de haute lutte sociale. C'est alors et seulement alors qu'on l'invitera à les investir.

Elle déteste aussi qu'un éditeur se fasse sur son dos une publicité facile... alors même que beaucoup de ses ouvrages révèlent des stéréotypes fâcheux. **Elle déteste tout autant que quelques maîtres d'école, ignorant tout du fonctionnement de la langue, sèment une confusion orthographique, morphologique et sémantique dans les esprits fragiles de leurs élèves.**

**Alain Bentolila**(Professeur de linguistique à l'université Paris-Descartes) et **Alain Bentolila (Professeur de linguistique à l'université Paris-Descartes)**

# « Il serait sage pour les gouvernements fortement endettés de réduire leurs dettes dès qu'ils le peuvent »

## TRIBUNE

### Collectif

Quatre économistes nord-américains observent dans une tribune au « Monde » que, à taux d'exposition à l'épidémie égal, les primes de risque souverain augmentent plus fortement dans les Etats déjà endettés

**Tribune.** Au cours de la dernière décennie, des économistes comme le Prix Nobel 2008, Paul Krugman, ont exhorté les Etats à augmenter toujours davantage l'emprunt public. Mais une dette trop importante peut devenir un vrai problème. Il semble en effet, en particulier en période de crise, que les nations au budget trop tendu risquent davantage d'être pénalisées par les marchés financiers et de subir une augmentation de leurs coûts d'emprunt. Et cela a bien sûr des conséquences importantes sur la politique budgétaire.

Nous avons étudié trente pays développés en Amérique, en Europe et dans la région Asie-Pacifique, ainsi que 23 Etats des Etats-Unis, pour mesurer l'effet direct de la propagation de la pandémie de Covid-19 sur les coûts d'emprunt des gouvernements (« [In Sickness and in Debt : The COVID-19 Impact on Sovereign Credit Risk](#) », 18 janvier 2021, document de travail, non publié).

Nous avons utilisé des données du marché des *credit default swaps* (CDS) [*couverture de risque de crédit*] pour connaître l'évolution du coût d'emprunt de chaque Etat : les primes CDS augmentent et diminuent fréquemment à mesure que les investisseurs changent d'opinion sur les risques perçus de prêts à certains Etats. Notre étude s'est étendue du 1<sup>er</sup> janvier 2020, lorsque l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en place son cadre d'action d'urgence, au 18 mai 2020, lorsqu'un fonds de relance de l'Union européenne (UE) de 500 milliards d'euros a été proposé.

## Les discriminations du marché

Selon notre étude, les pays sous contrainte budgétaire risquent beaucoup plus de subir une forte augmentation de leurs coûts d'emprunt que les pays moins endettés début 2020. Ce phénomène reste vrai même pour deux pays présentant un niveau d'infection de Covid-19 similaire.

Prenons par exemple le Portugal et l'Allemagne. Ces deux pays ont été confrontés à des chocs économiques très similaires, en matière de nombre de cas de Covid-19 pendant la première vague de la pandémie, mais le marché a sanctionné le Portugal beaucoup plus sévèrement que l'Allemagne, au niveau des coûts de service de la dette. De même, l'Italie et la Suisse comportaient des proportions presque identiques de cas de Covid-19, mais le coût de la dette publique en Suisse est resté pratiquement inchangé tout au long de l'année 2020, alors que celui de l'Italie a considérablement augmenté.

Cette étude a mesuré le niveau de « capacité budgétaire » à partir de nombreuses données économiques, notamment la notation de la dette de l'Etat, les taux de chômage, le PIB et les niveaux d'endettement, ainsi que d'autres indicateurs économiques pertinents. Pour mesurer l'état de préparation d'un pays à gérer la pandémie, nous avons tenu compte des données démographiques, du nombre de médecins pour 1 000 habitants et des dépenses en soins de santé.

## Le poids des contraintes budgétaires

Nous avons constaté que les pays dont le budget était le moins robuste ont subi des augmentations de leurs coûts d'emprunt. Cela contraste avec le résultat de pays en meilleure santé budgétaire, qui ont mieux résisté aux chocs de croissance externes associés à la pandémie. En d'autres termes, les pays bénéficiant d'une marge de manœuvre dans leurs budgets n'ont pas été pénalisés par des coûts d'emprunt considérablement plus élevés sur les marchés.

Le niveau d'infection de Covid-19 a apporté peu de différence au coût d'emprunt de chaque entité, sauf si le pays ou l'Etat concerné était confronté à des contraintes budgétaires. Pour les gouvernements à court d'argent, il existe une relation statistiquement significative entre l'augmentation des infections et les augmentations du coût d'emprunt qui s'ensuivent, alors que pour les gouvernements bénéficiant d'un budget robuste, la sensibilité des coûts d'emprunt aux infections de Covid-19 est négligeable.

Nous avons également constaté qu'aucun facteur de santé apparemment essentiel, comme le nombre de médecins, le nombre de lits d'hôpitaux disponibles, la densité de la population ou la proportion de personnes âgées ou obèses, n'a d'influence sur les changements du coût d'emprunt pour les pays ou les Etats. Les différences entre les réponses en matière de politique de santé publique des pays et Etats étudiés n'expliquent pas la façon dont les coûts d'emprunt ont évolué pendant la crise.

## Augmenter la capacité budgétaire lors des périodes favorables

Nous avons également pu éliminer la politique monétaire en tant que cause possible des différentes réactions des marchés pendant la pandémie, en étudiant des Etats partageant une politique monétaire commune. Ces résultats ont été confirmés par l'étude de pays de la zone euro, où s'appliquait pour tous la même politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). De même, tous les Etats des Etats-Unis étaient soumis aux décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale (FED).

Ces résultats ont des conséquences claires pour les économistes convaincus que la dette n'a pas d'importance et pour les décideurs politiques qui souhaitent renforcer leurs pays ou Etats contre des chocs économiques à venir. Nous pensons qu'il serait sage pour les gouvernements fortement endettés de réduire leurs dettes dès qu'ils le peuvent, sous peine d'être confrontés à des coûts d'emprunt plus élevés au moment même où ils ont besoin de plus d'argent.

Le fait qu'une faible capacité budgétaire amplifie l'exposition du risque de crédit souverain aux chocs généralisés souligne la nécessité d'augmenter la capacité budgétaire lors des périodes économiquement favorables.

Les signataires de cette tribune sont **Patrick Augustin**, université McGill, Montréal, Canada ; **Valeri Sokolovski**, HEC Montréal, Canada ; **Marti Subrahmanyam**, Stern School of Business, New York University, Etats-Unis ; **Davide Tomio**, Darden School of Business, université de Virginie, Etats-Unis.

BIDEN-REGIERUNG VERSTIMMT:

## Ein neues „German problem“?

- VON MAJID SATTAR, WASHINGTON
- -AKTUALISIERT AM 29.04.2021-06:22



In der Regierung des amerikanischen Präsidenten Biden macht sich Enttäuschung über Berlin breit. Nicht nur das Festhalten am deutsch-russischen Projekt Nord Stream 2 belastet das transatlantische Verhältnis.

Hundert Tage nach dem Amtsantritt Joe Bidens ist in den außenpolitischen Zirkeln in Washington Enttäuschung über die Unbeweglichkeit Deutschlands zu vernehmen. Diplomaten in der amerikanischen Hauptstadt verweisen darauf, dass es zwischen Washington und Berlin nicht gut laufe, und zwar nicht nur wegen der Ostsee-Pipeline Nord Stream 2. In den zentralen strategischen Fragen westlicher Außenpolitik stelle Berlin sich quer: in der Russland- ebenso wie in der China-Politik. John Kornblum, der frühere amerikanische Botschafter in Deutschland, spricht aus, was Diplomaten, die nicht zitiert werden wollen, andeuten: In der atlantischen Welt gebe es ein neues „German problem“.

In den westlichen Hauptstädten war die Erleichterung groß, dass Donald Trump im vergangenen November aus dem Amt gewählt wurde und die Machtübergabe an Biden trotz aller Manipulationsversuche am Ende gelang. Dass mit dem Demokraten alle transatlantischen Konflikte vergessen sein würden, glaubte keiner. Wohl aber gab es die Auffassung, dass es nicht nur zu atmosphärischen Verbesserungen kommen würde, sondern eine Bereitschaft bestehe, die zentralen globalen Herausforderungen für den Westen gemeinsam anzugehen. Und zwar durchaus in dem Bewusstsein, dass Trump kein Betriebsunfall der Geschichte war, sondern die Manifestation einer tieferen Krise der führenden westlichen Demokratie, welche die Folgen der Globalisierung zu lange außer Acht gelassen hatte.

Biden hat daraus die Schlussfolgerung gezogen, eine „America first“-Politik mit freundlichem Gesicht zu verfolgen: Internationale Politik wird daraufhin überprüft, was sie für den amerikanischen Arbeiter bedeutet. Und der neue Präsident hatte auf Verständnis seiner Bündnispartner gehofft, zumal Deutschlands, das Trump als Prügelknabe diente.

Washington macht deutlich, wo seine Prioritäten liegen: Beim Empfang des japanischen Ministerpräsidenten Yoshihide Suga Mitte April im Weißen Haus — dem ersten persönlichen Gespräch mit einem Verbündeten — sagte er ungefragt, beide Partner seien entschlossen, die Herausforderung, die China darstelle, anzunehmen. Auch die ersten Reisen von Außenminister Antony Blinken und Sicherheitsberater Jake Sullivan galten der Sicherheit im indopazifischen Raum.

Biden hat klargestellt, dass er – anders als Trump, der sich ohne Rücksicht auf Dritte der chinesischen Herausforderung stellte – auf eine koordinierte Strategie mit den Verbündeten setzt. In den Gesprächen über eine härtere Gangart gegenüber der selbstbewusster auftretenden Volksrepublik soll Berlin aber ausweichend

reagieren. Das gilt auch für die Russland-Politik. Blinken hat deutlich gemacht, dass er [Nord Stream 2](#) für einen „schlechten Deal“ hält, und er hat an die Sanktionen erinnert, die der Kongress fraktionsübergreifend beschlossen hat. Biden hat bislang darauf verzichtet, Strafmaßnahmen auf nicht-russische Unternehmen, die an dem Projekt beteiligt sind, auszuweiten.

## **Beweglichkeit eingeschränkt?**

Nach einer Zeit der Sprachlosigkeit zwischen Berlin und Washington in dieser Frage ist es diese Woche tatsächlich zu ranghohen Gesprächen gekommen. Diplomaten weisen aber darauf hin, dass diese nur allgemeiner politischer Natur gewesen seien und es nicht um konkrete Lösungsmöglichkeiten gegangen sei. Weitere virtuelle Treffen wurden vereinbart. Anders als Trump geht es Biden nicht darum, amerikanisches Flüssiggas zu verkaufen. In Washington heißt es: Deutschland wolle stets für die EU sprechen, es spreche aber nicht für die EU.

In Berlin wird dies bestritten und stattdessen darauf verwiesen, dass die deutsche Beweglichkeit nun einmal eingeschränkt sei. Zum einen sei man rechtlich gebunden, zum anderen bewerte man die Frage der eigenen Energiesicherheit politisch anders als Washington. Auch wird dem Eindruck widersprochen, die Biden-Administration sei generell enttäuscht von Deutschland. Als Russland kürzlich Truppen an die ukrainische Grenze verlegte und die Krise zu eskalieren drohte, sei es zwischen Berlin und Washington zu einer engen Abstimmung gekommen. Ganz gleich, was auf dem Unterdeck getuschelt werde, so der Tenor, die Beziehungen zwischen Kanzleramt und Weißem Haus seien „sehr freundschaftlich“. Das entspricht einer Lesart, nach der Biden die Pipeline gar nicht so wichtig sei und sie eher pflichtschuldig anspreche, weil ihm der Kongress im Nacken sitze. Das Problem mit dieser Lesart ist: Sie entspricht nicht der Realität in Washington.

Die Debatte über die China-Politik ist zwischen den beiden Verbündeten längst nicht so weit fortgeschritten wie die über Russland. Es gibt aber in Washington die Vermutung, dass Berlin sich dagegen wehrt, Manövriermasse der amerikanischen China-Politik zu sein. Tatsächlich sieht Bidens Regierung Pekings Ambitionen als globale Herausforderung und hält es für kurzsichtig, aufgrund der eigenen Exportinteressen so zu tun, als sei es für Berlin damit getan, eine Fregatte in den indopazifischen Raum zu entsenden. Der Präsident wird Angela Merkel Mitte Juni in London und Brüssel treffen, beim G-7- und beim Nato-Gipfel. Bilaterale Besuche sind derzeit weiterhin nicht geplant. Noch kann man dabei weiter auf die Pandemie als Hindernis für solche Treffen verweisen.

BIONTECH-PRODUKTION:

## Eine Heldin aus Marburg

- VON SEBASTIAN BALZTER
- -AKTUALISIERT AM 28.04.2021-15:38



Valeska Schilling, 42, Diplom-Biologin und Produktionsleiterin von Biontech in Marburg Bild: Lucas Bäuml

Valeska Schilling leitet die Biontech-Produktion in Marburg. Und liefert eine frohe Botschaft nach der anderen.

Wer ist die wichtigste Frau im Land, das strahlende Vorbild für alle tüchtigen Mädchen? Bundeskanzlerin Angela Merkel? Grünen-Kanzlerkandidatin Annalena Baerbock? Oder vielleicht doch Valeska Schilling? Sie stellt in Marburg den Impfstoff gegen die Corona-Seuche her. Nicht den wegen Nebenwirkungen und Lieferverzögerungen in Misskredit geratenen Stoff von Astra-Zeneca. Auch nicht die erst in geringen Mengen verfügbaren Mittel von Moderna oder Johnson & Johnson. Sondern das in Rekordzeit entwickelte Vakzin von **Biontech**, dem nicht nur alle bisher vorliegenden Studien blitzsaubere Ergebnisse attestieren, sondern dessen Herstellung auch wie am Schnürchen läuft.

Zwei Meldungen aus der vergangenen Woche illustrieren den Unterschied: In Amerika ziehen die Behörden wegen allerlei Schlampereien mehrere Millionen Impfstoffdosen des Herstellers **Johnson & Johnson** aus dem Verkehr und sperren überdies die Fabrik eines Zulieferers in Baltimore. Biontech dagegen kündigt tags darauf an, in Europa 50 Millionen Dosen früher als geplant auszuliefern.

Und jetzt kommt Valeska Schilling ins Spiel. Sie ist die Produktionsleiterin von Biontech in Marburg. Und an der Fabrik dort hängt es ganz entscheidend, dass die Firma Biontech, deren Gründer **Ugur Sahin** und **Özlem Türeci** für ihre Erfindung und ihren Unternehmergeist vor kurzem mit dem Bundesverdienstkreuz ausgezeichnet wurden, dieses Jahr Hunderte Millionen Dosen Impfstoff mehr herstellen kann als ursprünglich angenommen. Nicht nur, dass die Diplom-Biologin Schilling mit ihrem rund 160 Mitarbeitern die vorher vom Schweizer Pharmakonzern Novartis für die Fertigung eines Krebsmittels genutzte Fabrik in Marburg in weniger als einem halben Jahr so umgerüstet hat, dass dort nun mit einer komplett andersartigen Technik der Corona-Impfstoff produziert werden kann. Das Team Schilling, das im Herbst zusammen mit dem Werk von Novartis zu Biontech gewechselt ist, hat es seitdem auch geschafft, Stück für Stück das Herstellungstempo und die Effizienz zu steigern. Statt wie zunächst angenommen 750 Millionen sollen dieses Jahr eine Milliarde Impfstoffdosen aus Marburg geliefert werden.

Das ist vielleicht nicht so ein Geniestreich wie die Erfindung des **Impfstoffs** selbst. Aber eine Meisterleistung ist es ganz gewiss, hängt der Erfolg der gesamten deutschen Corona-Politik doch vor allem am schnellen Fortschritt der Impfkampagne.

Valeska Schilling, 42 Jahre alt und aufgewachsen in Frankfurt, beschreibt ihren Beitrag bescheiden. „Das ist ein bisschen so, wie wenn man einen Kugelschreiber aus seinen Einzelteilen zusammensetzt. Beim ersten

Mal ist man froh, wenn man es überhaupt hinbekommt. Aber nach ein paar Versuchen wird man schneller.“ Der Vergleich ist charmant, aber an Understatement kaum zu überbieten. Für die Herstellung des Corona-Impfstoffs sind 50.000 einzelne Arbeitsschritte definiert. Und nur zur Erinnerung: Als die Substanz von Biontech im vergangenen Dezember zugelassen wurde, war das nicht nur deshalb eine Sensation, weil es sich dabei um den allerersten Corona-Impfstoff der Welt handelte. Es war auch das erste Mal überhaupt, dass ein Präparat auf der Basis der Messenger-RNA-Technologie (mRNA, eine Art Schwestermolekül der das Erbgut enthaltenden DNA) eine Zulassung erhielt.

Es hatte mithin niemand Erfahrung mit der Herstellung dieses Wirkstoffs im industriellen Maßstab, nirgends. Zuerst sprang der Milliardenkonzern **Pfizer** ein, rüstete Werke in Belgien und Amerika dafür aus. Inzwischen ist nach allen zugänglichen Angaben die Anlage in Marburg, im Februar in Betrieb genommen und Ende März zugelassen, die größte ihrer Art auf der Welt. Seit Mitte April wird der dort hergestellte Impfstoff überall in Deutschland und in anderen europäischen Ländern eingesetzt. Dass Biontech und Pfizer nächstes Jahr sogar 1,8 Milliarden Dosen an die EU liefern wollen, allesamt in Europa gefertigt, wäre ohne Marburg nicht denkbar.

Valeska Schilling sorgt dafür, dass die Produktion läuft, rund um die Uhr, an sieben Tagen in der Woche. Dazu muss man zweierlei wissen. Erstens hat diese Anlage, so wichtig sie im Kampf gegen das tückische Virus auch ist, nicht die Dimensionen eines Stahlwerks oder einer Autofabrik. Für eine Corona-Impfstoffdosis von Biontech sind ganze 30 Mikrogramm reine mRNA nötig. Das genügt, um die Körperzellen der Geimpften dazu zu bringen, ein bestimmtes Bruchstück des Coronavirus hervorzubringen und damit das Immunsystem derart anzuregen, dass es eine echte Infektion in den allermeisten Fällen aus eigener Kraft abwehren kann. 8 Millionen Dosen enthalten folglich 240 Gramm mRNA, weniger als ein Stückchen Butter wiegt. Das ist die Menge, die zurzeit in Marburg alle fünf Tage fertiggestellt und dann von Partnerfirmen abgefüllt wird.

Biontech hat zwei unscheinbare sechsstöckige Gebäude im Mietshausformat bezogen, die auf dem langgezogenen Gelände der altehrwürdigen Marburger Behringwerke stehen, benannt nach dem Nobelpreisträger von 1901, passenderweise ein Pionier der Impfstoffforschung, der Bahnbrechendes zur Bekämpfung von Diphtherie und Tetanus geleistet hat. Das Kernstück der Biontech-Anlage ist ein Reinraum, in dem eine etwa menschengroße Maschine steht; sie rührt und temperiert eine aus Enzymen, DNA-Bruchstücken und verschiedenen anderen Vorprodukten bestehende Flüssigkeit in einem 40-Liter-Kunststoffbeutel, bis sich darin nach einem ausgeklügelten Rezept die mRNA gebildet hat.



Höchste Reinhaltungsstufe: Biontech-Produktion in Marburg :Bild: Lucas Bäuml

Zweitens ist diese Technik, so neu sie für die Pharmabranche ist, für Valeska Schilling schon eine alte Bekannte. Sie hat nach dem Abitur mit Biologie-Leistungskurs zuerst eine Ausbildung zur Medizinisch-Technischen Angestellten gemacht, danach an der Frankfurter Universität Biologie studiert – und im Labor schnell ihre Berufung gefunden. Jedenfalls klingt es so, wenn sie heute davon erzählt: „Als ich zum ersten

Mal eine Probe auf einer Agarplatte ausgestrichen habe, wusste ich: Das ist meins.“ In Schillings Diplomarbeit ging es dann um die Funktionsweise jenes Zellbestandteils, der im menschlichen Körper mit Hilfe von Ribonukleinsäure (RNA) Proteine herstellt. „Ich kann jetzt wirklich viel von dem gebrauchen, was ich in meinem Studium gelernt und im sehr kleinen Maßstab auch schon angewandt habe“, sagt sie. „Nur dass ich damals noch nicht geahnt habe, dass es eines Tages für die Impfstoffproduktion so relevant sein könnte.“

Als Berufseinsteigerin in der Pharmabranche hatte es Schilling erst einmal mit ganz anderen Aufgaben und Wirkstoffen zu tun. Für Novartis war sie zunächst in dem Werk beschäftigt, in dem die Schmerzsalbe Voltaren hergestellt wird, kümmerte sich dann um das Zuliefernetzwerk, wechselte nach Stationen in der Schweiz und Österreich schließlich als Produktionsleiterin nach Marburg, wo der Konzern ein Mittel zur Behandlung von Lymphdrüsenkrebs fertigte – in exakt denselben Gebäuden, in denen Biontech nun den Impfstoff herstellt. Und mit derselben Mannschaft. „Alle sind noch da“, sagt Schilling. „Das ist enorm hilfreich.“

Ihr selbst sei es nicht schwergefallen, das Angebot des aufstrebenden Biotechunternehmens anzunehmen. Was sie von ihrem Beruf erwartet, erzählt Schilling, das habe sie für sich gleich nach dem Studienabschluss in einem Coaching geklärt. „Mir kommt es darauf an, dass meine Arbeit einen Sinn hat und dass dabei auch grundlegende moralische Werte geachtet werden.“ In der Pharmabranche sei das nicht immer der Fall, räumt Schilling ein. Deshalb habe sie einst rund ein Jahr lang nach der passenden Stelle für ihren Einstieg ins Arbeitsleben gesucht, mehrere Angebote abgelehnt. Die Entscheidung für die Arbeit am Corona-Impfstoff sei dagegen ein Klacks gewesen.

Der Erfolg von Biontech hat dazu geführt, dass die Behringwerke, in einem engen Tal gelegen und von dunklem Wald umgeben, ins Licht der Öffentlichkeit gerückt sind. Der Werksschutz passt auf, auch die Polizei zeigt Präsenz. An diesem Ort und an den Leuten, die hier arbeiten, hängt nun so viel. „Den Druck spüren wir schon“, sagt Valeska Schilling. „Auf der anderen Seite freut uns die Aufmerksamkeit. Es gibt doch nichts Schöneres, als wenn man am Ruder sitzt und etwas tun kann, damit die Lage besser wird.“ Jede Meldung über vorgezogene Liefertermine oder Mengensteigerungen dürfte diese Freude an der Arbeit größer machen. „Wir tüfteln ständig daran, den Prozess zu verbessern“, erläutert Schilling. „Die Veränderungen, die jetzt höhere Lieferzusagen ermöglichen, haben wir vor zwei, drei Monaten angestoßen.“ So vergnügt, wie Valeska Schilling dabei aussieht, darf man schon heute darauf gespannt sein, welche neuen guten Nachrichten in der Zukunft aus Marburg zu hören sein werden.

LIEBLINGSGERICHTE DER REDAKTION:

## Geflochtener Genuss

- VON CARSTEN KNOP
- -AKTUALISIERT AM 28.04.2021-17:07



Mit einem Butterzopf kann man mächtig Eindruck machen auf dem Frühstückstisch. Dabei ist er gar nicht schwer herzustellen. Mit ein bisschen Ruhe entsteht ein vielseitiges Gebäck.

Bei Butterzöpfen hat man das Gefühl, sie putzten sich für ein Foto extra heraus, wenn sie aus dem Ofen kommen: Seht her, ich bin aufgegangen. Das Kneten hat sich gelohnt. Schaut mal, was Hefe bewirken kann! Jedenfalls kann man mit einem solchen Gebäck mächtig Eindruck auf dem Frühstückstisch schinden, nicht nur an **Ostern**. Für einen ordentlichen Sonntagsbrunch taugt so ein Butterzopf immer – und er ist auch gar nicht so kompliziert herzustellen.

Los geht es mit dem Anwärmen der **Milch** auf etwa 40 Grad, danach schlämmt man in ihr die Trockenhefe auf (finde ich besser als Würfelhefe) und vermischt alles mit den restlichen Zutaten, also der Butter, dem Zucker, dem Ei, dem Eigelb, dem Salz, der Vanille, dem Abrieb der Zitrone. Das Mehl zum Schluss nach und nach zugeben und alles gut vermischen. So weit, so unkompliziert – dann kommt das Knet-Wunder: den Teig am besten auf einem Tisch auskneten, bis er ganz elastisch und dehnbar ist. Das muss man nicht unbedingt mit einer Küchenmaschine machen; eigentlich ist das Kneten per Hand durch nichts zu ersetzen.

Dann braucht der Teig eine längere Ruhepause von etwa einer halben Stunde – bitte währenddessen in einer Schüssel gut zudecken, damit der Teig nicht verhäutet. Dieses Kneten und Ruhen kann man ruhig noch einmal oder sogar zweimal wiederholen. Nach meinem Geschmack wird der Teig dadurch weniger hefig und auch lockerer. Danach gilt es, den Teig in einzelne Portionen aufzuteilen: Für einen klassischen Dreistrangzopf wird der Teig in drei gleich große Stücke geteilt und zu Teigsträngen langgezogen. Diese Stränge lassen sich dann recht einfach zu einem Zopf flechten. Dieser rohe Zopf muss danach abermals an einem wärmeren Ort gehen, sprich gären; etwa 30 bis 60 Minuten lang.

### Viele Gestaltungsmöglichkeiten

Den Backofen auf 180 Grad bei Ober-/Unterhitze vorheizen und den Zopf zweimal mit Ei einstreichen. Anschließend kann man noch Dekor aufstreuen, wie auf dem Foto zum Beispiel Mandeln und Hagelzucker. Nach fünf Minuten im Ofen die Temperatur auf 160 Grad zurückstellen. Nach weiteren rund 35 Minuten ist der Zopf gebacken. Wer mag, kann das gute Stück auch mit Mohn oder Nuss befüllen, aber so, als reiner Butterzopf, gibt es auf dem Brunch- oder Frühstückstisch für jeden die größten Gestaltungsmöglichkeiten.

Zutaten für einen großen Zopf

500 Gramm Weizenmehl Type 550 oder Dinkelmehl Type 630

Olivier Babeau:

## « Pourquoi la mixité sociale est si difficile à mettre en place? »

FIGAROVOX/CHRONIQUE - Selon le chroniqueur et essayiste Olivier Babeau, si la mixité sociale est évidemment souhaitable, sa mise en place est en réalité bien plus délicate.

Publié hier à 11:25, mis à jour hier à 17:06



Olivier Babeau. Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

« *Les gens sont en demande de mixité sociale* » Cette déclaration de la ministre du logement Emmanuelle Wargon est intéressante. Elle témoigne d'une confusion trop souvent entretenue entre le souhaitable et le réel. Confusion qui mine l'efficacité des mesures qu'elle inspire. Le souhaitable, c'est la coexistence des classes sociales qui est une des conditions de la mobilité. Le réel, c'est malheureusement que trois raisons (au moins) font que la mixité sociale n'est absolument pas demandée.

Première raison : les classes sociales sont moins mutuellement dépendantes qu'hier. La représentation marxiste de la société reposait sur une opposition fondamentale entre les possesseurs du capital et ceux qui n'avaient que leur force de travail. L'après-guerre aura été le moment où, dans l'euphorie de la reconstruction, on avait cru que l'ensemble de la société se rassemblerait autour de la classe moyenne. Mais la révolution numérique a relancé la puissante machine à séparer les individus. Les lignes de démarcation ne sont plus les mêmes. Le capital est toujours en filigrane, mais le sens des relations a changé. Le sociologue Jean-Marc Rémy écrivait en 2012 : « *À une représentation verticale de la société (dominants / dominés) se substitue l'image de la frontière entre ceux qui sont « dedans » (les « protégés », les « connectés »...) et ceux qui sont relégués « dehors »... en périphérie[1].* » La société n'est plus une pyramide, mais une juxtaposition de poches mutuellement imperméables. Dans ces conditions nouvelles, la rencontre des groupes sociaux devient plus improbable que jamais. Hier, le patron et l'ouvrier étaient mutuellement dépendants, obligés de collaborer pour des raisons économiques. Les rapports pouvaient être froids et même conflictuels, mais ils existaient. On était bien obligé de compter avec l'existence de l'autre, l'un pour faire tourner ses usines et l'autre pour gagner sa vie. Aujourd'hui, plus personne n'a besoin de l'autre. L'évitement s'impose comme la meilleure stratégie.

Entre 1940 et 2003, l'homogamie a progressé aux deux bouts de l'échelle sociale américaine : les diplômés du supérieur se marient de plus en plus avec d'autres diplômés, et les non diplômés avec des non diplômés.

Deuxième raison : les barrières au regroupement entre semblables se sont effondrées depuis cinquante ans, provoquant un mouvement rapide d'homogénéisation des groupes sociaux. Autrefois, le curé, l'instituteur

étaient des intellectuels forcés de vivre dans un contexte en très fort décalage par rapport à leur propre univers mental. C'était le lot des petites communautés villageoises. Partir était une option risquée et difficile. La plupart des gens vivaient où ils étaient nés. **Désormais, la mobilité et les capacités de communication permettent à chacun d'être en contact permanent avec son semblable.** Dans *Coming apart*, Charles Murray écrit : **« La ségrégation cognitive débute quand les gens intelligents commencent à avoir la possibilité de fréquenter les autres gens inhabituellement intelligents. »** Il n'y a plus de frontières traditionnelles, morales ou financières aux déplacements spatiaux. **Hier les élites locales se rassemblaient dans certains quartiers des bourgades, mais continuaient à vivre avec le reste des habitants. Ils ne faisaient pas sécession. Aujourd'hui, ces élites ont quitté les territoires pour s'agglutiner dans les grandes métropoles.** Entre 1940 et 2003, l'homogamie a progressé aux deux bouts de l'échelle sociale américaine : les diplômés du supérieur se marient de plus en plus avec d'autres diplômés, et les non diplômés avec des non diplômés. **Une homogamie qui accentue les effets de polarisation sociale** : les enfants de couples diplômés seront statistiquement des diplômés eux aussi. L'absence d'études supérieures, elle aussi, a tendance à se reproduire de génération en génération. L'effondrement de la mixité cognitive des universités américaines en l'espace de quelques décennies témoigne de **l'homogénéisation croissante des élites.** Murray montre l'incroyable progression **de la concentration des hauts quotients intellectuels dans les meilleures universités américaines depuis les années quatre-vingts.** Un élève qui aurait été parmi la moyenne des étudiants de Harvard en 1952 n'aurait plus fait partie que des 10% les moins bons huit ans plus tard. En 1961, 25 % des étudiants intégrant Yale avaient un score au test d'entrée inférieur à 600. Cinq ans plus tard, ils ne sont plus que 9 %. Dans le même temps, la proportion des élèves obtenant entre 700 et 800 passait de 29 à 52 %. En 1997, seulement 19 % des écoles captent 74 % des élèves ayant obtenu les meilleurs scores. La concentration des talents académiques n'a jamais été aussi élevée.

Dernière raison poussant à l'absence de mixité sociale : **à l'ère du capitalisme cognitif, la mixité est plus que jamais un obstacle à la reproduction sociale. Donner toutes les chances à sa progéniture, c'est leur garantir l'accès aux deux trésors complémentaires de la formation et des bonnes fréquentations.** Si la localisation est un facteur déterminant en immobilier, c'est souvent moins pour le lieu en lui-même que pour ceux qui y vivent. **La montée des prix de l'immobilier dans certaines zones ne traduit pas seulement le désir d'avoir une vue sur la tour Eiffel. Elle reflète la volonté éperdue des gens d'habiter dans un contexte social où ils seront en contact avec d'autres gens hyperconnectés à la nouvelle économie numérique et à ses opportunités.** Les relations d'enfance plantent en nous tant de choses qui germeront notre vie durant : les manières d'être, la façon de considérer le savoir et l'existence, notre rapport au groupe, notre propension à prendre des risques et la reconnaissance que nous recevons des autres... Et à terme, souvent, les relations matrimoniales. **Il est impossible d'empêcher les parents d'être obsédés, parfois inconsciemment, par la quête de l'environnement le plus apte à garantir la protection et la réussite de leur progéniture.** Pour maximiser les chances de leurs enfants, les parents sont prêts à tous les sacrifices. **Même les partisans les plus fervents du principe de la mixité sociale rendent les armes face à la perspective de voir leurs propres rejetons tirés vers le bas, et isolés au milieu de congénères qui n'ont rien à lui apporter d'utile du point de vue de la compétition sociale.**

Gardons-nous, en somme, de sous-estimer les très puissantes forces qui œuvrent à l'absence de mixité sociale.

---

[1] Remy Jean-Marc, « *Comment représenter aujourd'hui la structure sociale ?* », Blog Papiers Universitaires, 26/05/2012.

# « L'apocalypse attendra, mais il faudra plus qu'un plan pour relancer la France »

## CHRONIQUE

Présenté officiellement à Bruxelles, mercredi 28 avril, le plan de relance français veut préparer le pays aux défis de long terme. Mais il évite des points cruciaux comme l'éducation ou la réforme de l'Etat, et n'est pas financé, observe Philippe Escande, éditorialiste économique au « Monde ».

Publié hier à 11h15 Temps de Lecture 2 min.



Le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, à Paris, le 8 avril 2021. SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

**Pertes et profits.** Nation de Descartes, la France se veut le pays de la raison. En présentant, mardi 27 avril, son plan de relance nationale éligible aux aides européennes, Bruno Le Maire l'a d'ailleurs qualifié d'« *adulte* ». Fini donc les enfantillages : l'Hexagone et l'Europe vont désormais compter sur leurs propres forces pour construire un avenir « *durable, juste, écologique et solidaire* ». Avec, pour preuve de cette maturité, la présentation commune des plans français et allemand, lors d'une même conférence de presse. Le plan de Paris ressemble donc à un jardin français de 727 pages bien ordonnées en trois priorités et neuf composantes. Qu'en ressort-il ?

D'abord, comme annoncé, ceci n'est pas un plan de sauvegarde, à court terme. Il ne vise pas à soutenir l'économie pour l'empêcher de sombrer. Pour cela, le gouvernement français a usé d'autres outils, tels le chômage partiel, les aides directes aux petites comme aux très grandes entreprises, voire des semi-nationalisations, comme dans le cas d'Air France. Grâce à ce dispositif mis en place en un temps record, l'apocalypse n'a pas eu lieu. Le plan, lui, promet autre chose. D'ailleurs, sa matrice originelle, présentée en septembre 2020 et dont la version bruxelloise est extraite, promet de « *bâtir la France de 2030* ».

## Pas d'impôts nouveaux

Répond-il à cette ambition ? **Le certifier n'est pas évident puisqu'il n'est pas accompagné d'une analyse fine des retards français. Listons-en quatre communément admis : l'éducation, la santé, l'efficacité de l'Etat et l'industrie.** Le plan se concentre sur les bénéficiaires traditionnels de la relance – le bâtiment, les transports – , mais intègre aussi le Ségur de la santé et des mesures de lutte contre la désindustrialisation. Notons un effort particulier, et très audacieux : l'établissement, conjointement avec l'Allemagne, d'une filière hydrogène complète. **L'université, la recherche et la réforme de l'Etat, en revanche, attendront.**

**Enfin, ce plan n'est pas financé.** A la différence de son pharaonique équivalent américain, **il ne comprend pas d'impôts nouveaux.** Il en supprime même, avec la disparition de 10 milliards d'euros par an d'impôts de production très pénalisants pour l'industrie. **Le rétablissement des finances et la réduction de la dette, ardemment demandés par Bruxelles, patienteront jusqu'à la fin de cette décennie, si le miracle se produit.** On pourrait néanmoins se demander si, à l'instar des Etats-Unis, il ne serait pas justifié que les bénéficiaires de la bulle des actifs boursiers provoquée par la politique des banques centrales puissent rendre un peu de cet argent vite gagné sur le dos de la crise. L'apocalypse n'a pas eu lieu, mais il faudra plus qu'un plan pour relancer la France.

KOMMENTAR

# Mit Militärputsch drohende Offiziere: Ein Blick in die Abgründe der französischen Politik

Dass in Frankreich pensionierte Generäle kaum verhohlen mit einem Militärputsch drohen, ist ein Skandal. Noch alarmierender ist, dass sich mit Marine Le Pen die wichtigste Herausforderin des Präsidenten vorbehaltlos hinter sie stellt.

Ulrich von Schwerin9 Kommentare28.04.2021, 21.39 Uhr



**Frankreichs Soldaten sind zu politischer Neutralität verpflichtet. Überdurchschnittlich viele von ihnen neigen aber zur extremen Rechten.**

Pool New / Reuters

«Die Situation ist ernst, Frankreich ist in Gefahr», heisst es gleich zu Beginn des offenen Briefs früherer Militärs an Präsident Macron, der in Frankreich derzeit für Furore sorgt. Glaubt man den zwanzig pensionierten Generälen, hundert hohen Offizieren und mehr als tausend weiteren Militärs, [die das Schreiben in der Zeitschrift «Valeurs actuelles» unterzeichnet haben](#), stehen nicht weniger als die Einheit des Landes und das Überleben der Nation auf dem Spiel. Bedroht werden sie ihrer Meinung nach durch «eine gewisse Form des Antirassismus» sowie «den Islamismus und die Horden der Banlieue».

Wenn die Regierung nichts gegen den «Zerfall des Vaterlands» und für die «Rettung der Nation» tue, drohe ein Bürgerkrieg mit Tausenden von Toten, raunen die Autoren. Dann bleibe den Kameraden im aktiven Dienst keine Wahl, als «zum Schutz der Werte unserer Zivilisation» einzugreifen. Wie um ihre Drohung zu bekräftigen, veröffentlichten die ehemaligen Generäle ihren Brief am 60. Jahrestag des gescheiterten Militärputschs gegen Charles de Gaulle, mit dem rechte Offiziere 1961 die Unabhängigkeit Algeriens verhindern wollten.

## Wie aus der Zeit gefallen

Mancher Leser wird sich da verwundert die Augen reiben. Nicht nur die Rhetorik, auch der kaum verhohlene Aufruf zu einer Intervention des Militärs gegen die demokratischen Institutionen des Staates wirken wie aus einer anderen Epoche oder einem anderen Land. Doch so alarmierend es schon ist, dass im Jahr 2021 in Frankreich frühere hohe Militärs ein solch offen rassistisches Schreiben veröffentlichen, so ist auch die Reaktion von Politik und Medien recht befremdlich.

Wenn ehemalige Generäle von einem Bürgerkrieg schwadronieren und zu einem Militärputsch aufrufen, ist eine rote Linie überschritten.

Statt das rechtsextreme Pamphlet umgehend in aller Schärfe zu verurteilen, schwieg die Regierung mehrere Tage dazu. Erst spät erinnerte [Verteidigungsministerin Florence Parly an die Pflicht der Militärs zur politischen Neutralität](#), spielte aber zugleich die Bedeutung des Briefs und seiner Unterzeichner herunter. [Auch die konservative Zeitung «Le Figaro» relativierte die Aussagen der Ex-Generäle](#) und erläuterte, warum deren Handeln vermutlich rechtlich zulässig sei.

### **In der Politik nichts verloren**

Dabei sollte klar sein, dass in einer Demokratie die Militärs in der Politik nichts verloren haben – und seien sie im Ruhestand. Gewiss haben auch pensionierte Soldaten ein Recht auf eine politische Meinung, aber wenn sie in ihrer Identität als ehemalige Offiziere an die Öffentlichkeit treten, von einem drohenden Bürgerkrieg schwadronieren, gegen muslimische Mitbürger hetzen und sich für eine Intervention der Streitkräfte aussprechen, ist ganz klar eine rote Linie überschritten.

Noch alarmierender als die lahme Reaktion der Regierung [ist der begeisterte Applaus, den die Militärs von Marine Le Pen erhielten](#). Die rechtspopulistische Präsidentschaftskandidatin, die als wichtigste Herausforderin von Präsident Macron bei der Wahl im Mai 2022 gilt, stellte sich sofort ohne Einschränkungen hinter das Pamphlet und rief die Unterzeichner auf, sich ihrer Partei anzuschließen. Sie teile ihre Sorgen und unterschreibe ihre Analyse, erklärte Le Pen. Mit ihrer Stellungnahme zeigt Le Pen, was von ihrer Strategie zu halten ist, ihr Rassemblement national als normale, bürgerliche Partei zu präsentieren. Nämlich nichts. Wer ernsthaft meint, Frankreich drohen die Auflösung und ein Bürgerkrieg, wer kein Problem darin sieht, wenn pensionierte Generäle von einem Militärputsch träumen, ist nicht bürgerlich, sondern eine Gefahr für die Demokratie. Dass eine solche Politikerin eine ernsthafte Herausforderin des Präsidenten ist, spricht Bände über das derzeitige politische Klima in Frankreich.

191,131

<https://www.valeursactuelles.com/politique/pour-un-retour-de-lhonneur-de-nos-gouvernants-20-generaux-appellent-macron-a-defendre-le-patriotisme>

## Pour un retour de l'honneur de nos gouvernants » : 20 généraux appellent Macron à défendre le patriotisme

À l'initiative de Jean-Pierre Fabre-Bernadac, officier de carrière et responsable du site [Place Armes](#), une vingtaine de généraux, une centaine de hauts-gradés et plus d'un millier d'autres militaires ont signé un appel pour un retour de l'honneur et du devoir au sein de la classe politique. *Valeurs actuelles* diffuse avec leur autorisation la lettre empreinte de conviction et d'engagement de ces hommes attachés à leur pays.

Par [Jean-Pierre Fabre-Bernadac](#)

Publié le 21 avril 2021 à 7h00 Mis à jour le 22 avril 2021 à 12h25



© NICOLAS MESSYASZ/SIPA

Partager cet article sur

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs du gouvernement,  
Mesdames, Messieurs les parlementaires,

L'heure est grave, la France est en péril, plusieurs dangers mortels la menacent. Nous qui, même à la retraite, restons des soldats de France, ne pouvons, dans les circonstances actuelles, demeurer indifférents au sort de notre beau pays.

Nos drapeaux tricolores ne sont pas simplement un morceau d'étoffe, ils symbolisent la tradition, à travers les âges, de ceux qui, quelles que soient leurs couleurs de peau ou leurs confessions, ont servi la France et ont donné leur vie pour elle. Sur ces drapeaux, nous trouvons en lettres d'or les mots « Honneur et Patrie ». Or, notre honneur aujourd'hui tient dans la dénonciation du délitement qui frappe notre patrie.

– **Délitement qui, à travers un certain antiracisme, s'affiche dans un seul but : créer sur notre sol un mal-être, voire une haine entre les communautés.** Aujourd'hui, certains parlent de **racialisme, d'indigénisme et de théories décoloniales**, mais à travers ces termes **c'est la guerre raciale que veulent ces partisans haineux et fanatiques.** Ils méprisent notre pays, ses traditions, sa culture, et veulent le voir se dissoudre en lui arrachant son passé et son histoire. Ainsi s'en prennent-ils, par le

biais de statues, à d'anciennes gloires militaires et civiles en analysant des propos vieux de plusieurs siècles.

– Délitement qui, **avec l'islamisme et les hordes de banlieue**, entraîne le détachement de multiples parcelles de la nation pour les transformer **en territoires soumis à des dogmes contraires à notre constitution**. Or, **chaque Français, quelle que soit sa croyance ou sa non-croyance, est partout chez lui dans l'Hexagone ; il ne peut et ne doit exister aucune ville, aucun quartier où les lois de la République ne s'appliquent pas**.

– Délitement, car la haine prend le pas sur la fraternité lors de manifestations où le pouvoir utilise les forces de l'ordre comme agents supplétifs et boucs émissaires face à des Français en gilets jaunes exprimant leurs désespoirs. Ceci alors que des individus infiltrés et encagoulés saccagent des commerces et menacent ces mêmes forces de l'ordre. Pourtant, ces dernières ne font qu'appliquer les directives, parfois contradictoires, données par vous, gouvernants.

Les périls montent, la violence s'accroît de jour en jour. **Qui aurait prédit il y a dix ans qu'un professeur serait un jour décapité à la sortie de son collège ?** Or, nous, serviteurs de la Nation, qui avons toujours été prêts à mettre notre peau au bout de notre engagement – comme l'exigeait notre état militaire, ne pouvons être devant de tels agissements des spectateurs passifs.

Aussi, ceux qui dirigent notre pays doivent impérativement trouver le courage nécessaire à l'éradication de ces dangers. **Pour cela, il suffit souvent d'appliquer sans faiblesse des lois qui existent déjà**. N'oubliez pas que, comme nous, une grande majorité de nos concitoyens est excédée par vos louvoiements et vos silences coupables.

Comme le disait le cardinal Mercier, primat de Belgique : « *Quand la prudence est partout, le courage n'est nulle part.* » Alors, Mesdames, Messieurs, assez d'atermoiements, l'heure est grave, le travail est colossal ; ne perdez pas de temps et **sachez que nous sommes disposés à soutenir les politiques qui prendront en considération la sauvegarde de la nation**.

Par contre, si rien n'est entrepris, le laxisme continuera à se répandre inexorablement dans la société, provoquant au final une explosion et l'intervention de nos camarades d'active dans une mission périlleuse de protection de nos valeurs civilisationnelles et de sauvegarde de nos compatriotes sur le territoire national.

On le voit, **il n'est plus temps de tergiverser, sinon, demain la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant, et les morts, dont vous porterez la responsabilité, se compteront par milliers**.

#### **Les généraux signataires :**

*Général de Corps d'Armée (ER) Christian PIQUEMAL (Légion Étrangère), général de Corps d'Armée (2S) Gilles BARRIE (Infanterie), général de Division (2S) François GAUBERT ancien Gouverneur militaire de Lille, général de Division (2S) Emmanuel de RICHOUFFTZ (Infanterie), général de Division (2S) Michel JOSLIN DE NORAY (Troupes de Marine), général de Brigade (2S) André COUSTOU (Infanterie), général de Brigade (2S) Philippe DESROUSSEAUX de MEDRANO (Train), général de Brigade Aérienne (2S) Antoine MARTINEZ (Armée de l'air), général de Brigade Aérienne (2S) Daniel GROSMIRE (Armée de l'air), général de Brigade (2S) Robert JEANNEROD (Cavalerie), général de Brigade (2S) Pierre Dominique AIGUEPERSE (Infanterie), général de Brigade (2S) Roland DUBOIS (Transmissions), général de Brigade (2S) Dominique DELAWARDE (Infanterie), général de Brigade (2S) Jean Claude GROLIER (Artillerie), général de Brigade (2S) Norbert de CACQUERAY (Direction Générale de l'Armement), général de Brigade (2S) Roger PRIGENT (ALAT), général de Brigade (2S) Alfred LEBRETON (CAT), médecin Général (2S) Guy DURAND (Service de Santé des Armées), contre-amiral (2S) Gérard BALASTRE (Marine Nationale).*

**Le Figaro (site web)**

vendredi 29 janvier 2021 - 06:00 UTC +01:00 5073 mots

Vox ; Vox Société

# Peut-on encore vaincre l'islamisme?

Meeus, Carl, Devecchio, Alexandre

**GRAND ENTRETIEN - Au moment où le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin défend son projet de loi visant à «conforter le respect des principes de la République», *Le Figaro Magazine* a voulu confronter le politique avec Bernard Rougier, sociologue de terrain, auteur des *Territoires conquis de l'islamisme*. Entretien croisé.**

**LE FIGARO MAGAZINE.** - M. le ministre, pourquoi avoir changé l'intitulé du projet de loi? Emmanuel Macron avait évoqué la lutte contre le séparatisme islamiste, vous aviez repris cette terminologie et finalement le projet de loi vise à «conforter le respect des principes de la République»?

**Gérald DARMANIN.** - Cette loi est une étape très importante, mais elle n'est pas l'alpha et l'omega du discours des Mureaux du président de la République contre le séparatisme islamiste. Lutter contre le séparatisme islamiste ce n'est pas seulement étendre la neutralité des agents dans les services publics, lutter contre les officines islamistes, les associations qui détournent la liberté d'association à leurs fins, contrôler davantage la scolarisation hors contrat, éviter le financement étranger du culte. C'est aussi l'urbanisme, la politique du logement, la politique d'intégration et d'assimilation, le sujet, en partie, de l'immigration... Mais attention aux discours simplistes. Il ne faut pas être les idiots utiles des islamistes. Notre ennemi a comme stratégie d'essayer de démontrer que la France est un pays raciste, anti-musulman, «islamophobe». Tout ce qui peut mettre de l'eau au moulin de ceux qui disent «regardez, ils vous rejettent, ils considèrent que vous n'êtes pas compatibles, que par nature vous ne serez jamais leurs amis, venez avec nous on va vous défendre parce que nous sommes la vraie communauté», renforce la communauté islamiste contre la communauté nationale. Ce que je fais à mon poste de ministre de l'Intérieur c'est, comme disait le général de Gaulle, un travail pour «l'idéal à travers des réalités».

Je considère que les va-t'en guerre qui, hier n'ont pas pris les bonnes décisions, et qui aujourd'hui comme Saint-Paul sur le chemin de Damas, totalement convertis à la laïcité, renvoient une grande partie de nos compatriotes musulmans parfaitement patriotes, parfaitement intégrés, parfaitement assimilés, vers leur communauté. Avoir un tel discours jusqu'au-boutisme, rejetant la présence même des expressions religieuses renverrait les modérés vers les extrémistes. Nous pensons que la meilleure solution pour lutter contre les séparatismes, et principalement le plus dangereux d'entre eux, le séparatisme islamiste, restent de s'appuyer comme le fait le projet de loi, sur les principes de la République. Ils sont, pour nous, le meilleur médicament au mal que nous connaissons.

**Bernard ROUGIER.** - Ce qu'on peut dire, à partir d'une analyse du terrain, c'est que le rappel des principes de la République comme seule réponse, quoique nécessaire, ne suffira pas. Il y a un caractère abstrait dans l'incantation républicaine qui peut, au bout d'un moment, à force de répétitions, si le discours tourne sur lui-même, être perçu comme un discours menteur, si ce discours n'est pas accompagné de mesures, de perspectives d'émancipation. Évidemment les entrepreneurs islamistes exploitent les blocages sociaux et économiques, les frustrations et les discriminations quand elles existent, pour enrôler les jeunes issus de l'immigration dans leur projet idéologique. Si la thématique de la lutte contre le séparatisme est une bonne chose, le piège à éviter serait de faire de la surenchère autour de celle-ci.

Pareille surenchère aurait pour effet pervers de déclencher un réflexe de solidarité entre une partie de nos compatriotes et ces entrepreneurs idéologiques. Mais il demeure un problème de fond. La grande force de ces entrepreneurs et de leurs réseaux, c'est leur capacité d'encadrement, leur capacité à produire du collectif, de la solidarité, de l'entraide, de la fraternité islamique, avec un islam idéologique devenu vérité existentielle. Comme si le bien à servir ce n'était plus le bien commun de la République mais le bien islamique. Une République doit s'adosser à une version positive du bien. Il faut inventer une incarnation républicaine de nos principes. La question que je me pose est de savoir quels sont aujourd'hui les instruments disponibles pour cette incarnation: quelle forme d'engagement collectif peut-on opposer aux engagements collectifs existants déjà et solidement ancrés?

**Gérald Darmanin.** - C'est souvent dans les banlieues dites rouges, les anciens bastions du parti communiste, là où le socialisme municipal s'était implanté, que la solidarité nationale a été remplacée par une autre solidarité, islamiste. Il faut redonner à la République une transcendance. En faisant vibrer les gens à l'idée que la France est une promesse, on aura un espoir concurrent là où l'islamisme occupe seul le terrain. Mais nous ne nous arrêtons pas là. Nous apportons des réponses sur cinq champs de bataille dans le projet de loi: tout d'abord, nous étendons, à la limite de ce que nous pouvons faire, le devoir de neutralité des agents publics et des agents privés (dans les transports, dans les piscines...). Ensuite, nous prenons des mesures extrêmement fortes contre les associations séparatistes, pouvant aller jusqu'à leur dissolution. Troisième champ de bataille: internet. Nous allons ensuite renforcer la police des cultes avec notamment la déclaration de tous les financements étrangers et la possibilité pour la France de s'y opposer. Enfin, cinquième champ de bataille, nous créons deux délits de séparatisme. Quelqu'un qui, demain, refuse de serrer la main d'une femme, refuse de se faire soigner par une femme et utilise la menace ou l'intimide, fait pression sur un enseignant, met en danger un policier ou un universitaire pourra être poursuivi et expulsé s'il n'est pas français.

**Bernard Rougier.** - Ce programme volontariste soulève toutefois la question de la cohérence de l'action gouvernementale et de la mise à l'unisson de tous les ministères. Or, il existe, dans le monde académique en particulier, une mise en circulation des thématiques racistes et indigénistes à travers des programmes de recherches, des colloques, des financements de l'Agence nationale de la recherche (ANR) etc. Si les financements publics privilégient, par effet de mode et de mimétisme anglo-saxon, des thématiques autour d'un «racisme d'État» de nature systémique et organique, on offre une légitimation au discours islamiste qui s'est spécialisé, lui, dans la lutte contre la prétendue «islamophobie d'État». Ce que l'action publique condamne d'un côté, elle le légitime en laissant faire de l'autre, ce qui pointe le risque d'une certaine schizophrénie.

**Au-delà de la question de l'islamisme, on voit le discours indigéniste, raciste de plus en plus banalisé dans le monde universitaire, médiatique et politique. Est-ce que cette banalisation vous inquiète?**

**Gérald Darmanin.** - Cela m'inquiète beaucoup. Parce que je pense que Gramsci a raison lorsqu'il dit que les idées mènent le monde. Par une sorte de «collaboration», j'ose le mot, des intellectuels, des journalistes, des commentateurs, parfois des politiques intériorisent les deux critiques contre nous, celle des islamistes et celle des pays anglo-saxons. Nous ne défendons pas assez l'idée de laïcité, qui est une liberté, cette invention française, inhérente à l'idée même de civilisation française. Je suis très inquiet par ce qui semble être la victoire de nos ennemis et que nous n'ayons pas les armes, la force, le courage de défendre notre vocation universelle, celle de notre pays.

**Bernard Rougier.** - Je suis d'accord avec le constat. L'islamisme est puissant parce qu'il se branche en quelque sorte sur une grande tradition religieuse. Même s'il la déforme, s'il la simplifie, s'il la trahit du point de vue de nombreux intellectuels musulmans, ce courant militant s'appuie sur une tradition conservatrice et littéraliste qui elle-même se réclame du grand récit de l'islam, de ses origines jusqu'à nos jours. Il est difficile de lui opposer la transcendance républicaine et française dans un monde où l'État nation, que la France a incarné de la façon la plus forte, est en crise. Une partie des jeunes issus de l'immigration n'est plus prête à payer le coût d'entrée dans la société française autrefois payé par leurs parents ou leurs grands-parents. Les générations précédentes savaient que l'apprentissage de la langue, des codes et de la culture de la société d'accueil était le passage indispensable pour accomplir l'ascension sociale et l'intégration citoyenne.

Aujourd'hui, des franges de la jeunesse considèrent que ce coût est trop élevé et que de toute manière, si elles le payent, elles n'obtiendront pas le prix du sacrifice consenti en termes d'emploi et de promotion sociale. Dans ce contexte très particulier, il est courageux de vouloir réaffirmer les valeurs de la République, peut-être même est-ce indispensable pour conserver un degré minimum de cohésion nationale. Mais, encore une fois, sur quelles forces peut-on s'appuyer? L'islamisme s'appuie sur une grande tradition, même s'il la déforme pour son propre usage. La grande tradition française, une partie de nos élites politiques, administratives, intellectuelles, n'y croit déjà plus. Comment la rendre attractive dans ces conditions? Dans l'appareil d'État, il faudrait une administration de mission pour conduire les objectifs définis par la loi. Est-ce qu'il existe à tous les échelons de la fonction publique, y compris chez les préfets, ce sens de la mission et des exigences qu'elle implique? Or, pour lutter efficacement sur le terrain, il faut des gens qui se sentent en mission de reconquête républicaine. Je regarde le cliché du général de Gaulle avec Jeanne d'Arc dans votre bureau. De Gaulle croyait en une personne morale qui était la France, et c'est cette croyance qui lui a donné le courage de faire ce qu'il a fait. Sur quelle force allez-vous vous brancher pour avoir le courage de relever le défi que nous devons relever?

**Gérald Darmanin.** - C'est très juste de dire qu'il faut une administration de mission. C'est encore plus vrai dans la lutte contre le séparatisme islamiste. Je partage votre opinion sur ce point. Ce n'est pas à mon avis de la faute des fonctionnaires, c'est parce que le pouvoir politique n'a pas défini ce qu'il souhaitait. Pendant longtemps, on a dit qu'il fallait combattre le terrorisme et la radicalisation. Tout le reste, au fond c'était gênant mais ce n'était pas grave. Notamment l'islamisme, le communautarisme, l'islam politique. Nous n'osions jusqu'ici pas affirmer que le terreau du terrorisme, de la séparation, du combat, c'était l'islam

politique, l'hyper communautarisation. Il a donc prospéré sur l'absence d'une République plus forte. Il nous appartient de redéfinir nos buts politiques. C'est le grand travail que nous menons sous l'autorité du président de la République. Nous ne luttons pas uniquement contre la radicalisation mais contre tout ce terreau du terrorisme qu'est l'islamisme.

**Une série d'amendements déposés par l'opposition ont été rejetés en commission alors qu'ils voulaient étendre la neutralité du service public aux espaces de service public, donc aux utilisateurs de salles municipales, à ceux qui prennent le bus... N'est-ce pas lutter contre le séparatisme?**

**Gérald Darmanin.** - **La laïcité française, c'est trois choses: la pluralité religieuse, la neutralité de l'État et de ses agents, la liberté de culte.** Je suis très attentif à ce que l'État et ses agents publics soient neutres. Demain, même les agents de droit privé seront obligés, s'ils travaillent pour une collectivité, mais aussi tous ceux qui travaillent à la CPAM, à Pôle emploi, dans les HLM, d'avoir ce souci de neutralité. Mais la neutralité s'applique à l'État et non aux citoyens dont la liberté de culte doit être respectée. Chacun a le droit à l'expression de ses opinions «même religieuses». Si on adoptait ces amendements, on interdirait à toute personne dans l'espace public, dans la rue, le bus, les mairies, de montrer son appartenance à une religion.

**Derrière ces amendements, il y a bien sûr l'idée de l'interdiction du foulard.** Le foulard comme expression de sa religion. Ou le foulard par revendication islamique. C'est difficile de reconnaître l'un de l'autre. Latifa Ibn Ziaten, la mère du militaire français tué par Mohammed Merah, porte le foulard. Je vais lui demander de le retirer dans la rue alors que son propre fils est mort sous les coups d'un islamiste quand elle va acheter sa baguette de pain? C'est ça que veulent ceux qui déposent ces amendements? **Le vêtement ostentatoire, ça peut certes être le symptôme du mal. Mais le mal c'est l'idéologie qui pousse à l'islamisme. Attaquer une maladie par les symptômes me paraît voué à l'échec.** Enfin, ce qui est gênant, ce n'est pas que les jeunes filles ou les femmes portent des foulards. Ce qui est gênant, c'est quand elles n'ont que ça comme port vestimentaire et qu'elles n'ont pas le choix à cause de la pression communautaire. Tout ce texte vise justement à faire baisser fortement la pression communautaire.

**Il y a eu aussi un amendement rejeté qui voulait interdire le voile des fillettes. Est-ce si absurde que ça de s'attaquer aux symptômes quand le voile est à ce point un étendard identitaire pour les islamistes?**

**Gérald Darmanin.** - Saïd Boualam, dit le bachagha Boualam était vice-président de l'Assemblée nationale quand Michel Debré était premier ministre. Il venait en tenue traditionnelle et musulmane. Son expression religieuse ne l'empêchait pas d'être à la fois parlementaire et patriote. Mon grand-père était musulman, il s'est engagé pour l'armée française en 1940, en 1944 il a choisi de rester sur le sol métropolitain, en 1962 il a aidé les Français et a été condamné à mort par les fellaghas, il priait Allah et il aimait la République. Les expressions religieuses n'ont jamais empêché d'être patriotes. On rentrerait dans le piège des islamistes en pensant que la France ce n'est qu'une race, une tradition et une culture. Ce n'est pas parce que quelque chose nous gêne que je dois l'imposer avec une loi. On peut trouver le voile pas souhaitable, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, l'a déjà évoqué, et je peux partager cette opinion, sans pour autant imposer une interdiction dans la loi.

Concernant les petites filles je trouve l'argument très particulier. Ces petites filles sont dans des écoles clandestines, celles-là même qu'on veut fermer. Si on veut qu'elles ne portent pas le hidjab, il faut accepter leur scolarisation dans les écoles de l'Éducation nationale. Plutôt que de se battre sur le vêtement, battons-nous sur les idées et qu'on nous soutienne lorsqu'on veut limiter et mieux contrôler l'école à domicile. La police du vêtement ne mènerait à rien d'autre qu'aux hystériques débats qui n'ont servi à rien sur le burkini. Si nous voulions changer les règles dans l'espace public, il faudrait profondément changer notre Constitution et notre conception de la laïcité. Une forme de victoire des islamistes finalement.

**Bernard Rougier.** - **Je partage l'idée que s'obstiner sur la question du voile fournirait un prétexte à des manifestations de solidarité immédiatement récupérées par les groupements islamistes.** Le port du voile peut revêtir des significations très diverses - même si, dans le cas du djelbab par exemple, la dimension communautariste ne laisse pas grande place au doute. La loi sur le respect des principes de la République pourrait justement rétablir du pluralisme dans les quartiers populaires, en des lieux où les islamistes ont su, dans tous les sens du terme, imposer leurs marques, leurs visions et leurs interprétations. Des bons connaisseurs du Coran et de la langue arabe pourraient montrer que le verset 31, sourate 24, sur lequel s'appuient les islamistes pour justifier le port du voile, n'est qu'une interprétation parmi d'autres, selon l'exégèse que l'on fait du sens de certains mots du verset dans le contexte de l'Arabie du VII<sup>e</sup> siècle. Voilà qui donne une raison supplémentaire à l'enseignement de l'arabe dans les collèges et lycées comme langue de culture et de civilisation!

**Dans les territoires conquis de la république, ou prospère l'islamisme, les gens sont obligés d'adhérer à l'islamisme. Le projet de loi «conforter le respect des principes de la République» va-t-il permettre de reconquérir ces territoires conquis par les islamistes?**

**Gérald Darmanin.** - Oui fortement, même si ce n'est pas suffisant. Il faut s'assurer que les lieux de cultes ne soient pas victimes d'ingérences étrangères mais ils ne sont plus les lieux essentiels de cette propagation de l'islamisme. Pour la première fois, il y a des dispositions prévues pour s'opposer aux financements étrangers. Il y a également, pour la première fois dans l'histoire de la République, la possibilité de fermer des lieux de culte pour d'autres raisons que des raisons liées à l'accueil du public ou au terrorisme. Aujourd'hui, le ministre de l'intérieur ne peut fermer les 89 lieux de cultes soupçonnés de séparatisme en raison de la loi qui l'interdit. Demain grâce à cette loi, il sera possible de fermer un lieu de culte si un responsable religieux, a qualifié les juifs de mécréants ou d'apostat toute personne critiquant l'islam.

Concernant les associations, je souhaite lutter fortement contre la «Dawa» qui consiste à exercer des actes positifs tels que la distribution de repas, les cours du soir, aides en générale. Cette pratique crée un syndrome de Stockholm qui pousse à la conversion à travers l'apparition de rites et de pratiques dans cette solidarité. Cette aide associative n'est pas concurrencée par une aide républicaine, en raison de la discrétion des services publics, de présence policière ou d'écoles de la république. De plus, des subventions sont versées à ces associations. L'État ou les collectivités subventionnent la subversion. C'est un comble! Les nouvelles dispositions de la loi permettront de poursuivre les dirigeants de ces associations séparatistes ou de les dissoudre. Ils ne pourront plus percevoir de subventions. Cette loi est un signal fort envoyé au séparatisme.

Par ailleurs, le préfet pourra désormais se substituer au maire s'il découvre le versement de fonds publics à ces associations. Il faut aussi se pencher sur la question de l'accueil des étrangers sur le territoire national et comment les loger. Ayant été maire, je suis convaincu qu'il est nécessaire de continuer à mener une politique de renouvellement urbain. Monsieur Rougier appelle ces logements des «ghettos» et je suis d'accord avec ce terme. C'est d'ailleurs ce que le président de la République a dénoncé dans son discours en pointant une forme de séparatisme que nous avons-nous même créé. Mais pas seulement en raison de l'insalubrité des immeubles, mais parce qu'il s'agit d'une communauté homogène rassemblée dans un même espace. La situation est différente dans les lieux où existent la mixité sociale. Chacun est influencé par ce qu'il perçoit de l'autre. Lorsque j'étais maire de Tourcoing, j'ai appliqué la mixité sociale à l'ensemble des quartiers de ma commune. Par exemple, le quartier de la bourgogne à Tourcoing, très communautarisé, qui comptait 90% de logements sociaux, va vers désormais à 40% et le centre-ville dispose désormais de 25% de ce type de logements. Ce changement prend du temps mais je suis convaincu que la mixité sociale est un outil de lutte contre le séparatisme.

**Bernard Rougier.** - L'esprit de la loi consiste à contenir leur action et leur influence, afin de restituer du pluralisme dans nos quartiers, dans nos écoles, dans nos salles et terrains de sport. Il convient de garantir une vraie liberté d'expression dans ces espaces menacés. **À l'intérieur de nos villes et de nos quartiers, on doit pouvoir lire ce que l'on veut lire, s'habiller comme on veut s'habiller, croire ce qu'on veut croire, en respectant les valeurs fondamentales de notre socle républicain. Nos compatriotes musulmans ont tout à gagner de cet outil de lutte contre la version idéologisée de leur religion.**

Mais cet outil ne pourra pas s'appliquer sans eux - à condition, encore une fois, qu'ils aient les moyens et le courage de leur émancipation face à la multitude de pouvoirs invisibles qui les contraignent. L'idée est de donner des ressources à tous ceux qui, de l'intérieur de la tradition islamique, - laïcs ou religieux de statut -, luttent contre la simplification idéologique de leur foi. Ils pourront se prévaloir d'un islam de valeur et de liberté contre un islam d'ordres et d'interdictions. Mettre en valeur cet héritage est dans l'intérêt de tous, car la tolérance à l'intérieur de l'islam ouvre la voie à la tolérance dans le rapport à l'autre. J'ajouterai de façon plus générale que pour qu'il y ait une «société civile», il faut que tous les goûts et toutes les excellences soient possibles - dans le respect de la loi et de l'ordre public. Si la seule excellence socialement reconnue est l'excellence religieuse de nature islamique, il y aura alors surenchère mimétique dans les quartiers, renforcement du contrôle social et absence de pluralisme social et idéologique.

**Bernard Rougier, croyez-vous que la politique de peuplement et la politique de la ville fonctionnent sur le terrain pour imposer de la mixité sociale?**

**Bernard Rougier.** - Si la politique de la ville menée depuis 40 ans avait été efficace, nous ne constaterions pas les effets actuels. Depuis son établissement, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) a considérablement transformé l'environnement urbain en cherchant à briser les barres d'immeubles, avec des résultats souvent spectaculaires. Agir sur le bâti est sûrement nécessaire, mais ne suffit pas. **Il faut à présent accompagner le développement d'un tissu associatif pluraliste. Au niveau local, on observe la mise en place d'un champ social à tonalité islamiste, reposant sur une transversalité des réseaux islamistes dans les clubs sportifs, les salles de sport, les colonies de vacances, la librairie islamique...** À travers la conditionnalité des subventions publiques aux associations, on pourra réduire les risques de constitution de ces champs sociaux - à condition toutefois de disposer des instruments de contrôle, ce qui ne va pas toujours de soi dans certains régions ou départements. **On a pu voir lors des dernières municipales des candidats s'appuyer sur ce système local sans se réclamer explicitement de l'islam. Leur appartenance était implicitement connue de tous les électeurs.** Sera-t-il possible de lutter contre ces

champs sociaux militants qui se constituent dans la sphère du religieux, du logement, du sport, de l'aide sociale et scolaire? La réside la principale problématique.

**Gérald Darmanin.** - Oui, il y a des moyens de lutter contre ce phénomène. Une disposition du projet de loi prévoit que dans les lieux de cultes, les associations ou les services publics, un individu dont la radicalité est affirmée, ne pourra plus exercer de responsabilités ni être embauché. Nous avons procédé à l'allongement du fichier judiciaire «Fijait» qui regroupe l'ensemble des condamnations pour complicité de terrorisme et les mises en examen, en y ajoutant «L'apologie de terrorisme». Cependant la loi ne peut condamner les individus uniquement pour ce qu'ils font et non pour ce qu'ils pensent pouvoir faire. On n'est pas dans *Minority Report* ! C'est une garantie du système démocratique. Mais nous avons ajouté des mesures fortes, comme le préfet qui pourra désormais intervenir sous 48 heures lorsqu'un acte est suspecté d'être séparatiste. Par exemple pour les maires qui font preuve de complaisance en procédant à la réservation de créneaux de piscine pour des femmes. Nous souhaiterions élargir le champ d'intervention aux domaines administratifs des universités et des hôpitaux ou les préfets ne peuvent pas toujours intervenir.

Mais l'État n'est pas le seul responsable de la situation. La société française dans son ensemble et notamment le capitalisme français a une réelle responsabilité. Certaines entreprises utilisent le communautarisme pour faire du marketing. C'est un encouragement au séparatisme. Les patrons de ces sociétés ne sont pourtant pas des musulmans radicalisés. Ce sont parfois les mêmes qui réclament à l'État d'agir contre ce phénomène, qui commercialisent des produits à tendance communautaire. Quand le patronat, demande devant le parlement de ne pas aller trop loin dans la neutralité demandée à nos délégations de service public afin d'éviter des problèmes, je m'interroge. C'est une organisation qui doit exercer des activités dans un cadre patriotique, pour l'État français et pas uniquement dans un but lucratif. J'invite, par exemple, les entreprises à faire voter dans leurs règlements intérieurs les dispositions qui relèvent des principes de la laïcité. C'est à dire à appliquer la loi. Le patron et les syndicats de l'entreprise ont également une responsabilité sociale et patriotique.

**Bernard Rougier.** - **Au niveau du capitalisme, il existe une économie islamiste, avec par exemple, des jouets à destination des plus jeunes, vendus par des salafistes. Ce type de capitalisme est-il acceptable?** Le pèlerinage est une activité prisée des milieux islamistes et peut constituer un risque pour certains fidèles, d'importer sur le sol français des interprétations de la religion musulmane incompatibles avec la république. Concernant les agences de pèlerinage qui sont souvent dirigées par des salafistes, est-il possible de les empêcher de fonctionner comme une économie circulaire qui pousserait des catégories religieuses dans la radicalité?

**Gérald Darmanin.** - Le Quai d'Orsay discute avec l'Arabie Saoudite un accord pour identifier les structures qui effectuent le pèlerinage. De manière générale, le gouvernement ne combat pas seulement l'islamisme, mais également les ingérences étrangères. L'islam est un problème français, comme Philippe Le Bel disait que l'église de France était un problème français. Dans le domaine associatif, je suis favorable à l'identification de tous les fonds étrangers pour tous types d'associations y compris les fonds de dotations, un système particulier qui permet aux associations de récupérer de l'argent. Si cette mesure est adoptée par les parlementaires, elle permettra de lutter contre les anciens membres du CCIF et de BarakaCity qui ont été des associations créées dans les années 2000, redoutables dans le processus d'islamisation des individus.

**Le terrorisme prend sa source dans l'islamisme mais il est clair que l'islamisme prend sa source dans une crise de l'intégration et une immigration trop concentrée. Dans un pays confronté à une crise sociale, sanitaire, sécuritaire et culturelle, est-il encore possible d'accueillir dans de bonnes conditions de nouveaux arrivants? Ne faut-il pas limiter leur arrivée sur le territoire?**

**Gérald Darmanin.** - **Sur les 22.000 individus inscrits au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste, les trois quarts sont français. Vingt-deux des 30 derniers attentats ont été perpétrés par des Français.** Il peut y avoir un lien entre séparatisme, terrorisme et immigration, le drame de Nice l'a montré, mais ce lien n'est pas systématique. La fermeture des frontières ne règlera pas le problème de l'islamisation. La conception du gouvernement est différente. **Entre une gauche naïve qui idéalise l'étranger par nature et une droite qui veut fermer toutes les frontières, le gouvernement estime qu'il ne faut pas juger les immigrés pour ce qu'ils sont mais pour ce qu'ils font.** De nombreuses dispositions sur l'immigration sont prévues dans le texte de la loi sur le séparatisme. L'article 4 de la loi sur le séparatisme, punira de cinq ans d'emprisonnement le fait d'user de menaces, de violences ou d'intimidation pour obtenir des règles particulières pour des motifs de croyances religieuses et les étrangers commettant ces méfaits pourront être expulsés. La même sanction de reconduite à la frontière sera appliquée aux auteurs étrangers de certificat de virginité. Le problème n'est pas l'accueil des étrangers mais comment les faire repartir lorsque la décision de les faire quitter le territoire est prise. Le système des obligations de quitter le territoire français (OQTF), les recours nombreux, et le peu de laisser passer consulaire en raison du Covid, constituent les difficultés de la politique publique de l'immigration.

La France n'est pas laxiste. Sur les 130.000 demandes d'asile enregistrées, 75% sont rejetées. Depuis le début du quinquennat, près de 500 étrangers en situation irrégulière inscrits au FSPRT ont été expulsés. Il s'agit d'une volonté politique. Par exemple, à la demande du président de la République, j'ai demandé l'application stricte des lois qui permettent de ne pas renouveler les cartes de résident concernant les personnes qui ont été condamnées pour trouble à l'ordre public. Plus de 1300 individus, en trois mois, sont concernés et ont été expulsés ou sont en cours d'expulsion, en Seine-Saint-Denis par exemple. L'État a les moyens d'agir efficacement dans ce domaine. Les mesures prises par notre gouvernement auraient probablement dû être prises il y a déjà de nombreuses années. Aujourd'hui, nous agissons face à l'urgence de la situation. Les critiques extérieures proviennent souvent des pompiers pyromanes qui ont une part de responsabilité dans la situation actuelle.

**Bernard Rougier.** - Auparavant les personnes d'origine étrangère qui s'installaient en Seine-Saint-Denis, la quittaient au bout d'une ou deux générations. Le département jouait un rôle de «sas». À l'heure actuelle, il devient une zone de sédentarisation définitive. Ce qui favorise le phénomène islamiste et communautariste. L'absence de mobilité territoriale, sociale, intellectuelle est un facteur essentiel, indépendamment du flux d'immigration.

AUFRUF VON GENERÄLEN:

## Ein zermürbtes Land

- EIN KOMMENTAR VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 29.04.2021-20:10

Der Aufruf der französischen Offiziere, den drohenden „Zerfall“ des Landes abzuwenden, offenbart die Auflösungserscheinungen der französischen Gesellschaft.

Das politische Säbelrasseln von zwei Dutzend Generälen im Ruhestand hat Frankreich in Aufruhr versetzt. Der Aufruf der Offiziere, den drohenden „Zerfall“ des Landes abzuwenden, kann schwerlich mit einem Putschversuch gleichgesetzt werden. Aber er bricht mit einer langen Tradition der politischen Zurückhaltung. Erst mit Ende des Zweiten Weltkrieges erhielten Soldaten in Frankreich das Wahlrecht. Die Armee trägt den Beinamen „Die große Schweigende“. Zu Beginn jeder Parlamentsdebatte zieht der Präsident der Nationalversammlung unter dem Trommelwirbel von Soldaten der Republikanischen Garde ein, die sich symbolisch der politischen Macht unterwerfen.

Diesem Unterordnungsritual entziehen sich die Generäle, die hinter dem Aufruf stecken. Die meisten von ihnen sind am rechten Rand des Parteienspektrums beheimatet. Ihre Provokation gilt vor allem Präsident Emmanuel Macron, dem „Chef der Armee“, dem sie „Laschheit“ im Kampf gegen Islamismus und rechtsfreie Zonen in der Banlieue vorhalten. Im Hintergrund zieht Marine Le Pen die Strippen.

Der Präsidentschaftskandidatin sind im Duell mit Macron alle Mittel recht. Frankreich droht kein Aufstand des Militärs. Der Aufruf der Offiziere offenbart die Auflösungserscheinungen der französischen Gesellschaft, die nach Jahren des islamistischen Terrors und sozialer Spannungen zermürbt ist. Die Armee ist nur ein Spiegel davon.

191,140

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/muslime-in-deutschland-nachholbedarf-bei-bildung-17318640.html>

MUSLIME IN DEUTSCHLAND:

# Nachholbedarf bei Bildung

- VON RAINER HERMANN
- -AKTUALISIERT AM 30.04.2021-06:45



in der Abu Bakr Moschee in Nürnberg Bild: dpa

Der Islam in Deutschland: Betende Muslime

Eine Studie zu Muslimen in Deutschland zeigt, dass der Einfluss der Religion auf die Integration oft überschätzt wird. Viel wichtiger sind die Defizite bei deutschen Schulabschlüssen.

Kann eine Integration von Muslimen in die deutsche Gesellschaft gelingen? Oder schließen sich der Islam und ein Hineinwachsen in die Kultur Europas nicht vielmehr aus? Solche Fragen werden seit 2015, dem Jahr der großen Flucht aus den muslimisch geprägten Ländern des Nahen und Mittleren Ostens nach Europa, gestellt. Angst zu schüren war umso leichter, als es zu den Fragen kaum empirisch gewonnene und wissenschaftlich belastbare Antworten gegeben hat.

Abgesehen davon, dass die islamische Theologie von den Muslimen auch in nichtmuslimischen Mehrheitsgesellschaften verlangt, die Gesetze zu befolgen und in der Gesellschaft aktiv zu wirken, haben umfangreiche Feldstudien der türkischen Soziologin Nilüfer Göle in mehreren Ländern Europas gezeigt, dass die Muslime in die europäische Kultur hineinwachsen.

## Religion nicht ausschlaggebend

Das ist auch das Ergebnis der Studie „Muslimisches Leben in Deutschland 2020“, die jetzt vorgestellt worden ist. In Auftrag gegeben hatte diese größte bundesweit repräsentative Studie zum Thema die im Bundesinnenministerium angesiedelte Deutsche Islamkonferenz, vorgenommen hat sie das Forschungszentrum im Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (Bamf). Befragt wurden von Juli 2019 bis 2020 in standardisierten Fragebögen 4538 Muslime und Nichtmuslime aus 23 muslimisch geprägten Herkunftsländern sowie als Vergleichsgruppe 582 Personen ohne Migrationshintergrund.

Eine wichtige Erkenntnis ist, dass sich Muslime und Nichtmuslime (dabei handelt es sich meist um Christen), die aus muslimisch geprägten Herkunftsländern eingewandert sind, in ihrem Verhalten nur wenig unterscheiden. So geben sowohl 82 Prozent der Muslime als auch der Nichtmuslime an, sie seien „stark gläubig oder eher gläubig“. Bei Personen ohne Migrationshintergrund liegt der Anteil bei lediglich 55 Prozent. Der hohe Stellenwert der Religion schlägt sich im Alltag nieder: 70 Prozent der Muslime halten die Speise- und Getränkevorschriften ihrer Religion uneingeschränkt ein, 56 Prozent befolgen die Fastenvorschriften, 39 Prozent beten jeden Tag. Mindestens einmal in der Woche besuchen 24 Prozent ein Gebetshaus.

Die meisten Musliminnen, die ein Kopftuch tragen, geben an, dies sei eine religiöse Pflicht. Insgesamt trägt knapp jede dritte Muslimin mit Migrationshintergrund aus muslimisch geprägten Herkunftsländern ein Kopftuch. In der Altersgruppe 66 Jahre und älter ist der Anteil mit 62 Prozent am höchsten.

**Ein Schlüsselsatz der Studie lautet: „Der Einfluss der Religion auf die Integration wird häufig überschätzt.“** Prägender seien migrationsspezifische Faktoren wie Generationenzugehörigkeit, kurze oder lange Aufenthaltsdauer sowie Gründe der Migration. **Diese Faktoren führten dazu, dass das schulische Bildungsniveau tendenziell schlechter sei als das von Personen ohne Migrationshintergrund, heißt es. So sind 16 Prozent der Muslime und 18 Prozent der Nichtmuslime mit Migrationshintergrund ohne Schulabschluss. Eine Hochschulreife hat jeweils ein Drittel der beiden Gruppen, bei den Personen ohne Migrationshintergrund aber 52 Prozent.**

Nachholbedarf sieht die Studie bei in Deutschland erworbenen Bildungsabschlüssen. So haben in der ersten Generation 75 Prozent der Muslime keinen Berufsabschluss und 72 Prozent der Nichtmuslime. In den Nachfolgenerationen ist das nur noch bei 21 Prozent der Fall. **Niedrig ist der Anteil der Erwerbstätigen im erwerbsfähigen Alter. Insgesamt sind in Deutschland 77 Prozent der Männer und 68 Prozent der Frauen beschäftigt, bei muslimischen Männern sind es aber nur 61 Prozent, bei den Frauen kulturell bedingt nur 41 Prozent.** Viele Frauen insbesondere der ersten Generation verfügen über keinen beruflichen Ausbildungsabschluss. Der Anteil erwerbstätiger Frauen bei nichtmuslimischen Frauen liegt aber nur einige Prozentpunkte höher.

### **Viele Muslime fühlen sich Deutschland verbunden**

Ein wichtiges Ergebnis ist, dass 47 Prozent der Muslime deutsche Staatsbürger sind, bei Kindern und Jugendlichen 68 Prozent. Für die soziale Integration spreche, dass zwei Drittel angäben, häufige Kontakte zu nichtmuslimischen Deutschen im Freundeskreis zu haben, die meisten anderen wollten mehr Kontakte, schreiben die Autoren. **Nicht zu erkennen seien soziale Abgrenzungstendenzen.** Viele Muslime seien in Vereinen der Mehrheitsgesellschaft aktiv und fühlten sich **Deutschland stark verbunden.**

Der Studie zufolge sind seit 2015 900.000 Muslime mit Migrationshintergrund aus einem muslimisch geprägten Land nach Deutschland gekommen. **Damit leben heute 5,3 Millionen bis 5,6 Millionen Muslime in Deutschland.** Das entspricht bei einer Einwohnerzahl von 83 Millionen einem Anteil von 6,4 Prozent bis 6,7 Prozent. 2015 hatte er noch bei 5,4 Prozent bis 5,7 Prozent gelegen. Statistisch vernachlässigbar sind die deutschen Konvertiten. **Mit der Zunahme arabischer Muslime** verändert sich die Zusammensetzung der muslimischen Bevölkerung. **Der Anteil aus der Türkei ging seit 2008 von 64 Prozent auf 45 Prozent zurück.** Nur fünf Prozent der Muslime sind älter als 64 Jahre, in der Gesamtbevölkerung liegt der Anteil bei 21 Prozent.

Fragen zur tatsächlichen Integration wirft der Umstand auf, dass 38 Prozent der befragten Muslime und 57 Prozent der türkischstämmigen angeben, sie fühlten sich durch mindestens einen Verband ganz oder teilweise vertreten. Markus Kerber, Staatssekretär im Bundesinnenministerium, **kritisierte bei der Vorstellung der Studie die Abhängigkeit der Moscheenverbände insbesondere von der Türkei.** Die Bundesregierung habe die Erwartung, dass die Verbände unabhängig von türkischen Weisungen in Deutschland beheimatet seien. Die Verbände seien eine Hilfskonstruktion und repräsentierten nur ein Viertel der Muslime. Die große Frage bleibe, wer die anderen drei Viertel vertrete. Dafür werde weiter eine Lösung gesucht.

TERMIN IM MAI GEKIPPT:

# Erste Palästinenser-Wahl nach 15 Jahren findet vorerst nicht statt

• AKTUALISIERT AM 30.04.2021-02:50



Palästinenser fordern am Donnerstag in Gaza, die Wahlen abzuhalten. Bild: Mohammed Salem/Reuters  
Es liege am Streit mit Israel um Jerusalem, sagt Palästinenserpräsident Abbas. Die Verschiebung könnte seiner Fatah allerdings gelegen kommen. Millionen Palästinenser konnten noch nie ihre Stimme abgeben.

Die erste Wahl seit mehr als 15 Jahren in den Palästinensergebieten ist kurzfristig verschoben worden. Als Grund führte Palästinenserpräsident [Mahmud Abbas](#) in der Nacht auf diesen Freitag den Konflikt um Jerusalem an. Man habe sich darauf verständigt, die Wahl zu verschieben, bis die Teilnahme der Menschen im Ostteil der Stadt gesichert sei, sagte der 85-Jährige nach einem Treffen mit Vertretern mehrerer Palästinensergruppen in Ramallah. Die islamistische Hamas, zweitgrößte Palästinensergruppe nach der gemäßigeren Fatah von Abbas, kritisierte die Entscheidung scharf.

Die Palästinenser hatten zuletzt wiederholt auf die klare Zustimmung Israels zur Wahlmöglichkeit am 22. Mai in Ost-Jerusalem gepocht. Die israelische Seite äußerte sich nicht zu dieser Forderung. Das Außenministerium in Jerusalem betonte nur allgemein, Israel wolle sich nicht in die Wahl einmischen oder sie verhindern.

Spekulationen über eine Absage oder Verschiebung der Abstimmung wegen der Jerusalem-Frage hatte es seit längerem gegeben. Der Status der Stadt ist einer der zentralen Streitpunkte im Nahost-Konflikt. Israel beansprucht Jerusalem als „ewige und unteilbare Hauptstadt“ für sich. Die Palästinenser halten ihrerseits an ihrem Anspruch auf Ost-Jerusalem als Hauptstadt fest.

## Schwierige Situation in Ost-Jerusalem

Rechtlich betrachtet ist eine Erlaubnis Israels zur Stimmabgabe im arabisch geprägten Ostteil Jerusalems nicht nötig, faktisch ist ein Einverständnis aber durchaus erforderlich, da Israel den Osten der Stadt kontrolliert. Die israelische Polizei ging dort zuletzt wiederholt gegen jegliche Wahlaktivitäten vor.

Experten hatten für den Fall einer Absage oder Verschiebung der Wahl vor großer Enttäuschung unter den Palästinensern gewarnt. Auch Proteste galten als möglich. Aufgrund der vielen jungen Menschen in den Palästinensergebieten und der schon lange zurückliegenden vorigen Parlamentswahl hätte etwa die Hälfte der rund 2,5 Millionen Wahlberechtigten erstmals abstimmen dürfen. In Umfragen zeigten sich zuletzt zwei Drittel der Befragten unzufrieden mit Abbas.

Dieser hatte in einem Mitte Januar veröffentlichten Dekret eine Parlamentswahl für den 22. Mai und eine Präsidentenwahl für den 31. Juli festgelegt. Noch zu Beginn der vergangenen Woche betonte er, an dem Termin der Parlamentswahl festzuhalten. Die bislang letzte Präsidentenwahl fand 2005 statt, die letzte Parlamentswahl 2006. Wahlen waren in den vergangenen Jahren mehrfach vorgesehen. So konkret wie in diesem Jahr waren die Planungen allerdings noch nicht.

Die Friedensverträge zwischen Israel und den Palästinensern sehen vor, dass palästinensische Bewohner Jerusalems in bestimmten Postfilialen abstimmen können. Nach palästinensischen Angaben haben diese eine Kapazität für bis zu 6300 Wähler. Es ist nicht zwingend, dass diese Filialen genutzt werden. Die rund 150.000 dort Wahlberechtigten könnten auch in Vororten abstimmen. Die Palästinensische Autonomiebehörde (PA) besteht aber darauf, dass auch in den Postfilialen abgestimmt wird. Im Jahr 2006 hatte Israel die Abstimmung in Ost-Jerusalem ermöglicht.

## **Abbas könnte Niederlage drohen**

Manche Beobachter werten den Streit um Ost-Jerusalem als vorgeschobenen Grund für die Wahlverschiebung. Sie vermuten als Motiv unter anderem die Sorge von Abbas und dessen Umfeld vor einer möglichen Niederlage seiner Fatah und deren momentane tiefe Spaltung. Überraschend hatten zwei prominente Kritiker des Präsidenten – der nach einem Mordurteil in israelischer Haft sitzende Marwan Barguti und der im März aus der Organisation ausgeschlossene Nasser al-Kidwa – angekündigt, mit einer gemeinsamen Liste bei der Wahl anzutreten. Insbesondere Barguti, den die Palästinenser als politischen Gefangenen Israels sehen, galt als aussichtsreicher Rivale von Abbas. Ihm werden auch Ambitionen auf das Präsidentenamt nachgesagt.

Am 30. April sollte die offizielle Wahlkampfphase beginnen. Die EU wollte die Abstimmung mit eigenen Beobachtern begleiten. Nach Angaben der Staatengemeinschaft reagierte Israel auf eine Anfrage zur Entsendung der Experten bis zuletzt jedoch nicht. Die USA hielten sich zu der geplanten Wahl in den vergangenen Wochen bedeckt.

## **Sorge vor stärkerer Hamas**

Israel steckt nach der vierten Wahl binnen zwei Jahren in einer politischen Krise, ob eine Regierungsbildung gelingt ist ungewiss. Der Friedensprozess mit den Palästinensern spielte im Wahlkampf praktisch keine Rolle. Ein Wahlsieg Bargutis würde Israel vor große Probleme stellen. Mit Sorge erfüllte viele in Israel auch ein mögliches Erstarren der [Hamas](#). Die im Gazastreifen herrschende Gruppe wird von Israel und der EU als Terrororganisation eingestuft. Umfragen sahen sie zuletzt aber hinter der Fatah.

Fatah und Hamas waren in den vergangenen Jahren erbitterte Rivalen, vergangenes Jahr nahmen sie Versöhnungsgespräche auf. Bei der Parlamentswahl 2006 hatte die Hamas gesiegt, im Jahr darauf übernahm sie gewaltsam die alleinige Kontrolle im Gazastreifen. Die Fatah herrscht seitdem nur noch in den nicht von Israel verwalteten Teilen des Westjordanlands. Trotz ihrer Ablehnung der Besatzung kooperiert sie – anders als die Hamas – mit Israel.

Die Wahl war als Teil der Versöhnungsbemühungen gedacht. Eine Einigung sollte den Weg für neue Gespräche mit Israel über eine Zwei-Staaten-Lösung ebnen.

191,144

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/eric-zemmour-le-courage-des-generaux-en-retraite-la-peur-de-florence-parly-20210430>

**Le Figaro (site web)**

vendredi 30 avril 2021 - 06:01 UTC +02:00 556 mots

Vox ; Vox Politique

**Éric Zemmour:**

## «Le courage des généraux en retraite, la peur de Florence Parly»

Zemmour, Eric

**CHRONIQUE - Qui peut sérieusement leur donner tort? Qui peut nier leur légitime inquiétude, nourrie par un patriotisme sincère?**

*E n France, on laisse en repos ceux qui mettent le feu, et on persécute ceux qui sonnent le tocsin.*» On ne pouvait s'empêcher de songer à cette phrase de Chamfort au vu des réactions outragées à la tribune d'une vingtaine de généraux à la retraite publiée la semaine dernière dans *Valeurs actuelles*. Cette formule de «généraux à la retraite» rappelait irrésistiblement l'apostrophe du général de Gaulle en réponse au putsch d'Alger de 1961, d'autant plus que - hasard ou nécessité inconsciente? - la parution dans le journal datait du 21 avril, jour anniversaire de ce putsch.

Même si les intentions des auteurs sont pures et que leur texte a été déposé auprès de l'hebdomadaire une semaine avant, on pourrait poursuivre cette comparaison que fait notre inconscient collectif. Il y a soixante ans, les putschistes voulaient conserver l'Algérie française tandis que le général de Gaulle prônait l'indépendance de l'Algérie pour que, disait-il à Alain Peyrefitte, « *mon village ne s'appelle pas Colombey les deux mosquées* ».

Il y a trois mosquées aujourd'hui autour de Colombey. Et une guérilla permanente enflamme les banlieues françaises islamisées. Ces généraux à la retraite dénoncent le «*laxisme*» des politiques dans la lutte contre «*l'islamisme*» et «*les hordes de banlieue*», pointant «*un certain antiracisme*» dont les représentants, «*partisans haineux et fanatiques*», veulent «*la guerre raciale*».

Qui peut sérieusement leur donner tort? Qui peut nier leur légitime inquiétude, nourrie par un patriotisme sincère? Quand ils appellent leurs camarades d'active à intervenir «*dans une mission périlleuse de protection de nos valeurs civilisationnelles et de sauvegarde de nos compatriotes sur le territoire national*», Jean-Luc Mélenchon veut y voir un appel de «*factieux*». Quant à Florence Parly, ministre des Armées, elle promet des sanctions tandis que ses services épluchent la liste de noms espérant y trouver un officier qui ne soit pas à la retraite. Ses collègues du gouvernement en profitent pour ranimer le jeu de rôle usé avec Marine Le Pen en épouvantail à moineaux.

«La guerre de tous contre tous»

Tout cela n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Des milliers de civils souhaitent signer cet appel. L'armée n'a jamais été aussi populaire dans le pays. La guérilla dans les banlieues et les crimes du djihadisme font qu'une part croissante de l'opinion considère qu'on ne pourra pas échapper à une intervention de l'armée pour rétablir l'ordre dans ces banlieues islamisées.

Chaque jour, des policiers y sont agressés, caillassés, pris pour cible par des tirs de mortier. Des pompiers, des médecins, des professeurs y sont également attaqués, tandis que des écoles brûlent. L'État ne maîtrise plus le territoire national et ne fait plus régner l'ordre - ce qui est quand même à l'origine de sa légitimité. Nous revenons lentement mais inexorablement à une situation décrite par Hobbes: «*La guerre de tous contre tous*.»

191,145

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/peter-sloterdijk-l-europe-tient-de-l-association-de-consommateurs-20210430>

## Le Figaro (site web)

vendredi 30 avril 2021 - 06:02 UTC +02:00 1717 mots

### Peter Sloterdijk:

# «L'Europe tient de l'association de consommateurs»

Devecchio, Alexandre

**GRAND ENTRETIEN - Le philosophe allemand compte parmi les plus grands penseurs européens. Ses apparitions médiatiques sont rares, mais chacun de ses livres est un événement. À l'occasion de la parution de *Faire parler le ciel* (Payot), nous avons évoqué avec lui les grandes questions qui traversent l'époque: la gestion de la pandémie, la montée de l'islamisme, l'avenir de l'Europe.**

**Dans votre nouvel essai, vous vous intéressez à notre besoin de textes religieux, de rituels aussi. Or, en France, à cause de la pandémie et des mesures sanitaires, certaines familles ont été privées de dire adieu à leurs morts. S'agit-il, selon vous, d'une rupture anthropologique ?**

Qu'on ait refusé l'accès des proches aux patients mourants, dans de nombreux cas où la Covid-19 avait pris une mauvaise tournure, constitue une sévère entorse aux obligations médicales et révèle le manque de préparation des hôpitaux au défi de la pandémie. On ne devrait pas pour autant parler de rupture anthropologique - surtout à nous, qui avons appris par nos lectures dans les livres d'histoire à quel point, dans des situations limites, la nature humaine peut être associée à la plongée dans des cruautés extrêmes. Les cruautés dont médecins, politiciens et hôpitaux ont à répondre sont -une fois de plus - moins des refus opposés à l'humanité que des aveux de relative impuissance des aidants face à un mal supérieur en force. Que les gens aggravent encore ce mal en pratiquant l'activisme de l'impuissance ou de la quasi-impuissance, cela s'inscrit hélas dans la phénoménologie de la catastrophe. Mais avant d'accuser d'inhumanité les aidants qui œuvrent dans leurs services hospitaliers et les législateurs à leur bureau, on devrait prendre conscience du fait qu'un grand nombre de personnes accomplit depuis plus d'un an des prouesses pratiquement surhumaines pour contribuer à juguler ce malheur. Je revois encore ce médecin du foyer de crise de Bergame qui, au cœur du désastre, confessait qu'il n'avait pas le temps de pleurer - que ses larmes coulaient à l'intérieur. Cette crise a du reste révélé que les procédures religieuses de relation avec l'extrême partagent avec le moment où l'art médical est à bout la conscience que l'on n'est pas tout-puissant. On a pu se sentir renvoyé à de nombreuses situations du Moyen Âge tardif, lorsque la peste montra aussi aux prêtres leur impuissance.

**La gestion de la crise sanitaire a-t-elle méprisé le besoin de compréhension humaine de soi et du monde?**

La pandémie présente moins les traits d'une crise du sens que ceux d'une crise du savoir-faire. On voit pourtant se dessiner des chemins pour en sortir. On aimerait adapter à la situation actuelle la onzième des *Thèses sur Feuerbach* de Marx: jusqu'ici, les religions n'ont fait qu'interpréter la souffrance humaine de différentes manières ; ce qui importe, c'est de la guérir. Nous avons aujourd'hui de bonnes raisons de nous rappeler que Dostoïevski avait défini l'homme comme un animal bipède ingrat. Jamais encore on n'avait dénombré, un an après le déclenchement d'une pandémie, une demi-douzaine de vaccins d'une haute efficacité - mais l'esprit du temps préfère être offensé par le progrès.

**La science est-elle en train de devenir la nouvelle religion?**

Sur ce point, je recommande de relire les *Considérations intempestives* du jeune Nietzsche, en particulier la première, dans laquelle il se livre à une critique ravageuse du philistinisme scientifique à travers la personne du philosophe de bonne volonté qu'était David Friedrich Strauss. On apprend ainsi que la querelle entre la vision poétique et la vision scientifique du monde est en cours depuis plus de deux siècles à présent - entre autres sous la forme d'un conflit entre romantisme et rationalisme, ou entre religion et nihilisme, entre utopisme et scientisme, et ainsi de suite. Dans son œuvre magistrale *L'Homme sans qualités*, Robert Musil a mis dans la tête de son protagoniste l'idée que s'il existe un «sens de la réalité», il doit sans doute y avoir aussi un «sens de la possibilité» - on trouve des exemples de ce dernier dans tout le vaste spectre qui sépare l'imagination rêveuse et l'action de celui qui entreprend.

Je considère du reste que, hormis dans de minuscules cercles érudits, parler de thèmes religieux en France est une tâche très ingrate. En se fondant sur des enquêtes récentes, des sociologues des religions affirment que seuls 4 % des Français se considèrent encore comme des catholiques pratiquants - cela resterait un constat inexplicable pour la « fille aînée de l'Église » si l'on ne savait pas que les croyants du laïcisme sont plus actifs que jamais. Ils maintiennent le pays dans la ferme poigne du cryptoprotéstantisme - il me semble effectivement qu'une bonne partie de l'exception française peut s'expliquer par la pseudomorphose du christianisme progressif moderne, qui n'a plus les yeux fixés sur Rome, en un système de zèle universaliste qui, depuis 1905, porte la bannière du militantisme laïciste. Si Dieu peut malgré tout se sentir chez lui en France, comme le dit le proverbe, cela tient sans doute au fait que le pays est en dépit de tout resté une patrie du savoir-vivre ; cela comporte une distance populaire et viscérale avec toutes les fixations idéologiques et un sain je-m'en-foutisme.

**Vous décrivez les grands textes religieux comme des productions littéraires, des histoires passionnantes. Vous expliquez même que la religion, c'est de la poésie. Mais n'est-ce pas cette vision qui nous affaiblit face à la menace islamiste ?**

Un peu de précision dans les concepts ne sera peut-être pas inutile. L'expression latine *religio* désignait à l'origine le sérieux scrupuleux avec lequel on devait appréhender le protocole des relations avec ce qui était plus haut que nous. Un élément en a survécu jusqu'ici dans le formalisme du droit: une erreur formelle, et il faut mettre un terme à tout le processus. On ne plaisante pas avec les dieux. Au fil des siècles, notre civilisation a fortement décalé les domaines de ce avec quoi l'on ne plaisante pas. Chaque civilisation répond à sa manière à la question de savoir ce qui est le plus sérieux à ses yeux. En France, le blasphème est considéré comme une partie de la liberté d'opinion et de la culture du divertissement. Les réactions islamistes forcent à réfléchir aux frontières entre ce qui est sérieux et ce qui ne l'est pas.

**Les islamistes prennent Dieu au sérieux au point de mourir pour lui... L'Occident cartésien et matérialiste n'est-il pas tout simplement devenu incapable de comprendre que l'on peut croire ?**

Il vaudrait mieux laisser en suspens la question de savoir si les islamistes sont les exemples adéquats pour la faculté de « prendre Dieu au sérieux ». Il existe aussi un business assez cynique de la religion islamique et les jeunes terroristes ne sont souvent que les idiots utiles de stratèges qui se tiennent, invisibles, à Riyad, au Caire ou à Téhéran.

De plus, on ne devrait pas opérer une assimilation totale entre le chemin à part français dans les affaires de politique religieuse et celui de l'Occident dans son ensemble. La faiblesse réelle des intellectuels d'Europe occidentale tient au fait qu'ils ont vu trop peu de réalité. Les essayistes français, en particulier, succombent volontiers à la tentation d'interpréter les attaques isolées de déracinés musulmans issus des banlieues de Paris et Bruxelles comme des affrontements intervenant dans le cadre d'une guerre culturelle quasi symétrique entre l'Europe et l'Orient.

Il serait plus intelligent de se demander si le show-business des attentats n'équivaut pas à une maladie auto-immune de notre système médiatique. Dès les années quatre-vingts de son siècle, Nietzsche avait constaté que nous, les hommes modernes, ne sommes plus le matériau dont on peut faire une société: nous sommes beaucoup trop amorphes, trop diffus, trop polyvalents pour cela. Si nous voulons nous en tenir à la fiction de la cohérence culturelle, nous sommes tributaires du système scolaire public et des médias de portée nationale. Or, les deux secteurs sont ébranlés.

**Pour les plus fervents européistes, l'Union européenne ressemble à une religion, mais ne lui manque-t-il pas justement une dimension mythologique pour réellement fédérer ? Ou même tout simplement un peu de poésie ?**

Il est vrai que l'Europe est aux yeux de beaucoup de ses citoyens une organisation très prosaïque. À première vue, elle tient plus de l'association de consommateurs que du projet politique. Depuis un an, en raison de la pandémie, nous vivons dans le paradoxe absolu, comme si nous étions internés dans un Club Med. Mais ce ne sont que des considérations provisoires. Pour certains, l'Europe est d'un sérieux sacré, d'autres s'amusent de sa pesanteur et les futés ne s'intéressent de toute façon qu'à l'anus de l'âne d'où pleuvent les pièces d'or. Pour ce qui concerne cet étrange cap occidental de l'Asie, tout est possible, entre le dévouement et l'indifférence. On n'a pas trop de souci à se faire concernant une monomythologie commune. L'Europe est le complexe polymythique par excellence, et même si elle manque de héros et de demi-dieux, les monstres ne sont pas loin. Qu'est-ce que l'hydre à neuf têtes à côté du monstre de Bruxelles, dont les vingt-sept têtes, au lieu de cracher du feu, discutent les unes avec les autres et se triturent les méninges pour savoir comment traiter ces innombrables personnes qui croient en notre mythe plus que nous n'y croyons nous-mêmes - qui croient que c'est mieux ici que partout ailleurs ?

*Faire parler le ciel*, de Peter Sloterdijk, Payot, 400 p., 24 €.

**Le Figaro, no. 23854**

Le Figaro, vendredi 30 avril 2021 886 mots, p. 18

## Débats

# Un livre essentiel pour comprendre et combattre l'idéologie raciale

BRUCKNER, PASCAL

L'écrivain et philosophe\* salue le livre de Mathieu Bock-Côté, « La Révolution raciale - et autres virus idéologiques » (Presses de la Cité). Dans le champ intellectuel, Mathieu Bock-Côté occupe une place à part : Québécois d'origine, il se tient entre l'Hexagone dont il est l'observateur attentif et le monde nord-américain où il constate, en tant que minoritaire, la mainmise progressive des anglophones sur la population de langue française. Et le Canada lui-même n'est plus qu'une réplique idéologique de son grand voisin, un doublon docile incarnée par ce Zelig politique qu'est le premier ministre Justin Trudeau. Cette situation à cheval entre trois mondes rend la réflexion de ce sociologue unique, y compris dans l'univers conservateur dont il se réclame.

Dans cet essai percutant, Mathieu Bock-Côté reprend une intuition que je développe depuis de longues années : l'affrontement des classes sociales est remplacé progressivement, sous l'effet des campus américains, « ces asiles de fous à ciel ouvert » par la lutte des races. À la manière d'un virus échappé d'un laboratoire, des concepts funestes sont en train de contaminer les médias, les universités en Europe après avoir mis la pensée K.-O. aux États-Unis. De quoi s'agit-il? D'expliquer que l'homme blanc hétérosexuel, mais la femme blanche ne perd rien pour attendre, est, de par sa couleur de peau, raciste même quand il se croit antiraciste. « *Devant le grand tribunal révolutionnaire de notre temps, l'homme blanc doit avouer ses crimes en pensée avant d'être intégré dans un nouvel espace public fondé sur la répudiation du monde d'avant.* » Il avait mis la planète à genoux, il doit maintenant ramper et s'incliner devant toutes les minorités qui réclament justice. C'est évidemment l'expérience de l'esclavage et de la ségrégation qui a produit outre-Atlantique cette rhétorique folle qui s'apparente dans le « wokeism » (l'éveil) à une religion dégradée proche des revivals du protestantisme.

Mais le plus stupéfiant dans ce phénomène, c'est sa puissance de propagation depuis l'affaire George Floyd à laquelle le clan Traoré a tenté, non sans succès, de s'identifier, recevant la bénédiction de l'ancienne stalinienne Angela Davis. Les États-Unis sont devenus un modèle pour toute une frange d'influenceurs français, néoféministes, néoracistes, décoloniaux qui tentent de l'adapter à notre situation et militent activement pour la rééducation des peuples européens. Il suffit à ces derniers, en tant que blancs, de reconnaître publiquement leur infamie : « *Le progressiste se faisait une fierté hier de ne pas être raciste, il s'en fait une aujourd'hui de l'être, ou du moins d'avouer l'être, première étape pour ne plus l'être.* » Dans les entreprises, les universités, les grands journaux, aux États-Unis comme au Canada, des stages de sensibilité aux préjugés inconscients reformatent les hommes blancs hétérosexuels et leur enseignent la juste ligne dont ils ne doivent pas sortir sous peine de bannissement social.

Toute la société doit être reconstruite, c'est-à-dire décolonisée : il faut déboulonner la statue des anciens oppresseurs, geste que Bock-Côté compare à raison au dynamitage des Bouddhas de Bamiyan et même la petite sirène à Copenhague est qualifiée de « poisson raciste » puisqu'elle est blanche ! **Sans oublier la question du genre qui vise à abolir l'ancienne distinction du féminin et du masculin au profit du non binaire : l'écrivaine J. K. Rowling a payé cher pour avoir osé soutenir qu'une femme n'est pas un homme et qu'il ne suffit pas de changer d'identité pour appartenir à un autre sexe.**

L'essayiste prend au sérieux ses adversaires. Il étudie leurs textes. L'apport le plus original du livre est de montrer pourquoi l'idéologie raciale se diffuse à la vitesse d'un feu de forêt. Ceux qui devraient s'y opposer ne la prennent pas toujours au sérieux, multiplient les concessions qu'ils croient sans importance (par exemple adopter la phraséologie que cherchent à imposer les activistes) sans mesurer qu'ils se préparent ainsi, à terme, à capituler. Cette révolution, de surcroît, est désormais promue par les plus grandes entreprises du capitalisme américain. Et les administrations fédérales elles-mêmes la traduisent parfois en politiques publiques.

Mathieu Bock-Côté remarque avec tristesse que la réception de ces théories délirantes prend sur les vieilles nations fatiguées d'Europe. Deux phénomènes expliquent l'infiltration du racisme : d'abord l'effritement du sentiment patriotique. Quand la nation se dissout, le besoin d'appartenance se reporte sur des identités dispersées. Enfin les vagues migratoires répétées contribuent à la reconfiguration démographique de nos pays. Avec ce paradoxe : la société post- raciale est d'abord une société hyper raciale qui doit travailler activement à dissoudre le peuple ancien. Il faut décoloniser la France, l'Allemagne, l'Angleterre, les couper de leur passé, instaurer la honte de l'héritage : « *Autrefois le colonialisme consistait à imposer sa culture chez les autres, aujourd'hui il consiste à imposer sa propre culture chez soi.* » Nous voici expulsés en quelque sorte de chez nous par le « régime diversitaire », étrangers sur notre propre sol.

Comme l'auteur le souligne, brandir les concepts d' « universel » ou de « république » ne suffira pas si on ne donne pas chair à la langue et à la civilisation françaises. On n'est jamais trop nombreux pour mener un juste combat : je suis fier pour ma part qu'un essayiste aussi talentueux que Mathieu Bock-Côté me rejoigne dans cette lutte contre la nouvelle machine totalitaire made in USA.

\* *De l'académie Goncourt.*

<https://www.economist.com/finance-and-economics/2021/03/02/might-the-pandemic-pave-the-way-for-a-universal-basic-income>

## Cheques and balances

# Might the pandemic pave the way for a universal basic income?

**A true UBI seems far off. But more experimentation is likely**

### Finance & economics

Mar 6th 2021 edition

When Andrew Yang began his campaign for the Democratic presidential nomination, his proposal for a “Freedom Dividend”—monthly cash payments of \$1,000 to be paid to all Americans—distinguished him among a crowded field as an outsider and an unorthodox thinker. Nearly two years later, as Mr Yang leads the race for mayor of New York City, his plan to provide cash to half a million New Yorkers feels far less radical, and not just because it is much more modest than his idea for a national universal basic income (ubi).

Though ubi still meets with scepticism in many quarters, the experience of the pandemic, and the accompanying explosion in social spending, have changed the tone of discussions about radical reforms to welfare states (see [article](#)). Cash transfers—like those deployed by many governments during the pandemic—have come to look like an efficient, effective way to meet any number of social needs. Few schemes during the pandemic offered recurring payments to all. Yet, though the age of the ubi has not dawned, the ordeal of covid-19 could have brought it closer.

Arguments for universal-income payments have flourished for centuries. Thomas Paine argued that the Earth is common property, and everyone who makes use of its land and resources owes society a “ground rent”, which should fund the payment of a “natural inheritance” to all adults. Plans for universal payments, and the subtly different idea of a guaranteed minimum income, were a recurring feature of welfare debates in the 20th century. Yet by the end of the century concerns about freeloading and persistently high rates of joblessness across much of Europe led to reforms that made benefits stingier or more contingent on work.

Worries about inequality and the belief—especially among tech types—that robots and artificial intelligence might soon make many workers redundant led to renewed interest in basic incomes in the 2010s. But realistic proposals were scant, Mr Yang’s plucky presidential bid notwithstanding. In 2016 a Swiss referendum on a plan to pay all adults an income of about \$2,500 per month was soundly rejected, with nearly 80% of voters opposed.

Then came covid-19. Restrictions on activity placed huge swathes of society in a position of dire, urgent economic need. Governments around the world responded with a fire hose of cash. From mid-March to mid-June more than 1.1bn people received cash payments, much of which were approved with little political opposition. Cash transfers accounted for about a third of all pandemic-related social policies, according to the World Bank. America’s Congress passed a covid-relief act in March 2020 containing a provision to send no-strings-attached cheques of up to \$1,200 to most adults by near-unanimous margins (another round of cheques followed at the end of the year).

Residents of Hong Kong received payments worth nearly \$1,300; those in Japan about \$930; most Singaporean adults roughly \$425. Some governments experimented with payments that could be used only locally, through vouchers (as in Malta) or pre-loaded debit cards (as in parts of South Korea). But most simply sent cash.

Few if any of these schemes offered a true ubi, though. In the rich world, most cash-relief programmes were one-off transfers, aimed at stimulating consumption and cushioning against income shocks. In poor countries transfers more closely resembled a basic income, in that they were often recurrent. But most were aimed at the poor and vulnerable. In its biggest-ever welfare programme, the Brazilian government provided monthly payments to the poorest third of the population until December 2020. Togo's scheme sends fortnightly transfers to the mobile wallets of informal workers where lockdowns are in place.

But as the end of the acute phase of the pandemic draws near, and normal economic activity slowly resumes, the number of programmes still in place is dwindling. Only 7% of policies have been extended; the average scheme lasted just three months, according to the World Bank. In America, President Joe Biden's stimulus bill, which is working its way through Congress, makes provision for a third round of cheques, though fewer people will receive them than in 2020.

Pandemic assistance itself will not evolve into sustained basic-income schemes. But the world's experience with covid-19 could still make their eventual adoption more likely. Polling suggests that young people in both America and Europe support ubi. Both Democrats and some Republicans have expressed support for an expanded child tax credit in America, which would provide cash with no strings attached to families on low incomes. Though benefits phase out for those on high incomes, the plan (which is part of Mr Biden's relief bill) comes close to providing a basic income to families with children.

In South Korea, a presidential election contest scheduled for next year is shaping up to be a referendum of sorts on ubi. Lee Jae-myung, a potential candidate who as governor of the province of Gyeonggi oversaw a regional basic-income programme, suggests that South Korea should adopt a national-level ubi of 500,000 won (\$430) per year, rising eventually to that same amount per month. (A possible rival for the presidency, Chung Sye-kyun, the current prime minister, opposes the plan.)

Pandemic experience also adds to a growing body of evidence on the effects of cash-transfer programmes. In response to the surge in interest in ubi, researchers and governments around the world launched a variety of experiments, at least some of which had begun to yield results before the arrival of covid-19. Finland, for example, conducted a trial in 2017-18 in which 2,000 randomly selected unemployed people were paid a modest income each month, roughly equivalent in size to unemployment benefits, which was guaranteed for the term of the trial.

Evidence from the experiment was muddied by a change to a law in 2018, which tightened conditionality for receiving unemployment benefits. Even so, the results are intriguing. Among the biggest worries relating to ubi is the possibility that it might discourage recipients from seeking paid work. Yet participants who received unconditional payments actually worked more than those on the dole. Reported well-being was substantially higher; recipients also registered less depression and stress, a higher degree of confidence in their abilities, and more social trust than did those in the control group.

## Some basic facts

Universal basic income, selected experiments\*

Trial	Location	Payment	Payout duration	Recipients
Alaska Permanent Fund Dividend (1982-)	United States, Alaska	Around \$1,000-2,000 annually	Indefinite	Around 635,000 people a year <sup>†</sup>
Mein Grundeinkommen (2015-)	Germany	€1,000 (\$1,200) monthly	1 year	752 people
Basic Income Experiment (2017-18)	Finland	€560 (\$672) monthly	2 years	2,000 people
Give Directly (2017-30)	Kenya	\$0.75 per day for some, lump sum for others	2-12 years or lump sum	20,847 people
Baby's First Years (2017-22)	United States, selected cities	\$333 monthly for half of group; \$20 for other half	40 months	1,000 people
Youth Basic Income Programme (2018-)	South Korea, Gyeonggi province	250,000 won (\$212) quarterly	Indefinite	175,000 people
Citizens' Income Project (2019-)	Brazil, Marica	R\$130 (\$30) monthly; R\$300 from April 2020	Indefinite	42,000 people

Source: Stanford Basic Income Lab; *The Economist*

\*At March 3rd 2021 †Average over 2008-18

The Economist

The Finnish results are broadly consistent with findings from other experiments. Rebecca Hasdell, then of the Basic Income Lab at Stanford University, conducted a review of 16 basic-income studies published between 2009 and 2019 that covered rich and poor countries. The research provides consistent evidence of a positive effect on educational attainment and on measures of physical and mental health, and reduced poverty. Effects on labour-market participation are generally small; half of the studies that assess its impact do not find a statistically significant effect. Most of the rest find a positive effect, she writes.

Where participation does decline, though, it is often associated with an increase in caregiving, which could worsen gender inequality in the labour market. In low- and middle-income countries increased caregiving is often linked to lower workforce participation by women. In some studies, a basic income also seems to reduce participation by older workers.

In some cases the beneficial effects of ubi seem to have persisted through the pandemic. A team of economists that had begun a large-scale ubi experiment in Kenya before the outbreak of covid-19 was able to monitor its performance during the crisis. Recipients reported levels of well-being that were modestly but meaningfully higher than those of the control group. Effects on health outcomes were ambiguous. But people receiving payments were more likely to engage in risk-taking commercial activities: perhaps, the authors suggest, because of the insurance provided by the transfers. That suggests that even if basic incomes discourage some sorts of work, they may encourage other desirable activities, such as entrepreneurship.

Extrapolating from these findings is a fraught business. Studies of long-established systems with ubi-like features, such as Alaska's Permanent Fund, which invests oil revenues and distributes dividends to the public, also indicate that the employment effects of a universal payment seem to be small (and may well be positive). But conclusions drawn from programmes that are limited in geographical or temporal scope may not fully capture the ways in which a large-scale, permanent ubi could affect society. Norms regarding work and leisure might adjust in ways that alter the response to payments—for good or ill.

## Reality cheque

Behaviour could shift as more members of society receive generous income payments: perhaps because of a "social multiplier effect" which reflects the fact that some activities become more enjoyable as more people engage in them. That is, ubi recipients in, say, the Finnish experiment might have been more inclined to seek work because being in work is more attractive (and not being in work less so) when most people are employed—a dynamic that could potentially change were income payments to become universal.

Still, encouraging results from ubi trials are likely to encourage more experimentation. They may also provide support to principles and policies that share features with a ubi without going the whole hog, such as: universality; a relaxed approach to the question of work incentives; or a guaranteed income to some groups,

as Mr Yang now proposes. That is because the most daunting obstacle to fully fledged ubi programmes remains: the little matter of funding. Mr Yang's original proposal for a ubi, for instance, would have cost about 14% of gdp a year, though the price tag could be partly reduced by rationalising other welfare schemes. (For comparison, overall federal spending amounted to 21% of gdp in 2019.) Neither short-term ubi trials nor mass cash transfers in response to covid-19 required governments to take on the difficult task of financing enormous new expansions to the welfare state.

Much of the aid provided to households over the past year has been financed with new government borrowing, up to and including Mr Biden's proposals. As accommodating as markets have been of government borrowing over the past year, it seems unlikely that ubi dreams can be made real without the question of financing eventually being asked and answered.

Some politicians are beginning to grapple with the issue. Mr Lee reckons that a small ubi in South Korea could be paid for by adjusting the existing budget, but he allows that increasing the generosity of payments would require additional money. Taxes on land, carbon emissions and digital services are his preferred funding mechanisms. Mr Yang, for his part, argues that a combination of curbs to spending inefficiencies and philanthropic donations could pay for his proposed cash transfers (which would cover only the poorest New Yorkers).

**But where the great welfare-state expansions of the mid-20th century were enabled by a spirit of solidarity and self-sacrifice, forged in depression and war, which made tax-financing of new benefits politically possible, the new enthusiasm for cash transfers owes more to a broad-based relaxation in concern about government borrowing.** As the pandemic ends, that relaxed attitude may change as well, among some segments of the political spectrum at least. Only then can you learn how far along the path to a ubi the pandemic has actually moved society.

# Jean Latreille : « Le revenu universel ne nous fera pas moins travailler, au contraire »

TRIBUNE

Jean Latreille

Professeur agrégé de sciences économiques et sociales

L'économiste explique, dans une tribune au « Monde », que le revenu universel devra rémunérer une gigantesque quantité de tâches indispensables au sauvetage de la planète, et espère que les gens se détournent des activités marchandes uniquement créatrices de profit.

Publié hier à 19h00 Temps de Lecture 5 min.

**Tribune.** C'est officiel : le revenu universel (RU) n'est plus un gadget socialiste. La preuve : [The Economist](#), le très distingué hebdomadaire britannique, en a fait **la « une »** de son édition du 2 mars (traduit dans [Courrier international](#) n° 1588, 8 au 14 avril 2021). Les « indemnités Covid », très largement versées dans les pays riches, l'ont remis pour quelque temps à l'agenda politique.

Projet utopique pour les uns, cauchemar pour les autres, les adversaires du RU tournent leurs regards depuis l'origine dans la même direction : vers le « surfeur de Malibu » ! C'est avec cette figure emblématique du parasite social américain que John Rawls, philosophe de la justice sociale, avait interpellé son jeune collègue belge Philippe Van Parijs, farouche défenseur du revenu universel. La question posée était la suivante : le RU va-t-il détourner de la saine obligation de travail rémunéré des cohortes entières d'enfants gâtés de la société de consommation en leur permettant de sauter sur l'occasion pour ne plus jamais rien faire d'utile socialement ?

## Odieuse injonction

Car le système marchand est fait pour que l'on travaille pour lui à plein temps. C'est à cette obligation que Margaret Thatcher (1925-2013) [*première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990*] faisait allusion en rappelant aux chômeurs les paroles de saint Paul : « *Si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus.* » Cette injonction au travail était odieuse de la part de quelqu'un qui pensait que le chômage est toujours volontaire, et qu'il ne pouvait être que la conséquence de la volonté individuelle de crever joyusement de faim plutôt que de travailler.

En fait, le système marchand et le marché du travail rémunéré ne nous ont jamais laissé d'autre choix que de participer au grand cirque des créations de valeurs prédatrices de ressources et destructrices du climat. Ce fut notre malédiction. Et cela pourrait rester celle des générations à venir si l'on ne faisait rien pour changer les règles du jeu.

Or, l'une des règles les plus importantes du jeu économique – augmenter les ressources de l'efficacité productive – est en passe de changer inexorablement. Si nous voulons éviter la catastrophe climatique, nous devrions réduire l'usage des ressources fossiles au maximum. Avec cette conséquence automatique : la productivité du système va connaître une lente et inexorable décline.

La science économique ne s'appuie pas sur un grand nombre de lois, mais il en est une qui est incontestable : quand la productivité diminue, le travail augmente. C'est pour cela que le revenu universel ne nous fera pas moins travailler. Il nous faudra au contraire travailler plus, en sachant être innovants pour rendre le travail enfin agréable, et en nous appuyant sur les low-tech. La réduction nécessaire et inévitable de la productivité qui nous attend, avec la mise au placard des énergies fossiles, va nécessiter une mobilisation inédite et inattendue, en réalité, de nos forces vives, désireuses de manger et de vivre bien, et prêtes pour y parvenir à « mettre la main à la pâte ».

**« Il est urgent de mettre un coup de frein à ces activités dont l'impact sur les écosystèmes et le climat est désormais documenté par des milliers de rapports scientifiques »**

Pour éviter d'être débordés par l'ampleur des tâches à effectuer avec des quantités d'énergie décroissantes, il nous restera une solution : réduire drastiquement la voilure des productions marchandes et tailler dans toutes ces activités qui ne servent pas à autre chose qu'à permettre à leurs promoteurs d'accéder à leur tour à des biens de consommation destructeurs de ressources, de biodiversité (donc de santé animale et humaine) et de climat. De ce point de vue, le surfeur de Malibu est loin d'être celui dont l'activité est la plus nuisible. Bien plus innombrables sont ces actifs « dispensables » venus s'accrocher aux activités marchandes pour en tirer quelques prébendes.

On les retrouve dans les transports d'affaires ou de loisirs, le fret longue distance, les véhicules thermiques individuels, les emballages, la mode et la publicité (et par ricochet les médias ou les artistes qui ne vivent que d'elles) ; ce sont aussi des conseillers-consultants-experts en concepts innovants, des investisseurs en technologies parfois aussi inutiles que consommatrices de ressources, des agents immobiliers, des financiers aux montages habiles et des intellectuels (philosophes en général et économistes en particulier) chargés de justifier tout ça dans des théories ad hoc.

Il est urgent de mettre un gros coup de frein à ces activités dont l'impact sur les écosystèmes et le climat est désormais largement documenté par des milliers de rapports scientifiques, mais aussi par toute personne capable de faire quelques règles de trois avec un peu de bon sens.

Direction la plage, donc ? Vive le vieux rêve keynésien des trois heures de travail par jour ? Débarrassés des activités marchandes nuisibles et non essentielles, et armés de notre revenu universel, n'est-ce pas l'horizon des véritables sociétés d'abondance relative, sans besoins superflus, qui nous tend les bras ?

## Tout reste à faire

Pas si vite ! La plus grande erreur des défenseurs les plus bienveillants du revenu de base est d'affirmer que le RU nous donnera le temps de profiter de notre temps « libéré » du travail salarié, pour développer nos relations amicales, « la joie de vivre » chère aux décroissants et même une participation accrue à la vie démocratique.

Car tout reste à faire. Tout le reste. Ou à refaire, précisément. Refaire une nourriture qui nécessite énormément de main-d'œuvre, car débarrassée des artifices polluants qui la soutenaient dans sa version industrielle. Refaire des vêtements qui ne diffusent plus des microparticules de plastique sur nos organismes et dans nos eaux de lavage (et refaire au passage des détergents naturels).

Faire à nouveau des objets et des logements destinés à durer, construits ou rénovés en matériaux nobles, durables et recyclables sans émissions de CO<sub>2</sub>. Sans oublier de refaire des médicaments et d'aménager des structures de soins vastes, nombreuses et produisant un minimum de déchets. Et rénover les écoles et les universités pour qu'elles nous réapprennent enfin à faire tout ça...

On s'en doute : il va y avoir du travail, pour les bénéficiaires du RU. Contrairement à *The Economist*, il ne faut pas craindre que le revenu universel dissuade beaucoup de gens de chercher à travailler de façon rémunérée pour des activités inutiles. Il faut même espérer, si l'on peut rêver, que les gens se détournent de ces activités marchandes prédatrices de ressources et uniquement créatrices de profit. Car il va y avoir du

pain (à faire soi-même) sur la planche des allocataires du RU. Thatcher avait tort, mais saint Paul avait raison.

**Jean Latreille** est l'auteur notamment de « Merci les pauvres ! » (L'Harmattan, 2018).

**Archives : [Débats : pour ou contre le revenu universel ?](#)**

**Jean Latreille**(Professeur agrégé de sciences économiques et sociales)